

SFC2021 Programme soutenu par le FEDER (objectif «Investissement pour l'emploi et la croissance»), le FSE+, le Fonds de cohésion, le FTJ et le Feampa — article 21, paragraphe 3

CCI	2021FR16FFPR008
Intitulé en anglais	Programme Martinique ERDF-ESF+ 2021-2027
Intitulé dans la (les) langue(s) nationale(s)	FR - Programme Martinique FEDER-FSE+ 2021-2027
Version	5.4
Première année	2021
Dernière année	2027
Éligible à partir du	1 janv. 2021
Éligible jusqu'au	31 déc. 2029
N° de la décision de la Commission	
Date de la décision de la Commission	
N° de la décision modificative de l'État membre	
Date d'entrée en vigueur de la décision modificative de l'État membre	
Transfert non substantiel (article 24, paragraphe 5, du RDC)	Non
Corrections matérielles ou rédactionnelles (article 24, paragraphe 6, du RDC)	Non
Approuvé par le comité de suivi	Oui
Régions NUTS couvertes par le programme	FRY2 - Martinique FRY20 - Martinique
Fonds concerné(s)	FEDER FSE+
Programme	<input checked="" type="checkbox"/> dans le cadre de l'objectif «Investissement pour l'emploi et la croissance» pour les régions ultrapériphériques uniquement

Table des matières

1. Stratégie du programme: principaux défis et lignes d'action adoptées	18
Tableau 1	30
2. Priorités.....	61
2.1. Priorités autres que l'assistance technique	61
2.1.1. Priorité: 1. Une Martinique plus intelligente au service d'un nouveau modèle de développement.....	61
2.1.1.1. Objectif spécifique: RSO1.1. Développer et améliorer les capacités de recherche et d'innovation ainsi que l'utilisation des technologies de pointe (FEDER)	61
2.1.1.1.1. Interventions des Fonds.....	61
Types de mesures correspondants — article 22, paragraphe 3, point d) i), du RDC et article 6 du règlement FSE+.....	61
Principaux groupes cibles — article 22, paragraphe 3, point d) iii), du RDC:.....	63
Mesures visant à garantir l'égalité, l'inclusion et la non-discrimination — article 22, paragraphe 3, point d) iv), du RDC et article 6 du règlement FSE+	64
Indication des territoires spécifiques ciblés, y compris le recours prévu aux outils territoriaux — article 22, paragraphe 3, point d) v), du RDC	65
Actions interrégionales, transfrontières et transnationales — article 22, paragraphe 3, point d) vi), du RDC	65
Utilisation prévue d'instruments financiers — article 22, paragraphe 3, point d) vii), du RDC.....	65
2.1.1.1.2. Indicateurs	65
Tableau 2: Indicateurs de réalisation	66
Tableau 3: Indicateurs de résultat.....	66
2.1.1.1.3. Ventilation indicative des ressources programmées (UE) par type d'intervention	66
Tableau 4: Dimension 1 — Domaine d'intervention	66
Tableau 5: Dimension 2 — Forme de financement.....	67
Tableau 6: Dimension 3 — Mécanisme d'application territorial et approche territoriale.....	67
Tableau 7: Dimension 6 — Thèmes secondaires du FSE+	67
Tableau 8: Dimension 7 — Dimension «égalité entre les hommes et les femmes» du FSE+*, du FEDER, du Fonds de cohésion et du FTJ.....	67
2.1.1.1. Objectif spécifique: RSO1.2. Tirer parti des avantages de la numérisation au bénéfice des citoyens, des entreprises, des organismes de recherche et des pouvoirs publics (FEDER)	68
2.1.1.1.1. Interventions des Fonds.....	68
Types de mesures correspondants — article 22, paragraphe 3, point d) i), du RDC et article 6 du règlement FSE+.....	68
Principaux groupes cibles — article 22, paragraphe 3, point d) iii), du RDC:.....	71
Mesures visant à garantir l'égalité, l'inclusion et la non-discrimination — article 22, paragraphe 3, point d) iv), du RDC et article 6 du règlement FSE+	71
Indication des territoires spécifiques ciblés, y compris le recours prévu aux outils territoriaux — article 22, paragraphe 3, point d) v), du RDC	72
Actions interrégionales, transfrontières et transnationales — article 22, paragraphe 3, point d) vi), du RDC	72
Utilisation prévue d'instruments financiers — article 22, paragraphe 3, point d) vii), du RDC.....	73
2.1.1.1.2. Indicateurs	73
Tableau 2: Indicateurs de réalisation	73
Tableau 3: Indicateurs de résultat.....	74
2.1.1.1.3. Ventilation indicative des ressources programmées (UE) par type d'intervention	74
Tableau 4: Dimension 1 — Domaine d'intervention	74
Tableau 5: Dimension 2 — Forme de financement.....	75
Tableau 6: Dimension 3 — Mécanisme d'application territorial et approche territoriale.....	75
Tableau 7: Dimension 6 — Thèmes secondaires du FSE+	75
Tableau 8: Dimension 7 — Dimension «égalité entre les hommes et les femmes» du FSE+*, du FEDER, du Fonds de cohésion et du FTJ.....	75

2.1.1.1. Objectif spécifique: RSO1.3. Renforcer la croissance durable et la compétitivité des PME et la création d'emplois dans les PME, y compris par des investissements productifs (FEDER)....	76
2.1.1.1.1. Interventions des Fonds.....	76
Types de mesures correspondants — article 22, paragraphe 3, point d) i), du RDC et article 6 du règlement FSE+:	76
Principaux groupes cibles — article 22, paragraphe 3, point d) iii), du RDC:	79
Mesures visant à garantir l'égalité, l'inclusion et la non-discrimination — article 22, paragraphe 3, point d) iv), du RDC et article 6 du règlement FSE+	80
Indication des territoires spécifiques ciblés, y compris le recours prévu aux outils territoriaux — article 22, paragraphe 3, point d) v), du RDC	80
Actions interrégionales, transfrontières et transnationales — article 22, paragraphe 3, point d) vi), du RDC	81
Utilisation prévue d'instruments financiers — article 22, paragraphe 3, point d) vii), du RDC..	81
2.1.1.1.2. Indicateurs	82
Tableau 2: Indicateurs de réalisation	82
Tableau 3: Indicateurs de résultat	82
2.1.1.1.3. Ventilation indicative des ressources programmées (UE) par type d'intervention	83
Tableau 4: Dimension 1 — Domaine d'intervention	83
Tableau 5: Dimension 2 — Forme de financement.....	83
Tableau 6: Dimension 3 — Mécanisme d'application territorial et approche territoriale.....	84
Tableau 7: Dimension 6 — Thèmes secondaires du FSE+	84
Tableau 8: Dimension 7 — Dimension «égalité entre les hommes et les femmes» du FSE+*, du FEDER, du Fonds de cohésion et du FTJ.....	84
2.1.1. Priorité: 11. Préparation civile.....	85
2.1.1.1. Objectif spécifique: ESO4.6. Promouvoir l'égalité d'accès et le suivi jusqu'à son terme d'un parcours d'éducation ou de formation inclusive et de qualité, en particulier pour les groupes défavorisés, depuis l'éducation et l'accueil des jeunes enfants jusqu'à l'éducation et la formation des adultes en passant par l'enseignement général et l'enseignement et la formation professionnels et par l'enseignement supérieur, et faciliter la mobilité à des fins d'apprentissage pour tous et l'accessibilité pour les personnes handicapées (FSE+)	85
2.1.1.1.1. Interventions des Fonds.....	85
Types de mesures correspondants — article 22, paragraphe 3, point d) i), du RDC et article 6 du règlement FSE+:	85
Principaux groupes cibles — article 22, paragraphe 3, point d) iii), du RDC:	86
Mesures visant à garantir l'égalité, l'inclusion et la non-discrimination — article 22, paragraphe 3, point d) iv), du RDC et article 6 du règlement FSE+	86
Indication des territoires spécifiques ciblés, y compris le recours prévu aux outils territoriaux — article 22, paragraphe 3, point d) v), du RDC	87
Actions interrégionales, transfrontières et transnationales — article 22, paragraphe 3, point d) vi), du RDC	87
Utilisation prévue d'instruments financiers — article 22, paragraphe 3, point d) vii), du RDC..	87
2.1.1.1.2. Indicateurs	87
Tableau 2: Indicateurs de réalisation	87
Tableau 3: Indicateurs de résultat	88
2.1.1.1.3. Ventilation indicative des ressources programmées (UE) par type d'intervention	88
Tableau 4: Dimension 1 — Domaine d'intervention	88
Tableau 5: Dimension 2 — Forme de financement.....	88
Tableau 6: Dimension 3 — Mécanisme d'application territorial et approche territoriale.....	88
Tableau 7: Dimension 6 — Thèmes secondaires du FSE+	89
Tableau 8: Dimension 7 — Dimension «égalité entre les hommes et les femmes» du FSE+*, du FEDER, du Fonds de cohésion et du FTJ.....	89
2.1.1.1. Objectif spécifique: ESO4.7. Promouvoir l'apprentissage tout au long de la vie, notamment les possibilités de renforcement des compétences et de reconversion flexibles pour tous, en tenant compte des compétences entrepreneuriales et numériques, mieux anticiper les changements et les nouvelles exigences en matière de compétences fondées sur les besoins du	

marché du travail, faciliter les transitions professionnelles et promouvoir la mobilité professionnelle (FSE+)	90
2.1.1.1.1. Interventions des Fonds	90
Types de mesures correspondants — article 22, paragraphe 3, point d) i), du RDC et article 6 du règlement FSE+:	90
Principaux groupes cibles — article 22, paragraphe 3, point d) iii), du RDC:	91
Mesures visant à garantir l'égalité, l'inclusion et la non-discrimination — article 22, paragraphe 3, point d) iv), du RDC et article 6 du règlement FSE+	91
Indication des territoires spécifiques ciblés, y compris le recours prévu aux outils territoriaux — article 22, paragraphe 3, point d) v), du RDC	92
Actions interrégionales, transfrontières et transnationales — article 22, paragraphe 3, point d) vi), du RDC	92
Utilisation prévue d'instruments financiers — article 22, paragraphe 3, point d) vii), du RDC	92
2.1.1.1.2. Indicateurs	92
Tableau 2: Indicateurs de réalisation	93
Tableau 3: Indicateurs de résultat	93
2.1.1.1.3. Ventilation indicative des ressources programmées (UE) par type d'intervention	93
Tableau 4: Dimension 1 — Domaine d'intervention	93
Tableau 5: Dimension 2 — Forme de financement	93
Tableau 6: Dimension 3 — Mécanisme d'application territorial et approche territoriale	94
Tableau 7: Dimension 6 — Thèmes secondaires du FSE+	94
Tableau 8: Dimension 7 — Dimension «égalité entre les hommes et les femmes» du FSE+*, du FEDER, du Fonds de cohésion et du FTJ	94
2.1.1. Priorité: 12. Défense et Sécurité	96
2.1.1.1. Objectif spécifique: RSO3.3. Développer des infrastructures de défense résilientes, en accordant la priorité à celles à double usage, y compris au service de la mobilité militaire pour l'Union, et renforcer la préparation en matière civile (FEDER)	96
2.1.1.1.1. Interventions des Fonds	96
Types de mesures correspondants — article 22, paragraphe 3, point d) i), du RDC et article 6 du règlement FSE+:	96
Principaux groupes cibles — article 22, paragraphe 3, point d) iii), du RDC:	97
Mesures visant à garantir l'égalité, l'inclusion et la non-discrimination — article 22, paragraphe 3, point d) iv), du RDC et article 6 du règlement FSE+	98
Indication des territoires spécifiques ciblés, y compris le recours prévu aux outils territoriaux — article 22, paragraphe 3, point d) v), du RDC	98
Actions interrégionales, transfrontières et transnationales — article 22, paragraphe 3, point d) vi), du RDC	99
Utilisation prévue d'instruments financiers — article 22, paragraphe 3, point d) vii), du RDC	99
2.1.1.1.2. Indicateurs	99
Tableau 2: Indicateurs de réalisation	99
Tableau 3: Indicateurs de résultat	100
2.1.1.1.3. Ventilation indicative des ressources programmées (UE) par type d'intervention	100
Tableau 4: Dimension 1 — Domaine d'intervention	100
Tableau 5: Dimension 2 — Forme de financement	100
Tableau 6: Dimension 3 — Mécanisme d'application territorial et approche territoriale	101
Tableau 7: Dimension 6 — Thèmes secondaires du FSE+	101
Tableau 8: Dimension 7 — Dimension «égalité entre les hommes et les femmes» du FSE+*, du FEDER, du Fonds de cohésion et du FTJ	101
2.1.1. Priorité: 13. Logement abordable	102
2.1.1.1. Objectif spécifique: RSO2.11. Favoriser l'accès à des logements abordables et durables (FEDER)	102
2.1.1.1.1. Interventions des Fonds	102
Types de mesures correspondants — article 22, paragraphe 3, point d) i), du RDC et article 6 du règlement FSE+:	102
Principaux groupes cibles — article 22, paragraphe 3, point d) iii), du RDC:	104

Mesures visant à garantir l'égalité, l'inclusion et la non-discrimination — article 22, paragraphe 3, point d) iv), du RDC et article 6 du règlement FSE+	105
Indication des territoires spécifiques ciblés, y compris le recours prévu aux outils territoriaux — article 22, paragraphe 3, point d) v), du RDC	105
Actions interrégionales, transfrontières et transnationales — article 22, paragraphe 3, point d) vi), du RDC	105
Utilisation prévue d'instruments financiers — article 22, paragraphe 3, point d) vii), du RDC	106
2.1.1.1.2. Indicateurs	106
Tableau 2: Indicateurs de réalisation	106
Tableau 3: Indicateurs de résultat	106
2.1.1.1.3. Ventilation indicative des ressources programmées (UE) par type d'intervention	107
Tableau 4: Dimension 1 — Domaine d'intervention	107
Tableau 5: Dimension 2 — Forme de financement	107
Tableau 6: Dimension 3 — Mécanisme d'application territorial et approche territoriale	107
Tableau 7: Dimension 6 — Thèmes secondaires du FSE+	108
Tableau 8: Dimension 7 — Dimension «égalité entre les hommes et les femmes» du FSE+*, du FEDER, du Fonds de cohésion et du FTJ	108
2.1.1. Priorité: 2. Une Martinique numérique (Objectif spécifique en matière de connectivité numérique énoncé à l'article 3, paragraphe 1, point a), v), du règlement relatif au FEDER et au Fonds de cohésion)	109
2.1.1.1. Objectif spécifique: RSO1.5. Renforcer la connectivité numérique (FEDER)	109
2.1.1.1.1. Interventions des Fonds	109
Types de mesures correspondants — article 22, paragraphe 3, point d) i), du RDC et article 6 du règlement FSE+:	109
Principaux groupes cibles — article 22, paragraphe 3, point d) iii), du RDC:	111
Mesures visant à garantir l'égalité, l'inclusion et la non-discrimination — article 22, paragraphe 3, point d) iv), du RDC et article 6 du règlement FSE+	111
Indication des territoires spécifiques ciblés, y compris le recours prévu aux outils territoriaux — article 22, paragraphe 3, point d) v), du RDC	112
Actions interrégionales, transfrontières et transnationales — article 22, paragraphe 3, point d) vi), du RDC	112
Utilisation prévue d'instruments financiers — article 22, paragraphe 3, point d) vii), du RDC	112
2.1.1.1.2. Indicateurs	113
Tableau 2: Indicateurs de réalisation	113
Tableau 3: Indicateurs de résultat	113
2.1.1.1.3. Ventilation indicative des ressources programmées (UE) par type d'intervention	113
Tableau 4: Dimension 1 — Domaine d'intervention	113
Tableau 5: Dimension 2 — Forme de financement	114
Tableau 6: Dimension 3 — Mécanisme d'application territorial et approche territoriale	114
Tableau 7: Dimension 6 — Thèmes secondaires du FSE+	114
Tableau 8: Dimension 7 — Dimension «égalité entre les hommes et les femmes» du FSE+*, du FEDER, du Fonds de cohésion et du FTJ	114
2.1.1. Priorité: 3. Une Martinique durable	115
2.1.1.1. Objectif spécifique: RSO2.1. Favoriser les mesures en matière d'efficacité énergétique et réduire les émissions de gaz à effet de serre (FEDER)	115
2.1.1.1.1. Interventions des Fonds	115
Types de mesures correspondants — article 22, paragraphe 3, point d) i), du RDC et article 6 du règlement FSE+:	115
Principaux groupes cibles — article 22, paragraphe 3, point d) iii), du RDC:	117
Mesures visant à garantir l'égalité, l'inclusion et la non-discrimination — article 22, paragraphe 3, point d) iv), du RDC et article 6 du règlement FSE+	118
Indication des territoires spécifiques ciblés, y compris le recours prévu aux outils territoriaux — article 22, paragraphe 3, point d) v), du RDC	119
Actions interrégionales, transfrontières et transnationales — article 22, paragraphe 3, point d) vi), du RDC	119

Utilisation prévue d'instruments financiers — article 22, paragraphe 3, point d) vii), du RDC	119
2.1.1.1.2. Indicateurs	119
Tableau 2: Indicateurs de réalisation.....	119
Tableau 3: Indicateurs de résultat.....	120
2.1.1.1.3. Ventilation indicative des ressources programmées (UE) par type d'intervention	120
Tableau 4: Dimension 1 — Domaine d'intervention	120
Tableau 5: Dimension 2 — Forme de financement.....	121
Tableau 6: Dimension 3 — Mécanisme d'application territorial et approche territoriale.....	121
Tableau 7: Dimension 6 — Thèmes secondaires du FSE+	121
Tableau 8: Dimension 7 — Dimension «égalité entre les hommes et les femmes» du FSE+*, du FEDER, du Fonds de cohésion et du FTJ.....	121
2.1.1.1. Objectif spécifique: RSO2.2. Promouvoir les énergies renouvelables conformément à la directive (UE) 2018/2001 sur les sources d'énergie renouvelables [1], y compris les critères de durabilité qui y sont énoncés (FEDER).....	122
2.1.1.1.1. Interventions des Fonds.....	122
Types de mesures correspondants — article 22, paragraphe 3, point d) i), du RDC et article 6 du règlement FSE+.....	122
Principaux groupes cibles — article 22, paragraphe 3, point d) iii), du RDC:.....	125
Mesures visant à garantir l'égalité, l'inclusion et la non-discrimination — article 22, paragraphe 3, point d) iv), du RDC et article 6 du règlement FSE+	125
Indication des territoires spécifiques ciblés, y compris le recours prévu aux outils territoriaux — article 22, paragraphe 3, point d) v), du RDC	126
Actions interrégionales, transfrontières et transnationales — article 22, paragraphe 3, point d) vi), du RDC	126
Utilisation prévue d'instruments financiers — article 22, paragraphe 3, point d) vii), du RDC	126
2.1.1.1.2. Indicateurs	127
Tableau 2: Indicateurs de réalisation.....	127
Tableau 3: Indicateurs de résultat.....	127
2.1.1.1.3. Ventilation indicative des ressources programmées (UE) par type d'intervention	127
Tableau 4: Dimension 1 — Domaine d'intervention	127
Tableau 5: Dimension 2 — Forme de financement.....	128
Tableau 6: Dimension 3 — Mécanisme d'application territorial et approche territoriale.....	128
Tableau 7: Dimension 6 — Thèmes secondaires du FSE+	128
Tableau 8: Dimension 7 — Dimension «égalité entre les hommes et les femmes» du FSE+*, du FEDER, du Fonds de cohésion et du FTJ.....	128
2.1.1.1. Objectif spécifique: RSO2.3. Développer des systèmes, réseaux et équipements de stockage énergétiques intelligents en dehors du RTE-E (FEDER)	129
2.1.1.1.1. Interventions des Fonds.....	129
Types de mesures correspondants — article 22, paragraphe 3, point d) i), du RDC et article 6 du règlement FSE+.....	129
Principaux groupes cibles — article 22, paragraphe 3, point d) iii), du RDC:.....	131
Mesures visant à garantir l'égalité, l'inclusion et la non-discrimination — article 22, paragraphe 3, point d) iv), du RDC et article 6 du règlement FSE+	131
Indication des territoires spécifiques ciblés, y compris le recours prévu aux outils territoriaux — article 22, paragraphe 3, point d) v), du RDC	132
Actions interrégionales, transfrontières et transnationales — article 22, paragraphe 3, point d) vi), du RDC	132
Utilisation prévue d'instruments financiers — article 22, paragraphe 3, point d) vii), du RDC	132
2.1.1.1.2. Indicateurs	133
Tableau 2: Indicateurs de réalisation.....	133
Tableau 3: Indicateurs de résultat.....	133
2.1.1.1.3. Ventilation indicative des ressources programmées (UE) par type d'intervention	133
Tableau 4: Dimension 1 — Domaine d'intervention	133
Tableau 5: Dimension 2 — Forme de financement.....	134
Tableau 6: Dimension 3 — Mécanisme d'application territorial et approche territoriale.....	134

Tableau 7: Dimension 6 — Thèmes secondaires du FSE+	134
Tableau 8: Dimension 7 — Dimension «égalité entre les hommes et les femmes» du FSE+*, du FEDER, du Fonds de cohésion et du FTJ.....	134
2.1.1.1. Objectif spécifique: RSO2.4. Favoriser l'adaptation au changement climatique, la prévention des risques de catastrophe et la résilience, en tenant compte des approches fondées sur les écosystèmes (FEDER)	135
2.1.1.1.1. Interventions des Fonds.....	135
Types de mesures correspondants — article 22, paragraphe 3, point d) i), du RDC et article 6 du règlement FSE+:	135
Principaux groupes cibles — article 22, paragraphe 3, point d) iii), du RDC:.....	138
Mesures visant à garantir l'égalité, l'inclusion et la non-discrimination — article 22, paragraphe 3, point d) iv), du RDC et article 6 du règlement FSE+	139
Indication des territoires spécifiques ciblés, y compris le recours prévu aux outils territoriaux — article 22, paragraphe 3, point d) v), du RDC	139
Actions interrégionales, transfrontières et transnationales — article 22, paragraphe 3, point d) vi), du RDC	139
Utilisation prévue d'instruments financiers — article 22, paragraphe 3, point d) vii), du RDC.....	140
2.1.1.1.2. Indicateurs	140
Tableau 2: Indicateurs de réalisation	140
Tableau 3: Indicateurs de résultat.....	141
2.1.1.1.3. Ventilation indicative des ressources programmées (UE) par type d'intervention	141
Tableau 4: Dimension 1 — Domaine d'intervention	141
Tableau 5: Dimension 2 — Forme de financement.....	142
Tableau 6: Dimension 3 — Mécanisme d'application territorial et approche territoriale.....	142
Tableau 7: Dimension 6 — Thèmes secondaires du FSE+	142
Tableau 8: Dimension 7 — Dimension «égalité entre les hommes et les femmes» du FSE+*, du FEDER, du Fonds de cohésion et du FTJ.....	142
2.1.1.1. Objectif spécifique: RSO2.5. Favoriser un accès sûr à l'eau, une gestion durable de l'eau, y compris une gestion intégrée de l'eau, et la résilience dans le domaine de l'eau (FEDER)	143
2.1.1.1.1. Interventions des Fonds.....	143
Types de mesures correspondants — article 22, paragraphe 3, point d) i), du RDC et article 6 du règlement FSE+:	143
Principaux groupes cibles — article 22, paragraphe 3, point d) iii), du RDC:.....	146
Mesures visant à garantir l'égalité, l'inclusion et la non-discrimination — article 22, paragraphe 3, point d) iv), du RDC et article 6 du règlement FSE+	146
Indication des territoires spécifiques ciblés, y compris le recours prévu aux outils territoriaux — article 22, paragraphe 3, point d) v), du RDC	147
Actions interrégionales, transfrontières et transnationales — article 22, paragraphe 3, point d) vi), du RDC	147
Utilisation prévue d'instruments financiers — article 22, paragraphe 3, point d) vii), du RDC.....	147
2.1.1.1.2. Indicateurs	148
Tableau 2: Indicateurs de réalisation	148
Tableau 3: Indicateurs de résultat.....	148
2.1.1.1.3. Ventilation indicative des ressources programmées (UE) par type d'intervention	148
Tableau 4: Dimension 1 — Domaine d'intervention	148
Tableau 5: Dimension 2 — Forme de financement.....	149
Tableau 6: Dimension 3 — Mécanisme d'application territorial et approche territoriale.....	149
Tableau 7: Dimension 6 — Thèmes secondaires du FSE+	149
Tableau 8: Dimension 7 — Dimension «égalité entre les hommes et les femmes» du FSE+*, du FEDER, du Fonds de cohésion et du FTJ.....	149
2.1.1.1. Objectif spécifique: RSO2.6. Favoriser la transition vers une économie circulaire et efficace dans l'utilisation des ressources (FEDER)	151
2.1.1.1.1. Interventions des Fonds.....	151
Types de mesures correspondants — article 22, paragraphe 3, point d) i), du RDC et article 6 du règlement FSE+:	151

Principaux groupes cibles — article 22, paragraphe 3, point d) iii), du RDC:.....	154
Mesures visant à garantir l'égalité, l'inclusion et la non-discrimination — article 22, paragraphe 3, point d) iv), du RDC et article 6 du règlement FSE+	155
Indication des territoires spécifiques ciblés, y compris le recours prévu aux outils territoriaux — article 22, paragraphe 3, point d) v), du RDC	155
Actions interrégionales, transfrontières et transnationales — article 22, paragraphe 3, point d) vi), du RDC	155
Utilisation prévue d'instruments financiers — article 22, paragraphe 3, point d) vii), du RDC.....	156
2.1.1.1.2. Indicateurs	156
Tableau 2: Indicateurs de réalisation.....	156
Tableau 3: Indicateurs de résultat.....	156
2.1.1.1.3. Ventilation indicative des ressources programmées (UE) par type d'intervention	157
Tableau 4: Dimension 1 — Domaine d'intervention	157
Tableau 5: Dimension 2 — Forme de financement.....	157
Tableau 6: Dimension 3 — Mécanisme d'application territorial et approche territoriale.....	157
Tableau 7: Dimension 6 — Thèmes secondaires du FSE+	158
Tableau 8: Dimension 7 — Dimension «égalité entre les hommes et les femmes» du FSE+*, du FEDER, du Fonds de cohésion et du FTJ.....	158
2.1.1.1. Objectif spécifique: RSO2.7. Améliorer la protection et la préservation de la nature et de la biodiversité et renforcer les infrastructures vertes, en particulier en milieu urbain, et réduire toutes les formes de pollution (FEDER)	159
2.1.1.1.1. Interventions des Fonds	159
Types de mesures correspondants — article 22, paragraphe 3, point d) i), du RDC et article 6 du règlement FSE+:	159
Principaux groupes cibles — article 22, paragraphe 3, point d) iii), du RDC:.....	162
Mesures visant à garantir l'égalité, l'inclusion et la non-discrimination — article 22, paragraphe 3, point d) iv), du RDC et article 6 du règlement FSE+	162
Indication des territoires spécifiques ciblés, y compris le recours prévu aux outils territoriaux — article 22, paragraphe 3, point d) v), du RDC	163
Actions interrégionales, transfrontières et transnationales — article 22, paragraphe 3, point d) vi), du RDC	163
Utilisation prévue d'instruments financiers — article 22, paragraphe 3, point d) vii), du RDC.....	164
2.1.1.1.2. Indicateurs	164
Tableau 2: Indicateurs de réalisation.....	164
Tableau 3: Indicateurs de résultat.....	164
2.1.1.1.3. Ventilation indicative des ressources programmées (UE) par type d'intervention	165
Tableau 4: Dimension 1 — Domaine d'intervention	165
Tableau 5: Dimension 2 — Forme de financement.....	165
Tableau 6: Dimension 3 — Mécanisme d'application territorial et approche territoriale.....	165
Tableau 7: Dimension 6 — Thèmes secondaires du FSE+	165
Tableau 8: Dimension 7 — Dimension «égalité entre les hommes et les femmes» du FSE+*, du FEDER, du Fonds de cohésion et du FTJ.....	166
2.1.1. Priorité: 4. Une Martinique à la mobilité multimodale (Objectif spécifique en matière de mobilité urbaine énoncé à l'article 3, paragraphe 1, point b) viii), du règlement relatif au FEDER et au Fonds de cohésion)	167
2.1.1.1. Objectif spécifique: RSO2.8. Favoriser une mobilité urbaine multimodale durable, dans le cadre de la transition vers une économie à zéro émission nette de carbone (FEDER)	167
2.1.1.1.1. Interventions des Fonds	167
Types de mesures correspondants — article 22, paragraphe 3, point d) i), du RDC et article 6 du règlement FSE+:	167
Principaux groupes cibles — article 22, paragraphe 3, point d) iii), du RDC:.....	169
Mesures visant à garantir l'égalité, l'inclusion et la non-discrimination — article 22, paragraphe 3, point d) iv), du RDC et article 6 du règlement FSE+	169
Indication des territoires spécifiques ciblés, y compris le recours prévu aux outils territoriaux — article 22, paragraphe 3, point d) v), du RDC	170

Actions interrégionales, transfrontières et transnationales — article 22, paragraphe 3, point d) vi), du RDC	170
Utilisation prévue d'instruments financiers — article 22, paragraphe 3, point d) vii), du RDC	170
2.1.1.1.2. Indicateurs	171
Tableau 2: Indicateurs de réalisation	171
Tableau 3: Indicateurs de résultat	171
2.1.1.1.3. Ventilation indicative des ressources programmées (UE) par type d'intervention	171
Tableau 4: Dimension 1 — Domaine d'intervention	171
Tableau 5: Dimension 2 — Forme de financement	172
Tableau 6: Dimension 3 — Mécanisme d'application territorial et approche territoriale	172
Tableau 7: Dimension 6 — Thèmes secondaires du FSE+	172
Tableau 8: Dimension 7 — Dimension «égalité entre les hommes et les femmes» du FSE+*, du FEDER, du Fonds de cohésion et du FTJ	172
2.1.1. Priorité: 5. Une Martinique connectée	173
2.1.1.1. Objectif spécifique: RSO3.2. Mettre en place et développer une mobilité durable, intelligente, intermodale et résiliente face aux facteurs climatiques au niveau national, régional et local, y compris en améliorant l'accès au RTE-T et la mobilité transfrontalière (FEDER)	173
2.1.1.1.1. Interventions des Fonds	173
Types de mesures correspondants — article 22, paragraphe 3, point d) i), du RDC et article 6 du règlement FSE+:	173
Principaux groupes cibles — article 22, paragraphe 3, point d) iii), du RDC:	177
Mesures visant à garantir l'égalité, l'inclusion et la non-discrimination — article 22, paragraphe 3, point d) iv), du RDC et article 6 du règlement FSE+	177
Indication des territoires spécifiques ciblés, y compris le recours prévu aux outils territoriaux — article 22, paragraphe 3, point d) v), du RDC	178
Actions interrégionales, transfrontières et transnationales — article 22, paragraphe 3, point d) vi), du RDC	178
Utilisation prévue d'instruments financiers — article 22, paragraphe 3, point d) vii), du RDC	178
2.1.1.1.2. Indicateurs	178
Tableau 2: Indicateurs de réalisation	178
Tableau 3: Indicateurs de résultat	179
2.1.1.1.3. Ventilation indicative des ressources programmées (UE) par type d'intervention	179
Tableau 4: Dimension 1 — Domaine d'intervention	179
Tableau 5: Dimension 2 — Forme de financement	179
Tableau 6: Dimension 3 — Mécanisme d'application territorial et approche territoriale	180
Tableau 7: Dimension 6 — Thèmes secondaires du FSE+	180
Tableau 8: Dimension 7 — Dimension «égalité entre les hommes et les femmes» du FSE+*, du FEDER, du Fonds de cohésion et du FTJ	180
2.1.1. Priorité: 6. Une Martinique performante et inclusive (FEDER)	181
2.1.1.1. Objectif spécifique: RSO4.2. Améliorer l'égalité d'accès à des services de qualité et inclusifs dans l'éducation, la formation et l'apprentissage tout au long de la vie grâce au développement d'infrastructures accessibles, notamment en favorisant la résilience dans le domaine de l'enseignement et de la formation à distance et en ligne (FEDER)	181
2.1.1.1.1. Interventions des Fonds	181
Types de mesures correspondants — article 22, paragraphe 3, point d) i), du RDC et article 6 du règlement FSE+:	181
Principaux groupes cibles — article 22, paragraphe 3, point d) iii), du RDC:	183
Mesures visant à garantir l'égalité, l'inclusion et la non-discrimination — article 22, paragraphe 3, point d) iv), du RDC et article 6 du règlement FSE+	183
Indication des territoires spécifiques ciblés, y compris le recours prévu aux outils territoriaux — article 22, paragraphe 3, point d) v), du RDC	184
Actions interrégionales, transfrontières et transnationales — article 22, paragraphe 3, point d) vi), du RDC	184
Utilisation prévue d'instruments financiers — article 22, paragraphe 3, point d) vii), du RDC	184
2.1.1.1.2. Indicateurs	185

Tableau 2: Indicateurs de réalisation	185
Tableau 3: Indicateurs de résultat	185
2.1.1.1.3. Ventilation indicative des ressources programmées (UE) par type d'intervention	185
Tableau 4: Dimension 1 — Domaine d'intervention	185
Tableau 5: Dimension 2 — Forme de financement.....	186
Tableau 6: Dimension 3 — Mécanisme d'application territorial et approche territoriale.....	186
Tableau 7: Dimension 6 — Thèmes secondaires du FSE+	186
Tableau 8: Dimension 7 — Dimension «égalité entre les hommes et les femmes» du FSE+*, du FEDER, du Fonds de cohésion et du FTJ.....	186
2.1.1.1. Objectif spécifique: RSO4.3. Favoriser l'intégration socio-économique des communautés marginalisées, des ménages à faible revenu et des groupes défavorisés, y compris les personnes ayant des besoins particuliers, au moyen de mesures intégrées, notamment en ce qui concerne le logement et les services sociaux (FEDER).....	187
2.1.1.1.1. Interventions des Fonds	187
Types de mesures correspondants — article 22, paragraphe 3, point d) i), du RDC et article 6 du règlement FSE+:	187
Principaux groupes cibles — article 22, paragraphe 3, point d) iii), du RDC:.....	189
Mesures visant à garantir l'égalité, l'inclusion et la non-discrimination — article 22, paragraphe 3, point d) iv), du RDC et article 6 du règlement FSE+	189
Indication des territoires spécifiques ciblés, y compris le recours prévu aux outils territoriaux — article 22, paragraphe 3, point d) v), du RDC	190
Actions interrégionales, transfrontières et transnationales — article 22, paragraphe 3, point d) vi), du RDC	190
Utilisation prévue d'instruments financiers — article 22, paragraphe 3, point d) vii), du RDC.....	190
2.1.1.1.2. Indicateurs	190
Tableau 2: Indicateurs de réalisation	191
Tableau 3: Indicateurs de résultat	191
2.1.1.1.3. Ventilation indicative des ressources programmées (UE) par type d'intervention	191
Tableau 4: Dimension 1 — Domaine d'intervention	191
Tableau 5: Dimension 2 — Forme de financement.....	191
Tableau 6: Dimension 3 — Mécanisme d'application territorial et approche territoriale.....	192
Tableau 7: Dimension 6 — Thèmes secondaires du FSE+	192
Tableau 8: Dimension 7 — Dimension «égalité entre les hommes et les femmes» du FSE+*, du FEDER, du Fonds de cohésion et du FTJ.....	192
2.1.1.1. Objectif spécifique: RSO4.5. Garantir l'égalité d'accès aux soins de santé et favoriser la résilience des systèmes de santé, y compris les soins de santé primaires, et promouvoir le passage d'une prise en charge institutionnelle à une prise en charge familiale ou de proximité (FEDER)	193
2.1.1.1.1. Interventions des Fonds	193
Types de mesures correspondants — article 22, paragraphe 3, point d) i), du RDC et article 6 du règlement FSE+:	193
Principaux groupes cibles — article 22, paragraphe 3, point d) iii), du RDC:.....	196
Mesures visant à garantir l'égalité, l'inclusion et la non-discrimination — article 22, paragraphe 3, point d) iv), du RDC et article 6 du règlement FSE+	196
Indication des territoires spécifiques ciblés, y compris le recours prévu aux outils territoriaux — article 22, paragraphe 3, point d) v), du RDC	197
Actions interrégionales, transfrontières et transnationales — article 22, paragraphe 3, point d) vi), du RDC	197
Utilisation prévue d'instruments financiers — article 22, paragraphe 3, point d) vii), du RDC.....	197
2.1.1.1.2. Indicateurs	198
Tableau 2: Indicateurs de réalisation	198
Tableau 3: Indicateurs de résultat	198
2.1.1.1.3. Ventilation indicative des ressources programmées (UE) par type d'intervention	198
Tableau 4: Dimension 1 — Domaine d'intervention	198
Tableau 5: Dimension 2 — Forme de financement.....	198
Tableau 6: Dimension 3 — Mécanisme d'application territorial et approche territoriale.....	199

Tableau 7: Dimension 6 — Thèmes secondaires du FSE+	199
Tableau 8: Dimension 7 — Dimension «égalité entre les hommes et les femmes» du FSE+*, du FEDER, du Fonds de cohésion et du FTJ.....	199
2.1.1.1. Objectif spécifique: RSO4.6. Renforcer le rôle de la culture et du tourisme durable dans le développement économique, l'inclusion sociale et l'innovation sociale (FEDER)	200
2.1.1.1.1. Interventions des Fonds	200
Types de mesures correspondants — article 22, paragraphe 3, point d) i), du RDC et article 6 du règlement FSE+:	200
Principaux groupes cibles — article 22, paragraphe 3, point d) iii), du RDC:.....	203
Mesures visant à garantir l'égalité, l'inclusion et la non-discrimination — article 22, paragraphe 3, point d) iv), du RDC et article 6 du règlement FSE+	203
Indication des territoires spécifiques ciblés, y compris le recours prévu aux outils territoriaux — article 22, paragraphe 3, point d) v), du RDC	204
Actions interrégionales, transfrontières et transnationales — article 22, paragraphe 3, point d) vi), du RDC	204
Utilisation prévue d'instruments financiers — article 22, paragraphe 3, point d) vii), du RDC.....	204
2.1.1.1.2. Indicateurs	205
Tableau 2: Indicateurs de réalisation	205
Tableau 3: Indicateurs de résultat	205
2.1.1.1.3. Ventilation indicative des ressources programmées (UE) par type d'intervention	205
Tableau 4: Dimension 1 — Domaine d'intervention	205
Tableau 5: Dimension 2 — Forme de financement.....	206
Tableau 6: Dimension 3 — Mécanisme d'application territorial et approche territoriale.....	206
Tableau 7: Dimension 6 — Thèmes secondaires du FSE+	206
Tableau 8: Dimension 7 — Dimension «égalité entre les hommes et les femmes» du FSE+*, du FEDER, du Fonds de cohésion et du FTJ.....	206
2.1.1. Priorité: 7. Faire du capital humain un levier du développement.....	207
2.1.1.1. Objectif spécifique: ESO4.1. Améliorer l'accès à l'emploi et aux mesures d'activation pour tous les demandeurs d'emploi, notamment des jeunes, en particulier par la mise en œuvre de la garantie pour la jeunesse, pour les chômeurs de longue durée et des groupes défavorisés sur le marché du travail, et pour les personnes inactives, ainsi que par la promotion de l'emploi indépendant et de l'économie sociale; (FSE+).....	207
2.1.1.1.1. Interventions des Fonds	207
Types de mesures correspondants — article 22, paragraphe 3, point d) i), du RDC et article 6 du règlement FSE+:	207
Principaux groupes cibles — article 22, paragraphe 3, point d) iii), du RDC:.....	208
Mesures visant à garantir l'égalité, l'inclusion et la non-discrimination — article 22, paragraphe 3, point d) iv), du RDC et article 6 du règlement FSE+	209
Indication des territoires spécifiques ciblés, y compris le recours prévu aux outils territoriaux — article 22, paragraphe 3, point d) v), du RDC	209
Actions interrégionales, transfrontières et transnationales — article 22, paragraphe 3, point d) vi), du RDC	210
Utilisation prévue d'instruments financiers — article 22, paragraphe 3, point d) vii), du RDC.....	210
2.1.1.1.2. Indicateurs	210
Tableau 2: Indicateurs de réalisation	210
Tableau 3: Indicateurs de résultat	211
2.1.1.1.3. Ventilation indicative des ressources programmées (UE) par type d'intervention	211
Tableau 4: Dimension 1 — Domaine d'intervention	211
Tableau 5: Dimension 2 — Forme de financement.....	212
Tableau 6: Dimension 3 — Mécanisme d'application territorial et approche territoriale.....	212
Tableau 7: Dimension 6 — Thèmes secondaires du FSE+	212
Tableau 8: Dimension 7 — Dimension «égalité entre les hommes et les femmes» du FSE+*, du FEDER, du Fonds de cohésion et du FTJ.....	213
2.1.1.1. Objectif spécifique: ESO4.5. Améliorer la qualité, le caractère inclusif et l'efficacité des systèmes d'éducation et de formation ainsi que leur adéquation au marché du travail, notamment	

par la validation de l'apprentissage non formel et informel, pour favoriser l'acquisition de compétences clés dont les compétences entrepreneuriales et numériques, et en promouvant la mise en place de systèmes de formation en alternance et d'apprentissages (FSE+)	214
2.1.1.1.1. Interventions des Fonds	214
Types de mesures correspondants — article 22, paragraphe 3, point d) i), du RDC et article 6 du règlement FSE+:	214
Principaux groupes cibles — article 22, paragraphe 3, point d) iii), du RDC:	215
Mesures visant à garantir l'égalité, l'inclusion et la non-discrimination — article 22, paragraphe 3, point d) iv), du RDC et article 6 du règlement FSE+ :	216
Indication des territoires spécifiques ciblés, y compris le recours prévu aux outils territoriaux — article 22, paragraphe 3, point d) v), du RDC	216
Actions interrégionales, transfrontières et transnationales — article 22, paragraphe 3, point d) vi), du RDC	217
Utilisation prévue d'instruments financiers — article 22, paragraphe 3, point d) vii), du RDC	217
2.1.1.1.2. Indicateurs	217
Tableau 2: Indicateurs de réalisation	217
Tableau 3: Indicateurs de résultat	217
2.1.1.1.3. Ventilation indicative des ressources programmées (UE) par type d'intervention	218
Tableau 4: Dimension 1 — Domaine d'intervention	218
Tableau 5: Dimension 2 — Forme de financement	218
Tableau 6: Dimension 3 — Mécanisme d'application territorial et approche territoriale	218
Tableau 7: Dimension 6 — Thèmes secondaires du FSE+ :	218
Tableau 8: Dimension 7 — Dimension «égalité entre les hommes et les femmes» du FSE+*, du FEDER, du Fonds de cohésion et du FTJ	219
2.1.1.1. Objectif spécifique: ESO4.6. Promouvoir l'égalité d'accès et le suivi jusqu'à son terme d'un parcours d'éducation ou de formation inclusive et de qualité, en particulier pour les groupes défavorisés, depuis l'éducation et l'accueil des jeunes enfants jusqu'à l'éducation et la formation des adultes en passant par l'enseignement général et l'enseignement et la formation professionnels et par l'enseignement supérieur, et faciliter la mobilité à des fins d'apprentissage pour tous et l'accessibilité pour les personnes handicapées (FSE+)	220
2.1.1.1.1. Interventions des Fonds	220
Types de mesures correspondants — article 22, paragraphe 3, point d) i), du RDC et article 6 du règlement FSE+:	220
Principaux groupes cibles — article 22, paragraphe 3, point d) iii), du RDC:	221
Mesures visant à garantir l'égalité, l'inclusion et la non-discrimination — article 22, paragraphe 3, point d) iv), du RDC et article 6 du règlement FSE+ :	222
Indication des territoires spécifiques ciblés, y compris le recours prévu aux outils territoriaux — article 22, paragraphe 3, point d) v), du RDC	222
Actions interrégionales, transfrontières et transnationales — article 22, paragraphe 3, point d) vi), du RDC	222
Utilisation prévue d'instruments financiers — article 22, paragraphe 3, point d) vii), du RDC	223
2.1.1.1.2. Indicateurs	223
Tableau 2: Indicateurs de réalisation	223
Tableau 3: Indicateurs de résultat	223
2.1.1.1.3. Ventilation indicative des ressources programmées (UE) par type d'intervention	224
Tableau 4: Dimension 1 — Domaine d'intervention	224
Tableau 5: Dimension 2 — Forme de financement	224
Tableau 6: Dimension 3 — Mécanisme d'application territorial et approche territoriale	224
Tableau 7: Dimension 6 — Thèmes secondaires du FSE+ :	225
Tableau 8: Dimension 7 — Dimension «égalité entre les hommes et les femmes» du FSE+*, du FEDER, du Fonds de cohésion et du FTJ	225
2.1.1.1. Objectif spécifique: ESO4.7. Promouvoir l'apprentissage tout au long de la vie, notamment les possibilités de renforcement des compétences et de reconversion flexibles pour tous, en tenant compte des compétences entrepreneuriales et numériques, mieux anticiper les changements et les nouvelles exigences en matière de compétences fondées sur les besoins du	

marché du travail, faciliter les transitions professionnelles et promouvoir la mobilité professionnelle (FSE+)	226
2.1.1.1.1. Interventions des Fonds	226
Types de mesures correspondants — article 22, paragraphe 3, point d) i), du RDC et article 6 du règlement FSE+:	226
Principaux groupes cibles — article 22, paragraphe 3, point d) iii), du RDC:	227
Mesures visant à garantir l'égalité, l'inclusion et la non-discrimination — article 22, paragraphe 3, point d) iv), du RDC et article 6 du règlement FSE+	227
Indication des territoires spécifiques ciblés, y compris le recours prévu aux outils territoriaux — article 22, paragraphe 3, point d) v), du RDC	228
Actions interrégionales, transfrontières et transnationales — article 22, paragraphe 3, point d) vi), du RDC	228
Utilisation prévue d'instruments financiers — article 22, paragraphe 3, point d) vii), du RDC	228
2.1.1.1.2. Indicateurs	229
Tableau 2: Indicateurs de réalisation	229
Tableau 3: Indicateurs de résultat	229
2.1.1.1.3. Ventilation indicative des ressources programmées (UE) par type d'intervention	229
Tableau 4: Dimension 1 — Domaine d'intervention	229
Tableau 5: Dimension 2 — Forme de financement	230
Tableau 6: Dimension 3 — Mécanisme d'application territorial et approche territoriale	230
Tableau 7: Dimension 6 — Thèmes secondaires du FSE+	230
Tableau 8: Dimension 7 — Dimension «égalité entre les hommes et les femmes» du FSE+*, du FEDER, du Fonds de cohésion et du FTJ	231
2.1.1. Priorité: 8. Faire de la Martinique un territoire plus inclusif (FSE+)	232
2.1.1.1. Objectif spécifique: ESO4.8. Favoriser l'inclusion active afin de promouvoir l'égalité des chances, la non-discrimination et la participation active, et améliorer l'employabilité, en particulier pour les groupes défavorisés (FSE+)	232
2.1.1.1.1. Interventions des Fonds	232
Types de mesures correspondants — article 22, paragraphe 3, point d) i), du RDC et article 6 du règlement FSE+:	232
Principaux groupes cibles — article 22, paragraphe 3, point d) iii), du RDC:	234
Mesures visant à garantir l'égalité, l'inclusion et la non-discrimination — article 22, paragraphe 3, point d) iv), du RDC et article 6 du règlement FSE+	235
Indication des territoires spécifiques ciblés, y compris le recours prévu aux outils territoriaux — article 22, paragraphe 3, point d) v), du RDC	235
Actions interrégionales, transfrontières et transnationales — article 22, paragraphe 3, point d) vi), du RDC	236
Utilisation prévue d'instruments financiers — article 22, paragraphe 3, point d) vii), du RDC	236
2.1.1.1.2. Indicateurs	237
Tableau 2: Indicateurs de réalisation	237
Tableau 3: Indicateurs de résultat	237
2.1.1.1.3. Ventilation indicative des ressources programmées (UE) par type d'intervention	237
Tableau 4: Dimension 1 — Domaine d'intervention	237
Tableau 5: Dimension 2 — Forme de financement	238
Tableau 6: Dimension 3 — Mécanisme d'application territorial et approche territoriale	238
Tableau 7: Dimension 6 — Thèmes secondaires du FSE+	238
Tableau 8: Dimension 7 — Dimension «égalité entre les hommes et les femmes» du FSE+*, du FEDER, du Fonds de cohésion et du FTJ	239
2.1.1.1. Objectif spécifique: ESO4.11. Améliorer l'égalité d'accès en temps utile à des services abordables, durables et de qualité, notamment à des services promouvant l'accès au logement et à des soins centrés sur la personne, y compris aux soins de santé; moderniser les systèmes de protection sociale, y compris en promouvant l'accès à la protection sociale, un accent particulier étant mis sur les enfants et les groupes défavorisés; améliorer l'accessibilité, notamment pour les personnes handicapées, l'efficacité et la résilience des systèmes de soins de santé et des services de soins de longue durée (FSE+)	240

2.1.1.1.1. Interventions des Fonds.....	240
Types de mesures correspondants — article 22, paragraphe 3, point d) i), du RDC et article 6 du règlement FSE+.....	240
Principaux groupes cibles — article 22, paragraphe 3, point d) iii), du RDC:.....	242
Mesures visant à garantir l'égalité, l'inclusion et la non-discrimination — article 22, paragraphe 3, point d) iv), du RDC et article 6 du règlement FSE+	242
Indication des territoires spécifiques ciblés, y compris le recours prévu aux outils territoriaux — article 22, paragraphe 3, point d) v), du RDC	243
Actions interrégionales, transfrontières et transnationales — article 22, paragraphe 3, point d) vi), du RDC	243
Utilisation prévue d'instruments financiers — article 22, paragraphe 3, point d) vii), du RDC.....	243
2.1.1.1.2. Indicateurs	244
Tableau 2: Indicateurs de réalisation.....	244
Tableau 3: Indicateurs de résultat.....	244
2.1.1.1.3. Ventilation indicative des ressources programmées (UE) par type d'intervention	244
Tableau 4: Dimension 1 — Domaine d'intervention	244
Tableau 5: Dimension 2 — Forme de financement.....	245
Tableau 6: Dimension 3 — Mécanisme d'application territorial et approche territoriale.....	245
Tableau 7: Dimension 6 — Thèmes secondaires du FSE+	245
Tableau 8: Dimension 7 — Dimension «égalité entre les hommes et les femmes» du FSE+*, du FEDER, du Fonds de cohésion et du FTJ.....	246
2.1.1.1. Objectif spécifique: ESO4.12. Promouvoir l'intégration sociale des personnes exposées au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale, y compris les personnes les plus démunies et les enfants (FSE+)	247
2.1.1.1.1. Interventions des Fonds.....	247
Types de mesures correspondants — article 22, paragraphe 3, point d) i), du RDC et article 6 du règlement FSE+.....	247
Principaux groupes cibles — article 22, paragraphe 3, point d) iii), du RDC:.....	250
Mesures visant à garantir l'égalité, l'inclusion et la non-discrimination — article 22, paragraphe 3, point d) iv), du RDC et article 6 du règlement FSE+	250
Indication des territoires spécifiques ciblés, y compris le recours prévu aux outils territoriaux — article 22, paragraphe 3, point d) v), du RDC	251
Actions interrégionales, transfrontières et transnationales — article 22, paragraphe 3, point d) vi), du RDC	251
Utilisation prévue d'instruments financiers — article 22, paragraphe 3, point d) vii), du RDC.....	251
2.1.1.1.2. Indicateurs	251
Tableau 2: Indicateurs de réalisation.....	251
Tableau 3: Indicateurs de résultat.....	252
2.1.1.1.3. Ventilation indicative des ressources programmées (UE) par type d'intervention	252
Tableau 4: Dimension 1 — Domaine d'intervention	252
Tableau 5: Dimension 2 — Forme de financement.....	252
Tableau 6: Dimension 3 — Mécanisme d'application territorial et approche territoriale.....	252
Tableau 7: Dimension 6 — Thèmes secondaires du FSE+	253
Tableau 8: Dimension 7 — Dimension «égalité entre les hommes et les femmes» du FSE+*, du FEDER, du Fonds de cohésion et du FTJ.....	253
2.1.1. Priorité: 9. Une Martinique mieux aménagée.....	254
2.1.1.1. Objectif spécifique: RSO5.1. Encourager le développement social, économique et environnemental intégré et inclusif ainsi que la culture, le patrimoine naturel, le tourisme durable et la sécurité dans les zones urbaines (FEDER)	254
2.1.1.1.1. Interventions des Fonds.....	254
Types de mesures correspondants — article 22, paragraphe 3, point d) i), du RDC et article 6 du règlement FSE+.....	254
Principaux groupes cibles — article 22, paragraphe 3, point d) iii), du RDC:.....	258
Mesures visant à garantir l'égalité, l'inclusion et la non-discrimination — article 22, paragraphe 3, point d) iv), du RDC et article 6 du règlement FSE+	258

Indication des territoires spécifiques ciblés, y compris le recours prévu aux outils territoriaux — article 22, paragraphe 3, point d) v), du RDC	259
Actions interrégionales, transfrontières et transnationales — article 22, paragraphe 3, point d) vi), du RDC	259
Utilisation prévue d'instruments financiers — article 22, paragraphe 3, point d) vii), du RDC	259
2.1.1.1.2. Indicateurs	260
Tableau 2: Indicateurs de réalisation	260
Tableau 3: Indicateurs de résultat	260
2.1.1.1.3. Ventilation indicative des ressources programmées (UE) par type d'intervention	260
Tableau 4: Dimension 1 — Domaine d'intervention	260
Tableau 5: Dimension 2 — Forme de financement	261
Tableau 6: Dimension 3 — Mécanisme d'application territorial et approche territoriale	261
Tableau 7: Dimension 6 — Thèmes secondaires du FSE+	261
Tableau 8: Dimension 7 — Dimension «égalité entre les hommes et les femmes» du FSE+*, du FEDER, du Fonds de cohésion et du FTJ	261
2.1.1.1. Objectif spécifique: RSO5.2. Encourager le développement social, économique et environnemental intégré et inclusif ainsi que la culture, le patrimoine naturel, le tourisme durable et la sécurité ailleurs que dans les zones urbaines (FEDER)	263
2.1.1.1.1. Interventions des Fonds	263
Types de mesures correspondants — article 22, paragraphe 3, point d) i), du RDC et article 6 du règlement FSE+	263
Principaux groupes cibles — article 22, paragraphe 3, point d) iii), du RDC	267
Mesures visant à garantir l'égalité, l'inclusion et la non-discrimination — article 22, paragraphe 3, point d) iv), du RDC et article 6 du règlement FSE+	267
Indication des territoires spécifiques ciblés, y compris le recours prévu aux outils territoriaux — article 22, paragraphe 3, point d) v), du RDC	268
Actions interrégionales, transfrontières et transnationales — article 22, paragraphe 3, point d) vi), du RDC	268
Utilisation prévue d'instruments financiers — article 22, paragraphe 3, point d) vii), du RDC	268
2.1.1.1.2. Indicateurs	269
Tableau 2: Indicateurs de réalisation	269
Tableau 3: Indicateurs de résultat	269
2.1.1.1.3. Ventilation indicative des ressources programmées (UE) par type d'intervention	269
Tableau 4: Dimension 1 — Domaine d'intervention	269
Tableau 5: Dimension 2 — Forme de financement	270
Tableau 6: Dimension 3 — Mécanisme d'application territorial et approche territoriale	270
Tableau 7: Dimension 6 — Thèmes secondaires du FSE+	270
Tableau 8: Dimension 7 — Dimension «égalité entre les hommes et les femmes» du FSE+*, du FEDER, du Fonds de cohésion et du FTJ	270
2.1.1. Priorité: 10. Faire de la Martinique un territoire très inclusif (Soutien aux personnes les plus démunies au titre de l'objectif spécifique énoncé à l'article 4, paragraphe 1, point m), du règlement FSE+ (ESO.4.13))	272
2.1.1.2. Objectif spécifique: ESO4.13. Lutter contre la privation matérielle	272
2.1.1.2.1. Interventions des Fonds	272
Types de soutien	272
Principaux groupes cibles	272
Décryptage des programmes de soutien nationaux ou régionaux	272
Critères de sélection des opérations	273
2.1.1.2.2. Indicateurs	273
Tableau 2: Indicateurs de réalisation	273
Tableau 3: Indicateurs de résultat	273
2.2. Priorité «Assistance technique»	274
3. Plan de financement	275
3.1. Transferts et contributions (1)	275
Tableau 15A: Contribution à InvestEU* (ventilation par année)	275

Tableau 15B: Contributions à InvestEU* (résumé)	275
Justification en tenant compte de la manière dont ces montants contribuent à la réalisation des objectifs stratégiques retenus dans le programme conformément à l'article 10, paragraphe 1, du règlement InvestEU	276
Tableau 16A: Transferts à des instruments en gestion directe ou indirecte (ventilation par année)	276
Tableau 16B: Transferts à des instruments en gestion directe ou indirecte* (résumé)	276
Transferts à des instruments en gestion directe ou indirecte — justification	276
Tableau 17A: Transferts entre le FEDER, le FSE+ et le Fonds de cohésion ou vers un ou plusieurs autre(s) Fonds (ventilation par année)	276
Tableau 17B: Transferts entre le FEDER, le FSE+ et le Fonds de cohésion ou vers un ou plusieurs autres Fonds (résumé)	277
Transferts entre Fonds en gestion partagée, y compris entre les fonds de la politique de cohésion — justification	277
Tableau 21: Ressources contribuant à la réalisation des objectifs établis à l'article 21 quater, paragraphe 3, du règlement (UE) 2021/241	278
3.2. FTJ: dotation dans le programme et transferts (1)	278
3.3. Transferts entre catégories de régions résultant de l'examen à mi-parcours	278
Tableau 19A: Transferts entre catégories de régions résultant de l'examen à mi-parcours, au sein du programme (ventilation par année)	278
Tableau 19B: Transferts entre catégories de régions résultant de l'examen à mi-parcours, vers d'autres programmes (ventilation par année)	278
3.4. Rétrocessions (1)	278
Tableau 20A: Rétrocessions (ventilation par année)	278
Tableau 20B: Rétrocessions* (résumé)	278
3.5. Enveloppes financières par année	280
Tableau 10: Enveloppes financières par année	280
3.6. Enveloppes financières totales par Fonds et cofinancement national	281
Tableau 11: Dotations financières totales par Fonds et contribution nationale	281
4. Conditions favorisantes	283
5. Autorités responsables des programmes	338
Tableau 13: Autorités responsables du programme	338
La répartition des montants remboursés pour l'assistance technique au titre de l'article 36, paragraphe 5, du RDC si d'autres organismes sont désignés pour recevoir les paiements de la Commission	338
6. Partenariat	339
7. Communication et visibilité	344
8. Utilisation de coûts unitaires, de montants forfaitaires, de taux forfaitaires et de financements non liés aux coûts	346
Tableau 14: Utilisation de coûts unitaires, de montants forfaitaires, de taux forfaitaires et de financements non liés aux coûts	346
Appendice 1: Contribution de l'Union fondée sur des coûts unitaires, des montants forfaitaires et des taux forfaitaires	347
A. Synthèse des principaux éléments	347
B. Détails par type d'opération	349
C. Calcul du barème standard de coûts unitaires, des montants forfaitaires ou des taux forfaitaires	355
1. Source des données utilisées pour calculer le barème standard de coûts unitaires, les montants forfaitaires ou les taux forfaitaires (qui a produit, collecté et enregistré les données; où les données sont stockées; dates de clôture; validation, etc.)	355
2. Veuillez expliquer pourquoi la méthode et le calcul proposés sur la base de l'article 94, paragraphe 2, du RDC sont adaptés au type d'opération	357
3. Veuillez indiquer comment les calculs ont été effectués, en incluant notamment toute hypothèse formulée en termes de qualité ou de quantités Le cas échéant, des données statistiques et des critères de référence devraient être utilisés et, sur demande, communiqués dans un format utilisable par la Commission	358

4. Veuillez expliquer comment vous avez veillé à ce que seules des dépenses éligibles soient incluses dans le calcul du barème standard de coûts unitaires, du montant forfaitaire ou du taux forfaitaire.	359
5. Évaluation, par la (les) autorité(s) d’audit, de la méthode de calcul et des montants ainsi que modalités visant à assurer la vérification, la qualité, la collecte et le stockage des données.	359
Appendice 2: Contribution de l’Union fondée sur un financement non lié aux coûts	361
A. Synthèse des principaux éléments	361
B. Détails par type d’opération.....	362
Appendice 3	363
DOCUMENTS	365

1. Stratégie du programme: principaux défis et lignes d'action adoptées

Référence: article 22, paragraphe 3, points a) i) à viii) et point a) x), et article 22, paragraphe 3, point b), du règlement (UE) 2021/1060 (RDC)

1.1 Disparités économiques, sociales et territoriales, ainsi que les inégalités

La très grave crise du COVID 19 a souligné en Martinique et ailleurs, l'urgence de tendre vers un modèle renouvelé.

Développement

La Martinique est un territoire d'opportunités mais le système productif est atomisé entre plusieurs types d'acteurs:

- D'un côté, les acteurs publics de la recherche qui n'arrivent à répondre aux problématiques locales
- De l'autre côté, le tissu économique est composé d'entreprises individuelles peu compétitives
- Enfin, l'insularité du territoire fragilise la compétitivité des entreprises et le marché.

Numérique

La forte inégalité des populations RUP face à la fracture numérique est une réalité qui exclut une partie de la population. La création d'une continuité territoriale numérique doit permettre de faire baisser les tarifs des ménages et des professionnels et avoir un effet majeur sur l'économie.

Le déploiement de réseaux en fibre optique jusqu'à l'abonné représente un enjeu industriel et financier avec un investissement public d'environ 140 M€.

Environnementales

Le système énergétique martiniquais est dépendant des énergies fossiles. Au début de l'année 2018, elles représentaient 93% de la production énergétique.

La capacité de production d'énergie électrique a connu une augmentation de +23% entre 2009 et 2016. Si la production effective est restée stable sur la même période, la population de l'île a quant à elle baissée (-6% entre 2008 et 2015) entraînant l'augmentation de la demande énergétique par hab.

La hausse dans la capacité de production électrique est liée au développement de la production d'énergie d'origine renouvelable multipliée par 6 entre 2008 et 2016, passant de 12,1MW à 72,4MW. A travers l'établissement de sa PPE, la CTM souhaite développer la filière de production d'énergie à partir de la géothermie et devenir un pôle d'Excellence.

La PPE de Martinique, qui constitue le volet énergie du Schéma Régional Climat Air Énergie place résolument l'île sur la voie de l'autonomie énergétique en 2030 et fixe un objectif de réduction de la consommation d'énergie à -118 GWh en 2023 soit -19%. La part des énergies dans le mix électrique est fixée à hauteur de 56% en 2023 (Plan de Convergence et de Transformation de la Martinique 2019-2033). En 2020, La Martinique a atteint 23,1% d'énergies renouvelables dans le mix énergétique.

La 3ème phase du Plan Séisme Antilles doit être mise en œuvre sur la période 2021 à 2023. En outre, la Martinique fait face à un phénomène d'échouage des sargasses nécessitant la mise en place d'actions pour améliorer la gestion des sargasses sur son littoral.

La Martinique hub de biodiversité mondiale souhaite renforcer ses compétences en terme de pharmacopée, innovations et R&D.

La faune et la flore de la Martinique, son patrimoine socio-culturel, la diversité de son terroir et les savoir-faire traditionnels représentent des spécificités locales, pour lesquelles l'innovation peut constituer un réel levier de développement.

La stratégie européenne pour la biodiversité 2030 présente un objectif de dépenses pour la biodiversité dans le cadre financier pluriannuel de 7,5 % d'ici 2024 et 10 % d'ici 2026 et 2027.

La biodiversité marine offre également un potentiel d'études encore peu exploité, pour déployer des outils, méthodes pour la protection et préservation des écosystèmes marins, pour l'émergence de nouvelles filières et marchés

Plusieurs types de projets pour répondre aux ambitions et enjeux pour la Biodiversité:

- Activités de RDI dans les centres de recherche publics et privés
- Transfert de technologie
- Projets collaboratifs
- Processus de RDI dans les PME
- Plateformes
- Numérisation de services
- Soutien aux grappes d'entreprises
- Incubateurs
- Organisation et structuration de filières

De plus, le principe du pollueur payeur, aussi appelé principe du perturbateur fait supporter les frais résultant des mesures de prévention, de réduction et de lutte de la pollution à celui qui les a causés.

Principe fondamental du droit de l'environnement, adopté par l'OCDE en 1972, par l'UE via l'Acte unique européen signé en 1986, et par la France via l'article L110-1, II, 3° du code de l'environnement sera mis en œuvre sur le Programme FEDER FSE+ 21 27 de la Martinique.

Disparités de la mobilité durable

La réponse à l'utilisation trop importante de véhicules à énergie fossile devra reposer sur l'extension de l'infrastructure de transport propre.

L'enjeu est d'autant plus important que la congestion des réseaux routiers génère une multitude d'effets néfastes soulevés lors du Grenelle de l'environnement intervenu en Martinique en octobre 2007.

Dans ce contexte, Martinique Transports et la CTM ont créé deux groupements de commandes. La finalité est de mettre en place des transports urbains propres et de développer des transports multimodaux.

Disparités de connectivité

La CTM souhaite également élargir son offre de desserte aéroportuaire en accompagnement la réalisation de l'aérodrome aux propriétés durables (Green Airport) de la commune de Basse Pointe (enclavement du Nord).

De même qu'en considérant que les institutions martiniquaises souhaitent optimiser le développement des infrastructures maritimes de transport, une consolidation de ces aménagements au regard des aléas climatiques est essentiel.

Disparité du capital humain en terme de capacité de développement

La structure du marché de l'emploi martiniquais se caractérise par :

- Une forte part d'emplois peu qualifiés
- Une sous-représentation de cadres (7% contre 10% au niveau national)
- Un niveau de diplôme structurellement inférieur à la moyenne nationale : le niveau de diplôme des jeunes actifs âgés de 15 à 29 ans est peu élevé. Parmi eux, 29,6 % possèdent un diplôme issu de filière courte, 16,5 % ne sont pas du tout diplômés et 28,2 % sont titulaires du baccalauréat
- Un faible taux d'emploi qui s'établit à 41,7%

La Martinique doit impérativement conforter **l'élévation et l'adaptation du niveau de compétences de la**

population pour augmenter sa capacité à produire de la richesse dans une Martinique vieillissante.

Disparité inclusive du territoire martiniquais

Les dynamiques démographiques se traduisent par différentes formes d'exclusion avec notamment :

- Une proportion grandissante de personnes non qualifiées et pas insérées professionnellement
- Une paupérisation croissante

L'accélération du vieillissement s'accompagne d'une prise en charge institutionnelle déficiente.

Par ailleurs, les problématiques de santé venant très souvent aggraver des situations de précarité il convient :

- **D'améliorer l'accessibilité de soins, l'efficacité et la résilience des systèmes de soins de santé**

S'agissant des jeunes, **l'âge et le diplôme** sont les principaux déterminants de l'exclusion.

Les analyses permettent de conclure que la majorité des bénéficiaires du RSA réside dans les déserts économiques.

L'offre de formation incomplète sur le territoire engendre le départ de nombreux jeunes; la CTM souhaite accompagner les actions de mobilité dans les parcours de formations supérieures.

La Martinique montre des signes de plus en plus évidents de **paupérisation**, de non régularisation des mesures des régimes de retraites et d'exclusion de 3 jeunes âgés de 15 à 29 ans sur dix.

Il sera également majeur de:

- Lutter contre la privation matérielle et alimentaire
- Favoriser l'intégration sociale des personnes exposées au risque de pauvreté

« Le cas échéant, le programme soutiendra les investissements qui combinent avec succès les principes de durabilité, d'esthétique et d'inclusion du Nouveau Bauhaus Européen en vue de trouver des solutions abordables, inclusives, durables et attrayantes aux défis climatiques ».

Disparité d'aménagement du territoire

L'activité économique est concentrée sur l'Agglomération Centre.

C'est dans la zone la plus fragile de l'Agglomération Nord, que l'on recense les taux d'illettrisme et de décrochage scolaire les plus importants.

Enfin, les flux de transport de passagers et de biens vers le Centre engendre des mouvements de circulation importants, générant un bilan carbone très négatif

L'objectif est de développer une démarche ciblée sur des zones pré-identifiées (EPCIs) , d'y concentrer, sur des problématiques précises en :

- **Identifiant les acteurs individuels ou fédérés** susceptibles de s'inscrire dans une démarche intégrée
- En **co-construisant une stratégie** ciblant les priorités en termes d'aménagement du territoire
- En **mettant en place une gouvernance** efficace
- Et en déclinant une programmation financière pluriannuelle pour garantir l'effectivité des mesures identifiées (via un système d'évaluation)

Une approche pluri fonds sera privilégiée pour développer des bassins d'activités et d'emplois dans le cadre de parcs d'activités économiques, de pôles touristiques, de promotion culturelle et patrimoniale.

La mise en œuvre du programme sera également en cohérence avec le FEADER et le FEAMP :

- Développer l'agriculture dans le cadre de structures mutualisées tels que les Pôles d'Excellence Rurales (FEADER),

- Mettre en réseau des acteurs de l'économie bleue (FEAMP).

1.2 Présentation de la stratégie : périmètre défini par la CTM sur la base de la réglementation UE

La stratégie au titre du Programme FEDER FSE Martinique 21 27 s'appuie, contribue et respecte les documents cadres suivants :

- Les schémas stratégiques régionaux et les programmes pluriannuels sectoriels (comme le STDEII adopté en 2017, le Schéma de l'Autonomie, la programmation pluriannuelle de l'énergie de la Martinique adoptée en 2018, le plan de convergence et de Transformation de la Martinique 2019-2033 adopté en 2019, Plan de prévention et de gestion des déchets de Martinique adopté en 2019

L'ensemble des actions et projets soutenus respecteront en outre les exigences des priorités transversales auxquelles la France s'engage, en particulier :

· Le respect de l'ensemble des objectifs connexes définis dans les plans nationaux et régionaux en matière d'énergie, de biodiversité et de climat (stratégie nationale de transition écologique vers un développement durable 2015-2020 ; le plan climat ; stratégie nationale pour la biodiversité, les contrats de transition écologique et les ODD...)

- L'adhésion au socle européen des droits sociaux.
- La mise en œuvre des principes d'égalité, d'inclusion et de la non-discrimination (plan pauvreté ; loi n°2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes ; plan national de lutte contre le racisme et l'antisémitisme...)
- Le soutien privilégié aux projets et investissements durables permettant de générer un impact à long terme via une prise en compte des critères environnementaux), sociaux et de gouvernance.

De plus, le Programme FEDER FSE+ s'intègre pleinement et de manière transversale à l'ensemble des objectifs du Pacte Vert européen et plus spécialement :

- Un approvisionnement énergétique de qualité : OS 2.2
- La mobilisation des acteurs de l'industrie en faveur d'une économie circulaire et propre : OS2.6
- La construction et la rénovation économes en énergie et en ressources OS 2.1
- L'accélération de la transition vers une mobilité durable et intelligente : OS 3.3
- La préservation et le rétablissement des écosystèmes et la biodiversité : OS2.7

Les bilans tirés de l'expérience du programme FEDER FSE 14 20 Martinique qui enseignent les forces et faiblesses de la programmation mais aussi révèlent les besoins émergents ;

- Un important travail de consultation de la population et des acteurs a permis d'expliquer les synergies et convergences à rechercher;
- La Stratégie Régionale d'Innovation et de Spécialisation Intelligente de la Martinique – SRI- SI (3S) mise à jour en 2021 ; le Programme suivra et respectera la S3 mise à jour, avec les DAS suivants :
 - o La digitalisation de la société
 - o Le développement et l'amélioration de solutions de santé
 - o La résilience et la protection du territoire
 - o L'exploitation durable du potentiel maritime
 - o La valorisation des ressources endogènes

A ces 5 DAS suivants principaux, s'ajoutent les 4 priorités transversales suivantes :

- L'économie circulaire
- L'innovation territoriale
- Les transitions écologique, énergétique et climatique
- L'innovation sociale

Le présent programme répond pleinement aux enjeux fixés dans l'annexe D « Orientation en matière d'investissement sur le financement de la politique de cohésion 2021-2027 pour la France » avec le rapport pays France 2019 (et son annexe D) et le rapport pays 2020, ainsi que les recommandations pays adoptées par le Conseil en 2019 et en 2020 (art17.a)iii)).

De plus, le Programme tient compte des travaux préparatoires en cours pour la définition de la stratégie et des besoins des RUP pour la période 21-27 (art17.a)vi)) qui a pour principaux objectifs de :

- Promouvoir la R&D dans des défis communs dans le domaine du milieu maritime et marin
- Investir dans des projets qui contribuent à des ports « respectueux de l'environnement »

Le programme tient également compte de la Stratégie maritime pour la Région Atlantique de l'Etat membre France.

Ainsi, en cohérence avec les priorités communautaires, le Programme FEDER FSE+ Martinique se structure autour de 9 grandes priorités stratégiques:

1 : Une Martinique plus intelligente au service d'un nouveau modèle de développement

2 : Une Martinique numérique

3 : Une Martinique durable

4 : Une Martinique à la mobilité multimodale

5 : Une Martinique connectée

6 : Une Martinique performante et inclusive (FEDER)

7 : Faire du capital humain un levier de développement (FSE+)

8: faire de la Martinique un territoire plus inclusif (FSE+)

9 : Une Martinique mieux aménagée

1.3 Contributions aux enjeux transversaux territoriaux, nationaux et communautaires

De plus, le Programme FEDER FSE+ s'intègre pleinement et de manière transversale à l'ensemble des objectifs du **Pacte Vert européen**

- Un approvisionnement énergétique propre
- La mobilisation des acteurs de l'industrie en faveur d'une économie circulaire
- La construction et la rénovation économes en énergie et en ressources
- L'accélération de la transition vers une mobilité durable et intelligente
- La préservation et le rétablissement des écosystèmes et la biodiversité.

Dans le cadre des investissements ciblés dans les infrastructures, le programme s'appuiera sur le mécanisme pour l'interconnexion en Europe, qui soutient le développement de réseaux transeuropéens très performants, durables dans les secteurs des transports, de l'énergie et des services numériques.

L'ensemble des investissements soutenus via ce programme contribueront également aux objectifs de développement durable des Nations Unies.

Les investissements soutenus via ce programme ne contribueront pas à accentuer la ségrégation éducative et spatiale des groupes marginalisés, les personnes handicapées ainsi que les personnes issues de l'immigration. Le programme s'engage également en faveur de la désinstitutionalisation conformément à

la convention des Nations unies relative aux droits des personnes handicapées, un soutien aux services familiaux et de proximité non résidentiels au titre de tous les objectifs stratégiques pour les personnes handicapées, les personnes âgées et les enfants privés de soins parentaux.

1.3.1 Les disparités économiques, sociales et territoriales, ainsi que les inégalités

La très grave crise du COVID 19 a souligné en Martinique et ailleurs, l'urgence de tendre vers un modèle rénové.

Plusieurs défis sont à relever dans cette perspective :

- Comment revisiter la recherche pour la mettre au service de la production portée par des entreprises solides financièrement ?
- Comment créer sur place des valeurs ajoutées durables et des expertises, à partir des ressources, et réduire ainsi le déficit écologique ?
- Comment rationaliser la consommation de ressources et circulariser l'économie du territoire ?
- Quelles compétences développer pour s'engager dans cette voie (de gestion durable des ressources) et garantir parallèlement une meilleure intégration socio-professionnelle à tous ?
- Comment assurer une nécessaire ouverture à l'international ?
- Comment garantir un meilleur équilibre économique du territoire ?

1.3.2 Des défaillances du marché (art22.a.ii)

La Martinique connaît un retard de développement significatif, qu'est venue renforcer la crise sanitaire qui frappe notre pays.

- En 2017, un Martiniquais sur 3 vivait sous le seuil de pauvreté principalement les jeunes et les familles monoparentales.
- Les inégalités sont aussi plus fortes et plus marquées qu'en France hexagonale : les 10 % les plus aisés gagnent au moins 4,2 fois plus que le plafond des 10 % les plus modestes ;
- En 2017, en Martinique, le niveau de vie médian se situait à 1 360 euros mensuels et est inférieur de 20 % à celui observé en France métropolitaine;
- Selon une étude réalisée par le ministère de l'Education nationale en 2016, la part de jeunes de 18 ans en difficulté de lecture atteint 30,4% en Martinique contre 10% en France. Les plus âgés restent les plus touchés par ce phénomène.
- Seuls 42% des eaux douces sont de qualité en Martinique. Selon l'ASP France, 90% des adultes de Martinique sont contaminés par le chlordécone.

Après une légère période de croissance (1,4% en 2019 et 0,9% en 2018), l'année 2020 a vu un recul de l'activité économique estimé à -20 % par rapport à une situation dite « normale », sans confinement. L'impact de la crise sur 2021 n'est pas encore quantifiable, mais il convient d'anticiper une dégradation.

L'urgence est donc à la fois de relancer l'activité et la dynamique martiniquaise.

Concernant les marchés publics, au cours de la mise en œuvre du programme, l'autorité de gestion encouragera l'utilisation stratégique des marchés publics pour soutenir les objectifs politiques. Les bénéficiaires devraient être encouragés à utiliser davantage de critères liés à la qualité et au coût du cycle de vie. Lorsque cela est possible, des considérations environnementales et sociales ainsi que des incitations à l'innovation devraient être intégrées dans les procédures de passation des marchés publics

1.3.3 Les besoins en matière d'investissements ainsi que la complémentarité et les synergies avec d'autres formes de soutien (art22.a.iii)

Chantiers:

1 : Eau et assainissement

Afin de garantir le droit universel d'accès à l'eau potable, ce sont 800 M€ pour l'assainissement public et privé : 300 M€ seront nécessaires pour mener les chantiers sur l'intégralité du territoire durant les prochaines décennies.

La conférence régionale des acteurs de l'eau de décembre 2016 a entériné l'élaboration d'un plan d'actions pluriannuel en vue d'améliorer la gouvernance de l'eau, de renforcer l'ingénierie, et de consolider le financement des projets structurants. Prévu sur une durée de dix ans, le plan Eau DOM a conduit à une première contractualisation appelée contrat de progrès sur cinq ans avec les collectivités locales compétentes en matière d'assainissement.

2 : Transports

Rapidement, trois opérations doivent être priorisées :

- Le développement des infrastructures de transport maritime
- La réalisation de l'extension du TCSP vers l'Université
- L'extension et la création de ports, notamment au Robert, ainsi que le financement des infrastructures de cabotage*

3 : Aménagement du Territoire

- Le Désenclavement numérique
- La restructuration des zones industrielles
- La construction d'une nouvelle zone d'activité à Ducos
- La relance par la réhabilitation et restauration du patrimoine naturel, culturel et bâti

4 : Autonomie alimentaire

- L'affectation de 30% des terres agricoles en friche aux activités de diversification
- La création de trois Marchés d'Intérêt Régional
- Le soutien à nos pêcheurs à travers la rénovation des infrastructures de pêche locales

5 : Développement industriel

- Création de la conférence de l'aérien pour la répartition des droits de trafic
- Lancement de groupes d'appels à manifestation d'intérêt en direction des industriels internationaux, nationaux et locaux pour la constitution de joint-ventures industriels majeurs autour de cinq chantiers : la biodiversité, l'agro-transformation, le numérique, l'énergie et le tourisme.

6 : Infrastructures de santé

- Développer le maillage des maisons pluri-professionnelles de santé
- Aide à l'installation de professionnels et au retour des Martiniquais spécialistes et des métiers en tension (médecine, électricien) et de développement (ingénieurs, énergéticiens)
- Développement de projets locaux d'installations de cabines de télémédecine
- Constitution d'un pôle d'excellence en matière de recherche sur le Chlordécone

7 : Grande pauvreté et la lutte contre toutes les précarités

Dans le cadre de la stratégie de lutte contre la pauvreté, il conviendrait de doubler les moyens dédiés à la Martinique afin de permettre de déployer les actions fléchées sur la lutte contre la précarité.

Une démarche de contractualisation entre l'État et la CTM comporte deux parties :

- La première porte sur trois axes socles sur lesquels la CTM s'engage dans la contractualisation avec l'État.
 - Le 1er axe touche à la fin des sorties sèches de l'aide sociale à l'enfance.;
 - Le 2ème axe concerne la simplification des guichets et des services.
 - Le 3ème axe porte sur l'insertion des bénéficiaires de minima sociaux à travers un accompagnement personnalisé.
- La seconde partie est laissée à la CTM, pour financer des projets portés par les collectivités s'inscrivant dans les axes de la stratégie pauvreté mais allant au-delà des référentiels produits.

Ainsi, au regard des mutations démographiques de notre territoire, la problématique de la pauvreté des personnes âgées de plus de 60 ans a été retenue et validée.

Un plan de lutte contre l'extrême pauvreté et pour l'accès aux biens communs pourrait être travaillé au niveau local avec des crédits de l'Etat et FESI.

8 : Une relance pour et par la Jeunesse

Concernant le niveau de formation en Martinique, on constate que près de deux jeunes sur dix ne sont pas diplômés, alors qu'en France hexagonale, seulement 13,4 % des 15-29 ans n'ont aucun diplôme.

Les jeunes martiniquais sont également peu nombreux à obtenir un diplôme de l'enseignement supérieur (14,9 % contre 25,7 % en France hexagonale).

L'insularité et l'offre de formation incomplète motivent à la Martinique à accompagner les actions de mobilité dans les parcours de formation afin de réduire les inégalités avec les autres territoires.

Sept chantiers doivent être engagés prioritairement pour venir en aide aux jeunes aujourd'hui:

- La mobilité à travers la mise en œuvre de la politique « ERASMUS Caraïbe »
- L'encouragement à la création d'un centre de formation de l'aérien
- La construction de l'Internat d'excellence de Saint-Pierre et de 2 Ecoles de la deuxième chance et de l'Ecole de la troisième chance en lien avec l'établissement pénitentiaire de Ducos ;
- Accompagner financièrement la montée en haut débit des établissements scolaires
- Améliorer et rénover les structures socio-éducatives
- Soutenir l'Université pour accueillir de nouveaux pôles

9 : Les équipements culturels

La demande de culture est forte sur le territoire mais l'offre reste éloignée alors même que les associations et acteurs de la culture sont en capacité d'assurer la continuité d'une programmation et d'enseignements:

- Création du Conservatoire de Musique et d'art de la Martinique,
- Création du centre de valorisation du patrimoine.

10 : Un développement durable et écologique

La Martinique doit s'engager pleinement dans la transition écologique.

- Installation de l'Agence Régionale de Biodiversité Martinique ;

- Signature de la Programmation Pluriannuelle de l'Energie qui donne toute sa place aux ENR ;
- L'accompagnement des initiatives locales de développement de l'hydrogène.

11 : Répondre à l'urgence démographique

Le recul démographique a pour corollaire le vieillissement continu de notre population.

- Créer une Maison du Retour et de l'Accueil des Martiniquais.es à travers un cofinancement et soutien de l'Etat à l'inscription au sein du Programme d'une ligne mobilité retour (ASRUP FSE+)

12 : Lancer une GPEC Territoriale pour anticiper les métiers et compétences de demain : valider l'inscription au Programme 21-27 des crédits pour lancer l'action, sous gestion CTM

Face aux mutations socio-économiques, la GPECT doit permettre de mieux répondre aux enjeux d'attractivité du territoire, de création d'emplois.

En lien avec le STDEII, la GPECT facilite la mise en œuvre de réponses rapides, adaptées à la stratégie de développement de filières avec pour objectif affirmé de réduire l'écart entre offres et demandes d'emploi.

Cette GPECT concernerait tant le secteur privé que le secteur public au regard notamment du poids de ce dernier dans l'économie Martiniquaise

1.3.4 Les défis recensés dans les recommandations par pays pertinentes dans les stratégies nationales ou régionales pertinentes de l'État membre concerné, y compris son plan national intégré en matière d'énergie et de climat en ce qui concerne les principes du socle européen des droits sociaux (art22.a.iv)

Il s'agit aujourd'hui de déterminer, à l'échelle de notre territoire, les moyens et méthodes les plus adaptés, qui nous permettront d'atteindre les objectifs fixés.

- Financer le développement des Energies Renouvelables
- Donner la possibilité à la Martinique de s'impliquer pleinement dans le projet de coopération énergétique autour de la géothermie en provenance de l'île de la Dominique à travers la mise en place d'une obligation de rachat d'électricité en provenance de la Géothermie de la Dominique
- Développer les combustibles solides de récupération sur le territoire
- Contrôler la Réglementation dans les bâtiments.

1.3.5 Les défis en matière d'administration et de gouvernance et les mesures de simplification (art22.a.v)

Les principaux défis que le Programme s'est fixé en matière d'administration, d'animation et de gouvernance sont de :

- Réussir à gérer les différentes périodes de chevauchement de 1) la fin de programmation 14 20, 2) la mise en œuvre de REACT EU et 3) la sécurisation du démarrage de la programmation 21 27 ;
- Mieux communiquer auprès des acteurs du territoire
- Consolider les capacités de pilotage et d'instruction au sein de l'AG assurer un meilleur suivi et une adaptation renforcée aux besoins d'appui des agents ;
- Accroître la sécurisation en continue et renforcer le contrôle interne.

1.3.6 D'une approche intégrée pour, s'il y a lieu, faire face aux enjeux démographiques (art22.a.iv.)

La Martinique est caractérisée par une croissance démographique mitigée. Selon les projections de l'Insee, elle serait, d'ici à 2030, la 5ème région française la plus âgée avec plus d'une personne sur trois âgée de 60 ans et plus. D'ici 2040, 40% des Martiniquais auront plus de 60 ans (contre 31% en France Métropolitaine).

Au niveau des jeunes, on observe donc un double phénomène de fuite des compétences et de marginalisation d'une frange de la jeunesse là moins qualifiée.

De plus, 44 % de la population est concentré au centre de l'île. Le centre connaît une densité de 948 habitants/km², alors que la frange nord-caribéenne connaît une densité de 111 habitants/km².

En lien avec l'évolution de la population martiniquaise, le programme FEDER FSE+ visera à :

- Fournir une offre, assurer un accès équitable aux soins et à la prise en charge des situations de dépendances
- Attractivité du territoire et inciter les jeunes à rester sur le territoire
- Accompagner l'insertion de la frange croissante de la jeunesse marginalisée
- Décongestionner le centre de l'île et de développer des zones d'emplois et d'activités sur tout le territoire

1.3.7 Les enseignements tirés de l'expérience passée (art22a.vii)

La CTM a été AG pour la première fois sur la programmation 14 20 des programmes FEDER, FSE, IEJ et FEADER

Le changement organisationnel de la 1ère année a engendré la modification des documents de mise en œuvre des fonds.

Le choix de poursuivre le recrutement en interne à la CTM, le retard généré dans la mise en œuvre du plan de formation, et des difficultés en lien avec le système d'information et sa capacité à collecter de façon qualitative les données nécessaires aux calculs des indicateurs et au pilotage du programme ont fait apparaître la nécessité d'avoir des modules de sensibilisation des agents instructeurs sur les nouveautés de la programmation 21 27, d'assurer une traçabilité des éléments liés à chaque indicateur, de fournir aux services instructeurs des consignes de calculs simples et concises et d'adapter l'organisation des services à l'exercice de la « performance » et de veiller à la fiabilité des hypothèses sur lesquelles se basent les indicateurs.

Un renforcement du pilotage doit être mis en œuvre pour améliorer l'adéquation entre les objectifs du Programme et les actions financées, apporter du contenu qualitatif lors des examens annuels, enrichir la communication sur les impacts du programme.

Une attention particulière doit être portée à la comitologie. Les appels à projet ont pour objectif de dynamiser la programmation. Ils n'ont pas eu cet effet sur la programmation 14 20. La procédure et le contenu des appels à projet sera revu pour avoir un lien plus direct avec les objectifs du programme et la réduction des délais. Cette nouvelle méthodologie permettra de s'affranchir de doublon de consultation. Le recours aux partenariats et aux expertises externes sera privilégié.

La communication et le partenariat sont deux aspects essentiels à la bonne mise en œuvre des programmes qu'il conviendra de renforcer et de rendre plus visible.

Le recours à la dématérialisation au niveau de l'AG n'est pas présenté comme un levier de performance ou de sécurisation. La programmation 21 27 doit être entièrement dématérialisée du dépôt de dossier à son archivage.

Les dossiers sur la période 14 20 ne sont pas majoritairement complets au premier dépôt. Ce constat n'est pas uniquement imputable aux porteurs de projet, car le dossier type mis à disposition par l'AG est standard à l'ensemble des mesures et bénéficiaires. Le renforcement de la dématérialisation permettra de corriger ce point en créant des formulaires adaptés à chaque mesure avec la liste des pièces attendues.

· Développement Urbain et ITI

La mise en œuvre de l'ITI accuse un retard important. Elle s'appuie sur les autorités urbaines, sur des stratégies de mobilisation de mesure très différentes et une appropriation lente des mécanismes européens. Une amélioration est constatée en fin de programme.

Le choix a été fait sur 21 27 de solliciter que le niveau NUTS 3 pour la mise en œuvre des stratégies intégrées considérant que l'ingénierie administrative est plus adéquate. Le choix a été fait aussi d'avoir des thématiques spécifiques pour la mise en œuvre des stratégies urbaines dans le cadre d'un OS 5 dédié.

Le programme prévoit un accompagnement des territoires pour répondre aux défis économiques, sociaux et environnementaux. Une gouvernance adaptée sera de fait mise en place à travers le soutien aux stratégies locales de développement sous la forme du Développement Local mené par les Acteurs Locaux, sur un cadre multi-fonds : le FSE+ (OS 4.8) en tant que fonds chef de file, l'OS 5 du FEDER, LEADER et le FEAMP. Des enveloppes seront réservées à chaque territoire porteur d'une stratégie de développement local.

Le programme FEDER FSE+ 21 27 disposant de particularités liées au zonage en zones rurales et zones urbaines du territoire, cf l'annexe 2 jointe.

1.3.8 Les stratégies macrorégionales et les stratégies spécifiques aux bassins maritimes lorsque les États membres et les régions participent à des stratégies de ce type (art22.a.viii)

L'intégration régionale des régions ultrapériphériques dans l'Espace Caraïbes fait face à une série de défis permanents exacerbés par une instabilité politique et internationale croissante et par les conséquences du changement climatique notamment dans les domaines environnementaux et sanitaires.

La stratégie maritime régionale s'intègre pleinement dans les principes de la stratégie maritime nationale.

L'Espace Caraïbes dispose également d'atouts significatifs en matière de positionnement stratégique, de recherche-développement, d'éducation-formation, de patrimoine environnemental et culturel, d'énergies renouvelables et d'économie bleue qu'il convient de valoriser afin de renforcer l'intégration des régions ultrapériphériques dans leur environnement régional.

L'annexe 3 présente l'articulation de la stratégie INTERREG avec le programme FEDER 21 27.

1.3.9 Complémentarités et synergies entre les fonds couverts par l'accord de partenariat et d'autres instruments de l'Union

Suite à la mobilisation des crédits de la relance pour répondre aux enjeux d'une situation financière et économique sinistrée sur le plan local suite à la crise sanitaire, il convient d'optimiser les crédits Europe / Etat / CTM afin de limiter les risques de double financement.

Les lignes de partage autour des investissements non productifs et non agricoles entre le FEADER et le FEDER FSE+ sont présentées dans l'annexe 4 jointe.

Tous les investissements au titre de tous les OS seront formulés à la suite de l'analyse des déficits et des résultats de la cartographie des infrastructures, des services et des besoins, y compris au niveau micro

régional, dans les domaines de l'emploi, de l'éducation, du logement, des soins de santé, des soins sociaux et des soins de longue durée, en mettant particulièrement l'accent sur les inégalités territoriales, la ségrégation éducative et spatiale et l'évolution démographique. Ces investissements comprendront des mesures visant à favoriser l'accès à un enseignement général de haute qualité et non ségrégué à tous les niveaux (cf. domaines cités précédemment)

(1) Tous les investissements respecteront les principes de non-discrimination, viseront à s'attaquer et à combattre la ségrégation spatiale et éducative à tous les niveaux d'enseignement, et à démanteler les environnements et quartiers éducatifs ségrégués. Tous les investissements réalisés dans le cadre de tous les objectifs spécifiques pertinents comprendront des mesures visant à favoriser l'accès à un enseignement général de qualité, sans ségrégation, à tous les niveaux, au logement, à l'emploi, aux soins de santé, aux services sociaux et aux soins de longue durée, en particulier pour les groupes marginalisés tels que les personnes issues de l'immigration, les personnes handicapées et les personnes ayant d'autres besoins particuliers, les personnes âgées, les sans-abri, etc. Parmi les critères de priorisation des investissements pertinents, les suivants seront inclus : l'opération favorisera l'égalité d'accès des groupes marginalisés aux services généraux et contribuera à réduire la ségrégation et les inégalités socio-économiques et ethniques existantes dans les territoires correspondants ; tous les investissements du FEDER seront assortis d'investissements du FSE+). Aucun investissement ne sera réalisé dans des services parallèles destinés à des groupes spécifiques ou susceptibles de maintenir ou de conduire à la ségrégation/isolement.

(2) Tous les investissements au titre de tous les objectifs politiques garantiront le respect des droits fondamentaux et à la conformité avec la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne lors de la mise en œuvre des Fonds selon les modalités de l'article 9 du du RPDC 2021/1060.

1. Stratégie du programme: principaux défis et lignes d'action adoptées

Tableau 1

Objectif stratégique ou objectif spécifique du FTJ	Objectif stratégique ou priorité spécifique*	Justification (synthèse)
1. Une Europe plus compétitive et plus intelligente par l'encouragement d'une transformation économique intelligente et innovante et de la connectivité régionale aux TIC	RSO1.1. Développer et améliorer les capacités de recherche et d'innovation ainsi que l'utilisation des technologies de pointe	L'écosystème de recherche et d'innovation martiniquais est à ce jour principalement porté par les ressources et les acteurs publics avec un pôle d'enseignement supérieur et de recherche et des structures de recherche publiques axées sur les points forts de la S3 martiniquaise mais qui restent moins nombreux et bénéficiant de ressources moindres au regard d'autres régions européennes. Ces acteurs publics sont par ailleurs encore trop faiblement connectés avec le tissu économique martiniquais et peu intégrés aux réseaux régionaux et internationaux. Les entreprises martiniquaises ne recourent pas de manière systématique aux démarches et ressources disponibles sur le territoire qui pourraient les aider à innover. Ainsi, le système de RDI reste globalement modeste et ne bénéficie pas encore suffisamment au territoire martiniquais. L'enjeu principal est donc de renforcer la RDI en volume et en qualité, et de mieux la connecter afin qu'elle nourrisse le tissu économique et réponde aux enjeux spécifiques de la Martinique. La RDI, en lien avec les DAS de la S3 et les filières prioritaires identifiées dans le STDEI doit en particulier répondre aux défis économiques, climatiques, environnementaux et énergétiques de la Martinique et s'appuyant sur : - La transformation agroalimentaire et halieutique - Le développement énergétique - La gestion des risques (naturels, sanitaires, écologiques (chlordercone...)) - L'économie bleue - L'économie circulaire, la

Objectif stratégique ou objectif spécifique du FTJ	Objectif stratégique ou priorité spécifique*	Justification (synthèse)
		<p>rationnalisation des flux (y compris les déchets et sargasses) - La biodiversité - Le vieillissement de la population - Les ressources endogènes</p> <p>Le Programme a ainsi pour objectifs : - d'améliorer l'apport de la RDI aux chaînes de valeur martiniquaises - de créer des Pôles d'innovation pour faciliter la mise en réseau des acteurs martiniquais de la recherche-innovation avec les acteurs économiques, les acteurs de la formation, le monde bancaire et financier. - de transformer la RDI locale pour qu'elle devienne un véritable moteur dans la formation et l'emploi - De contribuer à améliorer l'insertion de la RDI martiniquaise dans les réseaux internationaux.</p>
1. Une Europe plus compétitive et plus intelligente par l'encouragement d'une transformation économique intelligente et innovante et de la connectivité régionale aux TIC	RSO1.2. Tirer parti des avantages de la numérisation au bénéfice des citoyens, des entreprises, des organismes de recherche et des pouvoirs publics	<p>Conscients du potentiel de croissance et d'emploi du numérique, l'ensemble des acteurs publics multiplie ces dernières années les efforts pour inscrire les technologies et services numériques au cœur du territoire, au service des citoyens, au cœur des processus d'innovation des entreprises, dans une dynamique de filière. Si la quasi-totalité des logements sont éligibles à internet, seule la moitié des habitations et locaux professionnels peuvent prétendre à un débit supérieur à 30 Mbits et les niveaux de couverture et la qualité de l'offre ne sont pas encore suffisants. Par ailleurs, la filière numérique reste moins développée en Martinique que dans les autres collectivités d'outre-mer et les entreprises ont du mal à trouver du personnel formé dans ce domaine. Face à ces constats et aux enjeux des filières économiques, la Martinique doit développer et systématiser massivement sa numérisation. Le Programme a ainsi pour objectifs de : - Accélérer et densifier l'accompagnement des</p>

Objectif stratégique ou objectif spécifique du FTJ	Objectif stratégique ou priorité spécifique*	Justification (synthèse)
		entreprises - Soutenir l'innovation autour de la transformation numérique - Fédérer la filière et renforcer sa visibilité - Consolider l'écosystème dans une logique marché - Développer les outils numériques pour accompagner la transition vers une économie circulaire (systèmes de traçabilité matière, des objets, de la chaîne d'approvisionnement ; rationalisation des flux, plate-forme collaborative) - Développer les solutions TIC pour l'administration - Renforcer l'offre de services et applications de santé en ligne
1. Une Europe plus compétitive et plus intelligente par l'encouragement d'une transformation économique intelligente et innovante et de la connectivité régionale aux TIC	RSO1.3. Renforcer la croissance durable et la compétitivité des PME et la création d'emplois dans les PME, y compris par des investissements productifs	La Martinique est passée d'une économie essentiellement agricole à une économie largement dominée par les services ces dernières décennies. Les différents surcoûts induits par l'éloignement du marché intérieur européen, affectent la compétitivité des entreprises et contribuent à une importante fragilité financière à mettre au regard d'un système bancaire perfectible, notamment en ce qui concerne le soutien au développement et à l'investissement des entreprises. La majeure partie des entreprises étant de petite ou très petite taille, cela explique qu'elles soient faiblement structurées entre elles en chaînes de valeur organisées pour le territoire. La compensation de ces surcoûts apparaît nécessaire pour dynamiser la compétitivité des entreprises martiniquaises sur le marché extérieur. Il est également bon de noter les surcoûts liés à la gestion des déchets en général. Des filières stratégiques et prioritaires pour l'intervention publique sont d'ores et déjà identifiées dans le STDEII, le plan de convergence 2019-2033 en lien avec la S3 révisée, et particulièrement l'agroenvironnement, l'économie bleue et le

Objectif stratégique ou objectif spécifique du FTJ	Objectif stratégique ou priorité spécifique*	Justification (synthèse)
		tourisme durable. L'enjeu pour le territoire est d'asseoir une production autour d'entreprises solides financièrement et suffisamment flexibles pour avoir la capacité de faire face aux mutations soudaines, anticipées ou non. Les entreprises doivent être mieux structurées pour servir le territoire et accroître sa résilience et son développement.
1. Une Europe plus compétitive et plus intelligente par l'encouragement d'une transformation économique intelligente et innovante et de la connectivité régionale aux TIC	RSO1.5. Renforcer la connectivité numérique	L'insularité et l'éloignement géographique des Outremer ont aujourd'hui un impact important sur le coût et la qualité de l'accès aux services de communications électroniques. Les accès Internet haut débit commercialisés en Martinique comme dans les autres territoires d'outre-mer sont plus chers et moins performants que ceux commercialisés en France hexagonale. C'est la conséquence d'un surcoût du carburant numérique qui alimente les outremer. Les effets positifs sur l'économie et sur l'emploi directs et indirects, seraient très nombreux : notamment dans le secteur des services en réseaux. Un des facteurs de réussite de la stratégie de continuité territoriale de la Martinique est d'inscrire la réflexion martiniquaise à une échelle plus globale en associant les territoires de la Caraïbe. Cette continuité permettrait en effet à la Martinique et aux territoires ultra-marins de se positionner au cœur d'une stratégie axée sur les services numériques à l'échelle caraïbe, nationale et internationale. Les déploiements de réseaux en fibre optique jusqu'à l'abonné représentent un enjeu industriel et financier significatif. Il s'agit pour la Collectivité Territoriale de la Martinique de prévoir le déploiement d'une infrastructure de desserte

Objectif stratégique ou objectif spécifique du FTJ	Objectif stratégique ou priorité spécifique*	Justification (synthèse)
		caractérisée pour environ 100 000 logements à raccorder et 4 500 kilomètres de fibre optique à déployer. Cela représente un investissement public pour la desserte en fibre optique du territoire d'environ 140 M€. A l'heure actuelle, les études d'avant-projet sont terminées sur 14 communes de la Martinique (Lamentin, Sainte Luce, Lorrain, Marigot, Trois-Ilets, Case-Pilote, Ducos, Gros Morne, Rivière Pilote, Saint Esprit, Trinité, Anses-d'Arlet, Saint-Pierre et Sainte-Marie). En lien avec les orientations de l'annexe D du rapport Pays France (Renforcer la connectivité numérique), l'objectif spécifique 3.1 permettra ainsi de : - Déployer sur l'ensemble du territoire le Très Haut Débit FTTH, d'améliorer la qualité du service fourni aux usagers et les conditions d'accès. - Développer la capacité d'anticiper les futurs besoins d'interconnexion. - Développer les capacités de stockage en déployant des infrastructures types Data centers
2. Une Europe plus verte, résiliente et à faibles émissions de carbone évoluant vers une économie sans carbone, par la promotion d'une transition énergétique propre et équitable, des investissements verts et bleus, de l'économie circulaire, de l'atténuation du changement climatique et de l'adaptation à celui-ci, de la prévention et de la gestion des risques, et d'une mobilité urbaine durable	RSO2.1. Favoriser les mesures en matière d'efficacité énergétique et réduire les émissions de gaz à effet de serre	On constate la percée de deux postes très énergivores au sein des bâtiments et des foyers martiniquais : la climatisation et le chauffe-eau électrique. Parmi les personnes possédant un climatiseur, 46% d'entre elles en font un usage quotidien de 2 à 8h. Les actions de maîtrise de l'énergie (MDE) menées en 2015 auprès des foyers martiniquais ont permis de réduire leur consommation d'électricité de 5%. Sur l'ensemble de la période 2006-2015, on observe que 32% des économies d'énergie réalisées dans le secteur résidentiel ont été effectuées grâce à la pose de chauffe-eau solaire individuel dans les foyers. La deuxième source d'économie d'énergie est liée au

Objectif stratégique ou objectif spécifique du FTJ	Objectif stratégique ou priorité spécifique*	Justification (synthèse)
		remplacement des lampes usuelles des foyers par des lampes basse consommation (27,6%). L'usage de coupe-veille automatique vient en 3ème position contribuant à 18% de l'ensemble des économies d'énergie réalisées. En matière d'économies d'énergie, le bâtiment est un secteur d'action prioritaire. En effet, les trois quarts des bâtiments résidentiels de Martinique sont trop consommateurs d'énergie (classes G et F), ce qui représente près de 125 000 foyers. Seulement, 4% d'entre eux sont performants d'un point de vue énergétique (classes A et B), ce qui représente 6 000 foyers.. En effet, la consommation électrique des communes représente 6 % de la consommation d'électricité de Martinique. Cela représente en moyenne environ 60% de la facture totale d'électricité des communes martiniquaises. En lien avec les orientations de l'annexe D du rapport Pays France (promouvoir les mesures d'efficacité énergétique) l'objectif spécifique 2.1 permettra ainsi de : -Diminuer les consommations énergétiques des PME, des logements, des bâtiments et des infrastructures publiques et des équipements privés et publiques et de réduire de la facture énergétique des ménages et des collectivités - Mobiliser et impliquer l'ensemble des acteurs par la communication, la sensibilisation, l'information
2. Une Europe plus verte, résiliente et à faibles émissions de carbone évoluant vers une économie sans carbone, par la promotion d'une transition énergétique propre et équitable, des investissements verts et bleus, de l'économie circulaire, de l'atténuation du changement climatique et de l'adaptation à celui-ci, de la	RSO2.2. Promouvoir les énergies renouvelables conformément à la directive (UE) 2018/2001 sur les sources d'énergie renouvelables [1], y compris les critères de durabilité qui y sont énoncés	En 2019, le mix électrique est constitué à environ 25% d'énergies renouvelables. Pour rappel en 2017, ce taux s'élevait à un peu plus de 6%. Plus globalement, le mix énergétique de Martinique en 2019, même s'il reste fortement constitué d'énergies fossiles (75%), connaît une forte diminution depuis ces deux dernières années (75%

Objectif stratégique ou objectif spécifique du FTJ	Objectif stratégique ou priorité spécifique*	Justification (synthèse)
prévention et de la gestion des risques, et d'une mobilité urbaine durable		<p>en 2019 contre 94% en 2016). Le développement des énergies renouvelables restant fortement contraint techniquement, financièrement et réglementairement. Le territoire possède de nombreux atouts pour réussir durablement la conversion du mix énergétique vers une dominante des énergies renouvelables. Le potentiel des ressources renouvelables mobilisables, la stabilité de la consommation et le coût toujours plus élevé de la production électrique actuelle sont autant d'éléments qui permettent d'accélérer la dynamique en marche pour atteindre ses ambitions. Du point de vue énergétique, la biomasse, l'énergie solaire, l'éolien et les déchets d'ordures ménagères sont les principales sources d'énergies renouvelables présentes en Martinique. En 2019, près de 205 000 t de cannes à sucre ont été broyées en Martinique générant 61 000 t de bagasse dont 52 000 t ont été utilisées pour la production d'énergie par les distilleries de l'île et la sucrerie du Galion. On distingue deux types d'énergies renouvelables disponibles en Martinique : les énergies renouvelables dites « stables » et les énergies à caractère aléatoire communément appelés énergies intermittentes (photovoltaïque et l'énergie éolienne...). - Pour les énergies stables, leur production est généralement garantie ou peu fluctuante et facilement prévisible - Les énergies intermittentes, quant à elles, présentent des variations de production dans le temps qui ne peuvent, pour l'heure, être anticipées. En lien avec les orientations de l'annexe D du rapport Pays France (promouvoir les énergies renouvelables), l'objectif spécifique 2.2 permettra ainsi de : - Accompagner le développement de projets</p>

Objectif stratégique ou objectif spécifique du FTJ	Objectif stratégique ou priorité spécifique*	Justification (synthèse)
		d'exploitation d'énergies renouvelables et en particuliers celles à caractère « stable », afin de diminuer la dépendance aux énergies fossiles. - Développer et accompagner des dispositifs permettant l'autoconsommation d'énergies renouvelables produites sur site.
2. Une Europe plus verte, résiliente et à faibles émissions de carbone évoluant vers une économie sans carbone, par la promotion d'une transition énergétique propre et équitable, des investissements verts et bleus, de l'économie circulaire, de l'atténuation du changement climatique et de l'adaptation à celui-ci, de la prévention et de la gestion des risques, et d'une mobilité urbaine durable	RSO2.3. Développer des systèmes, réseaux et équipements de stockage énergétiques intelligents en dehors du RTE-E	Les énergies intermittentes sont susceptibles, compte tenu de leurs fluctuations, de mettre en danger l'équilibre des systèmes électriques de la Martinique. Leur intégration sera facilitée en travaillant sur le développement des capacités de stockage de l'électricité et la prévisibilité de la production électrique de ces installations. Le système électrique martiniquais doit donc continuer de répondre aux enjeux de stabilité du système pour permettre une insertion accrue des énergies renouvelables. Différentes solutions de stockage seront également à mettre en place afin d'accompagner le développement des ENR intermittentes. Certaines répondront à des usages privés (véhicule électrique, sécurisation de l'alimentation pour des usages essentiels, volonté d'autonomie par rapport au réseau...), d'autres contribueront à des besoins du réseau et/ou du système électrique. En lien avec les orientations de l'annexe D du rapport Pays France (développer les systèmes, réseaux et équipements de stockage énergétiques intelligents à l'échelon local), l'objectif spécifique 2.3 permettra ainsi de : - Développer les réseaux intelligents, le stockage, la transformation des énergies et le pilotage de la demande- des batteries de stockage couplées aux installations des producteurs qui devront répondre aux exigences du gestionnaire de réseau en matière

Objectif stratégique ou objectif spécifique du FTJ	Objectif stratégique ou priorité spécifique*	Justification (synthèse)
		de sûreté système - des systèmes de stockage centralisés ou mutualisés raccordés au réseau, permettant de fournir des services système pour stabiliser le système électrique. - des systèmes de stockages hydrauliques (STEP) permettant de stocker l'énergie puis la restituer à la pointe. - des réseaux intelligents (smart grids) et des zones connectées (smart cities)
2. Une Europe plus verte, résiliente et à faibles émissions de carbone évoluant vers une économie sans carbone, par la promotion d'une transition énergétique propre et équitable, des investissements verts et bleus, de l'économie circulaire, de l'atténuation du changement climatique et de l'adaptation à celui-ci, de la prévention et de la gestion des risques, et d'une mobilité urbaine durable	RSO2.4. Favoriser l'adaptation au changement climatique, la prévention des risques de catastrophe et la résilience, en tenant compte des approches fondées sur les écosystèmes	À l'image des autres territoires insulaires caribéens, la Martinique est confrontée de manière permanente à de multiples risques naturels : cyclones, séismes, incendies fortes pluies, sécheresses, mouvements de terrain, submersions marines, risques volcaniques, sargasses,... L'objectif spécifique 2.4 du FEDER permettra ainsi de mettre en place les actions permettant de protéger le territoire et les populations vis-à-vis de ces risques en développant les compétences clés sur ces thématiques.
2. Une Europe plus verte, résiliente et à faibles émissions de carbone évoluant vers une économie sans carbone, par la promotion d'une transition énergétique propre et équitable, des investissements verts et bleus, de l'économie circulaire, de l'atténuation du changement climatique et de l'adaptation à celui-ci, de la prévention et de la gestion des risques, et d'une mobilité urbaine durable	RSO2.5. Favoriser un accès sûr à l'eau, une gestion durable de l'eau, y compris une gestion intégrée de l'eau, et la résilience dans le domaine de l'eau	En dépit de sa densité importante, le réseau hydrographique de la Martinique est un réseau constitué de nombreux cours d'eau au débit faible et irrégulier. Leur vulnérabilité est particulièrement importante dans le Sud de l'île. Cette situation pose des problèmes en cas de carême sévère, avec le non-respect des débits réservés, qui pourraient être palliés par l'exploitation des ressources alternatives, l'optimisation des réserves artificielles alimentées pendant la saison des pluies, ainsi que des actions d'économie de la ressource, comme l'amélioration des rendements des réseaux d'eau potable et la création d'interconnexions entre différents réseaux. Les réseaux de distributions,

Objectif stratégique ou objectif spécifique du FTJ	Objectif stratégique ou priorité spécifique*	Justification (synthèse)
		<p>mis en place au fur et à mesure de l'équipement des zones urbaines, rurales puis périurbaines à partir des années 1970-1980, sont vieillissants. Les casses sont fréquentes. Les fuites sur les réseaux occasionnent la perte d'environ 20 % à 30 % de l'eau distribuée. En ce qui concerne le réseau d'assainissement en Martinique, on estime que 60 à 70 % de la contamination en matières organiques des eaux douces se fait par les eaux usées domestiques. Du fait d'une topographie mouvementée, seuls 40 % des abonnés martiniquais sont reliés à un réseau d'assainissement collectif (RAC). Ces stations sont souvent situées en aval des bassins de collecte, à proximité de la mer. Le reste des abonnés, c'est-à-dire 60 % de la population, est relié à une installation privée dans le cadre d'un assainissement non collectif (ANC), dit également assainissement autonome ou individuel. En lien avec les orientations de l'annexe D du rapport Pays France (Prendre des mesures en faveur d'une gestion durable de l'eau), l'objectif spécifique 2.5 permettra ainsi de : - Développer les capacités techniques et financières pour développer un réseau de distribution d'eau potable correspondant aux besoins - Diversifier l'origine des ressources (eaux pluviales, eaux souterraines...), développer les interconnexions de réseaux et de stockage - Réhabiliter les réseaux d'eau et d'assainissement - Reconquérir la qualité de l'eau et des milieux aquatiques</p>
2. Une Europe plus verte, résiliente et à faibles émissions de carbone évoluant vers une économie sans carbone, par la promotion d'une transition	RSO2.6. Favoriser la transition vers une économie circulaire et efficace dans l'utilisation des ressources	La loi du 10 Février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et l'économie circulaire prévoit des objectifs ambitieux, applicables en Outre-mer : la

Objectif stratégique ou objectif spécifique du FTJ	Objectif stratégique ou priorité spécifique*	Justification (synthèse)
<p>énergétique propre et équitable, des investissements verts et bleus, de l'économie circulaire, de l'atténuation du changement climatique et de l'adaptation à celui-ci, de la prévention et de la gestion des risques, et d'une mobilité urbaine durable</p>		<p>réduction de moitié de la mise en décharge d'ici 2025 et la valorisation de 70% des déchets du BTP d'ici 2020 ; le recyclage de 100% des plastiques d'ici 2025 ; la sortie des bio-déchets des poubelles, le droit à l'expérimentation de la consigne ; le soutien du réemploi et de la réparation ; la lutte contre le gaspillage alimentaire. La Martinique possède un environnement riche de bio-matériaux valorisables et de création de matières premières secondaires au travers d'une consommation basée sur le modèle d'une économie circulaire. Elle fait par ailleurs face à des enjeux forts en termes de gestion des déchets. D'après le PPDGM de 2019, le gisement de déchets estimé en Martinique en 2016 était de 656 900 tonnes. Sur ces 656 900 t, les modalités de traitement sont connues pour 413 300 t alors que 244 400 t ne sont pas observées. Sur les 413 000 tonnes de déchets identifiés sur les installations de traitement en 2016, 167 900 t sont orientés vers une filière de recyclage et 245 500 t sont stockés ou incinérés. Le faible du taux de valorisation est lié à l'appropriation insuffisante du geste de tri par l'ensemble de la population.. L'enjeu de la miniaturisation des outils pour les besoins de l'île et de la limitation du foncier disponible sont aussi des freins limitant le développement de certaines filières de recyclage qu'il convient de prendre en compte. En lien avec les orientations de l'annexe D du rapport Pays France (promouvoir la transition vers une économie circulaire), l'objectif spécifique 2.6 permettra ainsi de : - Renforcer les actions de gestion des déchets - Développer une offre économique basée sur un approvisionnement et une conception durables tout en promouvant une</p>

Objectif stratégique ou objectif spécifique du FTJ	Objectif stratégique ou priorité spécifique*	Justification (synthèse)
		consommation responsable et des modes de production collaboratifs (Economie de la fonctionnalité / EIT). - Promouvoir l'allongement de la durée d'usage en accompagnant les initiatives en matière de réemploi, de réparation et de réutilisation. - Améliorer le recyclage matière et organique pour créer des matières premières secondaires
2. Une Europe plus verte, résiliente et à faibles émissions de carbone évoluant vers une économie sans carbone, par la promotion d'une transition énergétique propre et équitable, des investissements verts et bleus, de l'économie circulaire, de l'atténuation du changement climatique et de l'adaptation à celui-ci, de la prévention et de la gestion des risques, et d'une mobilité urbaine durable	RSO2.7. Améliorer la protection et la préservation de la nature et de la biodiversité et renforcer les infrastructures vertes, en particulier en milieu urbain, et réduire toutes les formes de pollution	La Martinique fait partie du « hot spot » de la biodiversité de la zone Caraïbe. Sa biodiversité riche à fort taux d'endémisme est sujette à un déclin important depuis plusieurs décennies.. Le fort accroissement démographique depuis les années 1950 a conduit à une forte urbanisation, avec un mitage des espaces naturels conséquent et une pression particulièrement marquée sur le littoral. Les espèces exotiques envahissantes constituent également un point d'attention majeur. Ces éléments soutiennent la nécessité de mettre en place des actions de préservation de la biodiversité. Le phénomène récurrent ces dernières années d'échouages des sargasses ainsi que les épisodes de « brumes des sables » (transport de particules depuis le désert africain) altèrent la qualité de l'air martiniquais. Il est ainsi nécessaire de soutenir la surveillance et l'amélioration de la qualité de l'air en Martinique. Au-delà des enjeux de protection de la biodiversité, les actions et les projets développés pour y répondre doivent pouvoir constituer également des opportunités de développement pour la Martinique au travers de la création d'expertises, de connaissances et de compétences sur le territoire avec un Pôle d'excellence dédié à la Biodiversité. Ceci dans la logique de créer une chaîne de valeur

Objectif stratégique ou objectif spécifique du FTJ	Objectif stratégique ou priorité spécifique*	Justification (synthèse)
		<p>sur le territoire martiniquais. En lien avec les orientations de l'annexe D du rapport Pays France (renforcer la biodiversité et les infrastructures vertes dans l'environnement urbain et réduire la pollution, en particulier pour contribuer à protéger et à valoriser la biodiversité terrestre et marine et leurs écosystèmes naturels fragiles)L'objectif spécifique 2.7 permettra ainsi de : - Mettre en œuvre des actions et des conditions de surveillance, de protection, de gestion durable et de valorisation des milieux naturels, terrestres et marins, ainsi que les espèces. - Mettre en valeur certaines espèces (A des fins pharmaceutiques, cosmétiques...) - Développer des démarches de labellisation et de reconnaissance pour certains espaces et espèces - Mettre en œuvre des actions qui garantissent le maintien de la qualité de l'air</p>
<p>2. Une Europe plus verte, résiliente et à faibles émissions de carbone évoluant vers une économie sans carbone, par la promotion d'une transition énergétique propre et équitable, des investissements verts et bleus, de l'économie circulaire, de l'atténuation du changement climatique et de l'adaptation à celui-ci, de la prévention et de la gestion des risques, et d'une mobilité urbaine durable</p>	<p>RSO2.8. Favoriser une mobilité urbaine multimodale durable, dans le cadre de la transition vers une économie à zéro émission nette de carbone</p>	<p>En termes de transport, la Martinique se caractérise par une forte utilisation des véhicules personnels. Le transport routier est par ailleurs le premier poste de consommation d'énergie avec 47,6% de la consommation d'énergie primaire en 2019. Associé à une concentration des zones d'activité économique, cela engendre une saturation des axes routiers de la zone de Fort-de-France et de sa périphérie. Les différents leviers mobilisables vis-à-vis des modes de transport pour réduire l'impact environnementale de ce secteur sont : - L'amélioration de l'efficacité énergétique des déplacements effectués, qui peut être rendue possible par l'augmentation des taux de remplissage des véhicules particuliers (covoiturage) et transports collectifs, ou par les nouvelles technologies - La réduction du contenu</p>

Objectif stratégique ou objectif spécifique du FTJ	Objectif stratégique ou priorité spécifique*	Justification (synthèse)
		carbone (contenu en gaz à effet de serre) des véhicules, qui peut être rendue possible à travers le choix de véhicules alimentés partiellement ou plus du tout par des hydrocarbures. Concernant le développement éventuel des véhicules électriques, une attention doit être portée quant au niveau de contenu carbone de l'électricité objectivé sur l'île. En lien avec les orientations de l'annexe D du rapport Pays France (Mettre en place une mobilité durable, intelligente, intermodale et résiliente face aux facteurs climatiques aux niveaux national, régional et local, notamment en améliorant l'accès au RTE-T et la mobilité transfrontalière), l'objectif spécifique 2.8 permettra ainsi de : - Soutenir le développement la diversification et la modernisation de l'offre de transport : notamment via l'achat de nouveau matériel roulant de transports urbains propres - Développer les infrastructures pour les carburants alternatifs - Développer les réseaux de transports doux
2. Une Europe plus verte, résiliente et à faibles émissions de carbone évoluant vers une économie sans carbone, par la promotion d'une transition énergétique propre et équitable, des investissements verts et bleus, de l'économie circulaire, de l'atténuation du changement climatique et de l'adaptation à celui-ci, de la prévention et de la gestion des risques, et d'une mobilité urbaine durable	RSO2.11. Favoriser l'accès à des logements abordables et durables	Le nouveau règlement UE 2025/1914 indique que les Etats membres et les régions peuvent doubler les investissements soutenus par le FEDER (considérant 14). Par conséquent, compte-tenu de l'urgence et de la diversité des besoins, il est proposé de rendre le logement abordable et résilient éligible aux aides publiques pour accélérer les investissements permettant de se rapprocher sensiblement des niveaux nationaux et européens en matière de sobriété énergétique permettant de redonner du pouvoir d'achat aux ménages, résilient pour faire face à des aléas d'une ampleur et décent face à l'état de dégradation du parc privé La création de ce nouvel objectif vise à réaliser en peu

Objectif stratégique ou objectif spécifique du FTJ	Objectif stratégique ou priorité spécifique*	Justification (synthèse)
		<p>de temps un plan de rattrapage du retard en : - Améliorant les conditions d’habitat en Martinique en soutenant le déploiement de logement durable, adapté au vieillissement de la population et résilient sur tout le territoire, - Créant les conditions d’un changement d’échelle significatif sur une période de temps réduite, destiné à financer la rénovation et la construction de logements durables à destination des jeunes, des seniors, des familles modestes et très modestes. Objectif principal : - Réduire les délais de réalisation des projets au bénéfice des personnes et familles demandeuses, - Accélérer les investissements et le soutien à l’accès au logement abordable, décent, sobre et résilient des publics cibles. Cet OS est mis en œuvre sous forme de subventions.</p>
<p>3. Une Europe plus connectée par l’amélioration de la mobilité</p>	<p>RSO3.2. Mettre en place et développer une mobilité durable, intelligente, intermodale et résiliente face aux facteurs climatiques au niveau national, régional et local, y compris en améliorant l’accès au RTE-T et la mobilité transfrontalière</p>	<p>Les différents leviers mobilisables vis-à-vis des modes de transport pour réduire l’impact environnementale de ce secteur sont : - La réorientation de la répartition des déplacements par mode qui peut être rendue possible par l’amélioration de l’offre régionale en transports collectifs En lien avec les orientations de l’annexe D du rapport Pays France (Mettre en place une mobilité durable, intelligente, intermodale et résiliente face aux facteurs climatiques aux niveaux national, régional et local, notamment en améliorant l’accès au RTE-T et la mobilité transfrontalière) l’objectif spécifique 3.3 permettra ainsi de : - Soutenir le développement et la diversification de l’offre de transport en poursuivant l’extension du TCSP L’arrivée de nouvelles compagnies aériennes et le développement de dessertes au départ de l’aéroport</p>

Objectif stratégique ou objectif spécifique du FTJ	Objectif stratégique ou priorité spécifique*	Justification (synthèse)
		<p>Martinique Aimé Césaire offrent des opportunités d'ouverture à l'extérieur. Le Programme a ainsi pour objectif de répondre aux enjeux de désenclavement et isolement géographique de la Martinique en : - Favorisant la modernisation des modes de transports en accompagnant les travaux de redimensionnement des infrastructures aéroportuaires ; et pour soutenir des actions : Grand Port Maritime de la Martinique; la modernisation de l'Aéroport Aimé Césaire et la réalisation de l'aérodrome de la commune de Basse Pointe . - Permettant la continuité des travaux nécessaires à la multi modalité des transports.</p>
3. Une Europe plus connectée par l'amélioration de la mobilité	RSO3.3. Développer des infrastructures de défense résilientes, en accordant la priorité à celles à double usage, y compris au service de la mobilité militaire pour l'Union, et renforcer la préparation en matière civile	<p>La Martinique, territoire insulaire, dispose d'un port principal à Fort-de-France, d'un port secondaire au Robert et d'un aéroport international sur la Commune du Lamentin. Ces infrastructures, nécessaires à l'approvisionnement de l'île sont aussi des portes d'entrée sur le territoire et constituent donc des infrastructures de défense résiliente en cas de besoin. Elles peuvent donc être qualifiées d'infrastructure à double usage, y compris au service de la mobilité militaire et de la protection civile. La Martinique est un territoire exposé à de nombreux risques (cyclonique, sismique, tsunamique...) qui nécessite une préparation de la population ainsi qu'une montée en compétences des personnels en matière de protection civile. Les axes routiers sont extrêmement saturés, aussi la sécurisation des axes routiers est nécessaire pour permettre à la fois l'évacuation de la population et l'accès aux centres de soin [Résultats recherchés / changements attendus] : Défis et résultats attendus L'enjeu</p>

Objectif stratégique ou objectif spécifique du FTJ	Objectif stratégique ou priorité spécifique*	Justification (synthèse)
		principal est de renforcer la sécurité et la défense sur le territoire martiniquais.
4. Une Europe plus sociale et inclusive mettant en œuvre le socle européen des droits sociaux	RSO4.2. Améliorer l'égalité d'accès à des services de qualité et inclusifs dans l'éducation, la formation et l'apprentissage tout au long de la vie grâce au développement d'infrastructures accessibles, notamment en favorisant la résilience dans le domaine de l'enseignement et de la formation à distance et en ligne	Les structures de formation secondaire ou universitaire ne répondent pas aux exigences de sécurité pour l'accueil des élèves/ou de la population en temps de crise. Il a été constaté que c'est un patrimoine ancien composé de bâtiments nécessitant la mise en œuvre de réhabilitations lourdes afin d'assurer la pérennité et l'attractivité du bâti ; Qu'il est un patrimoine sismiquement vulnérable pour partie, ne prenant en compte aucune disposition particulière connue vis-à-vis des règles parasismiques. En cas d'évènement sismique majeur, ce patrimoine pourrait subir des dégâts considérables. Enfin, il présente des difficultés aux publics à mobilité réduite (PARM)., imposant un investissement fort dans des actions d'adaptation En lien avec les orientations de l'annexe D du rapport Pays France (Améliorer l'accès à des services de qualité et inclusifs dans l'éducation, la formation et l'apprentissage tout au long de la vie grâce au développement des infrastructures), l'objectif spécifique 4.2 permettra ainsi de : - Rénover des infrastructures pour l'éducation, la formation professionnelle, l'apprentissage et l'enseignement supérieur
4. Une Europe plus sociale et inclusive mettant en œuvre le socle européen des droits sociaux	RSO4.3. Favoriser l'intégration socio-économique des communautés marginalisées, des ménages à faible revenu et des groupes défavorisés, y compris les personnes ayant des besoins particuliers, au moyen de mesures intégrées, notamment en ce qui concerne le logement et les services sociaux	Les structures d'accueil de la petite enfance sont en deça des besoins réels du territoire, il paraît donc important de les développer afin de garantir l'égalité des chances de groupes de personnes nécessiteuses. Egalement, la crise COVID au travers du confinement a permis de mettre en lumière les difficultés récurrentes dans de trop

Objectif stratégique ou objectif spécifique du FTJ	Objectif stratégique ou priorité spécifique*	Justification (synthèse)
		nombreux foyers martiniquais. Il a donc été constaté un manque de structures d'accueil d'urgence des populations victimes de violence intra familiales, en rupture familiale, ou autre urgence nécessitant un accompagnement d'urgence par la mise à disposition d'un lieu d'accueil et d'hébergement temporaire. L'OS 4.3 permettra donc de : - Accompagner l'implantation d'infrastructures dédiées à la petite enfance, - Accompagner l'implantation d'infrastructures dédiées à l'accompagnement des groupes de personnes en situation d'urgence nécessitant un hébergement temporaire d'urgence
4. Une Europe plus sociale et inclusive mettant en œuvre le socle européen des droits sociaux	RSO4.5. Garantir l'égalité d'accès aux soins de santé et favoriser la résilience des systèmes de santé, y compris les soins de santé primaires, et promouvoir le passage d'une prise en charge institutionnelle à une prise en charge familiale ou de proximité	La Martinique est en matière de santé le territoire d'outre-mer le plus proche des indicateurs hexagonaux. Si l'île est avantagée par une faible superficie qui limite les déplacements, l'accès aux soins est restreint à l'offre hospitalière du territoire. A l'image de l'offre de soins hospitalière, 44 % de la population est concentrée au centre de l'île. Dans un contexte insulaire, où les infrastructures de transports sont peu développées, l'enjeu de l'organisation spatiale de l'offre de santé et de son accessibilité est exacerbé. Le vieillissement croissant de la population en Martinique est également un enjeu majeur. En lien avec les orientations de l'annexe D du rapport Pays France (Garantir l'égalité de l'accès aux soins de santé et en prenant des mesures favorisant la résilience des systèmes de santé), l'objectif spécifique 4.4 permettra ainsi de : - Augmenter l'offre de soins de proximité sur le territoire - Augmenter le nombre de centres d'accueil médicalisés pour personnes âgées sur le territoire

Objectif stratégique ou objectif spécifique du FTJ	Objectif stratégique ou priorité spécifique*	Justification (synthèse)
4. Une Europe plus sociale et inclusive mettant en œuvre le socle européen des droits sociaux	RSO4.6. Renforcer le rôle de la culture et du tourisme durable dans le développement économique, l'inclusion sociale et l'innovation sociale	Le développement de la Martinique dépend fortement des activités touristiques qui gagnent en attractivité au travers des activités culturelles et de la valeur du patrimoine naturel de la Martinique, d'autant plus que ces activités sont inégalement réparties sur le territoire, ce qui peut entraîner des effets négatifs directs et indirects. Outre le nautisme en plein essor, de nouvelles formes de tourisme se développent (telles que l'agro-tourisme, l'éco-tourisme...) en Martinique et sont susceptibles de concourir à une répartition plus équitable de l'activité touristique sur le territoire. Si ces formes de tourisme sont à ce jour encore assez peu organisées, elles disposent d'un potentiel de croissance, en marge du tourisme balnéaire, pour un public en recherche d'authenticité. Avec de nombreux édifices inscrits ou classés au titre des monuments historiques, des musées d'orientation variée (ethnographique, canne, banane, volcanologique...), la Martinique présente des opportunités indéniables en matière culturelle, aujourd'hui non valorisés. Ainsi le programme encourage à suivre les « principes de qualité européenne » pour les interventions ayant une incidence potentielle sur le patrimoine culturel (élaboré par ICOMOS dans le cadre du mandat de la Commission pour l'Année européenne du patrimoine culturel 2018). Celles-ci reflètent les principes directeurs intégrés, durables et inclusifs du nouveau Bauhaus européen.
4. Une Europe plus sociale et inclusive mettant en œuvre le socle européen des droits sociaux	ESO4.1. Améliorer l'accès à l'emploi et aux mesures d'activation pour tous les demandeurs d'emploi, notamment des jeunes, en particulier par la mise en œuvre de la garantie pour la jeunesse,	Outre la plus grande prévalence du chômage en Martinique qu'en France hexagonale, deux fois plus de femmes sont en sous-emploi que d'hommes (14% contre 7%). Dans un contexte de précarité de

Objectif stratégique ou objectif spécifique du FTJ	Objectif stratégique ou priorité spécifique*	Justification (synthèse)
	pour les chômeurs de longue durée et des groupes défavorisés sur le marché du travail, et pour les personnes inactives, ainsi que par la promotion de l'emploi indépendant et de l'économie sociale;	l'emploi, certains actifs ont recours à la pluriactivité, voire à l'emploi informel, pour augmenter leurs revenus. Les martiniquaises font preuve d'un esprit entrepreneurial développé puisqu'elles représentent 37% des créateurs d'entreprises (contre 28% en France hexagonale). A l'instar de nombreuses autres régions françaises, les associations sont les principales employeuses du secteur de l'Economie Sociale et Solidaire à la Martinique. Avec environ 700 établissements employeurs et 9 200 salariés, les associations forment, à elles seules, près de 83% des établissements et plus de 84% de l'effectif salarié de l'Economie Sociale et Solidaire. Parmi les 9 200 salariés du secteur associatif, près de la moitié exerce dans le social. L'objectif spécifique 4.1 du FSE+ permettra ainsi: -L'accompagnement vers l'emploi des publics les plus éloignés de l'emploi et ceux ayant subi le plus directement la crise COVID19 -L'accompagnement à l'entrepreneuriat féminin -L'accompagnement incluant des mesures pour lever les freins sociaux à l'emploi ou des logiques de parcours intégrés -Au développement et renforcement des structures d'insertion par l'activité économique -Valorisation des filières d'emploi correspondant à des besoins prioritaires du territoire -Développement de la mobilité des publics éloignés de l'emploi -Formation et appui à la création/reprise/transmission d'entreprises et suivi post-créeation/reprise -Créations d'emplois et d'activité en lien avec l'Économie Sociale et Solidaire(ESS)
4. Une Europe plus sociale et inclusive mettant en œuvre le socle européen des droits sociaux	ESO4.5. Améliorer la qualité, le caractère inclusif et l'efficacité des systèmes d'éducation et de	Les emplois ou formations majoritairement sollicités en Martinique ne correspondent pas aux

Objectif stratégique ou objectif spécifique du FTJ	Objectif stratégique ou priorité spécifique*	Justification (synthèse)
	formation ainsi que leur adéquation au marché du travail, notamment par la validation de l'apprentissage non formel et informel, pour favoriser l'acquisition de compétences clés dont les compétences entrepreneuriales et numériques, et en promouvant la mise en place de systèmes de formation en alternance et d'apprentissages	besoins réels du marché ou conduisent à des situations d'emplois durablement précaires. L'offre de formation apparaît restreinte et mal adaptée aux réalités économiques du territoire. Ces constats incitent à affiner l'analyse des secteurs où la demande est largement excédentaire au regard des besoins du marché. Dans le cadre du STDEII, la Martinique a identifié les filières d'avenir pour son territoire pour lesquelles l'offre de formation doit être développée : économie bleue, tourisme, agroenvironnement, métiers de l'environnement... Le numérique est une filière transverse mise en avant pour son potentiel de croissance et d'emplois. Les technologies et services numériques sont aujourd'hui au cœur de l'innovation, de produit comme de service, dans la plupart des activités industrielles et de services. L'objectif spécifique 4.5 du FSE + permettra ainsi de : • Accompagner les formateurs dans le développement de nouvelles compétences pour améliorer qualitativement les formations, • Apporter un soutien à la digitalisation des formations et des modules pédagogiques pour en faire un véritable levier d'inclusion professionnelle durable, • Développer des nouveaux modules de formations et des modules pédagogiques.
4. Une Europe plus sociale et inclusive mettant en œuvre le socle européen des droits sociaux	ESO4.6. Promouvoir l'égalité d'accès et le suivi jusqu'à son terme d'un parcours d'éducation ou de formation inclusive et de qualité, en particulier pour les groupes défavorisés, depuis l'éducation et l'accueil des jeunes enfants jusqu'à l'éducation et la formation des adultes en passant par l'enseignement général et l'enseignement et la formation professionnels et par l'enseignement	La faiblesse du niveau de formation en Martinique, ainsi que l'écart persistant entre les jeunes diplômés du supérieur en Martinique et en France hexagonale, justifient un besoin d'intervention renforcé. Malgré un taux d'illettrisme stable autour de 13 %, le décrochage scolaire diminue depuis 2011, passant de 2 639 à 929 décrocheurs en 2017-2018. Pourtant, à la fin de leur scolarité, plus de 40

Objectif stratégique ou objectif spécifique du FTJ	Objectif stratégique ou priorité spécifique*	Justification (synthèse)
	supérieur, et faciliter la mobilité à des fins d'apprentissage pour tous et l'accessibilité pour les personnes handicapées	<p>% des jeunes de 20 ans ne sont ni en formation ni en emploi, une situation qui reste préoccupante. Il est donc essentiel de renforcer les compétences des jeunes, de favoriser leur insertion professionnelle et de structurer des filières de formation adaptées. Les actions menées doivent ainsi soutenir la réussite scolaire, prévenir le décrochage, développer les compétences clés et améliorer la transition vers l'enseignement supérieur et la formation professionnelle. Elles doivent aussi garantir un environnement éducatif sécurisant, limiter les violences et le harcèlement, et proposer des parcours de formation cohérents. Enfin, la préparation des jeunes – y compris des étudiants et des jeunes sapeurs-pompiers – aux compétences citoyennes et à la sécurité civile constitue un enjeu majeur pour renforcer leur participation et leur inclusion au sein des dispositifs d'alerte et de secours. L'objectif spécifique 4.6 du FSE + permettra ainsi de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rénover l'accompagnement primaire et scolaire et en augmentant les démarches de lutte contre le décrochage scolaire, y compris des mesures innovantes d'accompagnement • Augmenter la formation de tous les élèves (y compris décrocheurs et primo-arrivants) aux compétences clés (linguistiques, numériques, etc.), à l'éducation à la citoyenneté, à la lutte contre toutes les discriminations et le harcèlement scolaire • Diversifier et développer l'offre de formation supérieure, en lien avec la formation secondaire et la formation professionnelle, pour créer des parcours complets de formation, notamment dans les filières stratégiques • Accompagner l'apprentissage • Former les jeunes y compris les étudiants et les jeunes sapeurs-pompiers aux

Objectif stratégique ou objectif spécifique du FTJ	Objectif stratégique ou priorité spécifique*	Justification (synthèse)
		compétences en matière de préparation civile afin d'assurer leur inclusion dans les dispositifs d'alerte et de secours
4. Une Europe plus sociale et inclusive mettant en œuvre le socle européen des droits sociaux	ESO4.7. Promouvoir l'apprentissage tout au long de la vie, notamment les possibilités de renforcement des compétences et de reconversion flexibles pour tous, en tenant compte des compétences entrepreneuriales et numériques, mieux anticiper les changements et les nouvelles exigences en matière de compétences fondées sur les besoins du marché du travail, faciliter les transitions professionnelles et promouvoir la mobilité professionnelle	En Martinique, comme dans les autres territoires ultramarins, le taux de chômage (18%) est élevé, notamment chez les 15-29 ans (hexagone : 9,1%). Ce fort taux, qui est encore plus important chez les 15-29 ans, s'explique par les difficultés d'insertion des jeunes en milieu professionnel, surtout pour ceux peu ou pas diplômés. Les causes du taux de chômage sont diverses, mais aussi le niveau de qualification insuffisant des candidats sur le marché du travail et les inadéquations formations/emplois. Face à ces défis, et compte tenu des risques naturels (cyclones, séismes, éruptions volcaniques, inondations, tsunamis, glissements de terrain) et sanitaires et technologiques auxquels la population est exposée, il est essentiel de développer une approche globale de l'apprentissage et des transitions professionnelles. Cela inclut l'accompagnement vers l'emploi traditionnel, mais aussi la montée en compétence de la population martiniquaise pour qu'elle puisse mieux faire face aux crises. Cette démarche implique le renforcement des capacités et des compétences du personnel mobilisé (élus, personnel du secteur public et privé) en matière de protection civile et de gestion des risques. En effet, un marché du travail résilient nécessite une population et des acteurs formés non seulement aux métiers de demain, mais également aptes à assurer la sécurité et la continuité des activités en contexte de crise. L'objectif spécifique 4.7 du FSE+ permettra ainsi de : • Former et accompagner des

Objectif stratégique ou objectif spécifique du FTJ	Objectif stratégique ou priorité spécifique*	Justification (synthèse)
		personnes en recherche d'emploi ou en activité pour une meilleure adaptation aux besoins du marché du travail et faciliter les transitions professionnelles (pré-qualification, acquisition des compétences, VAE, etc.). • Renforcer la qualité des formations (individualisation, adaptation aux publics spécifiques comme les femmes, seniors, travailleurs handicapés, etc.). • Former la population martiniquaise face aux risques naturels (cyclones, séismes, éruptions volcaniques, inondations, tsunamis, glissements de terrain), crises sanitaires et technologiques. • Renforcer des compétences de la protection civile, des élus, du personnel du secteur public et privé.
4. Une Europe plus sociale et inclusive mettant en œuvre le socle européen des droits sociaux	ESO4.8. Favoriser l'inclusion active afin de promouvoir l'égalité des chances, la non-discrimination et la participation active, et améliorer l'employabilité, en particulier pour les groupes défavorisés	Certains territoires souffrent d'une dévitalisation économique et d'une plus grande pauvreté. Ainsi la part des allocataires de RSA est en moyenne de 48% en Martinique, quand elle est plus de 61% dans certaines zones du Nord. Dans ces zones, les taux d'emplois et les taux de création d'entreprises sont les plus faibles, exacerbé par l'exode de jeunes qualifiés vers la France hexagonale, cherchant une formation plus complète L'insularité constitue également un obstacle à la découverte des autres territoires. Les étudiants martiniquais sont défavorisés face à la mobilité. La Martinique souhaite apporter une compensation à ce handicap. Pour cela, elle souhaite accompagner les actions de mobilité régionales, nationales, et internationales mises en œuvre dans les parcours scolaires afin de réduire les inégalités avec les autres territoires. L'objectif spécifique 4.8 du FSE + permettra ainsi de : - Renforcer l'insertion socio-économique des personnes défavorisées en développant des

Objectif stratégique ou objectif spécifique du FTJ	Objectif stratégique ou priorité spécifique*	Justification (synthèse)
		<p>parcours d'insertion dans l'emploi et de retour sur le marché du travail - Soutenir le développement de soutenir la mobilité des élèves et étudiants issus de famille défavorisé. Les politiques d'achat socialement responsable des établissements publics porte des objectifs de progrès social, de solidarité avec les populations les plus marginalisées et de lutte contre les discriminations. Véritable levier d'action dans le champ social et sociétal, les achats sociaux responsables promeuvent nombre de considérations au service de la solidarité, de l'équité sociale et de l'éthique des relations commerciales : • Accès ou retour à l'emploi des publics marginalisés • Insertion des publics éloignés de l'emploi ; • Soutien aux acteurs du secteur protégé et adapté (secteur du handicap) ; • Soutien aux acteurs de l'économie sociale et solidaire ; Compte tenu du fort taux de chômage, la promotion de ce type de marché public doit être développé pour atteindre les objectifs d'inclusion pour le territoire.</p>
<p>4. Une Europe plus sociale et inclusive mettant en œuvre le socle européen des droits sociaux</p>	<p>ESO4.11. Améliorer l'égalité d'accès en temps utile à des services abordables, durables et de qualité, notamment à des services promouvant l'accès au logement et à des soins centrés sur la personne, y compris aux soins de santé; moderniser les systèmes de protection sociale, y compris en promouvant l'accès à la protection sociale, un accent particulier étant mis sur les enfants et les groupes défavorisés; améliorer l'accessibilité, notamment pour les personnes handicapées, l'efficacité et la résilience des systèmes de soins de santé et des services de soins de longue durée</p>	<p>En Martinique toutes les spécialités sont couvertes et la part des séjours réalisés à l'extérieur du territoire reste faible. Cependant l'offre de santé est concentrée sur le centre, créant des zones de désert médicaux notamment dans le nord-atlantique. La Communauté d'Agglomération du Pays Nord Martinique regroupe 19 % de l'emploi en Martinique. Ainsi, les communes du nord, de Saint-Pierre à Sainte-Marie, sont les plus pauvres. Beaucoup de communes du sud de l'île restent défavorisées : 30 % des habitants des communes du Vauclin, de Rivière-Pilote, du Marin, de Sainte-Anne mais aussi des Anses d'Arlet vivent sous le</p>

Objectif stratégique ou objectif spécifique du FTJ	Objectif stratégique ou priorité spécifique*	Justification (synthèse)
		<p>seuil de pauvreté. À l'inverse, les communes de Sainte-Luce, Le Diamant et Trois-îlets font partie des plus aisées de l'île : 22 % de la population y vit sous le seuil de pauvreté, soit 7 points de moins que la moyenne martiniquaise. Néanmoins, le rapport entre les 10 % plus aisés et les 10 % plus pauvres s'établit à 4,5 au Diamant et 4,8 aux Trois-Îlets : les communes les plus riches sont aussi les plus inégalitaires. Les délais pour obtenir un rendez-vous sont particulièrement longs pour certaines spécialités : 3 mois pour un dentiste, plus de 6 mois pour un ophtalmologue, plus de 6 mois pour un cardiologue... Ce phénomène touche plus les personnes précaires qui renoncent aux soins, les personnes ayant les moyens n'hésitent pas à partir avec leurs propres moyens pour des rendez-vous médicaux. Avec la poursuite attendue du vieillissement de la population et de l'augmentation attendue de la prévalence des maladies chroniques, les besoins en offre de soins de premier recours, déjà insuffisamment couverts, vont croître. Le nombre de personnes âgées de 60 ans ou plus va doubler et les plus de 80 ans seront quatre fois plus nombreux. Aux fragilités de l'offre de soins de ville, s'ajoutent les difficultés rencontrées par les établissements de santé à attirer et recruter des professionnels de santé. -Développer la formation sanitaire et sociale - Développer une expertise et une spécialisation dans les métiers liés au vieillissement et aux maladies prévalentes - Développer des outils de coordination des parcours des personnes âgées, des personnes handicapées et des aidants -Renforcer les capacités d'action des systèmes de soins et de santé en situation de crise (sanitaire, climatique...)</p>

Objectif stratégique ou objectif spécifique du FTJ	Objectif stratégique ou priorité spécifique*	Justification (synthèse)
4. Une Europe plus sociale et inclusive mettant en œuvre le socle européen des droits sociaux	ESO4.12. Promouvoir l'intégration sociale des personnes exposées au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale, y compris les personnes les plus démunies et les enfants	La Martinique montre des signes de plus en plus évidents de paupérisation avec une accentuation de la précarité par catégorie d'âge est très perceptible, notamment la tranche d'âge de 50 à 59 ans (+ 1,2%) et de 60 ans et plus (+11,7%), résultant de situations professionnelles discontinues. Cette précarité s'observe dès la tranche d'âge 15-29 ans, avec 35% de jeunes étant sur la voie d'une forme d'exclusion sociale, étant ni en emploi ni en en formation en Martinique. L'objectif spécifique 4.12 du FSE + permettra ainsi de : - Accès aux soins primaires et à la protection de l'enfance - Accompagnement vers l'insertion sociale permettant de ramener les publics vers un suivi - Accompagnement des populations vivant en habitat précaire (scolarisation, accès aux droits sociaux, hygiène...) - Soutien aux réseaux d'entraide et de socialisation
4. Une Europe plus sociale et inclusive mettant en œuvre le socle européen des droits sociaux	ESO4.13. Lutter contre la privation matérielle en apportant une aide alimentaire et/ou une assistance matérielle de base aux personnes les plus démunies, y compris les enfants, et prévoir des mesures d'accompagnement favorisant leur inclusion sociale	La pauvreté monétaire étant plus élevée et plus intense en Martinique que la moyenne nationale, la lutte contre la précarité matérielle, et la pauvreté en générale est un enjeu majeur sur le territoire. Ceci est d'autant plus important que cette situation ne fait que se détériorer depuis dix ans. En effet, en 2011, le taux de pauvreté en Martinique était de 20,6 %. En dix ans, le taux de risque de pauvreté a augmenté de 3,5 points en Martinique. L'objectif spécifique 4.13 du FSE + permettra ainsi de lutter contre la privation matérielle en apportant une aide alimentaire et matérielle aux personnes les plus démunies. L'aide alimentaire est un dispositif de lutte contre la précarité alimentaire. Elle s'inscrit dans le respect du principe de dignité des personnes. Elle participe à la reconnaissance et au

Objectif stratégique ou objectif spécifique du FTJ	Objectif stratégique ou priorité spécifique*	Justification (synthèse)
		développement des capacités des personnes à agir pour elles-mêmes et dans leur environnement. » Elle représente 41.8% des demandes au niveau du secours catholique. L'aide matériel (dépenses de loyers, les factures d'eau, d'énergie et la mobilité,...) représente 27.5% au niveau de cette structure. Ce constat est partagé par les autres structure. Cet OS est mobilisé en complémentarité avec les dispositifs soutenus par l'Etat.
4. Une Europe plus sociale et inclusive mettant en œuvre le socle européen des droits sociaux	MD13. Soutien aux personnes les plus démunies au titre de l'objectif spécifique énoncé à l'article 4, paragraphe 1, point m), du règlement FSE+ (ESO.4.13)	La pauvreté monétaire étant plus élevée et plus intense en Martinique que la moyenne nationale, la lutte contre la précarité matérielle, et la pauvreté en générale est un enjeu majeur sur le territoire. Ceci est d'autant plus important que cette situation ne fait que se détériorer depuis dix ans. En effet, en 2011, le taux de pauvreté en Martinique était de 20,6 %. En dix ans, le taux de risque de pauvreté a augmenté de 3,5 points en Martinique. L'objectif spécifique 4.13 du FSE + permettra ainsi de lutter contre la privation matérielle en apportant une aide alimentaire et matérielle aux personnes les plus démunies. L'aide alimentaire est un dispositif de lutte contre la précarité alimentaire. Elle s'inscrit dans le respect du principe de dignité des personnes. Elle participe à la reconnaissance et au développement des capacités des personnes à agir pour elles-mêmes et dans leur environnement. » Elle représente 41.8% des demandes au niveau du secours catholique. L'aide matériel (dépenses de loyers, les factures d'eau, d'énergie et la mobilité,...) représente 27.5% au niveau de cette structure. Ce constat est partagé par les autres structure. Cet OS est mobilisé en complémentarité avec les dispositifs soutenus par l'Etat. L'inégale

Objectif stratégique ou objectif spécifique du FTJ	Objectif stratégique ou priorité spécifique*	Justification (synthèse)
		répartition des activités économiques, sociales ou encore culturelles a des conséquences néfastes sur l'ensemble du territoire. L'extrême concentration des pratiques touristiques dans l'espace engendre une perte d'attractivité en provoquant des nuisances (concentration de la masse touristique, dégradation des lieux, difficultés d'accès...). L'important déséquilibre touristique au profit des littoraux est liée à une valorisation inégale des ressources du territoire. De nombreux édifices inscrits ou classés au titre des monuments historiques, des musées d'orientation variée (ethnographique, canne, banane, volcanologique...), sont aujourd'hui non valorisés. Par ailleurs, dans la grande majorité des communes du territoire martiniquais, l'animation et l'offre culturelle est telle que les populations n'ont accès que de manière marginale à l'animation théâtrale, chorégraphique, cinématographique... L'objectif spécifique 5.1, via le FEDER permettra ainsi de : - Requalifier les zones d'activités économiques (y compris le soutien aux infrastructures commerciales des PME) ; - Assurer l'at
5. Une Europe plus proche des citoyens, par la promotion du développement durable et intégré de tous les types de territoires et des initiatives locales	RSO5.1. Encourager le développement social, économique et environnemental intégré et inclusif ainsi que la culture, le patrimoine naturel, le tourisme durable et la sécurité dans les zones urbaines	L'inégale répartition des activités économiques, sociales ou encore culturelles a des conséquences néfastes sur l'ensemble du territoire. L'extrême concentration des pratiques touristiques dans l'espace engendre une perte d'attractivité en provoquant des nuisances (concentration de la masse touristique, dégradation des lieux, difficultés d'accès...). L'important déséquilibre touristique au profit des littoraux est liée à une valorisation inégale des ressources du territoire. De nombreux édifices inscrits ou classés au titre des monuments

Objectif stratégique ou objectif spécifique du FTJ	Objectif stratégique ou priorité spécifique*	Justification (synthèse)
		historiques, des musées d'orientation variée (ethnographique, canne, banane, volcanologique...), sont aujourd'hui non valorisés. Par ailleurs, dans la grande majorité des communes du territoire martiniquais, l'animation et l'offre culturelle est telle que les populations n'ont accès que de manière marginale à l'animation théâtrale, chorégraphique, cinématographique... L'objectif spécifique 5.1, via le FEDER permettra ainsi de : - Requalifier les zones d'activités économiques (y compris le soutien aux infrastructures commerciales des PME) ; - Assurer l'attractivité des villes et des centres-bourgs ; - Développer un tourisme durable sur l'ensemble du territoire en mettant en valeur le patrimoine touristique et en développant des activités touristiques innovantes autour de l'écotourisme ; - Assurer la réhabilitation et la préservation du patrimoine culturel martiniquais, et favoriser la redynamisation culturelle dans toutes les communes. Dans ce cadre de la répartition Zone rurale / Zone Urbaine de la Martinique, le partage se fera selon les modalités suivantes : 1. Toute la Martinique à l'exception de Fort de France, la ville Capitale, sera classée zone rurale 2. Fort de France verra son territoire réparti entre les deux zones : Zone rurale : Uniquement certains quartiers ruraux de Fort-de-France, en tout ou partie : Moutte, Redoute côté droit, Redoute côté gauche, Mongéralde, Beauséjour, Jambette, Rivière l'Or, Ravine Vilaine, Rodate, Tivoli, Balata côté droit, La Médaille, Haut de Didier, Fontaine de Didier et Morne Coco. Zone Urbaine : Le reste de Fort de France
5. Une Europe plus proche des citoyens, par la	RSO5.2. Encourager le développement social,	Les zones rurales et côtières concentrent les

Objectif stratégique ou objectif spécifique du FTJ	Objectif stratégique ou priorité spécifique*	Justification (synthèse)
promotion du développement durable et intégré de tous les types de territoires et des initiatives locales	économique et environnemental intégré et inclusif ainsi que la culture, le patrimoine naturel, le tourisme durable et la sécurité ailleurs que dans les zones urbaines	principales activités touristiques, ce qui peut engendrer des externalités négatives en Martinique. La prise en compte de ces phénomènes permet donc d'appréhender des activités plus durables dans ces zones, tout en développant l'offre culturelle. L'objectif spécifique 5.2, via le FEDER permettra ainsi de : - Requalifier les zones d'activités économiques (y compris le soutien aux infrastructures commerciales des PME) ; - Assurer l'attractivité des villes et des centres-bourgs ; - Développer un tourisme durable sur l'ensemble du territoire en mettant en valeur le patrimoine touristique et en développant des activités touristiques innovantes autour de l'écotourisme ; - Assurer la réhabilitation et la préservation du patrimoine culturel martiniquais, et favoriser la redynamisation culturelle dans toutes les communes. Dans ce cadre de la répartition Zone rurale / Zone Urbaine de la Martinique, le partage se fera selon les modalités suivantes : 1. Toute la Martinique à l'exception de Fort de France, la ville Capitale, sera classée zone rurale 2. Fort de France verra son territoire réparti entre les deux zones : Zone rurale : Uniquement certains quartiers ruraux de Fort-de-France, en tout ou partie : Moutte, Redoute côté droit, Redoute côté gauche, Mongéralde, Beauséjour, Jambette, Rivière l'Or, Ravine Vilaine, Rodate, Tivoli, Balata côté droit, La Médaille, Haut de Didier, Fontaine de Didier et Morne Coco. Zone Urbaine : Le reste de Fort de France

* Priorités spécifiques conformément au règlement FSE+

2. Priorités

Référence: article 22, paragraphe 2, et article 22, paragraphe 3, point c), du RDC

2.1. Priorités autres que l'assistance technique

2.1.1. Priorité: 1. Une Martinique plus intelligente au service d'un nouveau modèle de développement

2.1.1.1. Objectif spécifique: RSO1.1. Développer et améliorer les capacités de recherche et d'innovation ainsi que l'utilisation des technologies de pointe (FEDER)

2.1.1.1.1. Interventions des Fonds

Référence: article 22, paragraphe 3, points d) i), iii), iv), v), vi) et vii), du RDC

Types de mesures correspondants — article 22, paragraphe 3, point d) i), du RDC et article 6 du règlement FSE+:

[Constats] Justification de l'intervention du FEDER :

Le constat est fait en Martinique que le système de RDI ne contribue pas suffisamment au territoire martiniquais dans son ensemble, de par la faible densité et intégration régionale et internationale des différents acteurs du secteur. L'écosystème de recherche et d'innovation martiniquais repose principalement sur le secteur public, dont les capacités sont inférieures aux autres régions européennes. Les entreprises dans leur ensemble sont encore trop faiblement innovantes et manquent de soutien technique, technologique et financier pour concrétiser des investissements et projets stratégiques pour leur développement.

L'investissement qui sera réalisé ne contribuera pas d'avantage à séparer / isoler ou maintenir la ségrégation éducative et spatiale des groupes marginalisés y compris les minorités, les personnes en situation de handicap, les personnes issues de l'immigration,

[Résultats recherchés / changements attendus] : Défis et résultats attendus

L'objectif spécifique 1.1 vise, en lien avec la S3 et le Schéma Territorial de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (STDEII) de Martinique i) à renforcer le socle de recherche et innovation disponible sur le territoire martiniquais pour stimuler les activités de RDI collaborative au bénéfice du territoire martiniquais, en lien avec les réseaux régionaux et internationaux et ii) à permettre l'émergence de projets innovants favorisant la compétitivité et le rayonnement du territoire dans les secteurs de la S3 (résilience du territoire, amélioration des solutions de santé, économie bleue, valorisation des ressources endogènes, digitalisation de la société). L'objectif de l'OS 1.1 est également de pouvoir contribuer à l'augmentation du dépôt du nombre de brevets.

L'objectif spécifique 1.1 vise à soutenir les types d'opération suivants :

- Développer une RDI qui serve les chaines de valeurs martiniquaises, régionales, nationales et européennes

Seront soutenus à ce titre :

- Le développement (immobiliers et équipements) des infrastructures de recherche locales qui présenterait un intérêt européen, favorisant notamment la mutualisation des laboratoires / organismes, développement des capacités de recherche publique, renforcement de la collaboration entre public-privé ;
- Les Projets encourageant la coopération entre acteurs publics/privés avec les acteurs, nationaux et internationaux et régionaux pour répondre aux défis climatiques, environnementaux et énergétiques de la Martinique et privilégiant la transformation agroalimentaire et halieutique, Le développement énergétique, La gestion des risques et des crises, L'économie bleue, L'économie circulaire/la gestion des déchets, la santé, la protection, la restauration et la valorisation du patrimoine naturel et de la valorisation économique de la biodiversité ;
- Les projets favorisant l'intégration de la Martinique dans l'espace européen de la recherche : il s'agira ici de soutenir des programmes de recherche contribuant aux axes de recherche et d'innovation définis dans les domaines d'intérêt majeur du territoire (priorités S3) et d'ambition européenne,

(Consortiums, MSCA, chaires industrielles internationales... ainsi qu'à la création d'un dispositif d'accompagnement de projets partenariaux dans la phase de préparation aux dépôt de projets au titre d'Horizon Europe et des programmes-cadres (Life+, Biodiversia, COSME)

Le FEDER soutiendra notamment le montage des dossiers de candidature aux appels à projets européens et à la gestion de projets collaboratifs de recherche et d'innovation

- Les Plateformes de recherche (investissements dans des équipements scientifiques mutualisés avec des usages académiques et des possibilités d'ouvertures aux entreprises)
- Les Projets de coopération universitaire (renforcement de la RDI, d'échanges des étudiants entre universités caribéennes et internationales) sur des problématiques d'envergure planétaire
- Etudes sur la pharmacopée caribéenne, de validation scientifique des propriétés médicinales des plantes caribéennes, de labélisation et de reconnaissance
- Accroître le potentiel d'innovation dans les entreprises

Il s'agit de favoriser :

1.
 - o Le développement de projets de recherche et d'innovation à fort potentiel scientifique, favorisant l'accès à une labellisation d'excellence, à une collaboration internationale ou permettant une forte valorisation socio-économique
 - o Les activités de recherche, Innovations et lancement de nouveaux produits et services dans les filières de la S3, le soutien aux projets collaboratifs structurants sur les chaînes de valeur martiniquaises (partenariat entre la recherche publique et privée et bénéficiant à terme aux entreprises).
 - o Soutien aux projets d'équipements mutualisés, fab-lab, plateaux techniques, et autres lieux permettant l'échange, l'expérimentation et la

réalisation de projets de R&D et d'innovation (notamment dans le cadre de l'économie collaborative, de l'économie de la fonctionnalité et des démarches EIT), entre chercheurs de laboratoires privés et publics et les entreprises.

- o Financement de démarche d'animation dédiée à la mutualisation et la collaboration d'entreprises (ex : démarches EIT)

Les types d'actions ont été évalués comme compatibles avec le principe consistant à ne pas causer de préjudice important, dit DNSH, car ils ne devraient pas avoir d'impact négatif significatif sur l'environnement en raison de leur nature.

Les financements prendront la forme de subventions dans le cadre de cet objectif spécifique.

Critères environnementaux pour la sélection des projets :

Le système de suivi concerne principalement les incidences négatives probables non corrigées dans la dernière version du PO FEDER-FSE+.

L'objectif est d'identifier rapidement d'éventuelles incidences négatives imprévues et d'engager si nécessaire des actions correctives adéquates. Il s'agit également de suivre les incidences probables et non compensables, pour s'assurer que celles-ci ne soient pas plus importantes que prévu. Dans cette optique, le programme s'appuie pleinement sur les indicateurs de contexte et les indicateurs de suivi existants, en ciblant ceux permettant de suivre les incidences probables. Ces indicateurs de suivi proposés sont présentés dans un tableau, pour chaque objectif spécifique ayant une incidence probable sur l'environnement.

L'expérience tirée du passé montre qu'il est important de ne pas proposer un système de suivi trop différent de celui existant pour le programme étudié. En effet, deux systèmes distincts rajoutent de la complexité de gestion et dans les faits, seul le système de suivi du programme est renseigné in fine.

Principaux groupes cibles — article 22, paragraphe 3, point d) iii), du RDC:

Les principaux groupes cibles de l'objectif spécifique 1.1 sont notamment :

- Collectivités territoriales, leurs groupements et leurs opérateurs,
- Etat, établissements publics
- Agence de développement régional,
- Pôles de compétitivité,
- Clusters et pôles d'innovation,
- Organismes de recherche et de diffusion de connaissance,
- Structures labélisées

- Pôles d'innovation
- Établissements d'enseignement supérieur et de recherche
- Entreprises innovantes
- Entreprises,
- Associations,
- Centres techniques industriels d'innovation,
- Sociétés d'Accélération du Transfert de Technologies ou structures équivalentes,
- CHU
- Doctorants
- Organismes d'appui aux entreprises, pôles d'innovation, centres de ressources technologiques

Mesures visant à garantir l'égalité, l'inclusion et la non-discrimination — article 22, paragraphe 3, point d) iv), du RDC et article 6 du règlement FSE+

L'égalité des chances, entre les sexes, la race ou l'origine ethnique, la religion ou les convictions, le handicap et l'âge ou l'orientation sexuelle sont des principes fondamentaux inscrits dans le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. Malgré les textes, cette égalité n'est pas observée de facto, en témoignent les données sur les différentes inégalités recensées en Martinique. Face à cette situation la collectivité territoriale de la Martinique œuvre pour limiter ces inégalités, en plaçant la garantie de l'égalité, l'inclusion et la non-discrimination comme une priorité transversale.

L'autorité de gestion, lors de la conception et mise en application du PO, veille à garantir une parfaite égalité, en prenant en compte les obstacles que peuvent rencontrer les bénéficiaires, pouvant générer des inégalités.

La prise en compte de ces principes se traduit de plusieurs manières, premièrement par l'intégration dans le contrat de convergence et de transformation de la Martinique (2019-2022), d'un objectif visant à promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes. Deuxièmement, l'autorité de gestion s'efforcera de mettre en place un ensemble de mesures, comme établir un diagnostic territorial mettant en lumière les principaux obstacles et voies d'amélioration vers l'égalité. Les différents programmes et projets qui seront planifiés à travers ce Programme seront sources pour enrichir un diagnostic territorial fiable. Afin de garantir un suivi et évaluation sur ces objectifs, une attention particulière sera accordée aux indicateurs désagrégés par sexe, concernant les thèmes suivants (population-santé, travail-emploi, enseignement-éducation, revenus-salaires, conditions de vie-société). De plus, la collectivité s'engage à construire un réseau d'ambassadeurs et d'ambassadrices de l'égalité des chances, femmes/hommes, et de lutte contre toutes formes de discriminations.

Une approche spécifique pourra être développée, en proposant des actions ciblées

Indication des territoires spécifiques ciblés, y compris le recours prévu aux outils territoriaux — article 22, paragraphe 3, point d) v), du RDC

Tout le territoire martiniquais est concerné par les actions soutenues au titre de l'objectif spécifique 1.1 du FEDER.

Actions interrégionales, transfrontières et transnationales — article 22, paragraphe 3, point d) vi), du RDC

- Actions de coopération en vue de faciliter les échanges internationaux et de réunir les conditions d'un développement de la recherche collaborative dans l'espace caribéen
- Actions de coopération pour la production de connaissances sur les leviers et les freins à l'innovation
- Actions de coopération d'accompagnement des entreprises de R&D
- Actions de coopération visant à la recherche de complémentarités entre les territoires dans une dynamique de structuration des filières
- Financement des projets R&D collaborative d'excellence de la Caraïbe

Utilisation prévue d'instruments financiers — article 22, paragraphe 3, point d) vii), du RDC

L'objectif spécifique 1.1 vise, en lien avec la Stratégie de Spécialisation Intelligente et le Schéma Territorial de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (STDEII) de Martinique à renforcer le socle de recherche et innovation disponible sur le territoire martiniquais pour stimuler les activités de RDI collaborative au bénéfice du territoire martiniquais, en lien avec les réseaux régionaux et internationaux. Il vise également à permettre l'émergence de projets innovants favorisant la compétitivité et le rayonnement du territoire dans les secteurs de la S3 (résilience du territoire, amélioration des solutions de santé, économie bleue, valorisation des ressources endogènes, digitalisation de la société). Une évaluation confirme que l'offre de financement est suffisante sur le territoire compte-tenu de la nature des projets (coopération, collaboration, diffusion, ...) et les natures des porteurs de projets (établissements publics de recherche en majorité), le recours à des instruments financiers ne s'avère pas pertinent et adapté. Le FEDER sera mobilisé, en matière de soutien à l'innovation, sous forme de subventions.

2.1.1.1.2. Indicateurs

Référence: article 22, paragraphe 3, point d) ii), du RDC et article 8 du règlement FEDER et FC

Tableau 2: Indicateurs de réalisation

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur intermédiaire (2024)	Valeur cible (2029)
1	RSO1.1	FEDER	En transition	RCO01	Entreprises bénéficiant d'un soutien (dont: micro, petites, moyennes, grandes)	entreprises	15,00	17,00
1	RSO1.1	FEDER	En transition	RCO02	Entreprises soutenues au moyen de subventions	entreprises	10,00	16,00
1	RSO1.1	FEDER	En transition	RCO03	Entreprises soutenues au moyen d'instruments financiers	entreprises	0,00	2,00
1	RSO1.1	FEDER	En transition	RCO07	Organismes de recherche participant à des projets de recherche communs	Organismes de recherche	5,00	7,00
1	RSO1.1	FEDER	En transition	RCO08	Valeur nominale des équipements pour la recherche et l'innovation	euros	600 000,00	3 147 948,00
1	RSO1.1	FEDER	En transition	RCO10	Entreprises coopérant avec des organismes de recherche	entreprises	15,00	9,00

Référence: article 22, paragraphe 3, point d) ii), du RDC

Tableau 3: Indicateurs de résultat

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur de base ou de référence	Année de référence	Valeur cible (2029)	Source des données	Commentaires
1	RSO1.1	FEDER	En transition	RCR03	Petites et moyennes entreprises (PME) introduisant des innovations en matière de produit ou de procédé	entreprises	0,00	2021-2029	9,00	Autorité de gestion	

2.1.1.1.3. Ventilation indicative des ressources programmées (UE) par type d'intervention

Référence: article 22, paragraphe 3, point d) viii), du RDC

Tableau 4: Dimension 1 — Domaine d'intervention

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
1	RSO1.1	FEDER	En transition	004. Investissements dans les actifs fixes des centres de recherche et établissements d'enseignement supérieur publics directement liés aux activités de recherche et d'innovation, dont les infrastructures de recherche	4 827 752,00

1	RSO1.1	FEDER	En transition	010. Activités de recherche et d'innovation dans les PME, y compris la mise en réseau	5 044 662,00
1	RSO1.1	FEDER	En transition	012. Activités de recherche et d'innovation dans les centres de recherche, l'enseignement supérieur et les centres de compétence publics, y compris la mise en réseau (recherche industrielle, développement expérimental, études de faisabilité)	4 263 157,00
1	RSO1.1	Total			14 135 571,00

Tableau 5: Dimension 2 — Forme de financement

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
1	RSO1.1	FEDER	En transition	01. Subvention	14 135 571,00
1	RSO1.1	Total			14 135 571,00

Tableau 6: Dimension 3 — Mécanisme d'application territorial et approche territoriale

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
1	RSO1.1	FEDER	En transition	33. Autres approches — Pas de ciblage géographique	14 135 571,00
1	RSO1.1	Total			14 135 571,00

Tableau 7: Dimension 6 — Thèmes secondaires du FSE+

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
----------	---------------------	-------	---------------------	------	------------------

Tableau 8: Dimension 7 — Dimension «égalité entre les hommes et les femmes» du FSE+*, du FEDER, du Fonds de cohésion et du FTJ

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
1	RSO1.1	FEDER	En transition	03. Neutralité du point de vue de l'égalité entre les hommes et les femmes	14 135 571,00
1	RSO1.1	Total			14 135 571,00

* En principe, pourcentage de 40 % pour la contribution du FSE+ au suivi de l'égalité entre les hommes et les femmes. Un pourcentage de 100 % est d'application lorsqu'un État membre choisit de recourir à l'article 6 du règlement FSE+

2.1.1.1. Objectif spécifique: RSO1.2. Tirer parti des avantages de la numérisation au bénéfice des citoyens, des entreprises, des organismes de recherche et des pouvoirs publics (FEDER)

2.1.1.1.1. Interventions des Fonds

Référence: article 22, paragraphe 3, points d) i), iii), iv), v), vi) et vii), du RDC

Types de mesures correspondants — article 22, paragraphe 3, point d) i), du RDC et article 6 du règlement FSE+:

[Constats] Justification de l'intervention du FEDER :

Identifié comme levier majeur de gain d'efficacité et d'efficience autant dans le secteur privé que dans le secteur public, La Martinique a déjà engagé plusieurs initiatives pour renforcer son autonomie dans le domaine de la numérisation et renforcer la filière numérique. Malgré ces efforts, les niveaux de couverture et la qualité de l'offre numérique ne sont pas encore suffisants et reste moins développée, y compris par rapport aux autres collectivités d'outre-mer.

Par ailleurs, l'objectif de renforcement de la compétitivité des filières économiques martiniquaises et des TPE/PME, en particulier dans les filières prioritaires de l'agro-transformation, de l'économie bleue et du tourisme, ne peut être atteint que par un développement massif et une systématisation de la digitalisation des stratégies d'aménagement, de production, et de communication des entreprises.

La numérisation du secteur du tourisme sera également accompagnée par cet OS en terme d'investissements.

Les financements prendront la forme de subventions et d'instruments financiers dans le cadre de cet objectif spécifique.

Concernant la ligne de partage de numérisation des PME, nous proposons finalement le partage ci-dessous :

Compte tenu de l'abaissement des dépenses éligibles validé en décembre 2024 par la Collectivité, les dossiers éligibles émargeront au 1er euro investi au Programme.

Les PME et TPE déposeront un dossier à la direction des fonds européens au titre de la demande de subvention.

Afin de compléter le plan de financement des porteurs de projet, le cumul entre une subvention et un instrument financier est possible, notamment en sollicitant directement un financement sous forme de prêts, de garantie, ou d'interventions en capital auprès des gestionnaires d'instruments financiers

L'investissement qui sera réalisé ne contribuera pas d'avantage à séparer / isoler ou maintenir la ségrégation éducative et spatiale des groupes marginalisés y compris les minorités, les personnes en situation de handicap, les personnes issues de l'immigration.

Les financements prendront la forme de subventions et d'instruments financiers dans le cadre de cet objectif spécifique.

[Résultats recherchés / changements attendus] : Défis et résultats attendus

L'objectif général recherché est la **massification la numérisation** responsable, intégrant systématiquement des conditions d'un numérique le plus

respectueux et le moins impactant possible sur l'environnement, au service des entreprises, dont la filière économique numérique. Les efforts ont pour objectif de cibler les entreprises de la filière numérique, les entreprises des filières prioritaires martiniquaises, , et notamment de la santé dans un contexte de fort vieillissement de la population.

L'objectif spécifique 1.2 vise : à soutenir les types d'opération suivants :

Développer un accompagnement de proximité par le biais d'outils innovants tels que :

- Dispositif pour l'accompagnement au développement du numérique en interne, la mise en œuvre pratique d'un système d'information, le développement d'outils collaboratifs au sein de l'entreprise permettant d'améliorer ses performances
- La Plateforme de partage autour de la transformation numérique (déclinaison territoriale du modèle de France Numérique)
- **Fédérer la filière et renforcer sa visibilité**
- Développer des lieux d'accompagnement et d'innovation dédiés à la filière TIC : Incubateur/accélérateur, Lieux ouvert d'innovation (Living Lab, Fablab, Démonstrateur)
- Mettre en place une plateforme d'intermédiation RH sur les métiers du numérique à la Martinique (CVthèque, offre de stage, offre d'emploi).
- **Soutenir les projets de numérisation des entreprises et des administrations et encourager le développement des usages et services numériques innovants et sobres dans tous les secteurs :**
- Accompagner le développement de nouveaux services numériques dans tous les secteurs (Culture, Santé)
- Soutenir l'expérimentation technologique par les usages du numérique ;
- Développer des Projets à vocation d'inclusion numérique (plateformes, services, matériel, équipement, formations au public et aux agents de service public)
- Accompagner la digitalisation des écoles (numérisation des cours)
- Systématiser l'usage du numérique pour simplifier la vie des citoyens (santé, administration)
- Accompagner la digitalisation des administrations.
- **Evaluer au niveau environnemental** (émission gaz à effet de serre, déchets, consommations en eau et en ressources non renouvelables) et social (éducation, accessibilité aux services, suppression de certains métiers) les impacts de ces changements.

Développer et renforcer l'offre de services et applications de santé en ligne, en tenant compte des mesures similaires présentées dans le cadre du plan national français pour la reprise et la résilience concernant la santé en ligne et à la télémédecine.

Ainsi l'articulation entre le FEDER et le PRNN s'opérera selon 4 critères :

1.
 - o
 - - **Critère de temporalité : Si le projet à financer est prévue en livraison au plus tard en 2023, France Relance accompagnera le projet.**
 - **Critère thématique : Les thèmes non financés par le FEDER FSE+ 21 27 mis sur le FRR**
 - **Critère territorial le FRR peut intervenir sur les investissements lourds en zone urbaine (Fort de France Centre) ; le rural étant bien doté de par son importance en Martinique**
 - **Critère bénéficiaire : Un projet porté par l'Etat sera prioritairement fléché sur France Relance**
 - **En cas de difficulté de choix malgré les critères précédents, un examen dossier par dossier par les instructeurs FEDER FSE+ ; quand le financement provient de l'Etat un point de contrôle sera effectué auprès des services de l'Etat afin de garantir le non financement FRR.**

De plus, l'utilisation des technologies linguistiques fondées sur l'Intelligence Artificielle par les PME, les pouvoirs publics et le monde universitaire en Martinique sera encouragée afin de favoriser la numérisation et le développement d'utilisations et de services numériques innovants et peu coûteux dans tous les secteurs. La Martinique profitera de l'offre de la Commission européenne qui a récemment accordé à toutes les PME de l'Union européenne, aux autorités publiques (locales, régionales, nationales), aux ONG et au monde universitaire l'accès à son propre service de traduction automatique, eTranslation, qui couvre non seulement toutes les langues officielles de l'UE, mais aussi l'arabe, le chinois, le japonais, le russe, le turc et l'Ukrainien. La traduction électronique, ainsi que quelques outils linguistiques de base, sont disponibles à l'adresse suivante: <https://languagetools.ec.europa.eu/>.

Les types d'actions ont été évalués comme compatibles avec le principe consistant à ne pas causer de préjudice important, dit DNSH, car ils ne devraient pas avoir d'impact négatif significatif sur l'environnement en raison de leur nature.

Critères environnementaux pour la sélection des projets :

Le système de suivi concerne principalement les incidences négatives probables non corrigées dans la dernière version du PO FEDER-FSE+.

L'objectif est d'identifier rapidement d'éventuelles incidences négatives imprévues et d'engager si nécessaire des actions correctives adéquates. Il s'agit également de suivre les incidences probables et non compensables, pour s'assurer que celles-ci ne soient pas plus importantes que prévu. Dans cette optique, le programme s'appuie pleinement sur les indicateurs de contexte et les indicateurs de suivi existants, en ciblant ceux permettant de suivre les incidences probables. Ces indicateurs de suivi proposés sont présentés dans un tableau, pour chaque objectif spécifique ayant une incidence probable sur l'environnement.

L'expérience tirée du passé montre qu'il est important de ne pas proposer un système de suivi trop différent de celui existant pour le programme étudié. En effet, deux systèmes distincts rajoutent de la complexité de gestion et dans les faits, seul le système de suivi du programme est renseigné in fine.

Principaux groupes cibles — article 22, paragraphe 3, point d) iii), du RDC:

Les principaux groupes cibles de l'objectif spécifique 1.2 sont

- Collectivités territoriales, leurs groupements et leurs opérateurs,
- Etat, établissements publics
- Acteurs du tourisme : comité martiniquais du Tourisme, offices touristiques,
- Chambres consulaires,
- Entreprises
- Organismes publics,
- Associations,

Mesures visant à garantir l'égalité, l'inclusion et la non-discrimination — article 22, paragraphe 3, point d) iv), du RDC et article 6 du règlement FSE+

L'égalité des chances, entre les sexes, la race ou l'origine ethnique, la religion ou les convictions, le handicap et l'âge ou l'orientation sexuelle sont des principes fondamentaux inscrits dans le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. Malgré les textes, cette égalité n'est pas observée de facto, en témoignent les données sur les différentes inégalités recensées en Martinique. Face à cette situation la collectivité territoriale de la Martinique œuvre pour

limiter ces inégalités, en plaçant la garantie de l'égalité, l'inclusion et la non-discrimination comme une priorité transversale.

L'autorité de gestion, lors de la conception et mise en application du PO, veille à garantir une parfaite égalité, en prenant en compte les obstacles que peuvent rencontrer les bénéficiaires, pouvant générer des inégalités.

La prise en compte de ces principes se traduit de plusieurs manières, premièrement par l'intégration dans le contrat de convergence et de transformation de la Martinique (2019-2022), d'un objectif visant à promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes. Deuxièmement, l'autorité de gestion s'efforcera de mettre en place un ensemble de mesures, comme établir un diagnostic territorial mettant en lumière les principaux obstacles et voies d'amélioration vers l'égalité. Les différents programmes et projets qui seront planifiés à travers ce Programme seront sources pour enrichir un diagnostic territorial fiable. Afin de garantir un suivi et évaluation sur ces objectifs, une attention particulière sera accordée aux indicateurs désagrégés par sexe, concernant les thèmes suivants (population-santé, travail-emploi, enseignement-éducation, revenus-salaires, conditions de vie-société). De plus, la collectivité s'engage à construire un réseau d'ambassadeurs et d'ambassadrices de l'égalité des chances, femmes/hommes, et de lutte contre toutes formes de discriminations.

Une approche spécifique pourra être développée, en proposant des actions ciblées

Indication des territoires spécifiques ciblés, y compris le recours prévu aux outils territoriaux — article 22, paragraphe 3, point d) v), du RDC

Tout le territoire martiniquais est concerné par les actions soutenues au titre de l'objectif spécifique 1.2 du FEDER.

Actions interrégionales, transfrontières et transnationales — article 22, paragraphe 3, point d) vi), du RDC

Les actions cofinancées dans le cadre du Programme régional s'inscriront en articulation et complémentarité avec les actions cofinancées dans le cadre des programmes INTERREG et des axes interrégionaux. Les projets répondant à des besoins partagées à l'échelle interrégionale pourront être éligibles aux financements FEDER

Spécifiquement en matière de numérisation et d'usage numérique, le FEDER régional pourra soutenir les initiative visant à développer les usages et services numériques en articulation avec les territoires voisins, exemple : interopérabilité des systèmes numériques.

Contribution attendue à la réalisation des objectifs de la stratégie de l'Union européenne:

- Actions de coopération en vue de faciliter les échanges internationaux et de réunir les conditions d'un développement de la recherche collaborative dans l'espace caribéen

- Actions de coopération pour la production de connaissances sur les leviers et es freins à l'innovation
- Actions de coopération d'accompagnement des entreprises de R&D
- Actions de coopération visant à la recherche de complémentarités entre les territoires dans une dynamique de structuration des filières
- Financement des projets R&D collaborative d'excellence de la Caraïbe

Utilisation prévue d'instruments financiers — article 22, paragraphe 3, point d) vii), du RDC

L'OS 1.2 vise, le renforcement de la compétitivité des filières économiques martiniquaises et des TPE/PME, en particulier dans les filières prioritaires de l'agro-transformation, de l'économie bleue et du tourisme, par un développement massif et une systématisation de la digitalisation des stratégies d'aménagement, de production, et de communication des entreprises. Il soutient également la digitalisation des services publics et la diffusion des pratiques et des usages du numérique.

Compte tenu de la nature des projets (administration, diffusion des usages, ...) le recours à des IF n'est pas pertinent et adapté. S'agissant des TPE/PME engagées dans un projet d'investissement, quelque soit la phase d'intervention, le recours à un IF est pertinent pour faciliter le bouclage du plan de financement, notamment en matière de prêt d'honneur. Le montant de la subvention pourra être limité au montant d'intervention sous forme de subvention (taux de l'axe) diminué du montant maximum de l'intervention sous forme de prêt d'honneur (60 000 €). Le cumul avec d'autres instruments éligibles, sera plafonnée au montant plafonds du cumul d'aides publiques en vigueur.

2.1.1.1.2. Indicateurs

Référence: article 22, paragraphe 3, point d) ii), du RDC et article 8 du règlement FEDER et FC

Tableau 2: Indicateurs de réalisation

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur intermédiaire (2024)	Valeur cible (2029)
1	RSO1.2	FEDER	En transition	RCO01	Entreprises bénéficiant d'un soutien (dont: micro, petites, moyennes, grandes)	entreprises	202,00	1 055,00
1	RSO1.2	FEDER	En transition	RCO02	Entreprises soutenues au moyen de subventions	entreprises	2,00	4,00
1	RSO1.2	FEDER	En transition	RCO04	Entreprises bénéficiant d'un soutien non financier	entreprises	190,00	1 051,00

1	RSO1.2	FEDER	En transition	RCO14	Instituts publics bénéficiant d'un soutien pour l'élaboration de services, produits et processus numériques	institutions publiques	2,00	4,00
---	--------	-------	---------------	-------	---	------------------------	------	------

Référence: article 22, paragraphe 3, point d) ii), du RDC

Tableau 3: Indicateurs de résultat

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur de base ou de référence	Année de référence	Valeur cible (2029)	Source des données	Commentaires
1	RSO1.2	FEDER	En transition	RCR11	Utilisateurs de services, produits et procédés numériques publics, nouveaux et réaménagés	utilisateurs/an	0,00	2021-2029	2 783,00	Collecte auprès des porteurs concernant les chiffres de fréquentation du site	
1	RSO1.2	FEDER	En transition	RCR12	Utilisateurs de produits, services ou applications numériques, nouveaux et réaménagés, élaborés par des entreprises	utilisateurs/an	0,00	2021-2022	5 129,00	Collecte auprès des porteurs concernant les chiffres de fréquentation du site	

2.1.1.1.3. Ventilation indicative des ressources programmées (UE) par type d'intervention

Référence: article 22, paragraphe 3, point d) viii), du RDC

Tableau 4: Dimension 1 — Domaine d'intervention

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
1	RSO1.2	FEDER	En transition	013. Numérisation des PME (y compris le commerce électronique, l'e-business et les processus d'entreprise en réseau, les pôles d'innovation numérique, les laboratoires vivants, les entrepreneurs web et les start-ups spécialisées dans les TIC, B2B)	6 468 108,00
1	RSO1.2	FEDER	En transition	016. Solutions TIC, services en ligne et applications pour l'administration	3 306 220,00
1	RSO1.2	FEDER	En transition	018. Services et applications informatiques pour les compétences numériques et l'inclusion numérique	4 645 933,00
1	RSO1.2	FEDER	En transition	019. Services et applications de santé en ligne (y compris les soins en ligne, l'internet des objets pour l'activité physique et l'assistance à l'autonomie à domicile)	5 677 034,00
1	RSO1.2	Total			20 097 295,00

Tableau 5: Dimension 2 — Forme de financement

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
1	RSO1.2	FEDER	En transition	01. Subvention	18 597 295,00
1	RSO1.2	FEDER	En transition	03. Soutien au moyen d'instruments financiers: prêt	1 500 000,00
1	RSO1.2	Total			20 097 295,00

Tableau 6: Dimension 3 — Mécanisme d'application territorial et approche territoriale

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
1	RSO1.2	FEDER	En transition	33. Autres approches — Pas de ciblage géographique	20 097 295,00
1	RSO1.2	Total			20 097 295,00

Tableau 7: Dimension 6 — Thèmes secondaires du FSE+

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
----------	---------------------	-------	---------------------	------	------------------

Tableau 8: Dimension 7 — Dimension «égalité entre les hommes et les femmes» du FSE+*, du FEDER, du Fonds de cohésion et du FTJ

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
1	RSO1.2	FEDER	En transition	03. Neutralité du point de vue de l'égalité entre les hommes et les femmes	20 097 295,00
1	RSO1.2	Total			20 097 295,00

* En principe, pourcentage de 40 % pour la contribution du FSE+ au suivi de l'égalité entre les hommes et les femmes. Un pourcentage de 100 % est d'application lorsqu'un État membre choisit de recourir à l'article 6 du règlement FSE+

2.1.1.1. Objectif spécifique: RSO1.3. Renforcer la croissance durable et la compétitivité des PME et la création d'emplois dans les PME, y compris par des investissements productifs (FEDER)

2.1.1.1.1. Interventions des Fonds

Référence: article 22, paragraphe 3, points d) i), iii), iv), v), vi) et vii), du RDC

Types de mesures correspondants — article 22, paragraphe 3, point d) i), du RDC et article 6 du règlement FSE+:

[Constats] Justification de l'intervention du FEDER :

Comme évoqué précédemment, le tissu économique martiniquais souffre de certaines lacunes, et doit faire face à des coûts occasionnés par son éloignement.

Dans le contexte des bouleversements lié à une nouvelle crise économique mais également face à la lame de fonds de la crise environnementale, le tissu économique martiniquais doit jouer un rôle fondamental dans la construction d'un modèle martiniquais nouveau, plus robuste et plus autonome dans la création de valeur pour son territoire et ses habitants. **L'intervention FEDER sera réalisée pour les PME et les Grandes Entreprises car les RUPs bénéficient d'une dérogation permettant le soutien aux investissements productifs dans les entreprises de toute taille tel que permis par l'article 15.4 du règlement FEDER par dérogation à l'article 5.1**

L'allocation spécifique RUP inscrite sur l'OS1 sera dédiée au financement de l'Aide au Fret via le domaine d'intervention "Actions visant à compenser les surcoûts liés à la taille du marché" à hauteur de 18 M€.

L'investissement qui sera réalisé ne contribuera pas d'avantage à séparer / isoler ou maintenir la ségrégation éducative et spatiale des groupes marginalisés y compris les minorités, les personnes en situation de handicap, les personnes issues de l'immigration, ect...

[Résultats recherchés / changements attendus] : Défis et résultats attendus

L'économie martiniquaise doit évoluer, passant d'un système atomisé reposant principalement sur des petites entreprises, à faible capacité financière et à haut niveau de risques, vers un système structuré et reposant sur des filières composées d'entreprises bancables et rentables. Outre le renforcement de la solidité financière via les outils financiers (fonds propres, capacités d'investissement), différents leviers seront actionnés (écosystème d'accompagnement, structuration de filière, innovation...) pour favoriser l'émergence d'entreprises :

- Innovantes, compétitives, performantes, sûres et attractives

- Créatrices de valeurs et d'emploi, connectée avec ses collaborateurs, ses machines de production, ses prestataires, ses territoires,
- Conçues pour répondre aux défis économiques, technologiques, organisationnels, environnementaux et sociétaux.

Différents leviers seront actionnés pour atteindre cet objectif : i) la consolidation du tissu économique (la structuration de ses filières prioritaires, la modernisation des appareils de production pour s'inscrire dans le futur ; ii) le soutien à l'innovation ; iii) la restructuration des entreprises touristiques, IV) l'amélioration de la compétitivité par la prise en compte de la problématique du surcoût.

Une attention sera portée aux filières touristiques et culturelles, plus particulièrement touchée par la crise.

De même que l'Economie Circulaire doit permettre de trouver des relais de croissance, en développant de nouveaux produits, procédés ou services à forte valeur ajoutée

Pour les entreprises cela doit permettre de renforcer leur compétitivité et de développer des avantages concurrentiels et décisifs :

- En sécurisant les approvisionnements et en maîtrisant la volatilité des prix des matières
- En diminuant les coûts de production / de revient et en redynamisant des secteurs en difficulté
- En créant une image différenciante

Enfin, pour compenser le handicap dû à l'éloignement, la compensation des surcoûts et le soutien par une aide au fret d'une et à l'internationalisation seront mis en place.

L'objectif spécifique 1.3 vise à :

- Consolider le tissu économique martiniquais avec :
 - o La Création d'un écosystème pour favoriser la création et le développement des entreprises : pépinières d'entreprises, incubateurs post-incubation
 - o La Création et développement d'entreprises industrielles, commerciales et artisanales du futur pour que les entreprises martiniquaises se transforment en véritables entreprises du futur, elles doivent être capables de faire face aux évolutions de marché, d'intégrer les nouvelles technologies, être tournées vers le numérique, tendre vers l'optimisation organisationnelle, prendre en compte les enjeux environnementaux, en particulier dans une logique d'économie circulaire, ainsi que les aspects sociétaux liés à leurs activités.
 - o La création de fonds d'investissements :
 - Un fonds de prêt d'honneur - Abondement
 - Un fonds régional de garantie FEDER en partenariat avec Bpifrance
 - Un fonds de garantie Economie Sociale et Solidaire

- Un fonds de garantie Agriculture Pêche Aquaculture
- Un fonds de prêts participatifs
- Un fonds de prêt de trésorerie en partenariat avec Bpifrance (Prêt Relance)
- o Le Soutien à la structuration des filières :
 - o Création d'unités industrielles partagées permettant à des entreprises d'une même filière s'inscrivant dans une stratégie globale de mutualiser leurs investissements pour participer activement à la stratégie de la filière
 - o Mise en commun de compétences techniques permettant aux entreprises d'une même filière de mutualiser leurs travaux de recherche et développement et autres travaux leur permettant d'améliorer collectivement leur compétitivité,
 - o Mise en place d'outils collaboratifs permettant aux entreprises s'inscrivant dans une stratégie d'intérêt collectif pour une filière ou un sous-secteur d'une filière, de partager des outils à vocation non technologique dans des domaines aussi variés que la logistique, les achats, l'informatique, l'intelligence économique, les RH, le design, le marketing avec un plan d'affaires dédié
- Accompagner la restructuration des entreprises touristiques et culturelles. Les entreprises touristiques et culturelles bénéficieront de l'ensemble des outils identifiés ci-dessus.
- Cependant, compte tenu du caractère structurant de la filière touristique, des dispositifs spécifiques individuels et collectifs seront déployés pour garantir le meilleur impact sur les autres filières.
- Par ailleurs, les tendances actuelles militent pour la mise en œuvre d'outils pour le soutien aux activités de restauration durable (privilégiant les circuits courts, la gestion des bio-déchets...) ou aux hébergements durables (rénovation énergétique, plan d'économie circulaire, limitant l'imperméabilisation des sols ...)
- Concernant la filière culturelle, seront des soutiens seront apportés aux associations culturelles leur permettant d'accompagner au mieux les artistes souffrant directement de la crise.
- Des soutiens favoriseront les plateformes locales numériques et la diffusion des œuvres martiniquaises.

Les financements prendront la forme de subventions et d'instruments financiers dans le cadre de cet objectif spécifique.

Une ligne de partage sera opérée ; pour les PME dans le cadre exclusif du renforcement des innovations ; entre l'accès aux subventions ou aux outils financiers dans le cadre d'attributions d'aides au renforcement des innovations des PME. En effet en dessous de 6 années de ROI (Return on investment), les PME auront accès aux aides financières via voie d'instruments financiers, et au-dessus elles devront souscrire à une aide financière via voie de subventions.

Cette typologie d'action a été jugée conforme par l'évaluation DNSH de fond (méthodologie nationale)

- Adaptation : Conformité par incidence négligeable

- Economie circulaire : Conformité prouvée par l'évaluation DNSH de fond (méthodologie nationale) + critère d'écoconditionnalité concernant le cycle de vie des équipements.

Les types d'actions ont été évalués comme compatibles avec le principe consistant à ne pas causer de préjudice important, dit DNSH, car ils ne devraient pas avoir d'impact négatif significatif sur l'environnement en raison de leur nature.

Critères environnementaux pour la sélection des projets :

Le système de suivi concerne principalement les incidences négatives probables non corrigées dans la dernière version du PO FEDER-FSE+.

L'objectif est d'identifier rapidement d'éventuelles incidences négatives imprévues et d'engager si nécessaire des actions correctives adéquates. Il s'agit également de suivre les incidences probables et non compensables, pour s'assurer que celles-ci ne soient pas plus importantes que prévu. Dans cette optique, le programme s'appuie pleinement sur les indicateurs de contexte et les indicateurs de suivi existants, en ciblant ceux permettant de suivre les incidences probables. Ces indicateurs de suivi proposés sont présentés dans un tableau, pour chaque objectif spécifique ayant une incidence probable sur l'environnement.

L'expérience tirée du passé montre qu'il est important de ne pas proposer un système de suivi trop différent de celui existant pour le programme étudié. En effet, deux systèmes distincts rajoutent de la complexité de gestion et dans les faits, seul le système de suivi du programme est renseigné in fine.

Les types d'actions ont été évalués comme compatibles avec le principe consistant à ne pas causer de préjudice important, dit DNSH, car ils ne devraient pas avoir d'impact négatif significatif sur l'environnement en raison de leur nature.

Principaux groupes cibles — article 22, paragraphe 3, point d) iii), du RDC:

Les principaux groupes cibles de l'objectif spécifique 1.3 sont notamment :

- Entreprises
- Chambres consulaires
- Organisations socioprofessionnelles

- Groupements d'entreprises
- Collectivités territoriales, leurs groupements et leurs opérateurs,
- Pôles de compétitivité,

Mesures visant à garantir l'égalité, l'inclusion et la non-discrimination — article 22, paragraphe 3, point d) iv), du RDC et article 6 du règlement FSE+

L'égalité des chances, entre les sexes, la race ou l'origine ethnique, la religion ou les convictions, le handicap et l'âge ou l'orientation sexuelle sont des principes fondamentaux inscrits dans le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. Malgré les textes, cette égalité n'est pas observée de facto, en témoignent les données sur les différentes inégalités recensées en Martinique. Face à cette situation la collectivité territoriale de la Martinique œuvre pour limiter ces inégalités, en plaçant la garantie de l'égalité, l'inclusion et la non-discrimination comme une priorité transversale.

L'autorité de gestion, lors de la conception et mise en application du PO, veille à garantir une parfaite égalité, en prenant en compte les obstacles que peuvent rencontrer les bénéficiaires, pouvant générer des inégalités.

La prise en compte de ces principes se traduit de plusieurs manières, premièrement par l'intégration dans le contrat de convergence et de transformation de la Martinique (2019-2022), d'un objectif visant à promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes. Deuxièmement, l'autorité de gestion s'efforcera de mettre en place un ensemble de mesures, comme établir un diagnostic territorial mettant en lumière les principaux obstacles et voies d'amélioration vers l'égalité. Les différents programmes et projets qui seront planifiés à travers ce Programme seront sources pour enrichir un diagnostic territorial fiable. Afin de garantir un suivi et évaluation sur ces objectifs, une attention particulière sera accordée aux indicateurs désagrégés par sexe, concernant les thèmes suivants (population-santé, travail-emploi, enseignement-éducation, revenus-salaires, conditions de vie-société). De plus, la collectivité s'engage à construire un réseau d'ambassadeurs et d'ambassadrices de l'égalité des chances, femmes/hommes, et de lutte contre toutes formes de discriminations.

Une approche spécifique pourra être développée, en proposant des actions ciblées

Indication des territoires spécifiques ciblés, y compris le recours prévu aux outils territoriaux — article 22, paragraphe 3, point d) v), du RDC

Tout le territoire martiniquais est concerné par les actions soutenues au titre de l'objectif spécifique 1.3 du FEDER.

Actions interrégionales, transfrontières et transnationales — article 22, paragraphe 3, point d) vi), du RDC

- Actions de coopération en vue de faciliter les échanges internationaux et de réunir les conditions d'un développement de la recherche collaborative dans l'espace caribéen
- Actions de coopération pour la production de connaissances sur les leviers et les freins à l'innovation
- Actions de coopération d'accompagnement des entreprises de R&D
- Actions de coopération visant à la recherche de complémentarités entre les territoires dans une dynamique de structuration des filières
- Financement des projets R&D collaborative d'excellence de la Caraïbe

Utilisation prévue d'instruments financiers — article 22, paragraphe 3, point d) vii), du RDC

L'OS1.3 vise à soutenir la croissance et la compétitivité du tissu économique de la Martinique. Dans la continuité de la stratégie de la programmation 14-20, les entreprises pourront être soutenues via le recours à des instruments financiers. Aussi, comme cela est souligné dans le document d'actualisation de l'évaluation ex ante en matière d'ingénierie financière, la CTM mobilisera des fonds FEDER pour soutenir plusieurs types d'instruments :

- Fonds de prêt d'honneur
- Fonds de garantie Economie Sociale et Solidaire
- Fonds de garantie Agriculture Pêche Aquaculture
- Fonds Régional de Garantie FEDER en partenariat avec Bpifrance
- Fonds de prêt Relance en partenariat avec Bpifrance
- Fonds de prêt participatifs

Pour les autres typologies de projets et de soutiens aux entreprises, la Collectivité aura recours à des interventions en mode subvention

L'investissement qui sera réalisé ne contribuera pas d'avantage à séparer / isoler ou maintenir la ségrégation éducative et spatiale des groupes marginalisés y compris les minorités, les personnes en situation de handicap, les personnes issues de l'immigration

2.1.1.1.2. Indicateurs

Référence: article 22, paragraphe 3, point d) ii), du RDC et article 8 du règlement FEDER et FC

Tableau 2: Indicateurs de réalisation

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur intermédiaire (2024)	Valeur cible (2029)
1	RSO1.3	FEDER	En transition	RCO01	Entreprises bénéficiant d'un soutien (dont: micro, petites, moyennes, grandes)	entreprises	16 400,00	8 804,00
1	RSO1.3	FEDER	En transition	RCO02	Entreprises soutenues au moyen de subventions	entreprises	0,00	945,00
1	RSO1.3	FEDER	En transition	RCO03	Entreprises soutenues au moyen d'instruments financiers	entreprises	10,00	95,00
1	RSO1.3	FEDER	En transition	RCO04	Entreprises bénéficiant d'un soutien non financier	entreprises	5 000,00	7 089,00
1	RSO1.3	FEDER	En transition	RCO15	Capacités créées d'incubation d'entreprises	entreprises	200,00	675,00
1	RSO1.3	FEDER	Ultrapériphériques ou septentrionales à faible densité de population	RSpé10	Unité de transport maritime de marchandises bénéficiant d'une aide au fret	Unité	0,00	10 000,00

Référence: article 22, paragraphe 3, point d) ii), du RDC

Tableau 3: Indicateurs de résultat

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur de base ou de référence	Année de référence	Valeur cible (2029)	Source des données	Commentaires
1	RSO1.3	FEDER	En transition	RCR02	Investissements privés complétant un soutien public (dont: subventions, instruments financiers)	euros	0,00	2025-2029	320,00	L'autorité de gestion	Le calcul de cible correspond à 5/7ème de l'estim de performance des outils financiers de l'analyse ex ante des Outils financiers. Etude en cours d'actualisation (2025 et 2026)
1	RSO1.3	FEDER	En transition	RCR03	Petites et moyennes entreprises (PME) introduisant des innovations en matière de produit ou de procédé	entreprises	0,00	2025-2029	8,00	L'autorité de gestion	2,5% des entreprises mobilisant des IF

1	RSO1.3	FEDER	En transition	RCR04	PME introduisant des innovations en matière de commercialisation ou d'organisation	entreprises	0,00	2025-2029	16,00	L'autorité de gestion	5% des entreprises mobilisant des IF
---	--------	-------	---------------	-------	--	-------------	------	-----------	-------	-----------------------	--------------------------------------

2.1.1.1.3. Ventilation indicative des ressources programmées (UE) par type d'intervention

Référence: article 22, paragraphe 3, point d) viii), du RDC

Tableau 4: Dimension 1 — Domaine d'intervention

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
1	RSO1.3	FEDER	En transition	021. Développement commercial et internationalisation des PME, y compris les investissements productifs	86 254 176,00
1	RSO1.3	FEDER	En transition	026. Soutien aux pôles d'innovation, y compris entre entreprises, aux organismes de recherche, aux autorités publiques et aux réseaux d'entreprises bénéficiant principalement aux PME	7 177 034,00
1	RSO1.3	FEDER	En transition	027. Processus d'innovation dans les PME (procédés, organisation, commercialisation, cocréation, innovation tournée vers les utilisateurs et la demande)	5 741 627,00
1	RSO1.3	FEDER	Ultrapériphériques ou septentrionales à faible densité de population	176. Régions ultrapériphériques: actions spécifiques visant à compenser les surcoûts liés à la taille du marché	17 923 089,00
1	RSO1.3	Total			117 095 926,00

Tableau 5: Dimension 2 — Forme de financement

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
1	RSO1.3	FEDER	En transition	01. Subvention	73 172 837,00
1	RSO1.3	FEDER	En transition	02. Soutien au moyen d'instruments financiers: participations ou quasi-participations	8 000 000,00
1	RSO1.3	FEDER	En transition	03. Soutien au moyen d'instruments financiers: prêt	8 000 000,00
1	RSO1.3	FEDER	En transition	04. Soutien au moyen d'instruments financiers: garantie	10 000 000,00

1	RSO1.3	FEDER	Ultrapériphériques ou septentrionales à faible densité de population	01. Subvention	17 923 089,00
1	RSO1.3	Total			117 095 926,00

Tableau 6: Dimension 3 — Mécanisme d’application territorial et approche territoriale

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
1	RSO1.3	FEDER	En transition	33. Autres approches — Pas de ciblage géographique	99 172 837,00
1	RSO1.3	FEDER	Ultrapériphériques ou septentrionales à faible densité de population	33. Autres approches — Pas de ciblage géographique	17 923 089,00
1	RSO1.3	Total			117 095 926,00

Tableau 7: Dimension 6 — Thèmes secondaires du FSE+

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
----------	---------------------	-------	---------------------	------	------------------

Tableau 8: Dimension 7 — Dimension «égalité entre les hommes et les femmes» du FSE+*, du FEDER, du Fonds de cohésion et du FTJ

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
1	RSO1.3	FEDER	En transition	03. Neutralité du point de vue de l’égalité entre les hommes et les femmes	99 172 837,00
1	RSO1.3	FEDER	Ultrapériphériques ou septentrionales à faible densité de population	03. Neutralité du point de vue de l’égalité entre les hommes et les femmes	17 923 089,00
1	RSO1.3	Total			117 095 926,00

* En principe, pourcentage de 40 % pour la contribution du FSE+ au suivi de l’égalité entre les hommes et les femmes. Un pourcentage de 100 % est d’application lorsqu’un État membre choisit de recourir à l’article 6 du règlement FSE+

2.1.1. Priorité: 11. Préparation civile

2.1.1.1. Objectif spécifique: ESO4.6. Promouvoir l'égalité d'accès et le suivi jusqu'à son terme d'un parcours d'éducation ou de formation inclusive et de qualité, en particulier pour les groupes défavorisés, depuis l'éducation et l'accueil des jeunes enfants jusqu'à l'éducation et la formation des adultes en passant par l'enseignement général et l'enseignement et la formation professionnels et par l'enseignement supérieur, et faciliter la mobilité à des fins d'apprentissage pour tous et l'accessibilité pour les personnes handicapées (FSE+)

2.1.1.1.1. Interventions des Fonds

Référence: article 22, paragraphe 3, points d) i), iii), iv), v), vi) et vii), du RDC

Types de mesures correspondants — article 22, paragraphe 3, point d) i), du RDC et article 6 du règlement FSE+:

Constats] Justification de l'intervention du FSE+ :

La Martinique, territoire insulaire exposé à de multiples risques naturels (cyclones, séismes, éruptions volcaniques, tsunamis, inondations, glissements de terrain) et technologiques, fait face à une vulnérabilité accrue du fait de sa densité de population, de la concentration des infrastructures et du changement climatique.

Les récents événements climatiques et sanitaires ont révélé la nécessité de renforcer la préparation des habitants, des collectivités et des acteurs de la protection civile.

Le niveau de formation de la population aux risques majeurs demeure insuffisant et inégal selon les territoires, tandis que la coordination entre acteurs institutionnels, associations et citoyens peut encore être améliorée.

L'intervention du FSE+ se justifie par la volonté d'accompagner la montée en compétence des acteurs locaux, de développer la culture du risque au sein de la population martiniquaise, pour renforcer la résilience du territoire.

[Résultats recherchés / changements attendus] : Défis et résultats attendus :

L'objectif spécifique 4.6 du FSE+ permettra ainsi de :

- Former les jeunes y compris les étudiants et les jeunes sapeurs-pompiers aux compétences en matière de préparation civile afin d'assurer leur inclusion dans les dispositifs d'alerte et de secours

Dans cet objectif spécifique 4.6, les actions mises en œuvres seront :

- Mise en place de formations visant à développer des compétences en matière de préparation civile
- Mise en œuvre d'actions de formations ciblées permettant de développer des compétences en matière de préparation civile pour les publics vulnérables afin d'assurer leur inclusion dans les dispositifs d'alerte et de secours.

Les types d'actions sont cohérents avec les recommandations Pays 2019 (et son annexe D) et 2020 ont été évalués comme compatibles avec le principe consistant à ne pas causer de préjudice important, dit DNSH, car ils ne devraient pas avoir d'impact négatif significatif sur l'environnement en raison de leur nature.

Principaux groupes cibles — article 22, paragraphe 3, point d) iii), du RDC:

- Les publics jeunes vulnérables (personnes en situation de handicap, isolées ou précaires, bénéficiaires de minima sociaux...)
- Les jeunes sapeurs-pompiers
- Les jeunes y compris les étudiants
- Les scolaires (élèves, collégiens, lycéens)

Mesures visant à garantir l'égalité, l'inclusion et la non-discrimination — article 22, paragraphe 3, point d) iv), du RDC et article 6 du règlement FSE+

Les actions menées dans le cadre de l'objectif spécifique 4.14 du FSE+ en Martinique intègrent de manière transversale les principes d'égalité, d'inclusion et de non-discrimination.

L'égalité entre les femmes et les hommes sera assurée par une participation équilibrée aux formations, par la valorisation du rôle des femmes dans les métiers de la protection civile et par l'utilisation d'un langage et de visuels inclusifs.

L'inclusion des publics vulnérables constitue une priorité : personnes âgées, en situation de handicap, isolées, à faibles revenus ou résidant dans des zones à risques. Les supports d'information seront accessibles à tous, notamment par des formats adaptés (audio, visuels, traduction créole) et des relais associatifs de proximité.

Aucune distinction ne sera faite selon le sexe, l'origine, la religion, la situation sociale, le handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle. Les critères de sélection des bénéficiaires seront transparents et inclusifs.

Enfin, la gouvernance du projet s'appuiera sur la participation d'acteurs institutionnels et associatifs diversifiés et sur un suivi régulier des indicateurs d'égalité et d'accès, afin de garantir l'équité et la cohésion sociale dans toutes les actions financées par le FSE+ en Martinique.

Indication des territoires spécifiques ciblés, y compris le recours prévu aux outils territoriaux — article 22, paragraphe 3, point d) v), du RDC

Les actions menées dans le cadre de cet objectif spécifique cibleront l’ensemble du territoire exposé aux risques naturels majeurs et présentant une vulnérabilité socio-économique élevée.

Actions interrégionales, transfrontières et transnationales — article 22, paragraphe 3, point d) vi), du RDC

Dans le cadre de cet objectif, la Martinique si elle le souhaite pourra favoriser la coopération interrégionale afin de renforcer la préparation face aux risques majeurs et d’échanger les bonnes pratiques de gestion de crise.

Utilisation prévue d’instruments financiers — article 22, paragraphe 3, point d) vii), du RDC

Conformément aux dispositions du règlement FSE+, aucun recours à des instruments financiers n’est prévu dans le cadre de cet objectif spécifique.

Les actions relevant de cet objectif seront mises en œuvre exclusivement sous forme de subventions, afin de garantir l’accessibilité des financements aux acteurs publics et privés.

Ce mode d’intervention est le plus adapté à la nature des projets de sensibilisation, de formation et de renforcement des capacités, qui ne génèrent pas de recettes directes et dont la finalité première est l’intérêt général, la sécurité et la cohésion sociale du territoire martiniquais.

2.1.1.1.2. Indicateurs

Référence: article 22, paragraphe 3, point d) ii), du RDC et article 8 du règlement FEDER et FC

Tableau 2: Indicateurs de réalisation

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur intermédiaire (2024)	Valeur cible (2029)
11	ESO4.6	FSE+	En transition	EECO01	Nombre total des participants	personnes	1 500,00	3 380,00

Référence: article 22, paragraphe 3, point d) ii), du RDC

Tableau 3: Indicateurs de résultat

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur de base ou de référence	Année de référence	Valeur cible (2029)	Source des données	Commentaires
11	ESO4.6	FSE+	En transition	EECR01	Participants engagés dans la recherche d'un emploi au terme de leur participation	personnes	0,00	2026-2029	3 380,00	VIZIAPROG SDP	
11	ESO4.6	FSE+	En transition	EECR06	Participants jouissant d'une meilleure situation sur le marché du travail six mois après la fin de leur participation	personnes	0,00	2026-2029	338,00	VIZIAPROG SDP	

2.1.1.1.3. Ventilation indicative des ressources programmées (UE) par type d'intervention

Référence: article 22, paragraphe 3, point d) viii), du RDC

Tableau 4: Dimension 1 — Domaine d'intervention

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
11	ESO4.6	FSE+	Ultrapériphériques ou septentrionales à faible densité de population	136. Soutien spécifique à l'emploi des jeunes et à l'intégration socio-économique des jeunes	1 293 050,00
11	ESO4.6	Total			1 293 050,00

Tableau 5: Dimension 2 — Forme de financement

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
11	ESO4.6	FSE+	Ultrapériphériques ou septentrionales à faible densité de population	01. Subvention	1 293 050,00
11	ESO4.6	Total			1 293 050,00

Tableau 6: Dimension 3 — Mécanisme d'application territorial et approche territoriale

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
11	ESO4.6	FSE+	Ultrapériphériques ou septentrionales à faible densité de population	33. Autres approches — Pas de ciblage géographique	1 293 050,00

11	ESO4.6	Total			1 293 050,00
----	--------	-------	--	--	--------------

Tableau 7: Dimension 6 — Thèmes secondaires du FSE+

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
----------	---------------------	-------	---------------------	------	------------------

Tableau 8: Dimension 7 — Dimension «égalité entre les hommes et les femmes» du FSE+*, du FEDER, du Fonds de cohésion et du FTJ

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
11	ESO4.6	FSE+	Ultrapériphériques ou septentrionales à faible densité de population	03. Neutralité du point de vue de l'égalité entre les hommes et les femmes	1 293 050,00
11	ESO4.6	Total			1 293 050,00

* En principe, pourcentage de 40 % pour la contribution du FSE+ au suivi de l'égalité entre les hommes et les femmes. Un pourcentage de 100 % est d'application lorsqu'un État membre choisit de recourir à l'article 6 du règlement FSE+

2.1.1.1. Objectif spécifique: ESO4.7. Promouvoir l'apprentissage tout au long de la vie, notamment les possibilités de renforcement des compétences et de reconversion flexibles pour tous, en tenant compte des compétences entrepreneuriales et numériques, mieux anticiper les changements et les nouvelles exigences en matière de compétences fondées sur les besoins du marché du travail, faciliter les transitions professionnelles et promouvoir la mobilité professionnelle (FSE+)

2.1.1.1.1. Interventions des Fonds

Référence: article 22, paragraphe 3, points d) i), iii), iv), v), vi) et vii), du RDC

Types de mesures correspondants — article 22, paragraphe 3, point d) i), du RDC et article 6 du règlement FSE+:

[Constats] Justification de l'intervention du FSE+ :

La Martinique, territoire insulaire exposé à de multiples risques naturels (cyclones, séismes, éruptions volcaniques, tsunamis, inondations, glissements de terrain) et technologiques, fait face à une vulnérabilité accrue du fait de sa densité de population, de la concentration des infrastructures et du changement climatique.

Les récents événements climatiques et sanitaires ont révélé la nécessité de renforcer la préparation des habitants, des collectivités et des acteurs de la protection civile.

Le niveau de formation de la population aux risques majeurs demeure insuffisant et inégal selon les territoires, tandis que la coordination entre acteurs institutionnels, associations et citoyens peut encore être améliorée.

L'intervention du FSE+ se justifie par la volonté d'accompagner la montée en compétence des acteurs locaux, de développer la culture du risque au sein de la population martiniquaise, pour renforcer la résilience du territoire.

[Résultats recherchés / changements attendus] : Défis et résultats attendus :

L'objectif spécifique 4.14 du FSE+ permettra ainsi de :

- Former la population martiniquaise face aux risques naturels (cyclones, séismes, éruptions volcaniques, inondations, tsunamis, glissements de terrain), crises sanitaires et technologiques.
- Renforcer des compétences de la protection civile, des élus, du personnel du secteur public et privé.

Dans cet objectif spécifique 4.7, les actions mises en œuvres seront :

- Mise en place de formations visant à développer des compétences en matière de préparation civile
- Mise en œuvre d'actions de formations ciblées permettant de développer des compétences en matière de préparation civile pour les publics vulnérables afin d'assurer leur inclusion dans les dispositifs d'alerte et de secours.

Les types d'actions sont cohérents avec les recommandations Pays 2019 (et son annexe D) et 2020 ont été évalués comme compatibles avec le principe

consistant à ne pas causer de préjudice important, dit DNSH, car ils ne devraient pas avoir d'impact négatif significatif sur l'environnement en raison de leur nature.

Principaux groupes cibles — article 22, paragraphe 3, point d) iii), du RDC:

- Les acteurs institutionnels et opérationnels de la protection civile en particulier :
- Les services d'incendie et de secours
- Le personnel du secteur public et privé intervenant en matière de préparation civile
- Les acteurs associatifs et bénévoles :
- Les associations de protection civile, de premiers secours et d'aide humanitaire
- Les organisations de quartiers et les associations locales participant à la prévention, la solidarité et la résilience communautaire
- Les professionnels (public et privé), incluant les référents institutionnels (sécurité, scolaire, social, santé)
- Le personnel du secteur public et privé
- Les non-professionnels pour qu'ils deviennent des acteurs-relais capables d'informer, d'alerter, d'organiser une première réponse citoyenne et d'appuyer les professionnels lors d'événements majeurs
- Les leaders communautaires et religieux
- Les publics vulnérables (personnes âgées, personnes en situation de handicap, isolées ou précaires, bénéficiaires de minima sociaux...)

Mesures visant à garantir l'égalité, l'inclusion et la non-discrimination — article 22, paragraphe 3, point d) iv), du RDC et article 6 du règlement FSE+

Les actions menées dans le cadre de l'objectif spécifique 4.14 du FSE+ en Martinique intègrent de manière transversale les principes d'égalité, d'inclusion et de non-discrimination.

L'égalité entre les femmes et les hommes sera assurée par une participation équilibrée aux formations, par la valorisation du rôle des femmes dans les métiers de la protection civile et par l'utilisation d'un langage et de visuels inclusifs.

L'inclusion des publics vulnérables constitue une priorité : personnes âgées, en situation de handicap, isolées, à faibles revenus ou résidant dans des zones à risques. Les supports d'information seront accessibles à tous, notamment par des formats adaptés (audio, visuels, traduction créole) et des relais associatifs de proximité.

Aucune distinction ne sera faite selon le sexe, l'origine, la religion, la situation sociale, le handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle. Les critères de sélection des bénéficiaires seront transparents et inclusifs.

Enfin, la gouvernance du projet s'appuiera sur la participation d'acteurs institutionnels et associatifs diversifiés et sur un suivi régulier des indicateurs d'égalité et d'accès, afin de garantir l'équité et la cohésion sociale dans toutes les actions financées par le FSE+ en Martinique.

Indication des territoires spécifiques ciblés, y compris le recours prévu aux outils territoriaux — article 22, paragraphe 3, point d) v), du RDC

Les actions menées dans le cadre de cet objectif spécifique cibleront l'ensemble du territoire exposé aux risques naturels majeurs et présentant une vulnérabilité socio-économique élevée.

Actions interrégionales, transfrontières et transnationales — article 22, paragraphe 3, point d) vi), du RDC

Dans le cadre de cet objectif, la Martinique si elle le souhaite pourra favoriser la coopération interrégionale afin de renforcer la préparation face aux risques majeurs et d'échanger les bonnes pratiques de gestion de crise.

Utilisation prévue d'instruments financiers — article 22, paragraphe 3, point d) vii), du RDC

Conformément aux dispositions du règlement FSE+, aucun recours à des instruments financiers n'est prévu dans le cadre de cet objectif spécifique.

Les actions relevant de cet objectif seront mises en œuvre exclusivement sous forme de subventions, afin de garantir l'accessibilité des financements aux acteurs publics et privés.

Ce mode d'intervention est le plus adapté à la nature des projets de sensibilisation, de formation et de renforcement des capacités, qui ne génèrent pas de recettes directes et dont la finalité première est l'intérêt général, la sécurité et la cohésion sociale du territoire martiniquais.

2.1.1.1.2. Indicateurs

Référence: article 22, paragraphe 3, point d) ii), du RDC et article 8 du règlement FEDER et FC

Tableau 2: Indicateurs de réalisation

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur intermédiaire (2024)	Valeur cible (2029)
11	ESO4.7	FSE+	En transition	EECO01	Nombre total des participants	personnes	2 570,00	9 460,00

Référence: article 22, paragraphe 3, point d) ii), du RDC

Tableau 3: Indicateurs de résultat

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur de base ou de référence	Année de référence	Valeur cible (2029)	Source des données	Commentaires
11	ESO4.7	FSE+	En transition	EECR01	Participants engagés dans la recherche d’un emploi au terme de leur participation	personnes	0,00	2026-2029	9 460,00	Enquête	
11	ESO4.7	FSE+	En transition	EECR06	Participants jouissant d’une meilleure situation sur le marché du travail six mois après la fin de leur participation	personnes	0,00	2026-2029	2 365,00	Enquête	

2.1.1.1.3. Ventilation indicative des ressources programmées (UE) par type d’intervention

Référence: article 22, paragraphe 3, point d) viii), du RDC

Tableau 4: Dimension 1 — Domaine d’intervention

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
11	ESO4.7	FSE+	En transition	151. Soutien à l’éducation des adultes (hormis les infrastructures)	2 023 000,00
11	ESO4.7	FSE+	Ultrapériphériques ou septentrionales à faible densité de population	151. Soutien à l’éducation des adultes (hormis les infrastructures)	2 106 950,00
11	ESO4.7	Total			4 129 950,00

Tableau 5: Dimension 2 — Forme de financement

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
----------	---------------------	-------	---------------------	------	------------------

11	ESO4.7	FSE+	En transition	01. Subvention	2 023 000,00
11	ESO4.7	FSE+	Ultrapériphériques ou septentrionales à faible densité de population	01. Subvention	2 106 950,00
11	ESO4.7	Total			4 129 950,00

Tableau 6: Dimension 3 — Mécanisme d’application territorial et approche territoriale

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
11	ESO4.7	FSE+	En transition	33. Autres approches — Pas de ciblage géographique	2 023 000,00
11	ESO4.7	FSE+	Ultrapériphériques ou septentrionales à faible densité de population	33. Autres approches — Pas de ciblage géographique	2 106 950,00
11	ESO4.7	Total			4 129 950,00

Tableau 7: Dimension 6 — Thèmes secondaires du FSE+

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
11	ESO4.7	FSE+	En transition	08. Renforcement des capacités des organisations de la société civile	2 023 000,00
11	ESO4.7	FSE+	Ultrapériphériques ou septentrionales à faible densité de population	08. Renforcement des capacités des organisations de la société civile	2 106 950,00
11	ESO4.7	Total			4 129 950,00

Tableau 8: Dimension 7 — Dimension «égalité entre les hommes et les femmes» du FSE+*, du FEDER, du Fonds de cohésion et du FTJ

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
11	ESO4.7	FSE+	En transition	03. Neutralité du point de vue de l’égalité entre les hommes et les femmes	2 023 000,00
11	ESO4.7	FSE+	Ultrapériphériques ou septentrionales à faible densité de population	03. Neutralité du point de vue de l’égalité entre les hommes et les femmes	2 106 950,00
11	ESO4.7	Total			4 129 950,00

* En principe, pourcentage de 40 % pour la contribution du FSE+ au suivi de l'égalité entre les hommes et les femmes. Un pourcentage de 100 % est d'application lorsqu'un État membre choisit de recourir à l'article 6 du règlement FSE+

2.1.1. Priorité: 12. Défense et Sécurité

2.1.1.1. Objectif spécifique: RSO3.3. Développer des infrastructures de défense résilientes, en accordant la priorité à celles à double usage, y compris au service de la mobilité militaire pour l'Union, et renforcer la préparation en matière civile (FEDER)

2.1.1.1.1. Interventions des Fonds

Référence: article 22, paragraphe 3, points d) i), iii), iv), v), vi) et vii), du RDC

Types de mesures correspondants — article 22, paragraphe 3, point d) i), du RDC et article 6 du règlement FSE+:

Constats] Justification de l'intervention du FEDER :

La Martinique, territoire insulaire, dispose d'un port principal à Fort-de-France, d'un port secondaire au Robert et d'un aéroport international sur la Commune du Lamentin. Ces infrastructures, nécessaires à l'approvisionnement de l'île, permettent une mobilité des populations sont aussi des portes d'entrée sur le territoire et constituent donc des infrastructures de défense résiliente en cas de besoin. Ces infrastructures sont aussi au service de la mobilité militaire et de la protection civile et peuvent donc être qualifiées d'infrastructures à double usage conformément à l'article 1 du règlement 2025/1914.

La Martinique est un territoire exposé à de nombreux risques (cyclonique, sismique, tsunamique...) qui nécessite une préparation de la population ainsi qu'une montée en compétences des personnels en matière de protection civile.

Les axes routiers sont extrêmement saturés, aussi la sécurisation des axes routiers est nécessaire pour permettre à la fois l'évacuation de la population et l'accès aux centres de soin

[Résultats recherchés / changements attendus] : Défis et résultats attendus

L'enjeu principal est de renforcer la sécurité et la défense sur le territoire martiniquais.

L'objectif spécifique 3.3 vise à :

1. Développer et améliorer les infrastructures à double usage, portuaires et aéroportuaires face aux besoins de renforcement de la résilience et en matière de sécurité
2. Mettre en œuvre des projets de construction, d'aménagement et de sécurisation
3. Sécuriser la population au regard des risques majeurs
4. Réhabiliter et sécuriser les infrastructures routières
5. Améliorer le niveau de connaissance, de préparation et de réaction de la population martiniquaise face aux risques naturels et technologiques.
6. Développer une culture partagée du risque et d'une meilleure coordination entre les institutions, les communes et les citoyens (en articulation avec les

actions de formation financées par les FSE+ précédemment mentionnées).

7. Réduire la vulnérabilité des populations les plus exposées, notamment dans les zones à risques identifiées (zones littorales, quartiers denses, zones de ravine, etc.).

Ces actions seront soutenues au **titre du DI 198 « Infrastructures de défense, construction et modernisation d'infrastructure à double usage, y compris la mobilité militaire »**.

Les types d'actions ont été évalués comme compatibles avec le principe consistant à ne pas causer de préjudice important, dit DNSH, car ils ne devraient pas avoir d'impact négatif significatif sur l'environnement en raison de leur nature.

Les financements prendront la forme de subventions dans le cadre de cet objectif spécifique

Critères environnementaux pour la sélection des projets :

Le système de suivi concerne principalement les incidences négatives probables non corrigées dans la dernière version du PO FEDER-FSE+.

L'objectif est d'identifier rapidement d'éventuelles incidences négatives imprévues et d'engager si nécessaire des actions correctives adéquates. Il s'agit également de suivre les incidences probables et non compensables, pour s'assurer que celles-ci ne soient pas plus importantes que prévu. Dans cette optique, le programme s'appuie pleinement sur les indicateurs de contexte et les indicateurs de suivi existants, en ciblant ceux permettant de suivre les incidences probables. Ces indicateurs de suivi proposés sont présentés dans un tableau, pour chaque objectif spécifique ayant une incidence probable sur l'environnement.

L'expérience tirée du passé montre qu'il est important de ne pas proposer un système de suivi trop différent de celui existant pour le programme étudié. En effet, deux systèmes distincts rajoutent de la complexité de gestion et dans les faits, seul le système de suivi du programme est renseigné in fine.

Le principe du pollueur-payeur, aussi appelé principe du perturbateur fait supporter les frais résultants des mesures de prévention, de réduction et de lutte de la pollution à celui qui les a causés. Principe fondamental du droit de l'environnement, adopté par l'OCDE en 1972, par l'Union européenne via l'Acte unique européen signé en 1986, et par la France via l'article L110-1, II, 3° du code de l'environnement sera mis en œuvre sur le Programme FEDER FSE+ 21 27 de la Martinique.

Principaux groupes cibles — article 22, paragraphe 3, point d) iii), du RDC:

Les principaux groupes cibles de l'objectif spécifique 3.3 sont notamment :

- Etablissements gestionnaires du port et de l'aéroport
- Collectivités territoriales, leurs groupements et Etablissements publics,
- Association de protection civile, de premiers secours, d'aide humanitaire

Ainsi, les bénéficiaires ultimes sont :

- Les non-professionnels pour qu'ils deviennent des acteurs-relais capables d'informer, d'alerter, d'organiser une première réponse citoyenne et d'appuyer les professionnels lors d'événements majeurs
- Les acteurs bénévoles
- Les publics vulnérables (personnes âgées, personnes en situation de handicap, isolées ou précaires, bénéficiaires de minima sociaux...)
- La population, Etc....

Mesures visant à garantir l'égalité, l'inclusion et la non-discrimination — article 22, paragraphe 3, point d) iv), du RDC et article 6 du règlement FSE+

L'égalité des chances, entre les sexes, la race ou l'origine ethnique, la religion ou les convictions, le handicap et l'âge ou l'orientation sexuelle sont des principes fondamentaux inscrits dans le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. Malgré les textes, cette égalité n'est pas observée de facto, en témoignent les données sur les différentes inégalités recensées en Martinique. Face à cette situation la collectivité territoriale de la Martinique œuvre pour limiter ces inégalités, en plaçant la garantie de l'égalité, l'inclusion et la non-discrimination comme une priorité transversale.

L'autorité de gestion, lors de la conception et mise en application du PO, veille à garantir une parfaite égalité, en prenant en compte les obstacles que peuvent rencontrer les bénéficiaires, pouvant générer des inégalités.

La prise en compte de ces principes se traduit de plusieurs manières, premièrement par l'intégration dans le contrat de convergence et de transformation de la Martinique (2024-2027), d'un objectif visant à promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes. Deuxièmement, l'autorité de gestion s'efforcera de mettre en place un ensemble de mesures, comme établir un diagnostic territorial mettant en lumière les principaux obstacles et voies d'amélioration vers l'égalité. Les différents programmes et projets qui seront planifiés à travers ce Programme seront sources pour enrichir un diagnostic territorial fiable. Afin de garantir un suivi et évaluation sur ces objectifs, une attention particulière sera accordée aux indicateurs désagrégés par sexe, concernant les thèmes suivants (population-santé, travail-emploi, enseignement-éducation, revenus-salaires, conditions de vie-société). De plus, la collectivité s'engage à construire un réseau d'ambassadeurs et d'ambassadrices de l'égalité des chances, femmes/hommes, et de lutte contre toutes formes de discriminations.

Une approche spécifique pourra être développée, en proposant des actions ciblées

Indication des territoires spécifiques ciblés, y compris le recours prévu aux outils territoriaux — article 22, paragraphe 3, point d) v), du RDC

Tout le territoire martiniquais est concerné par les actions soutenues au titre de l’objectif spécifique 3.3 du FEDER.

Actions interrégionales, transfrontières et transnationales — article 22, paragraphe 3, point d) vi), du RDC

Les actions cofinancées dans le cadre du Programme régional s'inscriront en articulation et complémentarité avec les actions cofinancées dans le cadre des programmes INTERREG et des axes interrégionaux. Les projets répondant à des besoins partagés à l'échelle interrégionale pourront être éligibles aux financements FEDER régionaux spécifiquement en matière d'adaptation au changement climatique.

Contribution attendue à la réalisation des objectifs de la stratégie de l’Union européenne :

Actions de coopération visant à échanger de bonnes pratiques et à l’émergence d’orientations communes sur la question de sécurisation et de résilience du territoire

Actions en adéquation aux plans stratégiques régionaux pour une meilleure connectivité maritime, aérienne et terrestre

L’appui à des projets d’infrastructures maritimes, aériennes, ou en lien avec secteur de la logistique

Utilisation prévue d’instruments financiers — article 22, paragraphe 3, point d) vii), du RDC

Compte-tenu de la nature des projets, le recours à des instruments financiers ne s’avèrent pas pertinents et adaptés pour le territoire de la Martinique. Dans le cadre de cet objectif spécifique, les projets seront soutenus via des interventions sous la forme de subvention.

2.1.1.1.2. Indicateurs

Référence: article 22, paragraphe 3, point d) ii), du RDC et article 8 du règlement FEDER et FC

Tableau 2: Indicateurs de réalisation

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur intermédiaire (2024)	Valeur cible (2029)
12	RSO3.3	FEDER	En transition	RCO129	Infrastructures adaptées aux besoins de la mobilité	projets	0,00	3,00

					militaire			
--	--	--	--	--	-----------	--	--	--

Référence: article 22, paragraphe 3, point d) ii), du RDC

Tableau 3: Indicateurs de résultat

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur de base ou de référence	Année de référence	Valeur cible (2029)	Source des données	Commentaires
12	RSO3.3	FEDER	En transition	RCR96	Population bénéficiant de mesures de protection contre les catastrophes naturelles non liées à des facteurs climatiques et les risques relatifs aux activités humaines	personnes	0,00	2026-2029	255 960,00	Enquête	

2.1.1.1.3. Ventilation indicative des ressources programmées (UE) par type d'intervention

Référence: article 22, paragraphe 3, point d) viii), du RDC

Tableau 4: Dimension 1 — Domaine d'intervention

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
12	RSO3.3	FEDER	En transition	198. Infrastructures de défense et construction et modernisation d'infrastructures à double usage, y compris en matière de mobilité militaire	5 000 000,00
12	RSO3.3	FEDER	Ultrapériphériques ou septentrionales à faible densité de population	198. Infrastructures de défense et construction et modernisation d'infrastructures à double usage, y compris en matière de mobilité militaire	7 500 000,00
12	RSO3.3	Total			12 500 000,00

Tableau 5: Dimension 2 — Forme de financement

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
12	RSO3.3	FEDER	En transition	01. Subvention	5 000 000,00
12	RSO3.3	FEDER	Ultrapériphériques ou septentrionales à faible densité de population	01. Subvention	7 500 000,00
12	RSO3.3	Total			12 500 000,00

Tableau 6: Dimension 3 — Mécanisme d'application territorial et approche territoriale

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
12	RSO3.3	FEDER	En transition	33. Autres approches — Pas de ciblage géographique	5 000 000,00
12	RSO3.3	FEDER	Ultrapériphériques ou septentrionales à faible densité de population	33. Autres approches — Pas de ciblage géographique	7 500 000,00
12	RSO3.3	Total			12 500 000,00

Tableau 7: Dimension 6 — Thèmes secondaires du FSE+

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
----------	---------------------	-------	---------------------	------	------------------

Tableau 8: Dimension 7 — Dimension «égalité entre les hommes et les femmes» du FSE+*, du FEDER, du Fonds de cohésion et du FTJ

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
12	RSO3.3	FEDER	En transition	03. Neutralité du point de vue de l'égalité entre les hommes et les femmes	5 000 000,00
12	RSO3.3	FEDER	Ultrapériphériques ou septentrionales à faible densité de population	03. Neutralité du point de vue de l'égalité entre les hommes et les femmes	7 500 000,00
12	RSO3.3	Total			12 500 000,00

* En principe, pourcentage de 40 % pour la contribution du FSE+ au suivi de l'égalité entre les hommes et les femmes. Un pourcentage de 100 % est d'application lorsqu'un État membre choisit de recourir à l'article 6 du règlement FSE+

2.1.1. Priorité: 13. Logement abordable

2.1.1.1. Objectif spécifique: RSO2.11. Favoriser l'accès à des logements abordables et durables (FEDER)

2.1.1.1.1. Interventions des Fonds

Référence: article 22, paragraphe 3, points d) i), iii), iv), v), vi) et vii), du RDC

Types de mesures correspondants — article 22, paragraphe 3, point d) i), du RDC et article 6 du règlement FSE+:

[Constats] Justification de l'intervention du FEDER :

La Martinique connaît une crise du secteur du logement depuis plusieurs années, en raison des caractéristiques socioéconomiques et des contraintes climatiques de son territoire. Le nombre de logements insalubres reste élevé: 34 000 logements sont indignes et 30 000 vacants en 2025. En outre, l'accès au logement reste un enjeu majeur. Le SNE d'enregistrement géré par l'État recense au 31 décembre 2024, 14 900 demandes de logement. Le Plan territorial pour le logement Martinique 2019-2022 fixait des objectifs de production de logements et de réhabilitation ambitieux : 800 logements sociaux neufs par an dont 550 au titre de l'aide à l'amélioration de l'habitat des propriétaires occupants. Ils n'ont été atteints que partiellement du fait de la conjonction de plusieurs facteurs : crise sanitaire, économique, tensions géopolitiques impactant le coût des matériaux et l'équilibre des opérations, défaillance de plusieurs opérateurs, tissu d'entreprises vulnérables et insuffisamment développées dans certains corps de métiers. Le taux de propriétaires a diminué en raison des faibles revenus limitant l'accès à la propriété et reste inférieur à la moyenne nationale ; 54% environ. Alors que les besoins en infrastructures de base ont augmenté (Parc de logement social vieillissant, la moitié du parc ayant été construit entre 1980 et 1999), le prix de l'immobilier n'a cessé d'augmenter malgré le niveau du pouvoir d'achat des habitants encore inférieur au niveau national. Les populations fragiles font ainsi face à des difficultés plus grandes d'accès au logement, et à la propriété. A titre d'exemple, plus de 12% des demandeurs de logements sociaux justifient leur demande par les conditions indignes de leur logement actuel contre 7% au niveau national, selon une autre étude de l'Union sociale pour l'habitat en Martinique, 2021. Il faut également rappeler qu'une frange significative des propriétaires privés ne disposent pas de revenus suffisants pour réhabiliter leur logement, ni leurs descendants, et que l'entretien des propriétés privées est souvent complexe à gérer, notamment en raison des difficultés à sortir de l'indivision. L'accès à un logement abordable, durable (eau potable, lutte contre l'humidité, la chaleur, assainissement non collectif...) et résilient est un véritable défi. En particulier le recul de trait de côte, les submersions marines ainsi que les pluies intenses fragilisent un bâti souvent ancien, vulnérable et difficilement entretenu. De plus, les logements étant de plus en plus exposés à ces risques, des relocalisations de populations vont s'imposer de plus en plus fortement dans les prochaines années. Il est indiqué par les autorités publiques que les populations touchées sont de jeunes majeurs disposant d'un accès restreint au logement, les jeunes ménages et les seniors, appelés à être plus nombreux à vivre de façon précaire.

[Résultats recherchés / changements attendus] : Défis et résultats attendus

Par conséquent, compte-tenu de l'urgence et de la diversité des besoins, il est proposé de rendre le logement durable et abordable éligible aux aides cofinancées par l'UE et d'accélérer les investissements en faveur de la population. Le logement durable et abordable est entendu en référence au sens large de l'étude récente du Comité économique et social européen dans les termes suivants : « l'habitabilité et le confort, le tissu social et la connectivité, l'accessibilité économique, l'utilisation efficace des ressources et la circularité, la résilience et l'adaptation climatique ».

L'accompagnement des familles vulnérables restées dans un habitat abordable et durable sera renforcé par les équipes mobilisées par les collectivités et

l'Etat.

L'enjeu principal est de :

- Réduire les délais de réalisation des projets
- Accélérer les investissements et le soutien à l'accès au logement abordable, décent des publics cibles
- Augmenter le nombre de logements conformes aux normes parasismiques et paracycloniques dont bénéficient les familles en situation précaire
- Augmenter le nombre de logements individuels raccordés au réseau d'assainissement

Dans cet objectif, les actions mises en œuvre seront :

- Accélérer la réhabilitation du parc de logements sociaux et privés
- Financer la décarbonation du parc locatif public
- Renforcer la lutte contre l'habitat et l'hébergement dégradés
- Renforcer la rénovation énergétique pour les populations à revenu modeste logés dans le parc social que privé.
- Inciter les propriétaires bailleurs à réaliser des travaux de rénovation participe à la lutte contre l'insalubrité des logements et concourt à la réduction des factures d'énergie
- Renforcer l'accès des propriétés privées des familles modestes à l'assainissement
- Réduire la vacance dans le parc privé pour développer une offre locative à destination des publics visés plus haut
- Aider les propriétaires privés à rénover leur logement dégradé pour une mise en location participe à réduire la vacance dans le parc de logement privé ; Propriétaire occupant de son logement : un agent qualifié de la CTM procède au contrôle des travaux (avant, pendant et à la livraison). Le versement des subventions se fait sous condition que les justificatifs demandés soient fournis (titre de propriété, assurance multirisques...).

Le propriétaire doit apporter une contribution personnelle **de 20%** du montant des travaux : les propriétaires bailleurs privés sont encouragés à réhabiliter les logements **pour louer** à des personnes à revenus modestes. Le prix des loyers est conventionné avec une durée de location pendant 9 ans

- Concourir à réduire la consommation de foncier et d'espaces : **les** logements rénovés et mis en location **concourent** à optimiser l'usage du foncier (limitation des constructions)
- Accélérer l'efficacité énergétique des propriétés privées modestes et très modestes : Favoriser la rénovation énergétique des logements du parc privé, vise à aider les propriétaires bailleurs modestes à proposer des logements moins énergivores à la location.

L'objectif spécifique vise à :

- Accélérer les investissements et le soutien à l'accès au logement abordable, décent, sobre et résilient des publics cibles
- Renforcer l'accompagnement des populations vulnérables : la CTM passera une convention avec une association pour réaliser des enquêtes dont l'objectif est d'évaluer la capacité du ménage à se maintenir dans le logement. Dans le cas contraire à lui proposer des pistes de relogement.

Les types d'actions ont été évalués comme compatibles avec le principe consistant à ne pas causer de préjudices importants, dit DNSH, car ils ne devraient pas avoir d'impact négatif significatif sur l'environnement en raison de leur nature mais à l'inverse une amélioration finale favorables à l'environnement et au climat (efficacité énergétique, amélioration de la gestion des eaux rejetées par les foyers, effort de la réhabilitation des logements existants, etc.).

Critères environnementaux pour la sélection des projets :

Les incidences positives potentielles de l'OS 2.1, ont été identifiées dans l'évaluation (cf. page 104, 114 et 117 de l'ESE dans sa version de mars 2022). Les types d'actions et d'investissements du nouvel OS 2.11 sont en grande partie similaires à ceux de l'OS 2.1 initial. Ainsi, les conclusions de l'EES de 2022 sont en très grande partie transposables pour l'évaluation des incidences du nouvel OS 2.11 proposé à l'occasion de la révision à mi-parcours du programme. En complément, il est cependant proposé que le système de suivi puisse intégrer, à l'occasion de la publication des AAP ou de la programmation puis de la procédure de sélection des projets, les incidences négatives probables non corrigées dans la dernière version du PO FEDER-FSE+, ceci en raison du fait que l'OS 2.11 pourrait s'appliquer à un volume de logements et de travaux supérieur.

L'objectif est d'identifier rapidement d'éventuelles incidences négatives imprévues et d'engager si nécessaire des actions correctives adéquates. Il s'agit également de suivre les incidences probables et non compensables, pour s'assurer que celles-ci ne soient pas plus importantes que prévu. Dans cette optique, le programme s'appuie pleinement sur les indicateurs de contexte et les indicateurs de suivi existants, en ciblant ceux permettant de suivre les incidences probables. Ces indicateurs de suivi proposés sont présentés dans un tableau, pour chaque objectif spécifique ayant une incidence probable sur l'environnement.

L'expérience tirée du passé montre qu'il est important de ne pas proposer un système de suivi trop différent de celui existant pour le programme étudié. Deux systèmes distincts rajoutent de la complexité de gestion et dans les faits, seul le système de suivi du programme est renseigné in fine.

Une attention particulière sera apportée aux actions menées par le secteur de la construction en matière de construction durable et de solution de sobriété visant à renforcer l'efficacité énergétique des bâtiments rénovés, réhabilités ou construits, notamment en matière d'économie circulaire. Ces actions auront pour effet de réduire l'empreinte environnementale du secteur.

Enfin, en raison de la vulnérabilité du territoire aux risques naturels, les constructions ou rénovations durables et résilientes seront encouragées, en termes de construction parasismique au bénéfice des populations vulnérables.

Principaux groupes cibles — article 22, paragraphe 3, point d) iii), du RDC:

- Collectivités territoriales, leurs groupements et Etablissements publics
- Propriétaires privés
- Bailleurs sociaux ou opérateurs sociaux agréés
- Associations

- Gestionnaires de résidences sociales, logements foyer, pension de famille

Mesures visant à garantir l'égalité, l'inclusion et la non-discrimination — article 22, paragraphe 3, point d) iv), du RDC et article 6 du règlement FSE+

L'égalité des chances, entre les sexes, la race ou l'origine ethnique, la religion ou les convictions, le handicap et l'âge ou l'orientation sexuelle sont des principes fondamentaux inscrits dans le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. Malgré les textes, cette égalité n'est pas observée de facto, en témoignent les données sur les différentes inégalités recensées en Martinique. Face à cette situation la collectivité territoriale de la Martinique œuvre pour limiter ces inégalités, en plaçant la garantie de l'égalité, l'inclusion et la non-discrimination comme une priorité transversale.

L'autorité de gestion, lors de la conception et mise en application du Programme, veille à garantir une parfaite égalité, en prenant en compte les obstacles que peuvent rencontrer les bénéficiaires, pouvant générer des inégalités.

La prise en compte de ces principes se traduit par l'intégration dans le programme FEDER-FSE+ (en cohérence avec le contrat de convergence et de transformation de la Martinique 2024-2027), d'un objectif visant à promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes et d'un critère intégré dans Synergie conduisant le bénéficiaire à concevoir son projet au regard de cette priorité transversale et le service instructeur à analyser le dossier au regard de ces mêmes critères et enfin l'autorité de gestion à en évaluer la prise en compte et les effets à l'échelle du programme dans son ensemble. Une attention particulière sera accordée aux indicateurs désagrégés par sexe, concernant les thèmes suivants (population-santé, travail-emploi, enseignement-éducation, revenus-salaires, conditions de vie-société).

Une approche spécifique pourra être développée, en proposant des actions ciblées

Indication des territoires spécifiques ciblés, y compris le recours prévu aux outils territoriaux — article 22, paragraphe 3, point d) v), du RDC

Tout le territoire martiniquais est concerné par les actions soutenues au titre de la nouvelle priorité 13 - objectif spécifique 2.11 du FEDER

Actions interrégionales, transfrontières et transnationales — article 22, paragraphe 3, point d) vi), du RDC

Les actions cofinancées le cadre du Programme régional s'inscriront en articulation et complémentarité avec les actions cofinancées dans le cadre des programmes INTERREG et des axes interrégionaux. Les projets répondant à des besoins partagés à l'échelle interrégionale pourront être éligibles aux

financements FEDER régionaux spécifiquement en matière d'adaptation au changement climatique.

Utilisation prévue d'instruments financiers — article 22, paragraphe 3, point d) vii), du RDC

Compte-tenu de l'urgence à financer le logement abordable, sobre, résilient et décent dans un calendrier restreint, le recours à des instruments financiers ne s'avère pas pertinent pour le territoire de la Martinique. Dans le cadre de cet objectif spécifique, les projets seront soutenus principalement par des interventions sous la forme de subventions, mais le financement par l'octroi de prêt aux bénéficiaires sera possible.

2.1.1.1.2. Indicateurs

Référence: article 22, paragraphe 3, point d) ii), du RDC et article 8 du règlement FEDER et FC

Tableau 2: Indicateurs de réalisation

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur intermédiaire (2024)	Valeur cible (2029)
13	RSO2.11	FEDER	En transition	RCO18	Logements abordables et durables offrant une meilleure performance énergétique	logements	0,00	1 800,00
13	RSO2.11	FEDER	En transition	RCO65	Capacité de logements sociaux, abordables et durables nouveaux ou modernisés	personnes	0,00	4 400,00

Référence: article 22, paragraphe 3, point d) ii), du RDC

Tableau 3: Indicateurs de résultat

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur de base ou de référence	Année de référence	Valeur cible (2029)	Source des données	Commentaires
13	RSO2.11	FEDER	En transition	RCR26	Consommation annuelle d'énergie primaire (dont: logements abordables et durables, bâtiments publics, entreprises, autres)	MWh/an	1,00	2026-2029	10 080,00	Enquêtes auprès des bénéficiaires avant/après	

13	RSO2.11	FEDER	En transition	RCR67	Nombre annuel d'utilisateurs de logements sociaux, abordables et durables nouveaux ou modernisés	utilisateurs/an	0,00	2026-2029	220,00	Enquête auprès des bailleurs	
----	---------	-------	---------------	-------	--	-----------------	------	-----------	--------	------------------------------	--

2.1.1.1.3. Ventilation indicative des ressources programmées (UE) par type d'intervention

Référence: article 22, paragraphe 3, point d) viii), du RDC

Tableau 4: Dimension 1 — Domaine d'intervention

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
13	RSO2.11	FEDER	En transition	042. Rénovation en vue d'accroître l'efficacité énergétique du parc de logements existant, projets de démonstration et mesures de soutien conformes aux critères d'efficacité énergétique	20 000 000,00
13	RSO2.11	FEDER	Ultrapériphériques ou septentrionales à faible densité de population	042. Rénovation en vue d'accroître l'efficacité énergétique du parc de logements existant, projets de démonstration et mesures de soutien conformes aux critères d'efficacité énergétique	9 600 000,00
13	RSO2.11	Total			29 600 000,00

Tableau 5: Dimension 2 — Forme de financement

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
13	RSO2.11	FEDER	En transition	01. Subvention	20 000 000,00
13	RSO2.11	FEDER	Ultrapériphériques ou septentrionales à faible densité de population	01. Subvention	9 600 000,00
13	RSO2.11	Total			29 600 000,00

Tableau 6: Dimension 3 — Mécanisme d'application territorial et approche territoriale

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
13	RSO2.11	FEDER	En transition	33. Autres approches — Pas de ciblage géographique	20 000 000,00
13	RSO2.11	FEDER	Ultrapériphériques ou septentrionales à faible densité de population	33. Autres approches — Pas de ciblage géographique	9 600 000,00

13	RSO2.11	Total			29 600 000,00
----	---------	-------	--	--	---------------

Tableau 7: Dimension 6 — Thèmes secondaires du FSE+

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
----------	---------------------	-------	---------------------	------	------------------

Tableau 8: Dimension 7 — Dimension «égalité entre les hommes et les femmes» du FSE+*, du FEDER, du Fonds de cohésion et du FTJ

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
13	RSO2.11	FEDER	En transition	03. Neutralité du point de vue de l'égalité entre les hommes et les femmes	20 000 000,00
13	RSO2.11	FEDER	Ultrapériphériques ou septentrionales à faible densité de population	03. Neutralité du point de vue de l'égalité entre les hommes et les femmes	9 600 000,00
13	RSO2.11	Total			29 600 000,00

* En principe, pourcentage de 40 % pour la contribution du FSE+ au suivi de l'égalité entre les hommes et les femmes. Un pourcentage de 100 % est d'application lorsqu'un État membre choisit de recourir à l'article 6 du règlement FSE+

2.1.1. Priorité: 2. Une Martinique numérique (Objectif spécifique en matière de connectivité numérique énoncé à l'article 3, paragraphe 1, point a), v), du règlement relatif au FEDER et au Fonds de cohésion)

2.1.1.1. Objectif spécifique: RSO1.5. Renforcer la connectivité numérique (FEDER)

2.1.1.1.1. Interventions des Fonds

Référence: article 22, paragraphe 3, points d) i), iii), iv), v), vi) et vii), du RDC

Types de mesures correspondants — article 22, paragraphe 3, point d) i), du RDC et article 6 du règlement FSE+:

[Constats] Justification de l'intervention du FEDER :

Le coût et la qualité de l'accès aux services de communications électroniques ne sont pas neutres vis-à-vis de l'insularité et l'éloignement géographique des départements d'Outremer.

Intervenir pour pallier ce retard aura un effet positif sur l'ensemble de l'économie du territoire, car la connectivité numérique est en enjeu transversal.

Les déploiements de réseaux en fibre optique jusqu'à l'abonné représentent un enjeu industriel et financier significatif, d'autant plus que cette stratégie est pensée dans un cadre d'intervention à plus large échelle, puisqu'il concernerait les territoires de la Caraïbe.

[Résultats recherchés / changements attendus] : Défis et résultats attendus

Cet enjeu doit être soutenu par une couverture totale du territoire en Très Haut Débit FTTH, l'amélioration de la qualité de service et le développement des équipements numériques dans les établissements scolaires. Les actions soutenues sont en cohérence avec les objectifs du STDAN de la Martinique. Il s'agit pour la Collectivité Territoriale de la Martinique de prévoir le déploiement d'une infrastructure de desserte caractérisée pour environ 100 000 logements à raccorder et 4 500 kilomètres de fibre optique à déployer.

Le projet du THD a débuté sur le programme FEDER 14 20 à hauteur de 50% du total projet; ainsi sur la prochaine programmation les 50% restant de réalisation sont attendus.

Une répartition égale du projet sur les deux programmations 14/20 et 21/27 est prévue.

L'investissement qui sera réalisé ne contribuera pas d'avantage à séparer / isoler ou maintenir la ségrégation éducative et spatiale des groupes marginalisés y compris les minorités, les personnes en situation de handicap, les personnes issues de l'immigration.

Les types d'actions ont été évalués comme compatibles avec le principe consistant à ne pas causer de préjudice important, dit DNSH, car ils ne devraient pas avoir d'impact négatif significatif sur l'environnement en raison de leur nature.

L'objectif spécifique 1.5 vise à :

1. Poursuivre le déploiement du THD,
2. Déploiement de datacenter, et de centres de serveurs martiniquais,
3. Développement du wifi et installation de bornes wifi dans les établissements scolaires (lycée et scolaire),

Il s'agit de poursuivre les actions de déploiement de la fibre optique et finaliser le déploiement du THD.

Les financements prendront la forme de subventions dans le cadre de cet objectif spécifique.

Cette typologie d'action a été jugée conforme par l'évaluation DNSH de fond (méthodologie nationale conformité prouvée dans le cadre du PNRR)

Les types d'actions ont été évalués comme compatibles avec le principe consistant à ne pas causer de préjudice important, dit DNSH, car ils ne devraient pas avoir d'impact négatif significatif sur l'environnement en raison de leur nature.

Critères environnementaux pour la sélection des projets :

Le système de suivi concerne principalement les incidences négatives probables non corrigées dans la dernière version du PO FEDER-FSE+.

L'objectif est d'identifier rapidement d'éventuelles incidences négatives imprévues et d'engager si nécessaire des actions correctives adéquates. Il s'agit également de suivre les incidences probables et non compensables, pour s'assurer que celles-ci ne soient pas plus importantes que prévu. Dans cette optique,

le programme s'appuie pleinement sur les indicateurs de contexte et les indicateurs de suivi existants, en ciblant ceux permettant de suivre les incidences probables. Ces indicateurs de suivi proposés sont présentés dans un tableau, pour chaque objectif spécifique ayant une incidence probable sur l'environnement.

L'expérience tirée du passé montre qu'il est important de ne pas proposer un système de suivi trop différent de celui existant pour le programme étudié. En effet, deux systèmes distincts rajoutent de la complexité de gestion et dans les faits, seul le système de suivi du programme est renseigné in fine.

Principaux groupes cibles — article 22, paragraphe 3, point d) iii), du RDC:

Les principaux groupes cibles de l'objectif spécifique 1.5 sont notamment :

- Collectivités
- Société publique locale régionale dédiée au Très Haut débit
- Etablissements scolaires et de formation

Mesures visant à garantir l'égalité, l'inclusion et la non-discrimination — article 22, paragraphe 3, point d) iv), du RDC et article 6 du règlement FSE+

L'égalité des chances, entre les sexes, la race ou l'origine ethnique, la religion ou les convictions, le handicap et l'âge ou l'orientation sexuelle sont des principes fondamentaux inscrits dans le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. Malgré les textes, cette égalité n'est pas observée de facto, en témoignent les données sur les différentes inégalités recensées en Martinique. Face à cette situation la collectivité territoriale de la Martinique œuvre pour limiter ces inégalités, en plaçant la garantie de l'égalité, l'inclusion et la non-discrimination comme une priorité transversale.

L'autorité de gestion, lors de la conception et mise en application du PO, veille à garantir une parfaite égalité, en prenant en compte les obstacles que peuvent rencontrer les bénéficiaires, pouvant générer des inégalités.

La prise en compte de ces principes se traduit de plusieurs manières, premièrement par l'intégration dans le contrat de convergence et de transformation de la Martinique (2019-2022), d'un objectif visant à promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes. Deuxièmement, l'autorité de gestion s'efforcera de mettre en place un ensemble de mesures, comme établir un diagnostic territorial mettant en lumière les principaux obstacles et voies d'amélioration vers l'égalité. Les différents programmes et projets qui seront planifiés à travers ce Programme seront sources pour enrichir un diagnostic territorial fiable. Afin de garantir un suivi et évaluation sur ces objectifs, une attention particulière sera accordée aux indicateurs désagrégés par sexe, concernant les thèmes suivants

(population-santé, travail-emploi, enseignement-éducation, revenus-salaires, conditions de vie-société). De plus, la collectivité s'engage à construire un réseau d'ambassadeurs et d'ambassadrices de l'égalité des chances, femmes/hommes, et de lutte contre toutes formes de discriminations.

Une approche spécifique pourra être développée, en proposant des actions ciblées

Indication des territoires spécifiques ciblés, y compris le recours prévu aux outils territoriaux — article 22, paragraphe 3, point d) v), du RDC

Tout le territoire martiniquais est concerné par les actions soutenues au titre de l'objectif spécifique 1.5 du FEDER

Actions interrégionales, transfrontières et transnationales — article 22, paragraphe 3, point d) vi), du RDC

-Appui à des projets d'infrastructures numériques

-Actions de coopération visant à l'échange de bonnes pratiques et à l'émergence d'orientation commune sur la question de la connectivité numérique

-Appui au développement de plans stratégiques régionaux pour une meilleure connectivité numérique à l'échelle supra territoriale

-Actions d'accompagnement à la mise en place de cadres législatifs et réglementaires propices au développement concerté de la connectivité numérique à l'échelle régionale

-Actions de production de connaissance qui peuvent gagner à être mutualisés pour limiter les surcoûts

Actions visant au portage d'expérience à l'échange de bonnes pratiques et au renforcement des capacités

Utilisation prévue d'instruments financiers — article 22, paragraphe 3, point d) vii), du RDC

L'objectif spécifique 1.5 vise, à poursuivre le déploiement du THD, le déploiement de datacenter et de centres de serveurs martiniquais, mais également le développement du wifi et installation de bornes wifi dans les établissements scolaires (lycée et scolaire). L'ensemble de ces interventions doivent répondre aux besoins de la population en matière d'accès au THD et accompagner la compétitivité de la Martinique grâce au numérique.

Compte-tenu de la nature des projets et des modalités de financement le recours à des instruments financiers ne s'avère pas pertinent et adapté sur cette thématique. Aussi, les projets seront soutenus via des interventions en mode subvention.

--

2.1.1.1.2. Indicateurs

Référence: article 22, paragraphe 3, point d) ii), du RDC et article 8 du règlement FEDER et FC

Tableau 2: Indicateurs de réalisation

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur intermédiaire (2024)	Valeur cible (2029)
2	RSO1.5	FEDER	En transition	RCO41	Nombre supplémentaire de logements ayant accès au très haut débit	logements	7 000,00	14 000,00

Référence: article 22, paragraphe 3, point d) ii), du RDC

Tableau 3: Indicateurs de résultat

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur de base ou de référence	Année de référence	Valeur cible (2029)	Source des données	Commentaires
2	RSO1.5	FEDER	En transition	RCR54	Entreprises abonnées au haut débit par un réseau à très haute capacité	entreprises	0,00	2021-2029	7 000,00	Bilan du fermier	

2.1.1.1.3. Ventilation indicative des ressources programmées (UE) par type d'intervention

Référence: article 22, paragraphe 3, point d) viii), du RDC

Tableau 4: Dimension 1 — Domaine d'intervention

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
2	RSO1.5	FEDER	En transition	032. TIC: Réseau haut débit à très haute capacité (réseau de base/de raccordement)	10 515 509,00
2	RSO1.5	FEDER	En transition	036. TIC: Autres types d'infrastructures TIC (y compris les ressources/équipements informatiques à grande échelle, les centres de données, les capteurs et autres équipements sans fil)	4 317 028,00
2	RSO1.5	Total			14 832 537,00

Tableau 5: Dimension 2 — Forme de financement

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
2	RSO1.5	FEDER	En transition	01. Subvention	14 832 537,00
2	RSO1.5	Total			14 832 537,00

Tableau 6: Dimension 3 — Mécanisme d'application territorial et approche territoriale

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
2	RSO1.5	FEDER	En transition	33. Autres approches — Pas de ciblage géographique	14 832 537,00
2	RSO1.5	Total			14 832 537,00

Tableau 7: Dimension 6 — Thèmes secondaires du FSE+

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
----------	---------------------	-------	---------------------	------	------------------

Tableau 8: Dimension 7 — Dimension «égalité entre les hommes et les femmes» du FSE+*, du FEDER, du Fonds de cohésion et du FTJ

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
2	RSO1.5	FEDER	En transition	03. Neutralité du point de vue de l'égalité entre les hommes et les femmes	14 832 537,00
2	RSO1.5	Total			14 832 537,00

* En principe, pourcentage de 40 % pour la contribution du FSE+ au suivi de l'égalité entre les hommes et les femmes. Un pourcentage de 100 % est d'application lorsqu'un État membre choisit de recourir à l'article 6 du règlement FSE+

2.1.1. Priorité: 3. Une Martinique durable

2.1.1.1. Objectif spécifique: RSO2.1. Favoriser les mesures en matière d'efficacité énergétique et réduire les émissions de gaz à effet de serre (FEDER)

2.1.1.1.1. Interventions des Fonds

Référence: article 22, paragraphe 3, points d) i), iii), iv), v), vi) et vii), du RDC

Types de mesures correspondants — article 22, paragraphe 3, point d) i), du RDC et article 6 du règlement FSE+:

[Constats] Justification de l'intervention du FEDER :

En application des objectifs communautaires (directive efficacité énergétique notamment), la loi Energie-Climat du 8 novembre 2019 à travers le PNIEC fixe des objectifs ambitieux de réduction de la consommation d'énergie finale, particulièrement pour les énergies fossiles, principal facteur d'émission de GES du parc immobilier. Il prévoit également la mise au niveau « bâtiment basse consommation » (BBC) de l'intégralité de ce parc à l'horizon 2050.

Les chiffres avancés en 1.4 illustrent la nécessité d'agir et de développer les mesures en matière d'économie d'énergie, avec le bâtiment est un secteur d'action prioritaire.

Les projets accompagnés par cet objectif spécifique seront respectueux de l'environnement. La politique publique martiniquaise intègre pleinement la politique nationale de transition énergétique. L'objectif étant une transition effective à 2030, avec des infrastructures respectueuses de l'environnement.

Les rénovations intégrales dans les bâtiments privés sont priorisées afin de réduire la facture énergétique des ménages.

L'investissement qui sera réalisé ne contribuera pas d'avantage à séparer / isoler ou maintenir la ségrégation éducative et spatiale des groupes marginalisés y compris les minorités, les personnes en situation de handicap, les personnes issues de l'immigration,

Les types d'actions ont été évalués comme compatibles avec le principe consistant à ne pas causer de préjudice important, dit DNSH, car ils ne devraient pas avoir d'impact négatif significatif sur l'environnement en raison de leur nature.

A noter que le soutien aux établissements de soins résidentiels (EHPAD) est exclu de l'objectif stratégique 2.1 dans les actions visant à "*Assurer l'efficacité énergétique des bâtiments publics*".

[Résultats recherchés / changements attendus] : Défis et résultats attendus

L'objectif spécifique 2.1 vise à réduire la consommation d'énergie en Martinique en limitant les pertes énergétiques du parc immobilier martiniquais par la massification de rénovations énergétiques performantes des bâtiments (publics et privés).

L'objectif spécifique 2.1 vise :

1. Accompagner les entreprises à la transition énergétiques

- Etudes et travaux de rénovation énergétique dans les PME

- Information, conseil et accompagnement
- Etudes/diagnostics énergétiques
- Promotion, sensibilisation, accompagnement

2. Réduire la facture énergétique des ménages

- Etudes et travaux de rénovation énergétique des bâtiments privés
- Information, conseil et accompagnement
- Etudes/diagnostics énergétiques
- Promotion, sensibilisation, accompagnement

3. Assurer l'efficacité énergétique des bâtiments publics

- Etudes et travaux de rénovation énergétique des bâtiments publics
- Etudes et infrastructures pour le verdissement du Grand Port Maritime
- Etudes/diagnostics énergétique
- Installation de matériels de pilotage
- Promotion, sensibilisation, accompagnement

Les projets envisagés par les actions pré-listés sont:

- Projets visant la réduction des consommations des PME se déclinant en 2 volets :
 - o Réduction de la facture énergétique via l'autoconsommation
 - o Amélioration de l'efficacité énergétique via des travaux de Maitrise de l'Energie (Equipement moins énergivores : climatisation, isolation, eau chaude solaire, éclairage performance...)
- Projets de démonstrateur et générateur d'attractivité à l'échelle de l'entreprise :
 - o smart grid
 - o Domotique

Programme territorial de financement du Chauffe-Eau Solaire Individuel

- Réflexion autour de l'autoconsommation résidentiel - Financement centrale PV - équipements de stockage, onduleurs, domotique...

- Projet d'accompagnement des communes dans des projets d'autoconsommation sur leur patrimoine bâti

Cette typologie d'action a été jugée conforme par l'évaluation DNSH de fond (méthodologie nationale)

- Adaptation : Conformité par incidence négligeable
- Economie circulaire : Conformité prouvée par l'évaluation DNSH de fond (méthodologie nationale) + critère d'éco conditionnalité concernant le cycle de vie des équipements

Les financements prendront la forme de subventions dans le cadre de cet objectif spécifique.

Les types d'actions ont été évalués comme compatibles avec le principe consistant à ne pas causer de préjudice important, dit DNSH, car ils ne devraient pas avoir d'impact négatif significatif sur l'environnement en raison de leur nature.

Critères environnementaux pour la sélection des projets :

Le système de suivi concerne principalement les incidences négatives probables non corrigées dans la dernière version du PO FEDER-FSE+.

L'objectif est d'identifier rapidement d'éventuelles incidences négatives imprévues et d'engager si nécessaire des actions correctives adéquates. Il s'agit également de suivre les incidences probables et non compensables, pour s'assurer que celles-ci ne soient pas plus importantes que prévu. Dans cette optique, le programme s'appuie pleinement sur les indicateurs de contexte et les indicateurs de suivi existants, en ciblant ceux permettant de suivre les incidences probables. Ces indicateurs de suivi proposés sont présentés dans un tableau, pour chaque objectif spécifique ayant une incidence probable sur l'environnement.

L'expérience tirée du passé montre qu'il est important de ne pas proposer un système de suivi trop différent de celui existant pour le programme étudié. En effet, deux systèmes distincts rajoutent de la complexité de gestion et dans les faits, seul le système de suivi du programme est renseigné in fine.

Le principe du pollueur-payeur, aussi appelé principe du perturbateur fait supporter les frais résultant des mesures de prévention, de réduction et de lutte de la pollution à celui qui les a causés. Principe fondamental du droit de l'environnement, adopté par l'OCDE en 1972, par l'Union européenne via l'Acte unique européen signé en 1986, et par la France via l'article L110-1, II, 3° du code de l'environnement sera mis en œuvre sur le Programme FEDER FSE+ 21 27 de la Martinique.

Principaux groupes cibles — article 22, paragraphe 3, point d) iii), du RDC:

Les principaux groupes cibles de l'objectif spécifique 2.1 sont notamment

- Organismes publics

- Collectivités territoriales, leurs groupements et leurs opérateurs,
- Les bailleurs sociaux au sens de l'article R 323-1 du code de la construction, propriétaires des logements rénovés.
- Les collectivités territoriales (Communes, Départements, Région) et leurs groupements dans le cadre du soutien aux réhabilitations de haute performance énergétique des bâtiments publics
- Entreprises
- Les Sociétés publiques locales (SPL),
- Syndicats d'énergies,
- Associations
- Bénéficiaires individuels (logement privé individuel)
- Copropriétés

Mesures visant à garantir l'égalité, l'inclusion et la non-discrimination — article 22, paragraphe 3, point d) iv), du RDC et article 6 du règlement FSE+

L'égalité des chances, entre les sexes, la race ou l'origine ethnique, la religion ou les convictions, le handicap et l'âge ou l'orientation sexuelle sont des principes fondamentaux inscrits dans le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. Malgré les textes, cette égalité n'est pas observée de facto, en témoignent les données sur les différentes inégalités recensées en Martinique. Face à cette situation la collectivité territoriale de la Martinique œuvre pour limiter ces inégalités, en plaçant la garantie de l'égalité, l'inclusion et la non-discrimination comme une priorité transversale.

L'autorité de gestion, lors de la conception et mise en application du PO, veille à garantir une parfaite égalité, en prenant en compte les obstacles que peuvent rencontrer les bénéficiaires, pouvant générer des inégalités.

La prise en compte de ces principes se traduit de plusieurs manières, premièrement par l'intégration dans le contrat de convergence et de transformation de la Martinique (2019-2022), d'un objectif visant à promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes. Deuxièmement, l'autorité de gestion s'efforcera de mettre en place un ensemble de mesures, comme établir un diagnostic territorial mettant en lumière les principaux obstacles et voies d'amélioration vers l'égalité. Les différents programmes et projets qui seront planifiés à travers ce programme seront sources pour enrichir un diagnostic territorial fiable. Afin de garantir un suivi et évaluation sur ces objectifs, une attention particulière sera accordée aux indicateurs désagrégés par sexe, concernant les thèmes suivants (population-santé, travail-emploi, enseignement-éducation, revenus-salaires, conditions de vie-société). De plus, la collectivité s'engage à construire un réseau d'ambassadeurs et d'ambassadrices de l'égalité des chances, femmes/hommes, et de lutte contre toutes formes de discriminations.

Une approche spécifique pourra être développée, en proposant des actions ciblées

Indication des territoires spécifiques ciblés, y compris le recours prévu aux outils territoriaux — article 22, paragraphe 3, point d) v), du RDC

Tout le territoire martiniquais est concerné par les actions soutenues au titre de l’objectif spécifique 2.1 du FEDER.

Actions interrégionales, transfrontières et transnationales — article 22, paragraphe 3, point d) vi), du RDC

Tout le territoire martiniquais est concerné par les actions soutenues au titre de l’objectif spécifique 2.1 du FEDER.

Utilisation prévue d’instruments financiers — article 22, paragraphe 3, point d) vii), du RDC

Pas d’intervention d’instrument financier prévu au titre de l’OS 2.1.

2.1.1.1.2. Indicateurs

Référence: article 22, paragraphe 3, point d) ii), du RDC et article 8 du règlement FEDER et FC

Tableau 2: Indicateurs de réalisation

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur intermédiaire (2024)	Valeur cible (2029)
3	RSO2.1	FEDER	En transition	RCO01	Entreprises bénéficiant d’un soutien (dont: micro, petites, moyennes, grandes)	entreprises	15,00	13,00
3	RSO2.1	FEDER	En transition	RCO02	Entreprises soutenues au moyen de subventions	entreprises	5,00	7,00
3	RSO2.1	FEDER	En transition	RCO03	Entreprises soutenues au moyen d’instruments financiers	entreprises	0,00	6,00

3	RSO2.1	FEDER	En transition	RCO04	Entreprises bénéficiant d'un soutien non financier	entreprises	5,00	9,00
3	RSO2.1	FEDER	En transition	RCO19	Bâtiments publics dont la performance énergétique a été améliorée	mètres carrés	5,00	1 803,00
3	RSO2.1	FEDER	En transition	Rspé08	Logements bénéficiant d'un soutien pour l'amélioration de la performance énergétique	Nombre de logements	150,00	14 259,00

Référence: article 22, paragraphe 3, point d) ii), du RDC

Tableau 3: Indicateurs de résultat

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur de base ou de référence	Année de référence	Valeur cible (2029)	Source des données	Commentaires
3	RSO2.1	FEDER	En transition	RCR26	Consommation annuelle d'énergie primaire (dont: logements abordables et durables, bâtiments publics, entreprises, autres)	MWh/an	12 665 743,00	2025-2029	3 565 273,00	Donnée renseignée par le porteur de projet et validée par le gestionnaire.	Avec la réduction de la maquette FEDER de 23 M€ à 18 M€ et une augmentation du taux d'intervention de 54% à 71%, la valeur cible de l'indicateur passe de 10 000 000 à environ 5 951 000 kWh/an, en maintenant un coût moyen constant par kWh économisé
3	RSO2.1	FEDER	En transition	RCR29	Émissions estimées de gaz à effet de serre	tonnes CO2(e)/an	8,40	2025-2029	0,70	OTTEE	Avec une réduction de la maquette FEDER de 23 M€ à 18 M€ et une augmentation du taux d'intervention de 54% à 71%, la valeur cible passe de 3,2 à environ 1,9 tonnes équivalent CO ₂ /an, en maintenant un coût moyen constant par tonne de CO ₂ évitée

2.1.1.1.3. Ventilation indicative des ressources programmées (UE) par type d'intervention

Référence: article 22, paragraphe 3, point d) viii), du RDC

Tableau 4: Dimension 1 — Domaine d'intervention

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
----------	---------------------	-------	---------------------	------	------------------

3	RSO2.1	FEDER	En transition	038. Efficacité énergétique et projets de démonstration dans les PME et mesures de soutien	2 228 631,00
3	RSO2.1	FEDER	En transition	041. Rénovation en vue d’accroître l’efficacité énergétique du parc de logements existant, projets de démonstration et mesures de soutien	6 020 739,00
3	RSO2.1	FEDER	En transition	044. Rénovation ou mesures d’efficacité énergétique dans les infrastructures publiques, projets de démonstration et mesures de soutien	7 520 739,00
3	RSO2.1	Total			15 770 109,00

Tableau 5: Dimension 2 — Forme de financement

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
3	RSO2.1	FEDER	En transition	01. Subvention	15 770 109,00
3	RSO2.1	Total			15 770 109,00

Tableau 6: Dimension 3 — Mécanisme d’application territorial et approche territoriale

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
3	RSO2.1	FEDER	En transition	33. Autres approches — Pas de ciblage géographique	15 770 109,00
3	RSO2.1	Total			15 770 109,00

Tableau 7: Dimension 6 — Thèmes secondaires du FSE+

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
----------	---------------------	-------	---------------------	------	------------------

Tableau 8: Dimension 7 — Dimension «égalité entre les hommes et les femmes» du FSE+*, du FEDER, du Fonds de cohésion et du FTJ

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
3	RSO2.1	FEDER	En transition	03. Neutralité du point de vue de l’égalité entre les hommes et les femmes	15 770 109,00
3	RSO2.1	Total			15 770 109,00

* En principe, pourcentage de 40 % pour la contribution du FSE+ au suivi de l’égalité entre les hommes et les femmes. Un pourcentage de 100 % est d’application lorsqu’un État membre choisit de recourir à l’article 6 du règlement FSE+

2.1.1.1. Objectif spécifique: RSO2.2. Promouvoir les énergies renouvelables conformément à la directive (UE) 2018/2001 sur les sources d'énergie renouvelables [1], y compris les critères de durabilité qui y sont énoncés (FEDER)

2.1.1.1.1. Interventions des Fonds

Référence: article 22, paragraphe 3, points d) i), iii), iv), v), vi) et vii), du RDC

Types de mesures correspondants — article 22, paragraphe 3, point d) i), du RDC et article 6 du règlement FSE+:

Constats] Justification de l'intervention du FEDER :

La Loi de Transition Énergétique pour la Croissance Verte (LTECV) de 2015 a fixé aux territoires d'Outre-mer des objectifs ambitieux. L'objectif est d'atteindre 50% d'ENR dans leurs productions électriques locales et 100% à l'horizon 2030.

La faible part d'énergie renouvelables dans le mix énergétique est un axe de transition important, d'autant plus que la Martinique possède de nombreux atouts pour réussir durablement la conversion du mix énergétique vers une dominante des énergies renouvelables. Le potentiel des ressources renouvelables mobilisables, la stabilité de la consommation et le coût toujours plus élevé de la production électrique actuelle sont autant d'éléments qui permettent d'accélérer la dynamique en marche pour atteindre ses ambitions.

Du point de vue énergétique, l'énergie produite à partir de photovoltaïque et d'énergie produite à partir de déchets d'ordures ménagères sont les principales sources d'énergies renouvelables en Martinique.

[Résultats recherchés / changements attendus] : Défis et résultats attendus

La Martinique vise une forte augmentation de son parc photovoltaïque d'ici 2023 ainsi qu'un développement de la filière de production d'énergie à partir de la géothermie. La production de bio ressources et la valorisation thermique des déchets font également partie des filières pour lesquelles un développement est attendu pour concourir à la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique total et sécuriser l'approvisionnement électrique de l'île.

Les résultats attendus sont donc :

- Augmentation de la part dans le mix énergétique issu du photovoltaïque
- Augmentation de la part dans le mix énergétique issu de la géothermie

Un Fonds de prêts (structure de tiers payant) pour l'efficacité énergétique et la promotion de l'ENR sera déployé dont les seront d'accompagner :

- La Rénovation Energétique des logements privés (individuel et copropriété) et des bâtiments publics ;
- La Promotion, production, et Equipements en Energies renouvelables.

Les principales cibles d'investissement sont les suivantes :

- Bénéficiaires individuels (logement privé individuel) ;
- Copropriétés ;
- Collectivités locales ;
- TPE/PME ;
- ETI

Sous formes de prêts à taux préférentiels et d'assistance technique à destination des bénéficiaires (ingénierie, montage de projet).

L'investissement qui sera réalisé ne contribuera pas d'avantage à séparer / isoler ou maintenir la ségrégation éducative et spatiale des groupes marginalisés y compris les minorités, les personnes en situation de handicap, les personnes issues de l'immigration.

Les types d'actions ont été évalués comme compatibles avec le principe consistant à ne pas causer de préjudice important, dit DNSH, car ils ne devraient pas avoir d'impact négatif significatif sur l'environnement en raison de leur nature.

L'objectif spécifique 2.2 vise :

- **Développer les projets d'énergie solaire**
 - o Installation de générateurs photovoltaïques
 - o Pose de panneaux solaires et travaux immatériels associés
 - o Etudes de développement et travaux prospectifs relatifs à la mise en œuvre d'installations
 - o Etudes de dimensionnement, de gisement, de potentiel, de faisabilité technique et économique
 - o Actions de communication et de sensibilisation par les institutionnels

Ces projets s'inscriront dans le cadre de la stratégie régionale pour le développement de l'Energie Solaire.

- **Développer des projets d'énergie marine** (dans le cadre du respect de la Directive Cadre « Stratégie pour le milieu marin »)
 - o Etudes de développement et travaux prospectifs relatifs à la mise en œuvre d'installations
 - o Etudes de dimensionnement, de gisement, de potentiel, de faisabilité technique et économique
 - o Actions de communication et de sensibilisation par les institutionnels

- **Développer d'autres types d'énergie renouvelable**
 - o Infrastructures et travaux immatériels associés au broyage de déchets verts
 - o Infrastructures et travaux immatériels associés pour la cogénération
 - o Infrastructures et travaux immatériels associés pour le développement de la géothermie
 - o Etudes de développement et travaux prospectifs relatifs à la mise en œuvre d'installations
 - o Etudes de dimensionnement, de gisement, de potentiel, de faisabilité technique et économique
 - o Actions de communication et de sensibilisation par les institutionnels

Cette typologie d'action a été jugée conforme par l'évaluation DNSH de fond (méthodologie nationale) + critère d'éco conditionnalité concernant les éoliennes

Critères environnementaux pour la sélection des projets :

Le système de suivi concerne principalement les incidences négatives probables non corrigées dans la dernière version du PO FEDER-FSE+.

L'objectif est d'identifier rapidement d'éventuelles incidences négatives imprévues et d'engager si nécessaire des actions correctives adéquates. Il s'agit également de suivre les incidences probables et non compensables, pour s'assurer que celles-ci ne soient pas plus importantes que prévu. Dans cette optique, le programme s'appuie pleinement sur les indicateurs de contexte et les indicateurs de suivi existants, en ciblant ceux permettant de suivre les incidences probables. Ces indicateurs de suivi proposés sont présentés dans un tableau, pour chaque objectif spécifique ayant une incidence probable sur l'environnement.

L'expérience tirée du passé montre qu'il est important de ne pas proposer un système de suivi trop différent de celui existant pour le programme étudié. En

effet, deux systèmes distincts rajoutent de la complexité de gestion et dans les faits, seul le système de suivi du programme est renseigné in fine.

Le principe du pollueur-payeur, aussi appelé principe du perturbateur fait supporter les frais résultant des mesures de prévention, de réduction et de lutte de la pollution à celui qui les a causés. Principe fondamental du droit de l'environnement, adopté par l'OCDE en 1972, par l'Union européenne via l'Acte unique européen signé en 1986, et par la France via l'article L110-1, II, 3° du code de l'environnement sera mis en œuvre sur le Programme FEDER FSE+ 21 27 de la Martinique.

Principaux groupes cibles — article 22, paragraphe 3, point d) iii), du RDC:

Les principaux groupes cibles de l'objectif spécifique 2.2 sont notamment :

- Les collectivités,
- Les entreprises,
- Les associations,
- Les établissements d'enseignement publics ou privés.
- Etablissements publics

Mesures visant à garantir l'égalité, l'inclusion et la non-discrimination — article 22, paragraphe 3, point d) iv), du RDC et article 6 du règlement FSE+

L'égalité des chances, entre les sexes, la race ou l'origine ethnique, la religion ou les convictions, le handicap et l'âge ou l'orientation sexuelle sont des principes fondamentaux inscrits dans le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. Malgré les textes, cette égalité n'est pas observée de facto, en témoignent les données sur les différentes inégalités recensées en Martinique. Face à cette situation la collectivité territoriale de la Martinique œuvre pour limiter ces inégalités, en plaçant la garantie de l'égalité, l'inclusion et la non-discrimination comme une priorité transversale.

L'autorité de gestion, lors de la conception et mise en application du PO, veille à garantir une parfaite égalité, en prenant en compte les obstacles que peuvent rencontrer les bénéficiaires, pouvant générer des inégalités.

La prise en compte de ces principes se traduit de plusieurs manières, premièrement par l'intégration dans le contrat de convergence et de transformation de la

Martinique (2019-2022), d'un objectif visant à promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes. Deuxièmement, l'autorité de gestion s'efforcera de mettre en place un ensemble de mesures, comme établir un diagnostic territorial mettant en lumière les principaux obstacles et voies d'amélioration vers l'égalité. Les différents programmes et projets qui seront planifiés à travers ce Programme seront sources pour enrichir un diagnostic territorial fiable. Afin de garantir un suivi et évaluation sur ces objectifs, une attention particulière sera accordée aux indicateurs désagrégés par sexe, concernant les thèmes suivants (population-santé, travail-emploi, enseignement-éducation, revenus-salaires, conditions de vie-société). De plus, la collectivité s'engage à construire un réseau d'ambassadeurs et d'ambassadrices de l'égalité des chances, femmes/hommes, et de lutte contre toutes formes de discriminations.

Une approche spécifique pourra être développée, en proposant des actions ciblées

Indication des territoires spécifiques ciblés, y compris le recours prévu aux outils territoriaux — article 22, paragraphe 3, point d) v), du RDC

Tout le territoire martiniquais est concerné par les actions soutenues au titre de l'objectif spécifique 2.2 du FEDER.

Actions interrégionales, transfrontières et transnationales — article 22, paragraphe 3, point d) vi), du RDC

Les actions cofinancées dans le cadre du Programme régional s'inscriront en articulation et complémentarité avec les actions cofinancées dans le cadre des programmes INTERREG et des axes interrégionaux. Les projets répondant à des besoins partagés à l'échelle interrégionale pourront être éligibles aux financements FEDER régionaux spécifiquement en matière d'adaptation au changement climatique.

Contribution attendue à la réalisation des objectifs de la stratégie de l'Union européenne:

- Actions de coopération visant à échanger sur les expériences et à capitaliser sur les bonnes pratiques à l'échelle de l'espace caribéen
- Actions de production de connaissances et d'expérimentation dans le champ des ENR et de l'amélioration de l'efficacité énergétique
- Actions d'accompagnement à la mise en place des cadres législatifs et réglementaires

Utilisation prévue d'instruments financiers — article 22, paragraphe 3, point d) vii), du RDC

Pas Pas d'intervention via un instrument financier. Les interventions se concentreront pour cette OS sur des subventions.

2.1.1.1.2. Indicateurs

Référence: article 22, paragraphe 3, point d) ii), du RDC et article 8 du règlement FEDER et FC

Tableau 2: Indicateurs de réalisation

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur intermédiaire (2024)	Valeur cible (2029)
3	RSO2.2	FEDER	En transition	RCO22	Capacité supplémentaire de production d'énergie à partir de sources renouvelables (dont: électricité, chaleur)	MW	4,14	5,60

Référence: article 22, paragraphe 3, point d) ii), du RDC

Tableau 3: Indicateurs de résultat

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur de base ou de référence	Année de référence	Valeur cible (2029)	Source des données	Commentaires
3	RSO2.2	FEDER	En transition	RCR29	Émissions estimées de gaz à effet de serre	tonnes CO2(e)/an	5,25	2021-2029	10,20	Observatoire de l'Energie	
3	RSO2.2	FEDER	En transition	RCR32	Capacité opérationnelle supplémentaire installée pour l'énergie renouvelable	MW	0,00	2025-2029	14,00	Observatoire de l'Energie	En 2021 il y avait 79.84 MW de capacité pour l'énergie photovoltaïque (source EClid)

2.1.1.1.3. Ventilation indicative des ressources programmées (UE) par type d'intervention

Référence: article 22, paragraphe 3, point d) viii), du RDC

Tableau 4: Dimension 1 — Domaine d'intervention

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
----------	---------------------	-------	---------------------	------	------------------

3	RSO2.2	FEDER	En transition	048. Énergies renouvelables: énergie solaire	5 698 565,00
3	RSO2.2	FEDER	En transition	051. Énergies renouvelables: énergie marine	2 784 689,00
3	RSO2.2	FEDER	En transition	052. Autres types d'énergies renouvelables (y compris l'énergie géothermique)	2 784 689,00
3	RSO2.2	Total			11 267 943,00

Tableau 5: Dimension 2 — Forme de financement

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
3	RSO2.2	FEDER	En transition	01. Subvention	6 267 943,00
3	RSO2.2	FEDER	En transition	03. Soutien au moyen d'instruments financiers: prêt	5 000 000,00
3	RSO2.2	Total			11 267 943,00

Tableau 6: Dimension 3 — Mécanisme d'application territorial et approche territoriale

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
3	RSO2.2	FEDER	En transition	33. Autres approches — Pas de ciblage géographique	11 267 943,00
3	RSO2.2	Total			11 267 943,00

Tableau 7: Dimension 6 — Thèmes secondaires du FSE+

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
----------	---------------------	-------	---------------------	------	------------------

Tableau 8: Dimension 7 — Dimension «égalité entre les hommes et les femmes» du FSE+*, du FEDER, du Fonds de cohésion et du FTJ

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
3	RSO2.2	FEDER	En transition	03. Neutralité du point de vue de l'égalité entre les hommes et les femmes	11 267 943,00
3	RSO2.2	Total			11 267 943,00

* En principe, pourcentage de 40 % pour la contribution du FSE+ au suivi de l'égalité entre les hommes et les femmes. Un pourcentage de 100 % est d'application lorsqu'un État membre choisit de recourir à l'article 6 du règlement FSE+

2.1.1.1. Objectif spécifique: RSO2.3. Développer des systèmes, réseaux et équipements de stockage énergétiques intelligents en dehors du RTE-E (FEDER)

2.1.1.1.1. Interventions des Fonds

Référence: article 22, paragraphe 3, points d) i), iii), iv), v), vi) et vii), du RDC

Types de mesures correspondants — article 22, paragraphe 3, point d) i), du RDC et article 6 du règlement FSE+:

[Constats] Justification de l'intervention du FEDER :

Le système électrique martiniquais doit continuer de répondre aux enjeux de stabilité permettant une insertion accrue des EnR. Différentes solutions de stockage sont à mettre en place afin d'accompagner le développement des ENR intermittentes.

De plus, la mise en œuvre de cet objectif spécifique est complémentaire au PNRR, notamment sur le volet de la rénovation.

[Résultats recherchés / changements attendus] : Défis et résultats attendus

L'enjeu principal afin de sécuriser l'approvisionnement en électricité dans un contexte de développement de la production des énergies renouvelables. Il est attendu de développer:

- les réseaux, le stockage et la transformation des énergies et le pilotage de la demande.
- Les réseaux intelligents (smart grids) et les villes connectées (Smart Cities)

L'investissement qui sera réalisé ne contribuera pas d'avantage à séparer / isoler ou maintenir la ségrégation éducative et spatiale des groupes marginalisés y compris les minorités, les personnes en situation de handicap, les personnes issues de l'immigration.

L'objectif spécifique 2.3 vise à :

- Assurer l'adaptation des systèmes de stockage
 - o Réseau électrique pour le raccordement des ENR sur les lieux de gisement
 - o Réseau fermé de distribution de la zone portuaire

- o Dispositifs de stockage centralisés

Ces actions seront soutenues au **titre du DI 053 « Systèmes intelligents de distribution d'énergie basse et moyenne tension (y compris les réseaux et les systèmes TIC intelligents) et les systèmes de stockage associés »**.

Les types d'actions ont été évalués comme compatibles avec le principe consistant à ne pas causer de préjudice important, dit DNSH, car ils ne devraient pas avoir d'impact négatif significatif sur l'environnement en raison de leur nature.

Les financements prendront la forme de subventions dans le cadre de cet objectif spécifique.

L'articulation FEDER – PRNN dépendra des critères suivants :

Articulation selon 4 critères :

- Critère de temporalité : Si le projet à financer est prévue en livraison au plus tard en 2023, France Relance accompagnera le projet.
- Critère thématique : Les thèmes non financés par le FEDER FSE+ 21 27 mis sur le FRR
- Critère territorial le FRR peut intervenir sur les investissements lourds en zone urbaine (Fort de France Centre) ; le rural étant bien doté de par son importance en Martinique
- Critère bénéficiaire : Un projet porté par l'Etat sera prioritairement fléché sur France Relance
- En cas de difficulté de choix malgré les critères précédents, un examen dossier par dossier par les instructeurs FEDER FSE+ ; quand le financement provient de l'Etat un point de contrôle sera effectué auprès des services de l'Etat afin de garantir le non financement FRR.

Critères environnementaux pour la sélection des projets :

Le système de suivi concerne principalement les incidences négatives probables non corrigées dans la dernière version du PO FEDER-FSE+.

L'objectif est d'identifier rapidement d'éventuelles incidences négatives imprévues et d'engager si nécessaire des actions correctives adéquates. Il s'agit également de suivre les incidences probables et non compensables, pour s'assurer que celles-ci ne soient pas plus importantes que prévu. Dans cette optique, le programme s'appuie pleinement sur les indicateurs de contexte et les indicateurs de suivi existants, en ciblant ceux permettant de suivre les incidences probables. Ces indicateurs de suivi proposés sont présentés dans un tableau, pour chaque objectif spécifique ayant une incidence probable sur l'environnement.

L'expérience tirée du passé montre qu'il est important de ne pas proposer un système de suivi trop différent de celui existant pour le programme étudié. En effet, deux systèmes distincts rajoutent de la complexité de gestion et dans les faits, seul le système de suivi du programme est renseigné in fine.

Le principe du pollueur-payeur, aussi appelé principe du perturbateur fait supporter les frais résultant des mesures de prévention, de réduction et de lutte de la pollution à celui qui les a causés. Principe fondamental du droit de l'environnement, adopté par l'OCDE en 1972, par l'Union européenne via l'Acte unique européen signé en 1986, et par la France via l'article L110-1, II, 3° du code de l'environnement sera mis en œuvre sur le Programme FEDER FSE+ 21 27 de la Martinique.

Principaux groupes cibles — article 22, paragraphe 3, point d) iii), du RDC:

Les principaux groupes cibles de l'objectif spécifique 2.3 sont notamment :

- Les collectivités,
- Les entreprises,
- Etablissements publics,

Mesures visant à garantir l'égalité, l'inclusion et la non-discrimination — article 22, paragraphe 3, point d) iv), du RDC et article 6 du règlement FSE+

L'égalité des chances, entre les sexes, la race ou l'origine ethnique, la religion ou les convictions, le handicap et l'âge ou l'orientation sexuelle sont des principes fondamentaux inscrits dans le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. Malgré les textes, cette égalité n'est pas observée de facto, en témoignent les données sur les différentes inégalités recensées en Martinique. Face à cette situation la collectivité territoriale de la Martinique œuvre pour limiter ces inégalités, en plaçant la garantie de l'égalité, l'inclusion et la non-discrimination comme une priorité transversale.

L'autorité de gestion, lors de la conception et mise en application du PO, veille à garantir une parfaite égalité, en prenant en compte les obstacles que peuvent rencontrer les bénéficiaires, pouvant générer des inégalités.

La prise en compte de ces principes se traduit de plusieurs manières, premièrement par l'intégration dans le contrat de convergence et de transformation de la

Martinique (2019-2022), d'un objectif visant à promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes. Deuxièmement, l'autorité de gestion s'efforcera de mettre en place un ensemble de mesures, comme établir un diagnostic territorial mettant en lumière les principaux obstacles et voies d'amélioration vers l'égalité. Les différents programmes et projets qui seront planifiés à travers ce Programme seront sources pour enrichir un diagnostic territorial fiable. Afin de garantir un suivi et évaluation sur ces objectifs, une attention particulière sera accordée aux indicateurs désagrégés par sexe, concernant les thèmes suivants (population-santé, travail-emploi, enseignement-éducation, revenus-salaires, conditions de vie-société). De plus, la collectivité s'engage à construire un réseau d'ambassadeurs et d'ambassadrices de l'égalité des chances, femmes/hommes, et de lutte contre toutes formes de discriminations.

Une approche spécifique pourra être développée, en proposant des actions ciblées

Indication des territoires spécifiques ciblés, y compris le recours prévu aux outils territoriaux — article 22, paragraphe 3, point d) v), du RDC

Tout le territoire martiniquais est concerné par les actions soutenues au titre de l'objectif spécifique 2.3 du FEDER.

Actions interrégionales, transfrontières et transnationales — article 22, paragraphe 3, point d) vi), du RDC

Les actions cofinancées dans le cadre du Programme régional s'inscriront en articulation et complémentarité avec les actions cofinancées dans le cadre des programmes INTERREG et des axes interrégionaux. Les projets répondant à des besoins partagés à l'échelle interrégionale pourront être éligibles aux financements FEDER régionaux spécifiquement en matière d'adaptation au changement climatique.

Contribution attendue à la réalisation des objectifs de la stratégie de l'Union européenne:

- Actions de coopération visant à échanger sur les expériences et à capitaliser sur les bonnes pratiques à l'échelle de l'espace caribéen et à l'échelle européenne avec les RUP notamment.
- Actions de production de connaissances et d'expérimentation dans le champ des ENR et de l'amélioration de l'efficacité énergétique
- Actions d'accompagnement à la mise en place des cadres législatifs et réglementaires

Utilisation prévue d'instruments financiers — article 22, paragraphe 3, point d) vii), du RDC

L'enjeu principal pour suivi par l'OS est de sécuriser l'approvisionnement en électricité dans un contexte de développement de la production des énergies renouvelables. Il est recherché le développement des réseaux, le stockage et la transformation des énergies et le pilotage de la demande, mais également le développement des réseaux intelligents (smart grids) et les villes connectées (Smart Cities).

Compte-tenu de la nature des projets le recours à des instruments financiers ne s'avèrent pas pertinents et adaptés pour le territoire de la Martinique. Aussi, les projets seront soutenus via des interventions en mode subvention.

2.1.1.1.2. Indicateurs

Référence: article 22, paragraphe 3, point d) ii), du RDC et article 8 du règlement FEDER et FC

Tableau 2: Indicateurs de réalisation

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur intermédiaire (2024)	Valeur cible (2029)
3	RSO2.3	FEDER	En transition	RCO23	Systèmes numériques de gestion pour les systèmes énergétiques intelligents	composantes du système	363,00	147,00

Référence: article 22, paragraphe 3, point d) ii), du RDC

Tableau 3: Indicateurs de résultat

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur de base ou de référence	Année de référence	Valeur cible (2029)	Source des données	Commentaires
3	RSO2.3	FEDER	En transition	RCR34	Lancement de projets en matière de systèmes énergétiques intelligents	projets	0,00	2025-2029	147,00	Donnée renseignée par le gestionnaire	

2.1.1.1.3. Ventilation indicative des ressources programmées (UE) par type d'intervention

Référence: article 22, paragraphe 3, point d) viii), du RDC

Tableau 4: Dimension 1 — Domaine d'intervention

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
3	RSO2.3	FEDER	En transition	053. Systèmes énergétiques intelligents (y compris les réseaux et les systèmes TIC intelligents) et les systèmes de stockage associés	1 698 565,00
3	RSO2.3	Total			1 698 565,00

Tableau 5: Dimension 2 — Forme de financement

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
3	RSO2.3	FEDER	En transition	01. Subvention	1 698 565,00
3	RSO2.3	Total			1 698 565,00

Tableau 6: Dimension 3 — Mécanisme d'application territorial et approche territoriale

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
3	RSO2.3	FEDER	En transition	33. Autres approches — Pas de ciblage géographique	1 698 565,00
3	RSO2.3	Total			1 698 565,00

Tableau 7: Dimension 6 — Thèmes secondaires du FSE+

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
----------	---------------------	-------	---------------------	------	------------------

Tableau 8: Dimension 7 — Dimension «égalité entre les hommes et les femmes» du FSE+*, du FEDER, du Fonds de cohésion et du FTJ

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
3	RSO2.3	FEDER	En transition	03. Neutralité du point de vue de l'égalité entre les hommes et les femmes	1 698 565,00
3	RSO2.3	Total			1 698 565,00

* En principe, pourcentage de 40 % pour la contribution du FSE+ au suivi de l'égalité entre les hommes et les femmes. Un pourcentage de 100 % est d'application lorsqu'un État membre choisit de recourir à l'article 6 du règlement FSE+

2.1.1.1. Objectif spécifique: RSO2.4. Favoriser l'adaptation au changement climatique, la prévention des risques de catastrophe et la résilience, en tenant compte des approches fondées sur les écosystèmes (FEDER)

2.1.1.1.1. Interventions des Fonds

Référence: article 22, paragraphe 3, points d) i), iii), iv), v), vi) et vii), du RDC

Types de mesures correspondants — article 22, paragraphe 3, point d) i), du RDC et article 6 du règlement FSE+:

[Constats] Justification de l'intervention du FEDER :

La résilience face aux catastrophes naturelles est et sera un défi majeur pour la Martinique, car son exposition aux différents risques naturels et aux changements climatiques, mais aussi aux risques sanitaires, aux risques technologiques impose de maintenir des actions visant à protéger et à sécuriser la population martiniquaise. Cette forte exposition est également un appel à renforcer les compétences et améliorer la connaissance permettant une meilleure gestion des risques. Les effets du changement climatique risquent d'accentuer la vulnérabilité environnementale du territoire martiniquais et d'aggraver le niveau actuel de plusieurs aléas. L'insularité, l'éloignement, la fragilité du bâti et des réseaux sont autant de facteurs de vulnérabilité du territoire.

Ces facteurs sont donc le moteur de la mise en place d'actions de renforcement des compétences des acteurs exerçant dans la protection de la population de la Martinique et imposent une connaissance des fondamentaux de protection civile.

Une veille technologique déjà en place doit être constamment alimentée afin de permettre au territoire de disposer des dernières innovations dédiées à préserver le territoire des risques en général.

Le renforcement des compétences se fera également via voie d'échanges avec les territoires de la Caraïbe qui disposent des mêmes particularités.

Cette démarche devra s'inscrire dans une logique de coopération régionale, de partage et d'échanges avec les pays de la Caraïbe.

L'investissement qui sera réalisé ne contribuera pas d'avantage à séparer / isoler ou maintenir la ségrégation éducative et spatiale des groupes marginalisés y compris les minorités, les personnes en situation de handicap, les personnes issues de l'immigration.

[Résultats recherchés / changements attendus] : Défis et résultats attendus

Les actions soutenues dans le cadre de l'objectif spécifique 2.4 devront permettre de :

- Accroître la résilience du territoire aux différentes natures de risques et au changement climatique.
- Construire une dynamique territoriale locale, nationale, caribéenne, européenne permettant d'accroître les dotations matérielles d'intervention et de secours et de construire une dynamique de continuité territoriale post catastrophes.

Le résultat attendu étant de faire du risque un moteur du développement territorial.

L'objectif spécifique 2.4 vise à :

- Accroître la résilience du territoire face au risque inondation, compte tenu de la Directive 2007/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 relative à l'évaluation et à la gestion des risques d'inondations et, le cas échéant, intégrer une approche fondée sur la nature.
 - o Travaux de protection des routes et bâtiments contre les glissements de terrain et les éboulis
 - o Travaux d'aménagements routiers pour limiter l'exposition aux risques notamment par limitation de l'imperméabilisation des sols, des ouvrages de stockage ou d'infiltration in situ, y compris les études préalables
 - o Travaux de mise hors d'eau des infrastructures, y compris les études préalables
 - o Etudes et travaux portées par les Collectivités compétentes dans le cadre de la GEMAPI
 - o Etudes et conseil pour la réalisation des travaux de protection
 - o Accompagnement du Plan Séisme Antilles
 - o Travaux et études pour la protection contre la submersion marine et l'érosion côtière – PAPI (Programme d'actions et de prévention contre les inondations).

Ces actions seront soutenues **au titre du DI 058 : « Mesures d'adaptation au changement climatique et prévention et gestion des risques liés au climat: inondations et glissements de terrain (y compris sensibilisation, systèmes de protection civile et de gestion des catastrophes, infrastructures et approches fondées sur les écosystèmes) »**

- **Développer des opportunités de développement à partir des algues sargasses**
 - o Travaux liés à la gestion des sargasses (ramassage, entreposage collecte maritime)
 - o Etudes et conseil pour la réalisation des travaux
 - o Travaux d'investissement pour un dispositif de surveillance de la qualité de l'air vis-à-vis des émanations de gaz toxiques
 - o Financement d'actions visant à compenser les coûts de fonctionnement : de collecte (maritime, terrestre, manuelle, de transport jusqu'au lieu

de stockage et de traitement.

- o Financement de la maintenance d'un dispositif de barrages, associés à une solution de collecte maritime ainsi que les opérations post-récolte
- o Financement de la supervision des chantiers (prestation externe) et l'exploitation des données sur la prédiction.

Ces actions seront soutenues au **titre du DI 060 « Mesures d'adaptation au changement climatique et prévention et gestion des risques liés au climat: autres, comme les tempêtes et les sécheresses (y compris sensibilisation, systèmes de protection civile et de gestion des catastrophes, infrastructures et approches fondées sur les écosystèmes) »**

- **Développer une expertise face au risque sismique**

- o Mise aux normes para-sismiques des bâtiments et des établissements scolaires
- o Etudes et conseil pour la réalisation des travaux de mise au norme
- o Actions de sensibilisation de la population aux risques, formation de la population aux premiers secours
- o Soutenir le PSA Plan Séismes Antilles.

Les opérations financées sont exclusivement celles inscrites sur le PSA en étroite concertation avec la DEAL. Ces opérations seront principalement cofinancées avec l'Etat.

- **Renforcer les compétences sur les autres risques**

- o Etudes et conseils pour le risque sanitaire
- o Etudes et conseils pour le risque technologique

Ces actions seront soutenues au **titre du DI 061 « Prévention des risques et gestion des risques naturels non climatiques (par exemple, tremblements de terre) et des risques liés aux activités humaines (par exemple, accidents technologiques), y compris sensibilisation, systèmes de protection civile et de gestion des catastrophes, infrastructures et approches fondées sur les écosystèmes »**

Les types d'actions ont été évalués comme compatibles avec le principe consistant à ne pas causer de préjudice important, dit DNSH, car ils ne devraient pas avoir d'impact négatif significatif sur l'environnement en raison de leur nature.

Les financements prendront la forme de subventions dans le cadre de cet objectif spécifique.

Critères environnementaux pour la sélection des projets :

Le système de suivi concerne principalement les incidences négatives probables non corrigées dans la dernière version du PO FEDER-FSE+.

L'objectif est d'identifier rapidement d'éventuelles incidences négatives imprévues et d'engager si nécessaire des actions correctives adéquates. Il s'agit également de suivre les incidences probables et non compensables, pour s'assurer que celles-ci ne soient pas plus importantes que prévu. Dans cette optique, le programme s'appuie pleinement sur les indicateurs de contexte et les indicateurs de suivi existants, en ciblant ceux permettant de suivre les incidences probables. Ces indicateurs de suivi proposés sont présentés dans un tableau, pour chaque objectif spécifique ayant une incidence probable sur l'environnement.

L'expérience tirée du passé montre qu'il est important de ne pas proposer un système de suivi trop différent de celui existant pour le programme étudié. En effet, deux systèmes distincts rajoutent de la complexité de gestion et dans les faits, seul le système de suivi du programme est renseigné in fine.

Le principe du pollueur-payeur, aussi appelé principe du perturbateur fait supporter les frais résultant des mesures de prévention, de réduction et de lutte de la pollution à celui qui les a causés. Principe fondamental du droit de l'environnement, adopté par l'OCDE en 1972, par l'Union européenne via l'Acte unique européen signé en 1986, et par la France via l'article L110-1, II, 3° du code de l'environnement sera mis en œuvre sur le Programme FEDER FSE+ 21 27 de la Martinique.

Principaux groupes cibles — article 22, paragraphe 3, point d) iii), du RDC:

Les principaux groupes cibles de l'objectif spécifique 2.4 sont notamment :

- Les structures compétentes en matière de planification, d'aménagement, de développement local et d'animation territoriale : collectivités, groupements de collectivités (EPCI, EPL, syndicats de collectivités...), syndicats mixtes, autres établissements publics, SEM, GIP, associations ;
- Les propriétaires et/ou gestionnaires des ouvrages et biens supports des activités à relocaliser : entreprises privées, collectivités, groupements de collectivités, syndicats mixtes, autres établissements publics, SEM, GIP, associations.
- Les structures intermédiaires qui agissent sur l'éducation, la sensibilisation et l'information, têtes de réseau des acteurs de l'éducation au développement durable

Mesures visant à garantir l'égalité, l'inclusion et la non-discrimination — article 22, paragraphe 3, point d) iv), du RDC et article 6 du règlement FSE+

L'égalité des chances, entre les sexes, la race ou l'origine ethnique, la religion ou les convictions, le handicap et l'âge ou l'orientation sexuelle sont des principes fondamentaux inscrits dans le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. Malgré les textes, cette égalité n'est pas observée de facto, en témoignent les données sur les différentes inégalités recensées en Martinique. Face à cette situation la collectivité territoriale de la Martinique œuvre pour limiter ces inégalités, en plaçant la garantie de l'égalité, l'inclusion et la non-discrimination comme une priorité transversale.

L'autorité de gestion, lors de la conception et mise en application du PO, veille à garantir une parfaite égalité, en prenant en compte les obstacles que peuvent rencontrer les bénéficiaires, pouvant générer des inégalités.

La prise en compte de ces principes se traduit de plusieurs manières, premièrement par l'intégration dans le contrat de convergence et de transformation de la Martinique (2019-2022), d'un objectif visant à promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes. Deuxièmement, l'autorité de gestion s'efforcera de mettre en place un ensemble de mesures, comme établir un diagnostic territorial mettant en lumière les principaux obstacles et voies d'amélioration vers l'égalité. Les différents programmes et projets qui seront planifiés à travers ce Programme seront sources pour enrichir un diagnostic territorial fiable. Afin de garantir un suivi et évaluation sur ces objectifs, une attention particulière sera accordée aux indicateurs désagrégés par sexe, concernant les thèmes suivants (population-santé, travail-emploi, enseignement-éducation, revenus-salaires, conditions de vie-société). De plus, la collectivité s'engage à construire un réseau d'ambassadeurs et d'ambassadrices de l'égalité des chances, femmes/hommes, et de lutte contre toutes formes de discriminations.

Une approche spécifique pourra être développée, en proposant des actions ciblées

Indication des territoires spécifiques ciblés, y compris le recours prévu aux outils territoriaux — article 22, paragraphe 3, point d) v), du RDC

Tout le territoire martiniquais est concerné par les actions soutenues au titre de l'objectif spécifique 2.4 du FEDER.

Actions interrégionales, transfrontières et transnationales — article 22, paragraphe 3, point d) vi), du RDC

Les actions cofinancées dans le cadre du Programme régional s'inscriront en articulation et complémentarité avec les actions cofinancées dans le cadre des

programmes INTERREG et des axes interrégionaux. Les projets répondant à des besoins partagés à l'échelle interrégionale.

Contribution attendue à la réalisation des objectifs de la stratégie de l'Union européenne:

Utilisation prévue d'instruments financiers — article 22, paragraphe 3, point d) vii), du RDC

L'Objectif Spécifique vise à accroître la résilience du territoire aux différentes natures de risques et au changement climatique, construire une dynamique territoriale locale, nationale, caribéenne, européenne permettant d'accroître les dotations matérielles d'intervention et de secours et de construire une dynamique de continuité territoriale post catastrophes. Compte-tenu de la nature des projets le recours à des instruments financiers ne s'avèrent pas pertinents et adaptés pour le territoire de la Martinique. Aussi, les projets seront soutenus via des interventions en mode subvention.

2.1.1.1.2. Indicateurs

Référence: article 22, paragraphe 3, point d) ii), du RDC et article 8 du règlement FEDER et FC

Tableau 2: Indicateurs de réalisation

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur intermédiaire (2024)	Valeur cible (2029)
3	RSO2.4	FEDER	En transition	RCO24	Investissements dans des systèmes nouveaux ou réaménagés de surveillance, de préparation, d'alerte et de réaction contre les catastrophes naturelles	euros	50 000,00	351 354,00
3	RSO2.4	FEDER	En transition	RCO25	Ouvrages nouveaux ou renforcés de protection contre les inondations sur le littoral, les rives de cours d'eau et autour des lacs	km	0,50	2,00
3	RSO2.4	FEDER	En transition	RCO27	Stratégies nationales et infranationales en vue de l'adaptation au changement climatique	stratégies	0,00	1,00
3	RSO2.4	FEDER	En transition	RCO106	Ouvrages nouveaux ou renforcés de protection contre les glissements de terrain	hectares	50,00	123,00
3	RSO2.4	FEDER	En transition	RCO121	Zone couverte par des mesures de protection contre les catastrophes naturelles liées à des facteurs climatiques (autres que les inondations et les feux de friches)	hectares	1,00	3,00

Référence: article 22, paragraphe 3, point d) ii), du RDC

Tableau 3: Indicateurs de résultat

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur de base ou de référence	Année de référence	Valeur cible (2029)	Source des données	Commentaires
3	RSO2.4	FEDER	En transition	RCR35	Population bénéficiant de mesures de protection contre les inondations	personnes	0,00	2016-2029	12 957,00	Donnée renseignée par le porteur de projet et validée par le gestionnaire.	
3	RSO2.4	FEDER	En transition	RCR37	Population bénéficiant de mesures de protection contre les catastrophes naturelles liées à des facteurs climatiques (autres que les inondations et les feux de friches)	personnes	0,00	2019-2029	15 109,00	Donnée renseignée par le porteur de projet et validée par le gestionnaire.	

2.1.1.1.3. Ventilation indicative des ressources programmées (UE) par type d'intervention

Référence: article 22, paragraphe 3, point d) viii), du RDC

Tableau 4: Dimension 1 — Domaine d'intervention

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
3	RSO2.4	FEDER	Ultrapériphériques ou septentrionales à faible densité de population	058. Mesures d'adaptation au changement climatique et prévention et gestion des risques liés au climat: inondations et glissements de terrain (y compris sensibilisation, systèmes de protection civile et de gestion des catastrophes, infrastructures et approches fondées sur les écosystèmes)	11 375 599,00
3	RSO2.4	FEDER	Ultrapériphériques ou septentrionales à faible densité de population	060. Mesures d'adaptation au changement climatique et prévention et gestion des risques liés au climat: autres, comme les tempêtes et les sécheresses (y compris sensibilisation, systèmes de protection civile et de gestion des catastrophes, infrastructures et approches fondées sur les écosystèmes)	5 741 627,00
3	RSO2.4	FEDER	Ultrapériphériques ou septentrionales à faible densité de population	061. Prévention des risques et gestion des risques naturels non climatiques (par exemple, tremblements de terre) et des risques liés aux activités humaines (par exemple, accidents technologiques), y compris sensibilisation, systèmes de protection civile et de gestion des catastrophes, infrastructures et approches fondées sur les écosystèmes	23 229 665,00
3	RSO2.4	Total			40 346 891,00

Tableau 5: Dimension 2 — Forme de financement

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
3	RSO2.4	FEDER	Ultrapériphériques ou septentrionales à faible densité de population	01. Subvention	40 346 891,00
3	RSO2.4	Total			40 346 891,00

Tableau 6: Dimension 3 — Mécanisme d'application territorial et approche territoriale

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
3	RSO2.4	FEDER	Ultrapériphériques ou septentrionales à faible densité de population	33. Autres approches — Pas de ciblage géographique	40 346 891,00
3	RSO2.4	Total			40 346 891,00

Tableau 7: Dimension 6 — Thèmes secondaires du FSE+

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
----------	---------------------	-------	---------------------	------	------------------

Tableau 8: Dimension 7 — Dimension «égalité entre les hommes et les femmes» du FSE+*, du FEDER, du Fonds de cohésion et du FTJ

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
3	RSO2.4	FEDER	Ultrapériphériques ou septentrionales à faible densité de population	03. Neutralité du point de vue de l'égalité entre les hommes et les femmes	40 346 891,00
3	RSO2.4	Total			40 346 891,00

* En principe, pourcentage de 40 % pour la contribution du FSE+ au suivi de l'égalité entre les hommes et les femmes. Un pourcentage de 100 % est d'application lorsqu'un État membre choisit de recourir à l'article 6 du règlement FSE+

2.1.1.1. Objectif spécifique: RSO2.5. Favoriser un accès sûr à l'eau, une gestion durable de l'eau, y compris une gestion intégrée de l'eau, et la résilience dans le domaine de l'eau (FEDER)

2.1.1.1.1. Interventions des Fonds

Référence: article 22, paragraphe 3, points d) i), iii), iv), v), vi) et vii), du RDC

Types de mesures correspondants — article 22, paragraphe 3, point d) i), du RDC et article 6 du règlement FSE+:

[Constats] Justification de l'intervention du FEDER :

Pour répondre aux situations de crise causées par les événements climatiques extrêmes (sécheresse, cyclone...), le « plan eau DOM » se présente comme le principal cadre d'intervention pour les acteurs de l'eau. Ce plan mis en place en 2016 concerne la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique, La Réunion, Mayotte et Saint-Martin. Il vise à accompagner sur une durée de dix ans les collectivités compétentes dans l'amélioration du service rendu à leurs usagers en matière d'eau potable et d'assainissement. Il affiche plusieurs objectifs :

- Développer les capacités techniques et financières de ces services,
- Donner une priorité à l'amélioration des services d'eau et à l'entretien des installations d'assainissement,
- Développer des expertises (développement des réseaux, exploitation des eaux souterraines)
- Mieux intégrer ces politiques dans les stratégies d'aménagement du territoire.

Le FEDER sera mobilisé pour accompagner le Plan Eau Dom et soutenir la gestion de l'eau (conformément aux préconisations du SDAGE) en développant un accès aux services essentiels à tous dans le respect de l'environnement martiniquais.

Par ailleurs, les défis associés à la gestion de l'eau sont sources d'opportunité de développement avec la possibilité de créer des expertises, renforcement des compétences, amélioration de la connaissance, dans la logique d'une création d'une chaîne de valeur organisée sur le mode du développement durable.

Enfin, le programme s'appuiera et respectera la Directive-cadre sur l'eau et la Directive 2020/2184 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine.

L'investissement qui sera réalisé ne contribuera pas d'avantage à séparer / isoler ou maintenir la ségrégation éducative et spatiale des groupes marginalisés y

compris les minorités, les personnes en situation de handicap, les personnes issues de l'immigration.

[Résultats recherchés / changements attendus] : Défis et résultats attendus

Les actions qui seront soutenues au titre de l'objectifs spécifique 2.5 auront pour objectifs de :

- Réussir à concilier les usages humains et les besoins des milieux aquatiques notamment en développant les capacités techniques et financières des services d'eau potable.
- Optimiser les réseaux d'assainissement
- Reconquérir la qualité de l'eau et des milieux aquatiques.
- Améliorer la connaissance des réseaux : gestion patrimoniale

L'objectif spécifique 2.5 vise à :

- Soutenir la fourniture d'eau à la population
 - o Travaux de sécurisation des infrastructures de production et de distribution de l'eau
 - o Travaux d'interconnexion et de stockage, y compris les études préalables
 - o Etudes et travaux pour diversifier l'origine des ressources (eaux pluviales, eaux souterraines...) et pour la recherche de ressources alternatives et mise en adéquation des usages et des traitements (développer un réseau d'eau brute par exemple pour les processus industriels sans avoir à utiliser de l'eau potable)
 - o Communication, sensibilisation, accompagnement
 - o Elaboration de documents de planification (schéma directeur.)
 - o Actions pour renforcer la gouvernance

Ces actions seront soutenues au titre **du DI 063** « Fourniture d'eau destinée à la Consommation humaine conforme aux critères d'efficacité »

- **Mieux gérer l'eau et reconquérir la qualité de l'eau**
 - o Travaux et matériels pour améliorer la recherche de fuite

- o Travaux de renouvellement des réseaux dans un objectif d'amélioration de leur rendement, y compris les études préalables
- o Actions pour renforcer la gouvernance
- o Actions contribuant à l'amélioration de la gestion des services,
- o Elaboration de documents de planification (schémas directeurs)
- o Actions en vue de l'amélioration de la qualité des eaux portuaires, des zones de plaisance et de baignade, y compris les profils de baignade
- o Etudes et travaux pour la mise en place et la protection des périmètres de captage ;
- o Actions de communication, sensibilisation, accompagnement

Ces actions seront soutenues **au titre du DI 064 : « Gestion de l'eau et conservation des ressources en eau (y compris la gestion des bassins hydrographiques, les mesures spécifiques d'adaptation au changement climatique, la réutilisation, la réduction des fuites) ».**

- **Améliorer l'assainissement**

- o Réhabilitation et construction d'infrastructures publiques de collecte et de traitement des eaux usées, dans le cadre du réseau collectif d'assainissement, y compris les études préalables ;
- o Réhabilitation de dispositifs individuels d'assainissement sous maîtrise d'ouvrage publique ;
- o Financement de filières de gestion des sous-produits de traitement des eaux usées (collecte des matières de vidange notamment), y compris les études préalables
- o Actions de communication et de sensibilisation par les institutionnels

Ces actions seront soutenues au titre du **DI 066 : « Collecte et traitement des eaux usées Conformes aux critères d'efficacité énergétique »**

Les financements prendront la forme de subventions dans le cadre de cet objectif spécifique.

Les types d'actions ont été évalués comme compatibles avec le principe consistant à ne pas causer de préjudice important, dit DNSH, car ils ne devraient pas avoir d'impact négatif significatif sur l'environnement en raison de leur nature.

Critères environnementaux pour la sélection des projets :

Le système de suivi concerne principalement les incidences négatives probables non corrigées dans la dernière version du PO FEDER-FSE+.

L'objectif est d'identifier rapidement d'éventuelles incidences négatives imprévues et d'engager si nécessaire des actions correctives adéquates. Il s'agit également de suivre les incidences probables et non compensables, pour s'assurer que celles-ci ne soient pas plus importantes que prévu. Dans cette optique, le programme s'appuie pleinement sur les indicateurs de contexte et les indicateurs de suivi existants, en ciblant ceux permettant de suivre les incidences probables. Ces indicateurs de suivi proposés sont présentés dans un tableau, pour chaque objectif spécifique ayant une incidence probable sur l'environnement.

L'expérience tirée du passé montre qu'il est important de ne pas proposer un système de suivi trop différent de celui existant pour le programme étudié. En effet, deux systèmes distincts rajoutent de la complexité de gestion et dans les faits, seul le système de suivi du programme est renseigné in fine.

Le principe du pollueur-payeur, aussi appelé principe du perturbateur fait supporter les frais résultant des mesures de prévention, de réduction et de lutte de la pollution à celui qui les a causés. Principe fondamental du droit de l'environnement, adopté par l'OCDE en 1972, par l'Union européenne via l'Acte unique européen signé en 1986, et par la France via l'article L110-1, II, 3° du code de l'environnement sera mis en œuvre sur le Programme FEDER FSE+ 21 27 de la Martinique.

Principaux groupes cibles — article 22, paragraphe 3, point d) iii), du RDC:

Etablissements publics

Entreprises

Mesures visant à garantir l'égalité, l'inclusion et la non-discrimination — article 22, paragraphe 3, point d) iv), du RDC et article 6 du règlement FSE+

L'égalité des chances, entre les sexes, la race ou l'origine ethnique, la religion ou les convictions, le handicap et l'âge ou l'orientation sexuelle sont des principes fondamentaux inscrits dans le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. Malgré les textes, cette égalité n'est pas observée de facto, en témoignent les données sur les différentes inégalités recensées en Martinique. Face à cette situation la collectivité territoriale de la Martinique œuvre pour limiter ces inégalités, en plaçant la garantie de l'égalité, l'inclusion et la non-discrimination comme une priorité transversale.

L'autorité de gestion, lors de la conception et mise en application du PO, veille à garantir une parfaite égalité, en prenant en compte les obstacles que peuvent rencontrer les bénéficiaires, pouvant générer des inégalités.

La prise en compte de ces principes se traduit de plusieurs manières, premièrement par l'intégration dans le contrat de convergence et de transformation de la Martinique (2019-2022), d'un objectif visant à promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes. Deuxièmement, l'autorité de gestion s'efforcera de mettre en place un ensemble de mesures, comme établir un diagnostic territorial mettant en lumière les principaux obstacles et voies d'amélioration vers l'égalité. Les différents programmes et projets qui seront planifiés à travers ce Programme seront sources pour enrichir un diagnostic territorial fiable. Afin de garantir un suivi et évaluation sur ces objectifs, une attention particulière sera accordée aux indicateurs désagrégés par sexe, concernant les thèmes suivants (population-santé, travail-emploi, enseignement-éducation, revenus-salaires, conditions de vie-société). De plus, la collectivité s'engage à construire un réseau d'ambassadeurs et d'ambassadrices de l'égalité des chances, femmes/hommes, et de lutte contre toutes formes de discriminations.

Une approche spécifique pourra être développée, en proposant des actions ciblées

Indication des territoires spécifiques ciblés, y compris le recours prévu aux outils territoriaux — article 22, paragraphe 3, point d) v), du RDC

Tout le territoire martiniquais est concerné par les actions soutenues au titre de l'objectif spécifique 2.5 du FEDER.

Actions interrégionales, transfrontières et transnationales — article 22, paragraphe 3, point d) vi), du RDC

Sans objet

Utilisation prévue d'instruments financiers — article 22, paragraphe 3, point d) vii), du RDC

L'Objectif Spécifique sera mobilisé pour accompagner le Plan Eau Dom et soutenir la gestion de l'eau (conformément aux préconisations du SDAGE) en développant un accès aux services essentiels à tous dans le respect de l'environnement martiniquais. Compte-tenu de la nature des projets le recours à des instruments financiers ne s'avèrent pas pertinents et adaptés pour le territoire de la Martinique. Aussi, les projets seront soutenus via des interventions en mode subvention.

2.1.1.1.2. Indicateurs

Référence: article 22, paragraphe 3, point d) ii), du RDC et article 8 du règlement FEDER et FC

Tableau 2: Indicateurs de réalisation

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur intermédiaire (2024)	Valeur cible (2029)
3	RSO2.5	FEDER	En transition	RCO30	Longueur des conduites nouvelles ou réaménagées pour les systèmes de distribution pour l’approvisionnement public en eau	km	2,00	150,00
3	RSO2.5	FEDER	En transition	RCO31	Longueur des conduites nouvelles ou réaménagées pour le réseau public de collecte des eaux résiduaires	km	3,00	150,00

Référence: article 22, paragraphe 3, point d) ii), du RDC

Tableau 3: Indicateurs de résultat

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur de base ou de référence	Année de référence	Valeur cible (2029)	Source des données	Commentaires
3	RSO2.5	FEDER	En transition	RCR41	Population raccordée à des installations améliorées d’alimentation publique en eau	personnes	0,00	2019-2029	87 262,00	Les données peuvent être fournies également par l'observatoire de l'eau	
3	RSO2.5	FEDER	En transition	RCR42	Population raccordée au moins à des installations publiques de traitement secondaire des eaux résiduaires	personnes	0,00	2022-2029	187 518,00	Les données peuvent être fournies également par l'observatoire de l'eau	
3	RSO2.5	FEDER	En transition	RCR43	Pertes d’eau dans les systèmes de distribution pour l’approvisionnement public en eau	mètres cubes par an	16 500 000,00	2020-2029	10 000 000,00	Les données peuvent être fournies également par l'observatoire de l'eau	

2.1.1.1.3. Ventilation indicative des ressources programmées (UE) par type d’intervention

Référence: article 22, paragraphe 3, point d) viii), du RDC

Tableau 4: Dimension 1 — Domaine d’intervention

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
3	RSO2.5	FEDER	En transition	063. Fourniture d'eau destinée à la consommation humaine (infrastructure d'extraction, de traitement, de stockage et de distribution, mesures pour une utilisation rationnelle, approvisionnement en eau potable) conformes aux critères d'efficacité énergétique	12 440 191,00
3	RSO2.5	FEDER	En transition	064. Gestion de l'eau et conservation des ressources en eau (y compris la gestion des bassins hydrographiques, les mesures spécifiques d'adaptation au changement climatique, la réutilisation, la réduction des fuites)	4 784 689,00
3	RSO2.5	FEDER	En transition	066. Collecte et traitement des eaux usées conformes aux critères d'efficacité énergétique	8 612 440,00
3	RSO2.5	Total			25 837 320,00

Tableau 5: Dimension 2 — Forme de financement

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
3	RSO2.5	FEDER	En transition	01. Subvention	25 837 320,00
3	RSO2.5	Total			25 837 320,00

Tableau 6: Dimension 3 — Mécanisme d'application territorial et approche territoriale

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
3	RSO2.5	FEDER	En transition	33. Autres approches — Pas de ciblage géographique	25 837 320,00
3	RSO2.5	Total			25 837 320,00

Tableau 7: Dimension 6 — Thèmes secondaires du FSE+

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
----------	---------------------	-------	---------------------	------	------------------

Tableau 8: Dimension 7 — Dimension «égalité entre les hommes et les femmes» du FSE+*, du FEDER, du Fonds de cohésion et du FTJ

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
3	RSO2.5	FEDER	En transition	03. Neutralité du point de vue de l'égalité entre les hommes et les femmes	25 837 320,00

3	RSO2.5	Total			25 837 320,00
---	--------	-------	--	--	---------------

* En principe, pourcentage de 40 % pour la contribution du FSE+ au suivi de l'égalité entre les hommes et les femmes. Un pourcentage de 100 % est d'application lorsqu'un État membre choisit de recourir à l'article 6 du règlement FSE+

2.1.1.1. Objectif spécifique: RSO2.6. Favoriser la transition vers une économie circulaire et efficace dans l'utilisation des ressources (FEDER)

2.1.1.1.1. Interventions des Fonds

Référence: article 22, paragraphe 3, points d) i), iii), iv), v), vi) et vii), du RDC

Types de mesures correspondants — article 22, paragraphe 3, point d) i), du RDC et article 6 du règlement FSE+:

[Constats] Justification de l'intervention du FEDER :

La volonté de faire de l'économie circulaire un paradigme grandissant se confirme avec la loi du 10 Février 2020, qui affiche des objectifs ambitieux, comme ceux présentés en section 1.

La Martinique est un territoire où l'économie circulaire est à développer, notamment concernant la sensibilisation et la prévention de la valorisation des déchets, même si l'insularité limite certaines actions.

D'ici 2031, 29 installations sont à construire (12 pour la collecte/ 13 pour la valorisation des déchets (matière, organique et énergétique/4 pour le stockage) pour un montant estimé à un peu plus de 100 M€.

SITUATION DES DECHETS : CHIFFRES CLES 2019/2020 (*)

- En 2019, sur les 405 676 tonnes de déchets collectées en Martinique :
 - o 26 625 tonnes ont été dirigées vers des structures de réemploi et de prétraitement
 - o 379 051 tonnes ont été identifiées sur les installations de valorisation et de traitement, réparties comme suit :
 - Soit une réduction globale de 3 % (- 30 kg/hab.) par rapport à 2016 (année de référence du Plan) : 1 042 kg/hab. en 2019 contre 1 072 kg en 2016.
 - 42 % (166 979 t) des déchets ont fait l'objet d'une valorisation matière ou organique
 - 90 439 t ont été incinérées soit 23% et 141 217 t enfouies soit 36%.

Le maillage en installations (déchetteries, centres) est impératif pour améliorer les performances de tri et de valorisation sur le territoire

A ce jour, il y a 1 déchetterie professionnelle et 13 déchèteries publiques soit 1 déchèterie pour 27 979 habitants,

Le PPGDM a retenu la réalisation de 8 déchèteries publiques et 3 professionnelles à construire d'ici 2031.

Avec 22 déchèteries, le taux de desserte en 2031 devrait atteindre environ 15 600 habitants/déchèterie (moyenne nationale 14 000 habitants/déchèterie).

Afin d'atteindre les objectifs du PPGDM et de poursuivre le maillage de l'île, les installations suivantes sont indispensables:

- 9 déchèteries publiques,
- 3 déchèteries professionnelles,

- 2 quais de transferts,
- 2 recycleries.

Pour répondre aux objectifs, le Plan incite chaque collectivité à :

- étendre les consignes de tri à l'ensemble des emballages plastiques afin de simplifier le geste de l'utilisateur,
- étudier la mise en place de la tarification incitative : l'impact de la tarification incitative sur les performances de collecte séparée des recyclables secs (verre compris) est de l'ordre de + 20 à 30 % de matériaux collectés,
- généraliser les collectes de papiers de bureaux (entreprises, organismes publics et établissements d'enseignement),
- généraliser la collecte des cartons des commerces,
- agir spécifiquement en habitat collectif

Le centre de tri actuel n'est pas en capacité d'étendre le tri des emballages ménagers aux films et pots et barquettes plastiques, il a été conçu pour gérer un flux ne contenant que des bouteilles plastique et ajouter des nouveaux matériaux nécessite des investissements lourds.

La Martinique dispose par ailleurs de plusieurs sources de bio-matériaux, qu'elle doit se donner les moyens de valoriser en intégrant les principes de l'économie circulaire dans ses processus productifs. Il s'agit d'identifier les flux non valorisés pour en faire des ressources, des matières premières secondaires. Il s'agit donc d'une démarche macro et globale dans la conception de l'économie. Il est également nécessaire de revoir certains approvisionnements de matière premières et secondaires en fonction de leur capacité à être valorisées.

Les critères d'éco-conditionnalités seront intégrés dans le cadre des AAP. Cet axe de la mise en œuvre d'un axe de la stratégie territoriale d'économie circulaire relatif à l'exemplarité des pouvoirs publics en Martinique.

Mise en œuvre d'une ou deux installations de préparation et d'une ou deux unités de valorisation énergétique des combustibles solides de récupération (CSR) ou des Combustibles dérivés de déchets (CDD)

L'investissement qui sera réalisé ne contribuera pas d'avantage à séparer / isoler ou maintenir la ségrégation éducative et spatiale des groupes marginalisés y compris les minorités, les personnes en situation de handicap, les personnes issues de l'immigration,

Les types d'actions ont été évalués comme compatibles avec le principe consistant à ne pas causer de préjudice important, dit DNSH, car ils ne devraient pas avoir d'impact négatif significatif sur l'environnement en raison de leur nature.

[Résultats recherchés / changements attendus] : Défis et résultats attendus

Au travers d'action de promotion et de soutien aux investissements, la Martinique souhaite :

- Développer une consommation responsable tout en promouvant l'approvisionnement durable, l'éco-conception et l'économie de la fonctionnalité
- Promouvoir l'allongement de la durée d'usage en accompagnant les initiatives en matière de réemploi, de réparation et de réutilisation.
- Accroître le recyclage, la réparation, la réutilisation et le réemploi et la valorisation des de matières / matériaux.
-

L'OS 2.6 vise :

1. Promouvoir et développer le tri et le recyclage des déchets

- Travaux de construction, rénovation, modernisation de déchetterie dont les tiers-lieux mobiles
- Actions et investissements pour la prévention et la gestion des déchets
- Travaux pour la création, rénovation, modernisation de centre de tri et de recyclage

2. Prévention, gestion et valorisation des déchets, dont les déchets ménagers, industriels et dangereux

- Etudes préalables
- Investissements et travaux de construction, rénovation ou modernisation de centre de traitement des déchets ménagers
- Investissements pour la gestion logistique des déchets ménagers et pour la prévention des déchets

3. Développer la valorisation des déchets industriels, commerciaux ou dangereux

- Etudes préalables
- Investissements et travaux de construction, rénovation ou modernisation de centre de traitement des déchets commerciaux, industriels ou dangereux

· Investissements pour la gestion logistique des déchets commerciaux, industriels ou dangereux

- Améliorer les performances de valorisation des DAE collectés par les opérateurs privés

4. Accompagner les entreprises dans l'utilisation rationnelle des ressources

- Etudes et actions visant à l'amélioration des connaissances territoriales
- Investissements visant la réduction et / ou la rationalisation des flux
- · Investissements visant la mutualisation des activités, la consommation collaborative et le développement de l'éco-fonctionnalité ;
- Animation économique / colloques et salons / Actions collectives dédiées à l'économie circulaire notamment dédié à l'écologie industrielle territoriale
- Actions de promotion, de communication et de sensibilisation dédiés à l'EC et/ou au changement de comportement

Ces actions seront soutenues par

-DI 067 « Gestion des déchets ménagers : mesures de prévention, de réduction, de tri, de réutilisation et de recyclage » :

-DI 068 « Gestion des déchets ménagers: traitement des déchets résiduels »

-DI 069 « Gestion commerciale et industrielle des déchets : mesures de prévention, de réduction, de tri, de réutilisation et de recyclage »

-DI 075 « Soutien aux processus productifs respectueux de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources dans les PME »

Les financements prendront la forme de subventions dans le cadre de cet objectif spécifique.

Critères environnementaux pour la sélection des projets :

Les types d'actions ont été évalués comme compatibles avec le principe consistant à ne pas causer de préjudice important, dit DNSH, car ils ne devraient pas avoir d'impact négatif significatif sur l'environnement en raison de leur nature.

Le système de suivi concerne principalement les incidences négatives probables non corrigées dans la dernière version du PO FEDER-FSE+.

L'objectif est d'identifier rapidement d'éventuelles incidences négatives imprévues et d'engager si nécessaire des actions correctives adéquates. Il s'agit également de suivre les incidences probables et non compensables, pour s'assurer que celles-ci ne soient pas plus importantes que prévu. Dans cette optique, le programme s'appuie pleinement sur les indicateurs de contexte et les indicateurs de suivi existants, en ciblant ceux permettant de suivre les incidences probables. Ces indicateurs de suivi proposés sont présentés dans un tableau, pour chaque objectif spécifique ayant une incidence probable sur l'environnement.

L'expérience tirée du passé montre qu'il est important de ne pas proposer un système de suivi trop différent de celui existant pour le programme étudié. En effet, deux systèmes distincts rajoutent de la complexité de gestion et dans les faits, seul le système de suivi du programme est renseigné in fine.

Par ailleurs, le programme intègre des critères d'éco-conditionnalité des matériaux dans les termes de référence des appels à projets afin de pouvoir démontrer que ces derniers n'auront pas d'impacts négatifs sur l'air, le sol, l'eau, les réservoirs de carbone et la biodiversité.

Le principe du pollueur-payeur, aussi appelé principe du perturbateur fait supporter les frais résultant des mesures de prévention, de réduction et de lutte de la pollution à celui qui les a causés. Principe fondamental du droit de l'environnement, adopté par l'OCDE en 1972, par l'Union européenne via l'Acte unique européen signé en 1986, et par la France via l'article L110-1, II, 3° du code de l'environnement sera mis en œuvre sur le Programme FEDER FSE+ 2014-2020 de la Martinique.

Principaux groupes cibles — article 22, paragraphe 3, point d) iii), du RDC:

- Entreprises
- Associations
- Collectivités, EPCI
- Maîtres d'ouvrage publics
- Chambres consulaires
- Syndicats ou organisations représentatives des entreprises

L'égalité des chances, entre les sexes, la race ou l'origine ethnique, la religion ou les convictions, le handicap et l'âge ou l'orientation sexuelle sont des principes fondamentaux inscrits dans le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. Malgré les textes, cette égalité n'est pas observée de facto, en témoignent les données sur les différentes inégalités recensées en Martinique. Face à cette situation la collectivité territoriale de la Martinique œuvre pour limiter ces inégalités, en plaçant la garantie de l'égalité, l'inclusion et la non-discrimination comme une priorité transversale.

L'autorité de gestion, lors de la conception et mise en application du PO, veille à garantir une parfaite égalité, en prenant en compte les obstacles que peuvent rencontrer les bénéficiaires, pouvant générer des inégalités.

La prise en compte de ces principes se traduit de plusieurs manières, premièrement par l'intégration dans le contrat de convergence et de transformation de la Martinique (2019-2022), d'un objectif visant à promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes. Deuxièmement, l'autorité de gestion s'efforcera de mettre en place un ensemble de mesures, comme établir un diagnostic territorial mettant en lumière les principaux obstacles et voies d'amélioration vers l'égalité. Les différents programmes et projets qui seront planifiés à travers ce Programme seront sources pour enrichir un diagnostic territorial fiable. Afin de garantir un suivi et évaluation sur ces objectifs, une attention particulière sera accordée aux indicateurs désagrégés par sexe, concernant les thèmes suivants (population-santé, travail-emploi, enseignement-éducation, revenus-salaires, conditions de vie-société). De plus, la collectivité s'engage à construire un réseau d'ambassadeurs et d'ambassadrices de l'égalité des chances, femmes/hommes, et de lutte contre toutes formes de discriminations.

Une approche spécifique pourra être développée, en proposant des actions ciblées

Indication des territoires spécifiques ciblés, y compris le recours prévu aux outils territoriaux — article 22, paragraphe 3, point d) v), du RDC

Tout le territoire martiniquais est ciblé par les actions de l'objectif spécifique 2.6.

Actions interrégionales, transfrontières et transnationales — article 22, paragraphe 3, point d) vi), du RDC

- Actions de production de connaissances et d'expérimentation dans le champ de la gestion des déchets et de l'économie circulaire
- Actions de coopération visant à l'échange de bonnes pratiques et à l'émergence d'orientations communes face à des problématiques communes

- Action de mise en place de cadres législatifs et réglementaires propices à la réduction des déchets non recyclés et au renforcement des capacités d'opérateurs locaux
- L'appui au financement d'infrastructures en lien avec la gestion des déchets

Utilisation prévue d'instruments financiers — article 22, paragraphe 3, point d) vii), du RDC

L'Objectif Spécifique vise le développement d'une consommation responsable tout en promouvant l'approvisionnement durable, l'éco-conception et l'économie de la fonctionnalité. Il cherche également à promouvoir l'allongement de la durée d'usage en accompagnant les initiatives en matière de réemploi, de réparation et de réutilisation, à accroître le recyclage, la réparation, la réutilisation et le réemploi et la valorisation des de matières / matériaux.

La Martinique est un territoire où l'économie circulaire est à développer, notamment concernant la sensibilisation et la prévention de la valorisation des déchets, même si l'insularité limite certaines actions, aussi compte-tenu de la nature des projets le recours à des instruments financiers ne s'avèrent pas pertinents et adaptés pour le territoire de la Martinique. Aussi, les projets seront soutenus via des interventions en mode subvention.

2.1.1.1.2. Indicateurs

Référence: article 22, paragraphe 3, point d) ii), du RDC et article 8 du règlement FEDER et FC

Tableau 2: Indicateurs de réalisation

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur intermédiaire (2024)	Valeur cible (2029)
3	RSO2.6	FEDER	En transition	RCO107	Investissements dans des installations de collecte sélective des déchets	euros	300 000,00	3 428 571,00
3	RSO2.6	FEDER	En transition	Rspé02	Capacité supplémentaire de traitement des déchets	Tonnes/an	500,00	9 381,00

Référence: article 22, paragraphe 3, point d) ii), du RDC

Tableau 3: Indicateurs de résultat

Priorité	Objectif	Fonds	Catégorie de	ID	Indicateur	Unité de	Valeur de base	Année de	Valeur cible	Source des données	Commentaires
----------	----------	-------	--------------	----	------------	----------	----------------	----------	--------------	--------------------	--------------

	spécifique		région			mesure	ou de référence	référence	(2029)		
3	RSO2.6	FEDER	En transition	RSR11	Déchets utilisés comme matières premières	Tonnes / an	500,00	2016-2029	5 000,00	Donnée renseignée par le porteur de projet et validée par le gestionnaire	

2.1.1.1.3. Ventilation indicative des ressources programmées (UE) par type d'intervention

Référence: article 22, paragraphe 3, point d) viii), du RDC

Tableau 4: Dimension 1 — Domaine d'intervention

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
3	RSO2.6	FEDER	En transition	067. Gestion des déchets ménagers: mesures de prévention, de réduction, de tri, de réutilisation et de recyclage	3 349 282,00
3	RSO2.6	FEDER	En transition	068. Gestion des déchets ménagers: traitement des déchets résiduels	10 866 031,00
3	RSO2.6	FEDER	En transition	069. Gestion commerciale et industrielle des déchets: mesures de prévention, de réduction, de tri, de réutilisation et de recyclage	6 133 971,00
3	RSO2.6	FEDER	En transition	075. Soutien aux processus productifs respectueux de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources dans les PME	4 284 689,00
3	RSO2.6	Total			24 633 973,00

Tableau 5: Dimension 2 — Forme de financement

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
3	RSO2.6	FEDER	En transition	01. Subvention	24 633 973,00
3	RSO2.6	Total			24 633 973,00

Tableau 6: Dimension 3 — Mécanisme d'application territorial et approche territoriale

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
3	RSO2.6	FEDER	En transition	33. Autres approches — Pas de ciblage géographique	24 633 973,00
3	RSO2.6	Total			24 633 973,00

Tableau 7: Dimension 6 — Thèmes secondaires du FSE+

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
----------	---------------------	-------	---------------------	------	------------------

Tableau 8: Dimension 7 — Dimension «égalité entre les hommes et les femmes» du FSE+*, du FEDER, du Fonds de cohésion et du FTJ

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
3	RSO2.6	FEDER	En transition	03. Neutralité du point de vue de l'égalité entre les hommes et les femmes	24 633 973,00
3	RSO2.6	Total			24 633 973,00

* En principe, pourcentage de 40 % pour la contribution du FSE+ au suivi de l'égalité entre les hommes et les femmes. Un pourcentage de 100 % est d'application lorsqu'un État membre choisit de recourir à l'article 6 du règlement FSE+

2.1.1.1. Objectif spécifique: RSO2.7. Améliorer la protection et la préservation de la nature et de la biodiversité et renforcer les infrastructures vertes, en particulier en milieu urbain, et réduire toutes les formes de pollution (FEDER)

2.1.1.1.1. Interventions des Fonds

Référence: article 22, paragraphe 3, points d) i), iii), iv), v), vi) et vii), du RDC

Types de mesures correspondants — article 22, paragraphe 3, point d) i), du RDC et article 6 du règlement FSE+:

[Constats] Justification de l'intervention du FEDER :

La Martinique bénéficiant d'une riche biodiversité, mais exposée aux conséquences du changement climatique, il paraît donc essentiel d'agir pour sa préservation.

Le phénomène récurrent ces dernières années d'échouages des sargasses ainsi que les épisodes de « brumes des sables » (transport de particules depuis le désert africain) altèrent la qualité de l'air martiniquais. Il est ainsi nécessaire de soutenir la surveillance et l'amélioration de la qualité de l'air en Martinique.

La Martinique souhaite utiliser une pollution naturelle telle que les sargasses comme sources d'innovations. L'invasion des sargasses est une conséquence de la prolifération de la "mer des Sargasses" (Courant naturel provenant d'Afrique de l'Ouest) à l'approche des côtes américaines, la théorie avérée à ce jour est un déversement dans la mer de produits favorisant la fertilité agricole dans la région.

Un outil ETAT CTM est en cours de création, l'Agence Sargasses. Cet outil sera en charge de la R&D, la Surveillance, le Traitement, le Ramassage des Sargasses sur tout le territoire. Le GIP sera porteur des différents projets dédiés à la valorisation énergétique des sargasses.

De même, la Martinique subit les conséquences de détérioration de la qualité de l'air avec le passage de brume de sable du Sahara sur la région Caraïbe. Ces brumes sont riches en pollution impactant la santé des populations les plus fragiles.

Concernant le phénomène de brume de sable et de sargasses au niveau qualité de l'air les actions sont :

- Modéliser la pollution atmosphérique sur l'ensemble du territoire afin d'anticiper les épisodes de pollution et de prévenir l'exposition des populations
- Amélioration des connaissances sur les gaz et particules émis par la décomposition des sargasses
- Développer une méthodologie permettant de prévoir les émissions d'hydrogène sulfuré par la décomposition des sargasses et ainsi l'exposition de la

population

- Renforcer le réseau de surveillance sur les zones à fort enjeu de qualité de l'air, notamment sur les zones à trafic dense par la mise en place d'un réseau de micro capteurs
- Créer et diffuser des outils et supports innovants adaptés pour former différents publics au sujet de la qualité de l'air dans le but de favoriser l'action de l'ensemble de la population.
- Développer les mesures participatives afin de mobiliser les martiniquais sur la problématique de la qualité de l'air, d'améliorer leur perception, de former des relais de sensibilisation, d'initier un changement de comportement

Amélioration et renforcement des connaissances

- Vu les besoins en approfondissement de connaissances sur certains taxons floristiques et faunistiques ainsi que sur certains milieux, notamment dans des territoires classés,
- Vu les espèces encore méconnues restant à découvrir (exemple: découverte de nouvelles espèces lors de l'inventaire MAD benthos en 2016 par le MNHN),
- Vu les menaces pesant sur les espèces indigènes (réchauffement climatique, maladies, espèces exotiques envahissantes, ...) nécessitant des mesures adaptées de conservation et/ou de restauration,

Il convient d'acquérir des données quantitatives (richesse spécifique, abondance, dynamique des populations, ...) et qualitatives (endémicité, état de santé, vulnérabilité) sur notre biodiversité et de les porter à la connaissance de tous afin de la préserver.

Restauration des milieux naturels, terrestres et marins

- Vu la destruction de certains milieux importants et des espèces qu'ils hébergent (ripisylves, mangroves, récifs coralliens),
- Vu la politique en faveur de la constitution d'une trame verte et bleue sur le territoire, laquelle nécessitera très probablement la réhabilitation d'espaces naturels,

Il convient d'encourager la restauration de milieux notamment par du reboisement, de la re-végétalisation sur terre ou du bouturage de coraux en mer.

L'investissement qui sera réalisé ne contribuera pas d'avantage à séparer / isoler ou maintenir la ségrégation éducative et spatiale des groupes marginalisés y compris les minorités, les personnes en situation de handicap, les personnes issues de l'immigration.

[Résultats recherchés / changements attendus] : Défis et résultats attendus

Au-delà des enjeux de surveillance et de protection de la biodiversité, les actions et les projets développés doivent également soutenir le développement de création d'expertises, de connaissances et de compétences sur le territoire. Ceci dans la logique de créer une chaîne de valeur sur le territoire martiniquais.

Pour se faire, le programme s'appuiera sur la stratégie européenne pour la biodiversité 2030.

L'objectif spécifique 2.7 vise à :

1. Favoriser la protection, la gestion durable et de valorisation des milieux naturels, terrestres, marins ainsi que les espèces

- Surveillance, études, investissements et Animation et coordination de projets en faveur de la protection des sites naturels (ramassage des sargasses)
- Surveillance, études, investissements et animation et coordination de projets en faveur de la diminution de la pollution (décontamination à la chlordécone, pollution de l'air et aux particules fines)
- Surveillance, études, investissements et animation et coordination de projets en faveur de la protection de la biodiversité (espèces protégées ou à fort intérêt, gestion/lutte contre les espèces envahissantes)
- Etudes pour la mise place de projets de valorisation du patrimoine naturel,
- Développement des infrastructures vertes : L'infrastructure verte peut se définir globalement comme étant un réseau stratégique constitué de zones naturelles et semi-naturelles de qualité, ainsi que d'autres éléments environnementaux, qui est conçu et géré dans le but de rendre de nombreux services écosystémiques et de protéger la biodiversité dans les milieux ruraux et urbains.

2. Améliorer et renforcer la connaissance (y compris l'acquisition de données et bancarisation) et la communication sur les milieux et les espèces.

3. Restaurer les milieux naturels terrestres et marins et leur fonctionnalité ainsi que les populations à enjeux

Ces actions seront soutenues au titre du **DI 079 « Protection de la nature et de la biodiversité, infrastructures vertes et bleues »**.

Les financements prendront la forme de subventions dans le cadre de cet objectif spécifique.

Les types d'actions ont été évalués comme compatibles avec le principe consistant à ne pas causer de préjudice important, dit DNSH, car ils ne devraient pas avoir d'impact négatif significatif sur l'environnement en raison de leur nature.

La stratégie européenne pour la biodiversité 2030, ainsi qu'aux objectifs de biodiversité du cadre financier pluriannuel de 7,5 % de dépenses d'ici 2024 et 10 % d'ici 2026 et 2027.

Critères environnementaux pour la sélection des projets :

Le système de suivi concerne principalement les incidences négatives probables non corrigées dans la dernière version du PO FEDER-FSE+.

L'objectif est d'identifier rapidement d'éventuelles incidences négatives imprévues et d'engager si nécessaire des actions correctives adéquates. Il s'agit également de suivre les incidences probables et non compensables, pour s'assurer que celles-ci ne soient pas plus importantes que prévu. Dans cette optique, nous proposons de nous appuyer pleinement sur les indicateurs de contexte et les indicateurs de suivi existants pour le programme, en ciblant ceux permettant de suivre les incidences probables. Ces indicateurs de suivi proposés sont présentés dans un tableau, pour chaque objectif spécifique ayant une incidence probable sur l'environnement.

L'expérience tirée du passé montre qu'il est important de ne pas proposer un système de suivi trop différent de celui existant pour le programme étudié. En effet, deux systèmes distincts rajoutent de la complexité de gestion et dans les faits, seul le système de suivi du programme est renseigné in fine.

Le principe du pollueur-payeur, aussi appelé principe du perturbateur fait supporter les frais résultant des mesures de prévention, de réduction et de lutte de la pollution à celui qui les a causés. Principe fondamental du droit de l'environnement, adopté par l'OCDE en 1972, par l'Union européenne via l'Acte unique européen signé en 1986, et par la France via l'article L110-1, II, 3° du code de l'environnement sera mis en œuvre sur le Programme FEDER FSE+ 21 27 de la Martinique.

Principaux groupes cibles — article 22, paragraphe 3, point d) iii), du RDC:

- Collectivités
- Associations
- Organismes publics

Mesures visant à garantir l'égalité, l'inclusion et la non-discrimination — article 22, paragraphe 3, point d) iv), du RDC et article 6 du règlement FSE+

L'égalité des chances, entre les sexes, la race ou l'origine ethnique, la religion ou les convictions, le handicap et l'âge ou l'orientation sexuelle sont des principes fondamentaux inscrits dans le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. Malgré les textes, cette égalité n'est pas observée de facto, en témoignent les données sur les différentes inégalités recensées en Martinique. Face à cette situation la collectivité territoriale de la Martinique œuvre pour limiter ces inégalités, en plaçant la garantie de l'égalité, l'inclusion et la non-discrimination comme une priorité transversale.

L'autorité de gestion, lors de la conception et mise en application du Programme, veille à garantir une parfaite égalité, en prenant en compte les obstacles que peuvent rencontrer les bénéficiaires, pouvant générer des inégalités.

La prise en compte de ces principes se traduit de plusieurs manières, premièrement par l'intégration dans le contrat de convergence et de transformation de la Martinique (2019-2022), d'un objectif visant à promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes. Deuxièmement, l'autorité de gestion s'efforcera de mettre en place un ensemble de mesures, comme établir un diagnostic territorial mettant en lumière les principaux obstacles et voies d'amélioration vers l'égalité. Les différents programmes et projets qui seront planifiés à travers ce Programme seront sources pour enrichir un diagnostic territorial fiable. Afin de garantir un suivi et évaluation sur ces objectifs, une attention particulière sera accordée aux indicateurs désagrégés par sexe, concernant les thèmes suivants (population-santé, travail-emploi, enseignement-éducation, revenus-salaires, conditions de vie-société). De plus, la collectivité s'engage à construire un réseau d'ambassadeurs et d'ambassadrices de l'égalité des chances, femmes/hommes, et de lutte contre toutes formes de discriminations.

Une approche spécifique pourra être développée, en proposant des actions ciblées

Indication des territoires spécifiques ciblés, y compris le recours prévu aux outils territoriaux — article 22, paragraphe 3, point d) v), du RDC

Tout le territoire martiniquais est concerné par les actions soutenues au titre de l'objectif spécifique 2.7.

Actions interrégionales, transfrontières et transnationales — article 22, paragraphe 3, point d) vi), du RDC

- Actions de coopération en vue de faciliter les échanges internationaux et de réunir les conditions d'une meilleure protection de la biodiversité
- Actions d'accompagnement à la mise en place de cadres législatifs et réglementaires propices à la préservation de biodiversité et de l'environnement et au renforcement des capacités d'opérateurs locaux
- Actions de renforcement des connaissances sur les ressources naturelles, la biodiversité et la santé végétale

- Actions portant sur le renforcement et le partage des connaissances des milieux marins
- Actions portant sur le renforcement des échanges de connaissance la détection / prévention et la collecte des sargasses
- Actions d'appui à la définition de stratégies communes de protection et de gestion de l'environnement

Utilisation prévue d'instruments financiers — article 22, paragraphe 3, point d) vii), du RDC

L'Objectif Spécifique vise à favoriser la protection, la gestion durable et de valorisation des milieux naturels, terrestres, marins ainsi que les espèces. Il vise également à améliorer et renforcer la connaissance (y compris l'acquisition de données et bancarisation) et la communication sur les milieux et les espèces, et à restaurer les milieux naturels terrestres et marins et leur fonctionnalité ainsi que les populations à enjeux

Compte-tenu de la nature des projets le recours à des instruments financiers ne s'avèrent pas pertinents et adaptés pour le territoire de la Martinique. Aussi, les projets seront soutenus via des interventions en mode subvention

2.1.1.1.2. Indicateurs

Référence: article 22, paragraphe 3, point d) ii), du RDC et article 8 du règlement FEDER et FC

Tableau 2: Indicateurs de réalisation

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur intermédiaire (2024)	Valeur cible (2029)
3	RSO2.7	FEDER	En transition	RCO36	Infrastructures vertes bénéficiant d'un soutien à d'autres fins que pour l'adaptation au changement climatique	hectares	2 241,00	950,00

Référence: article 22, paragraphe 3, point d) ii), du RDC

Tableau 3: Indicateurs de résultat

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur de base ou de référence	Année de référence	Valeur cible (2029)	Source des données	Commentaires
----------	---------------------	-------	---------------------	----	------------	-----------------	--------------------------------	--------------------	---------------------	--------------------	--------------

3	RSO2.7	FEDER	En transition	RCR95	Population ayant accès à des infrastructures vertes nouvelles ou améliorées	personnes	0,00	2021-2029	31 733,00	Enquêtes	Création de la Réserve naturelle Régionale de la Baie de Génipa. Hypothèse : 100 % de la population de la population vivant à proximité, concernée à l'horizon 2024
---	--------	-------	---------------	-------	---	-----------	------	-----------	-----------	----------	--

2.1.1.1.3. Ventilation indicative des ressources programmées (UE) par type d'intervention

Référence: article 22, paragraphe 3, point d) viii), du RDC

Tableau 4: Dimension 1 — Domaine d'intervention

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
3	RSO2.7	FEDER	En transition	079. Protection de la nature et de la biodiversité, patrimoine naturel et ressources naturelles, infrastructures vertes et bleues	4 284 689,00
3	RSO2.7	Total			4 284 689,00

Tableau 5: Dimension 2 — Forme de financement

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
3	RSO2.7	FEDER	En transition	01. Subvention	4 284 689,00
3	RSO2.7	Total			4 284 689,00

Tableau 6: Dimension 3 — Mécanisme d'application territorial et approche territoriale

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
3	RSO2.7	FEDER	En transition	33. Autres approches — Pas de ciblage géographique	4 284 689,00
3	RSO2.7	Total			4 284 689,00

Tableau 7: Dimension 6 — Thèmes secondaires du FSE+

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
----------	---------------------	-------	---------------------	------	------------------

Tableau 8: Dimension 7 — Dimension «égalité entre les hommes et les femmes» du FSE+*, du FEDER, du Fonds de cohésion et du FTJ

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
3	RSO2.7	FEDER	En transition	03. Neutralité du point de vue de l'égalité entre les hommes et les femmes	4 284 689,00
3	RSO2.7	Total			4 284 689,00

* En principe, pourcentage de 40 % pour la contribution du FSE+ au suivi de l'égalité entre les hommes et les femmes. Un pourcentage de 100 % est d'application lorsqu'un État membre choisit de recourir à l'article 6 du règlement FSE+

2.1.1. Priorité: 4. Une Martinique à la mobilité multimodale (Objectif spécifique en matière de mobilité urbaine énoncé à l'article 3, paragraphe 1, point b) viii), du règlement relatif au FEDER et au Fonds de cohésion)

2.1.1.1. Objectif spécifique: RSO2.8. Favoriser une mobilité urbaine multimodale durable, dans le cadre de la transition vers une économie à zéro émission nette de carbone (FEDER)

2.1.1.1.1. Interventions des Fonds

Référence: article 22, paragraphe 3, points d) i), iii), iv), v), vi) et vii), du RDC

Types de mesures correspondants — article 22, paragraphe 3, point d) i), du RDC et article 6 du règlement FSE+:

[Constats] Justification de l'intervention du FEDER :

Du fait d'un territoire géographique restreint et contraint, la Martinique n'a pas la perspective d'accroître ses axes routiers, alors que l'utilisation des véhicules personnels et professionnels pour le transport individuel des personnes est massive et n'est pas en cohérence avec ses objectifs de réduction de sa dépendance aux énergies fossiles. En effet, la Martinique souhaite développer la Mobilité décarbonnée afin d'atteindre ses objectifs de transition énergétique. La clé est donc de structurer une offre d'alternative au véhicule individuel, qui doit être variée et organisée pour assurer son intégration dans les habitudes de déplacement de la population, tels les différents dispositifs présentés en 1.4

A ce titre, pour répondre aux enjeux du territoire, les efforts porteront sur une amélioration des systèmes de transports pour favoriser la mobilité interne et externe des personnes, des biens et des services, depuis et vers les lieux de production et de valorisation, mais également par le développement de nouvelles solutions de transports doux.

L'objectif principale étant l'accompagnement du déploiement à terme de l'extension du TCSP sur le territoire martiniquais.

L'accompagnement de la transition énergétique également avec l'implantation de bornes de rechargement pour les véhicules électriques. L'investissement qui sera réalisé ne contribuera pas d'avantage à séparer / isoler ou maintenir la ségrégation éducative et spatiale des groupes marginalisés y compris les minorités, les personnes en situation de handicap, les personnes issues de l'immigration,

[Résultats recherchés / changements attendus] : Défis et résultats attendus

L'objectif de cet objectif spécifique sera de mettre en place une mobilité durable, intelligente et intermodale, notamment via le soutien aux infrastructures et

au matériel de transports urbains propres et de développer de nouvelles offres de transports doux pour la population, dans le but de répondre aux objectifs fixés dans le Plan national de réduction des émissions de polluants atmosphériques (Article 6 Directive NEC 2016/2284) et/ou les Plans de Qualité de l’Air et Plans bruits et Plans de mobilités urbains durables (SUMPs)

L’objectif spécifique 2.8 vise à :

1.Développer la numérisation des transports urbains pour en faciliter l’accès et l’utilisation

- Etudes
- Développement d’applications
- Investissements
- Déploiement des solutions

2.Développer l’offre de services de transports urbains

- Etudes
- Investissements
- Dispositifs publics de charge pour l’installation de bornes de recharges pour véhicules électriques, (inclut les investissements dans la recharge des véhicules électriques)

3.Développer les infrastructures pour les carburants alternatifs, en particulier l’électrique

- Etudes
- Investissements
-

Les types d’actions ont été évalués comme compatibles avec le principe consistant à ne pas causer de préjudice important, dit DNSH, car ils ne devraient pas avoir d’impact négatif significatif sur l’environnement en raison de leur nature.

Les financements prendront la forme de subventions dans le cadre de cet objectif spécifique.

Critères environnementaux pour la sélection des projets :

Concernant les projets impliquant des travaux, la consommation d'espace, le développement d'infrastructures, il est recommandé de mettre en place un système de sélection des projets s'appuyant sur des critères d'éligibilité (sélection, priorisation, bonification, éco-conditionnalité) clairement définis, afin de favoriser l'émergence de projets à incidence positive sur l'environnement et de limiter ceux qui pourraient l'impacter négativement. Par exemple, les critères suivants pourraient être intégrés au Programme :

- Exclusion d'éligibilité pour les zones naturelles les plus sensibles, les espaces agricoles à fort potentiel ;
- Démarche respectueuse de l'environnement en phase travaux (limitation des nuisances et pollutions) ;
- Attention portée au respect des démarches réglementaires environnementales obligatoires (port, aéroport...).
-

Les projets respecteront le Plan national de réduction des émissions de polluants atmosphériques (Article 6 Directive NEC 2016/2284) et/ou les Plans de Qualité de l'Air et Plans bruits et Plans de mobilités urbains durables (SUMP).

Il est recommandé de mieux valoriser les incidences positives que les projets peuvent engendrer. Ainsi, le programme pourrait intégrer des bonifications, critères de notation ou d'éligibilité permettant de favoriser : La localisation des projets à emprise sur les zones les moins sensibles (valeur écologique la plus faible) ; Il est recommandé de privilégier les projets s'engageant à mettre en place un système de suivi-évaluation des impacts de leurs projets, et proposant des pistes pour limiter les incidences négatives.

Principaux groupes cibles — article 22, paragraphe 3, point d) iii), du RDC:

Les principaux groupes cibles de l'objectif spécifique 2.8 sont notamment :

- Collectivités territoriales, leurs groupements et leurs opérateurs, concessionnaires et mandataires,
- Régies,
- Syndicats,
- Entreprises

Mesures visant à garantir l'égalité, l'inclusion et la non-discrimination — article 22, paragraphe 3, point d) iv), du RDC et article 6 du règlement FSE+

L'égalité des chances, entre les sexes, la race ou l'origine ethnique, la religion ou les convictions, le handicap et l'âge ou l'orientation sexuelle sont des principes fondamentaux inscrits dans le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. Malgré les textes, cette égalité n'est pas observée de facto, en témoignent les données sur les différentes inégalités recensées en Martinique. Face à cette situation la collectivité territoriale de la Martinique œuvre pour limiter ces inégalités, en plaçant la garantie de l'égalité, l'inclusion et la non-discrimination comme une priorité transversale.

L'autorité de gestion, lors de la conception et mise en application du Programme, veille à garantir une parfaite égalité, en prenant en compte les obstacles que peuvent rencontrer les bénéficiaires, pouvant générer des inégalités.

La prise en compte de ces principes se traduit de plusieurs manières, premièrement par l'intégration dans le contrat de convergence et de transformation de la Martinique (2019-2022), d'un objectif visant à promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes. Deuxièmement, l'autorité de gestion s'efforcera de mettre en place un ensemble de mesures, comme établir un diagnostic territorial mettant en lumière les principaux obstacles et voies d'amélioration vers l'égalité. Les différents programmes et projets qui seront planifiés à travers ce Programme seront sources pour enrichir un diagnostic territorial fiable. Afin de garantir un suivi et évaluation sur ces objectifs, une attention particulière sera accordée aux indicateurs désagrégés par sexe, concernant les thèmes suivants (population-santé, travail-emploi, enseignement-éducation, revenus-salaires, conditions de vie-société). De plus, la collectivité s'engage à construire un réseau d'ambassadeurs et d'ambassadrices de l'égalité des chances, femmes/hommes, et de lutte contre toutes formes de discriminations.

Une approche spécifique pourra être développée, en proposant des actions ciblées

Indication des territoires spécifiques ciblés, y compris le recours prévu aux outils territoriaux — article 22, paragraphe 3, point d) v), du RDC

Tout le territoire martiniquais est concerné par les actions soutenues au titre de l'objectif spécifique 2.8 du FEDER.

Actions interrégionales, transfrontières et transnationales — article 22, paragraphe 3, point d) vi), du RDC

Sans objet

Utilisation prévue d'instruments financiers — article 22, paragraphe 3, point d) vii), du RDC

L'Objectif Spécifique vise à mettre en place une mobilité durable, intelligente et intermodale, notamment via le soutien aux infrastructures et au matériel de transports urbains propres et de développer de nouvelles offres de transports doux pour la population.

Compte-tenu de la nature des projets le recours à des instruments financiers ne s'avèrent pas pertinents et adaptés pour le territoire de la Martinique. Aussi, les projets seront soutenus via des interventions en mode subvention.

2.1.1.1.2. Indicateurs

Référence: article 22, paragraphe 3, point d) ii), du RDC et article 8 du règlement FEDER et FC

Tableau 2: Indicateurs de réalisation

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur intermédiaire (2024)	Valeur cible (2029)
4	RSO2.8	FEDER	En transition	RCO59	Infrastructures pour carburants alternatifs (points de recharge ou de ravitaillement)	points de recharge ou de ravitaillement	96,00	192,00
4	RSO2.8	FEDER	En transition	Rspé07	Déploiement du TCSP	Infrastructures	5,00	40,00

Référence: article 22, paragraphe 3, point d) ii), du RDC

Tableau 3: Indicateurs de résultat

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur de base ou de référence	Année de référence	Valeur cible (2029)	Source des données	Commentaires
4	RSO2.8	FEDER	En transition	RCR62	Nombre annuel d'usagers des transports publics nouveaux ou modernisés	utilisateurs/an	0,00	2021-2029	1 500 000,00	Enquête	

2.1.1.1.3. Ventilation indicative des ressources programmées (UE) par type d'intervention

Référence: article 22, paragraphe 3, point d) viii), du RDC

Tableau 4: Dimension 1 — Domaine d'intervention

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
----------	---------------------	-------	---------------------	------	------------------

4	RSO2.8	FEDER	En transition	081. Infrastructures de transport urbain propres	22 009 571,00
4	RSO2.8	FEDER	En transition	084. Numérisation des transports urbains	3 827 751,00
4	RSO2.8	FEDER	En transition	086. Infrastructures pour les carburants alternatifs	3 349 282,00
4	RSO2.8	Total			29 186 604,00

Tableau 5: Dimension 2 — Forme de financement

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
4	RSO2.8	FEDER	En transition	01. Subvention	29 186 604,00
4	RSO2.8	Total			29 186 604,00

Tableau 6: Dimension 3 — Mécanisme d’application territorial et approche territoriale

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
4	RSO2.8	FEDER	En transition	33. Autres approches — Pas de ciblage géographique	29 186 604,00
4	RSO2.8	Total			29 186 604,00

Tableau 7: Dimension 6 — Thèmes secondaires du FSE+

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
----------	---------------------	-------	---------------------	------	------------------

Tableau 8: Dimension 7 — Dimension «égalité entre les hommes et les femmes» du FSE+*, du FEDER, du Fonds de cohésion et du FTJ

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
4	RSO2.8	FEDER	En transition	03. Neutralité du point de vue de l’égalité entre les hommes et les femmes	29 186 604,00
4	RSO2.8	Total			29 186 604,00

* En principe, pourcentage de 40 % pour la contribution du FSE+ au suivi de l’égalité entre les hommes et les femmes. Un pourcentage de 100 % est d’application lorsqu’un État membre choisit de recourir à l’article 6 du règlement FSE+

2.1.1. Priorité: 5. Une Martinique connectée

2.1.1.1. Objectif spécifique: RSO3.2. Mettre en place et développer une mobilité durable, intelligente, intermodale et résiliente face aux facteurs climatiques au niveau national, régional et local, y compris en améliorant l'accès au RTE-T et la mobilité transfrontalière (FEDER)

2.1.1.1.1. Interventions des Fonds

Référence: article 22, paragraphe 3, points d) i), iii), iv), v), vi) et vii), du RDC

Types de mesures correspondants — article 22, paragraphe 3, point d) i), du RDC et article 6 du règlement FSE+:

Constats] Justification de l'intervention du FEDER :

Dans la section 1.3.1 figurent la cohérence et les moyens pour atteindre cet objectif. Ces projets sont à poursuivre et à développer sur la période 2021-2027.

De plus, la crise sanitaire connue actuellement au niveau mondial en raison de la propagation du COVID-19 aura un impact sur les mesures sanitaires à appliquer lors de transfert par voie aérienne. La collectivité soutenir la mise en place des infrastructures en lien avec la protection sanitaire des passagers. En effet, ces infrastructures apparaissent essentielles à un territoire insulaire tel que celui de la Martinique dont une partie de son économie est assujettie au transport aérien.

C'est dans ce cadre que la CTM désire la construction d'un aérodrome sur la commune de Basse Pointe apportant ainsi un site complémentaire d'entrée et de sortie du territoire nécessaire pour un territoire insulaire. L'objectif d'une construction est de créer un aéroport entièrement durable et selon les plans d'une architecture bioclimatique. En effet, l'infrastructures disposera d'équipements durables ; véhicules électriques, panneaux photovoltaïques.

L'aérodrome écologique accueille peu de voyageurs par jour et ne fonctionne que la journée pour éviter la consommation excessive d'énergie.

L'implantation d'un aérodrome intègre pleinement la stratégie de l'attractivité des territoires et au rayonnement d'une zone géographique en l'occurrence le Nord de la Martinique en besoin de relance économique.

Il est un atout dans la compétition économique caribéenne. Il est aussi un outil au service de l'aménagement du territoire.

Impacts territoriaux de l'implantation d'un aérodrome :

- Impact direct :

Richesses produites par les entreprises et administrations travaillant sur la plateforme aéroportuaire.

- Impact indirect :

Activités générées par les fournisseurs de la plateforme aéroportuaire.

- Impact Induit :

Richesses générées par les dépenses des salariés directement ou indirectement liés à la plateforme aéroportuaire.

- Impact Catalytique :

Effet d'entraînement produit par l'aéroport sur l'économie locale (activités liées au tourisme par exemple)

La rénovation de l'Aéroport Aimé Césaire et la création de l'Aérodrome de Basse pointe se réaliseront dans le respect de la réglementation européenne du respect de l'environnement. Les terrains prévus pour ces deux infrastructures sont isolés de zones d'habitation directe et hors des zones naturelles protégées. Ainsi, l'ancrage la Martinique dans le bassin caribéen se verra renforcer via la construction d'un port de cabotage sur la commune du Robert.

Cette objectif spécifique accompagnera également le réassort de bus du tronçon du TCSP en fonctionnement; et des bus classiques.

Alors que l'OS 2.8 accompagnera exclusivement les aménagements dédiés au déploiement du nouveau tronçon du TCSP et le déploiement de borne de rechargement de véhicules électriques.

- Transport maritime

Le transport maritime interne de personnes à la Martinique reste encore marginal. La principale liaison maritime interurbaine relie les Trois-ilets à Fort de France, avec un transport quotidien de près de 3000 passagers. Le développement de la modalité maritime de transport des personnes est une alternative à l'utilisation des véhicules individuels que la collectivité souhaite soutenir tant d'un point de vue quantitatif (en développant les lignes, les quantités de personnes pouvant être transportées) que qualitatif (information des usagers, accès au plus grand nombre, coordination avec autre mode de transport). L'optimisation logistique visant à favoriser la mobilité multimodale est donc un axe prioritaire de développement qui devrait se traduire par des répercussions positives en termes de compétitivité de l'ensemble des activités économiques. Pour la partie transport terrestre comme maritime, l'enjeu sera d'engager des opérations visant à améliorer l'accessibilité à ces services publics de transport collectif. Il s'agit notamment de faciliter la mise en place d'une billettique intégrée, rendant ainsi les changements de mode plus transparents pour l'utilisateur, d'améliorer la visibilité pour l'utilisateur sur la qualité de service par une information en temps réel de l'état du trafic et de l'heure d'arrivée du prochain service, y compris dans le cadre de l'intermodalité terre/mer, et enfin d'améliorer l'accessibilité du service aux personnes à mobilité réduite.

- Transport en commun

L'enjeu du développement des transports en commun est d'autant plus important que la congestion des réseaux routiers génère une multitude d'effets néfastes soulevés lors du Grenelle de l'environnement intervenu en Martinique en octobre 2007 : pollution, bruit, gaspillage énergétique, élévation des coûts socio-économiques, accident. Aussi, la question de l'organisation du transport collectif concentre-t-elle les efforts de l'ensemble des collectivités locales. L'établissement public a compétence en matière de transport scolaire, transport de voyageurs (maritimes et terrestres) et transport de marchandises. Au cours de ses deux premières années d'existence, MARTINIQUE TRANSPORT a initié :

1.
 - o la mise en service en 2018 du transport en commun en site propre, inclus dans le contrat de DSP du Centre (CACEM)
 - o un premier maillage du territoire en développant une première phase de transport collectif sur le Nord de Martinique avec des conventions de compensation et d'obligations de service public conclues avec des coopératives regroupant transporteurs et artisans « taxis collectifs » offrant de nouveaux services aux usagers du Nord Caraïbes (2019) et du Nord Atlantique (2020).

- Transport via voies navigables intérieures

L'enjeu du développement des transports par voie navigable est d'autant plus important que la congestion des réseaux routiers génère une multitude d'effets néfastes soulevés lors du Grenelle de l'environnement intervenu en Martinique en octobre 2007 : pollution, bruit, gaspillage énergétique, élévation des coûts socio-économiques, accident. Aussi, la question de l'organisation du transport de marchandises et de personnes afin d'accompagner la mutation des habitudes de transport via voie de véhicule particulier.

L'investissement qui sera réalisé ne contribuera pas d'avantage à séparer / isoler ou maintenir la ségrégation éducative et spatiale des groupes marginalisés y compris les minorités, les personnes en situation de handicap, les personnes issues de l'immigration.

Les projets accompagnés respecteront Le Plan national de réduction des émissions de polluants atmosphériques (Article 6 Directive NEC 2016/2284) et/ou les Plans de Qualité de l'Air et Plans bruits et Plans de mobilités urbains durables.

[Résultats recherchés / changements attendus] : Défis et résultats attendus

La mobilisation de l'OS 3.2 du FEDER vise à accompagner l'ouverture à l'international de la Martinique et vise à accompagner la mutation des habitudes de

transports des martiniquais de la Martinique, dans une perspective d'intégration des mesures issues du Plan national de réduction des émissions de polluants atmosphériques (Article 6 Directive NEC 2016/2284) et/ou les Plans de Qualité de l'Air et Plans bruits et Plans de mobilités urbains durables (SUMP)

L'os3.2 vise à :

1. Améliorer la mobilité intermodale

- Accompagner l'extension de l'aéroport, la création d'un aérodrome, la modernisation des ports, développement du transport fluvial (compte tenu de la Directive-cadre "stratégie pour le milieu marin" et la Directive-cadre sur l'eau).
- Actions : Grand Port Maritime de la Martinique : projet d'agrandissement du Grand Port
- Actions : Numérisation des transports urbains
- Actions : Infrastructures Cyclistes non urbains

Les financements prendront la forme de subventions dans le cadre de cet objectif spécifique.

Les projets de transport maritime et fluvial, l'Autorité de gestion s'engage à respecter la Directive-cadre "stratégie pour le milieu marin" et la Directive-cadre sur l'eau.

Les types d'actions ont été évalués comme compatibles avec le principe consistant à ne pas causer de préjudice important, dit DNSH, car ils ne devraient pas avoir d'impact négatif significatif sur l'environnement en raison de leur nature.

Critères environnementaux pour la sélection des projets :

Le système de suivi concerne principalement les incidences négatives probables non corrigées dans la dernière version du PO FEDER-FSE+.

L'objectif est d'identifier rapidement d'éventuelles incidences négatives imprévues et d'engager si nécessaire des actions correctives adéquates. Il s'agit également de suivre les incidences probables et non compensables, pour s'assurer que celles-ci ne soient pas plus importantes que prévu. Dans cette optique, le programme s'appuie pleinement sur les indicateurs de contexte et les indicateurs de suivi existants, en ciblant ceux permettant de suivre les incidences probables. Ces indicateurs de suivi proposés sont présentés dans un tableau, pour chaque objectif spécifique ayant une incidence probable sur l'environnement.

L'expérience tirée du passé montre qu'il est important de ne pas proposer un système de suivi trop différent de celui existant pour le programme étudié. En

effet, deux systèmes distincts rajoutent de la complexité de gestion et dans les faits, seul le système de suivi du programme est renseigné in fine.

Principaux groupes cibles — article 22, paragraphe 3, point d) iii), du RDC:

- Etablissements gestionnaires du port et de l'aéroport
- Maitres d'ouvrages publics
- Collectivités

Mesures visant à garantir l'égalité, l'inclusion et la non-discrimination — article 22, paragraphe 3, point d) iv), du RDC et article 6 du règlement FSE+

L'égalité des chances, entre les sexes, la race ou l'origine ethnique, la religion ou les convictions, le handicap et l'âge ou l'orientation sexuelle sont des principes fondamentaux inscrits dans le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. Malgré les textes, cette égalité n'est pas observée de facto, en témoignent les données sur les différentes inégalités recensées en Martinique. Face à cette situation la collectivité territoriale de la Martinique œuvre pour limiter ces inégalités, en plaçant la garantie de l'égalité, l'inclusion et la non-discrimination comme une priorité transversale.

L'autorité de gestion, lors de la conception et mise en application du Programme, veille à garantir une parfaite égalité, en prenant en compte les obstacles que peuvent rencontrer les bénéficiaires, pouvant générer des inégalités.

La prise en compte de ces principes se traduit de plusieurs manières, premièrement par l'intégration dans le contrat de convergence et de transformation de la Martinique (2019-2022), d'un objectif visant à promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes. Deuxièmement, l'autorité de gestion s'efforcera de mettre en place un ensemble de mesures, comme établir un diagnostic territorial mettant en lumière les principaux obstacles et voies d'amélioration vers l'égalité. Les différents programmes et projets qui seront planifiés à travers ce Programme seront sources pour enrichir un diagnostic territorial fiable. Afin de garantir un suivi et évaluation sur ces objectifs, une attention particulière sera accordée aux indicateurs désagrégés par sexe, concernant les thèmes suivants (population-santé, travail-emploi, enseignement-éducation, revenus-salaires, conditions de vie-société). De plus, la collectivité s'engage à construire un réseau d'ambassadeurs et d'ambassadrices de l'égalité des chances, femmes/hommes, et de lutte contre toutes formes de discriminations.

Une approche spécifique pourra être développée, en proposant des actions ciblées

Indication des territoires spécifiques ciblés, y compris le recours prévu aux outils territoriaux — article 22, paragraphe 3, point d) v), du RDC

Tout le territoire martiniquais est concerné par les actions soutenues au titre de l’objectif spécifique 3.2 du FEDER.

Actions interrégionales, transfrontières et transnationales — article 22, paragraphe 3, point d) vi), du RDC

- Actions de coopération visant à échanger de bonnes pratiques et à l’émergence d’orientations communes sur la question de la connectivité régionale et des transports
- Appui au développement de plans stratégiques régionaux pour une meilleure connectivité maritime, aérienne et terrestre
- Actions de production de connaissances qui peuvent gagner à être mutualisés pour limiter les surcoûts
- Actions visant au partage d’expérience, à l’échange de bonnes pratiques et au renforcement des capacités
- L’appui à des projets d’infrastructures maritimes, aériennes, ou en lien avec secteur de la logistique

Utilisation prévue d’instruments financiers — article 22, paragraphe 3, point d) vii), du RDC

L’Objectif Spécifique vise à vise à accompagner l’ouverture à l’international de la Martinique et vise à accompagner la mutation des habitudes de transports des martiniquais de la Martinique en accompagnant le développement du transport aérien et maritime.

Compte-tenu de la nature des projets le recours à des instruments financiers ne s’avèrent pas pertinents et adaptés pour le territoire de la Martinique. Aussi, les projets seront soutenus via des interventions en mode subvention

2.1.1.1.2. Indicateurs

Référence: article 22, paragraphe 3, point d) ii), du RDC et article 8 du règlement FEDER et FC

Tableau 2: Indicateurs de réalisation

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur intermédiaire (2024)	Valeur cible (2029)
----------	---------------------	-------	---------------------	----	------------	-----------------	-----------------------------	---------------------

5	RSO3.2	FEDER	En transition	RCO54	Connexions intermodales nouvelles ou modernisées	connexions intermodales	1,00	3,00
---	--------	-------	---------------	-------	--	-------------------------	------	------

Référence: article 22, paragraphe 3, point d) ii), du RDC

Tableau 3: Indicateurs de résultat

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur de base ou de référence	Année de référence	Valeur cible (2029)	Source des données	Commentaires
5	RSO3.2	FEDER	En transition	RCR29	Émissions estimées de gaz à effet de serre	tonnes CO2(e)/an	50,00	2021-2029	6 000,00	Enquêtes	Estimation basée sur 6 millions de tonnes de marchandises transportées avec 2 kg de CO2 / tonne de marchandises.

2.1.1.1.3. Ventilation indicative des ressources programmées (UE) par type d'intervention

Référence: article 22, paragraphe 3, point d) viii), du RDC

Tableau 4: Dimension 1 — Domaine d'intervention

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
5	RSO3.2	FEDER	En transition	108. Transports multimodaux (RTE-T)	8 472 095,00
5	RSO3.2	FEDER	Ultrapériphériques ou septentrionales à faible densité de population	110. Ports maritimes (RTE-T)	3 827 753,00
5	RSO3.2	FEDER	Ultrapériphériques ou septentrionales à faible densité de population	117. Voies navigables intérieures et ports (régionaux et locaux), à l'exclusion des installations destinées au transport de combustibles fossiles	4 784 689,00
5	RSO3.2	FEDER	Ultrapériphériques ou septentrionales à faible densité de population	178. Régions ultrapériphériques: aéroports	3 526 315,00
5	RSO3.2	Total			20 610 852,00

Tableau 5: Dimension 2 — Forme de financement

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
----------	---------------------	-------	---------------------	------	------------------

5	RSO3.2	FEDER	En transition	01. Subvention	8 472 095,00
5	RSO3.2	FEDER	Ultrapériphériques ou septentrionales à faible densité de population	01. Subvention	12 138 757,00
5	RSO3.2	Total			20 610 852,00

Tableau 6: Dimension 3 — Mécanisme d’application territorial et approche territoriale

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
5	RSO3.2	FEDER	En transition	33. Autres approches — Pas de ciblage géographique	8 472 095,00
5	RSO3.2	FEDER	Ultrapériphériques ou septentrionales à faible densité de population	33. Autres approches — Pas de ciblage géographique	12 138 757,00
5	RSO3.2	Total			20 610 852,00

Tableau 7: Dimension 6 — Thèmes secondaires du FSE+

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
----------	---------------------	-------	---------------------	------	------------------

Tableau 8: Dimension 7 — Dimension «égalité entre les hommes et les femmes» du FSE+*, du FEDER, du Fonds de cohésion et du FTJ

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
5	RSO3.2	FEDER	En transition	03. Neutralité du point de vue de l’égalité entre les hommes et les femmes	8 472 095,00
5	RSO3.2	FEDER	Ultrapériphériques ou septentrionales à faible densité de population	03. Neutralité du point de vue de l’égalité entre les hommes et les femmes	12 138 757,00
5	RSO3.2	Total			20 610 852,00

* En principe, pourcentage de 40 % pour la contribution du FSE+ au suivi de l’égalité entre les hommes et les femmes. Un pourcentage de 100 % est d’application lorsqu’un État membre choisit de recourir à l’article 6 du règlement FSE+

2.1.1. Priorité: 6. Une Martinique performante et inclusive (FEDER)

2.1.1.1. Objectif spécifique: RSO4.2. Améliorer l'égalité d'accès à des services de qualité et inclusifs dans l'éducation, la formation et l'apprentissage tout au long de la vie grâce au développement d'infrastructures accessibles, notamment en favorisant la résilience dans le domaine de l'enseignement et de la formation à distance et en ligne (FEDER)

2.1.1.1.1. Interventions des Fonds

Référence: article 22, paragraphe 3, points d) i), iii), iv), v), vi) et vii), du RDC

Types de mesures correspondants — article 22, paragraphe 3, point d) i), du RDC et article 6 du règlement FSE+:

Constats] Justification de l'intervention du FEDER :

La section 1 souligne la vétusté d'une grande partie des établissements scolaires et universitaires, ainsi qu'il convient de rénover afin de répondre à cet objectif spécifique. Le FEDER accompagnera également la rénovation, la construction d'écoles privées. L'implantation d'écoles privées sur le territoire répondra à un enjeu fort d'amélioration de l'offre de formation sur le territoire, ce qui intègre la promotion de **l'égalité d'accès** à une éducation et une formation de **qualité et inclusive**, en particulier pour les **groupes défavorisés**. ***L'accompagnement des institutions privées via le FEDER sera justifié par le déploiement d'une offre de formation non accessible sur le territoire ; ou dont l'offre est très restreinte afin de limiter une fuite démographique supplémentaire. L'objectif étant d'offrir localement un maximum d'opportunité de formations.***

L'accès aux groupes vulnérables aux écoles privées sera facilité par un accompagnement FSE+ via le déploiement de la mise en œuvre d'un contrat d'apprentissage en soutenant l'entreprise recruteuse ; ou encore l'Etat financera les bourses aux publics vulnérables.

De plus, l'analyse des raisons justifiant une partie du chômage des jeunes femmes en manque de qualification est également la problématique de la garde des jeunes enfants dans les structures habilitées pour ce faire.

La problématique d'une faible natalité sur le territoire n'est que renforcée avec le manque de places en crèches ou garde pendant les heures de travail.

- Taux de couverture : 42,1% (hors scolarisation des 2 ans)
- Taux d'équipement PSU : 19,0 pour 100 enfants de moins de 0-2 ans

De disparités davantage marquées pour le taux d'équipement (EAJE PSU seulement) que pour le taux de couverture

- La CAESM et la CAPNM, à savoir le nord et le sud du Département) affichent des taux faibles et en deçà de la moyenne martiniquaise
- Les différences de taux entre les EPCI sont davantage marquées pour le taux d'équipement (21,7 points de différence entre la CACEM et la CAESM) que pour le taux de couverture (10,9 points entre ces deux mêmes EPCI)
- L'offre collective hors PSU et l'accueil individuel semblent ainsi compenser les taux d'équipement PSU faibles observés hors CACEM

Des territoires dont l'offre en EAJE PSU semblent sous dimensionnée au regard des besoins

- La CAESM présente les taux d'équipement et de couverture les plus faibles du Département
- Cet EPCI ne dispose sur son territoire que de 12,4% des places en EAJE PSU alors qu'il concentre près d'un tiers des enfants de moins de 2 ans
- Il est également l'EPCI où la part des enfants de moins de 2 ans dont les parents ne travaillent pas est la plus faible (38,3% contre 40,3% à l'échelle de la Martinique)

Ainsi l'intervention de l'OS4.2 accompagnera également l'augmentation de l'offre de garde des jeunes enfants et des Nourrissons.

L'investissement qui sera réalisé ne contribuera pas d'avantage à séparer / isoler ou maintenir la ségrégation éducative et spatiale des groupes marginalisés y compris les minorités, les personnes en situation de handicap, les personnes issues de l'immigration.

[Résultats recherchés / changements attendus] : Défis et résultats attendus

La mobilisation de cet objectif spécifique permettra ainsi d'offrir des conditions de d'accueil de qualité et de sécurité aux élèves (et à la population en temps de crise)

L'extension de l'Université des Antilles sera accompagnée par le FSE+ ; en effet l'extension de l'UA s'accompagne d'une amélioration et d'une augmentation de l'offre de formation sur le site de l'Université des Antilles.

Tous les investissements soutenus par le FEDER dans les domaines de l'éducation et de la formation au titre de l'OS4.2 seront complétés par des mesures pertinentes du FSE+.

L'objectif spécifique 4.2 vise : à soutenir les types d'opération suivants

1. Prévenir la détérioration du patrimoine bâti, d'en assurer l'attractivité et la conservation et répondre à un besoin de modernisation des bâtiments
2. La numérisation des infrastructures de formation (fourniture d'équipement aux infrastructures de formation).
3. Réduire la vulnérabilité sismique des bâtiments et assurer le confortement parasismique
4. Assurer la mise en accessibilité au public à mobilité réduite
5. Augmenter et améliorer l'offre de garde des enfants
6. Déploiement de crèches, et de structures d'accueil de la petite enfance

Les types d'actions ont été évalués comme compatibles avec le principe consistant à ne pas causer de préjudice important, dit DNSH, car ils ne devraient pas avoir d'impact négatif significatif sur l'environnement en raison de leur nature, avec des critères environnementaux qui sont intégrés pour la sélection des projets, afin de répondre à la stratégie du programme.

Tous les investissements dans les domaines de l'inclusion sociale et du logement au titre de l'OS4.2 seront formulés à la suite de l'analyse des lacunes 'gap analysis' et des résultats de la cartographie des infrastructures, des services et des besoins, y compris au niveau micro-régional, avec un accent particulier sur les inégalités territoriales, la ségrégation éducative et spatiale et l'évolution démographique.

Critères environnementaux pour la sélection des projets :

Le système de suivi concerne principalement les incidences négatives probables non corrigées dans la dernière version du PO FEDER-FSE+.

L'objectif est d'identifier rapidement d'éventuelles incidences négatives imprévues et d'engager si nécessaire des actions correctives adéquates. Il s'agit également de suivre les incidences probables et non compensables, pour s'assurer que celles-ci ne soient pas plus importantes que prévu. Dans cette optique, le programme s'appuie pleinement sur les indicateurs de contexte et les indicateurs de suivi existants, en ciblant ceux permettant de suivre les incidences probables. Ces indicateurs de suivi proposés sont présentés dans un tableau, pour chaque objectif spécifique ayant une incidence probable sur l'environnement.

L'expérience tirée du passé montre qu'il est important de ne pas proposer un système de suivi trop différent de celui existant pour le programme étudié. En effet, deux systèmes distincts rajoutent de la complexité de gestion et dans les faits, seul le système de suivi du programme est renseigné in fine.

Concernant les projets impliquant des travaux, la consommation d'espace, le développement d'infrastructures, sera mis en place un système de sélection des projets s'appuyant sur des critères d'éligibilité (sélection, priorisation, bonification, éco-conditionnalité) clairement définis, afin de favoriser l'émergence de projets à incidence positive sur l'environnement et de limiter ceux qui pourraient l'impacter négativement.

Ces actions seront portées par les domaines d'intervention suivants :

- **121 : Infrastructure pour l'éducation et l'accueil de la petite enfance**
- **122 : Infrastructure pour l'enseignement primaire et secondaire**
- **124 : Infrastructure pour l'enseignement et la formation professionnels et l'apprentissage des adultes**

Les investissements, au titre de l'OS4.2, comprendront des mesures visant à favoriser l'accès à un enseignement général de haute qualité et non ségrégué à tous les niveaux (logement, emploi, santé, soins sociaux et de longue durée)

Les financements prendront la forme de subventions dans le cadre de cet objectif spécifique.

Principaux groupes cibles — article 22, paragraphe 3, point d) iii), du RDC:

- Etudiants
- Apprentis
- Petite enfance
- **Les groupes marginalisés, les minorités, les personnes en situation de handicap, les personnes issues de l'immigration**

Mesures visant à garantir l'égalité, l'inclusion et la non-discrimination — article 22, paragraphe 3, point d) iv), du RDC et article 6 du règlement FSE+

L'égalité des chances, entre les sexes, la race ou l'origine ethnique, la religion ou les convictions, le handicap et l'âge ou l'orientation sexuelle sont des principes fondamentaux inscrits dans le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. Malgré les textes, cette égalité n'est pas observée de facto, en témoignent les données sur les différentes inégalités recensées en Martinique. Face à cette situation la collectivité territoriale de la Martinique œuvre pour limiter ces inégalités, en plaçant la garantie de l'égalité, l'inclusion et la non-discrimination comme une priorité transversale.

L'autorité de gestion, lors de la conception et mise en application du Programme, veille à garantir une parfaite égalité, en prenant en compte les obstacles que peuvent rencontrer les bénéficiaires, pouvant générer des inégalités.

La prise en compte de ces principes se traduit de plusieurs manières, premièrement par l'intégration dans le contrat de convergence et de transformation de la Martinique (2019-2022), d'un objectif visant à promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes. Deuxièmement, l'autorité de gestion s'efforcera de mettre en place un ensemble de mesures, comme établir un diagnostic territorial mettant en lumière les principaux obstacles et voies d'amélioration vers l'égalité. Les différents programmes et projets qui seront planifiés à travers ce Programme seront sources pour enrichir un diagnostic territorial fiable. Afin de garantir un suivi et évaluation sur ces objectifs, une attention particulière sera accordée aux indicateurs désagrégés par sexe, concernant les thèmes suivants (population-santé, travail-emploi, enseignement-éducation, revenus-salaires, conditions de vie-société). De plus, la collectivité s'engage à construire un réseau d'ambassadeurs et d'ambassadrices de l'égalité des chances, femmes/hommes, et de lutte contre toutes formes de discriminations.

Tous les projets soutenus par le FEDER seront accessibles pour les personnes handicapées

Une approche spécifique pourra être développée, en proposant des actions ciblées

Indication des territoires spécifiques ciblés, y compris le recours prévu aux outils territoriaux — article 22, paragraphe 3, point d) v), du RDC

Tout le territoire martiniquais est concerné par les actions soutenues au titre de l'objectif spécifique 4.2 du FEDER.

Actions interrégionales, transfrontières et transnationales — article 22, paragraphe 3, point d) vi), du RDC

Sans objet

Utilisation prévue d'instruments financiers — article 22, paragraphe 3, point d) vii), du RDC

L'Objectif Spécifique vise à offrir des conditions de d'accueil de qualité et de sécurité aux élèves (et à la population en temps de crise). Le territoire souffre

de la vétusté d'une grande partie des établissements scolaires et universitaires, ainsi il convient de les rénover. Compte-tenu de la nature des projets le recours à des instruments financiers ne s'avèrent pas pertinents et adaptés pour le territoire de la Martinique. Aussi, les projets seront soutenus via des interventions en mode subvention

2.1.1.1.2. Indicateurs

Référence: article 22, paragraphe 3, point d) ii), du RDC et article 8 du règlement FEDER et FC

Tableau 2: Indicateurs de réalisation

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur intermédiaire (2024)	Valeur cible (2029)
6	RSO4.2	FEDER	En transition	RCO66	Capacité des salles de classe des installations nouvelles ou modernisées pour l'accueil d'enfants	personnes	500,00	6 000,00
6	RSO4.2	FEDER	En transition	RCO67	Capacité des salles de classe des installations nouvelles ou modernisées pour l'enseignement	personnes	100,00	2 500,00

Référence: article 22, paragraphe 3, point d) ii), du RDC

Tableau 3: Indicateurs de résultat

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur de base ou de référence	Année de référence	Valeur cible (2029)	Source des données	Commentaires
6	RSO4.2	FEDER	En transition	RCR70	Nombre annuel d'utilisateurs des installations nouvelles ou modernisées pour l'accueil d'enfants	utilisateurs/an	0,00	2018-2029	2 500,00	Insee	
6	RSO4.2	FEDER	En transition	RCR71	Nombre annuel d'utilisateurs des installations nouvelles ou modernisées pour l'enseignement	utilisateurs/an	500,00	2018-2029	2 200,00	Insee	

2.1.1.1.3. Ventilation indicative des ressources programmées (UE) par type d'intervention

Référence: article 22, paragraphe 3, point d) viii), du RDC

Tableau 4: Dimension 1 — Domaine d'intervention

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
6	RSO4.2	FEDER	En transition	121. Infrastructures pour l'éducation et l'accueil de la petite enfance	2 870 813,00
6	RSO4.2	FEDER	En transition	122. Infrastructures pour l'enseignement primaire et secondaire	4 784 693,00
6	RSO4.2	FEDER	En transition	124. Infrastructures pour l'enseignement et la formation professionnels et l'éducation des adultes	7 655 502,00
6	RSO4.2	Total			15 311 008,00

Tableau 5: Dimension 2 — Forme de financement

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
6	RSO4.2	FEDER	En transition	01. Subvention	15 311 008,00
6	RSO4.2	Total			15 311 008,00

Tableau 6: Dimension 3 — Mécanisme d'application territorial et approche territoriale

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
6	RSO4.2	FEDER	En transition	33. Autres approches — Pas de ciblage géographique	15 311 008,00
6	RSO4.2	Total			15 311 008,00

Tableau 7: Dimension 6 — Thèmes secondaires du FSE+

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
----------	---------------------	-------	---------------------	------	------------------

Tableau 8: Dimension 7 — Dimension «égalité entre les hommes et les femmes» du FSE+*, du FEDER, du Fonds de cohésion et du FTJ

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
6	RSO4.2	FEDER	En transition	03. Neutralité du point de vue de l'égalité entre les hommes et les femmes	15 311 008,00
6	RSO4.2	Total			15 311 008,00

* En principe, pourcentage de 40 % pour la contribution du FSE+ au suivi de l'égalité entre les hommes et les femmes. Un pourcentage de 100 % est d'application lorsqu'un État membre choisit de recourir à l'article 6 du règlement FSE+

2.1.1.1. Objectif spécifique: RSO4.3. Favoriser l'intégration socio-économique des communautés marginalisées, des ménages à faible revenu et des groupes défavorisés, y compris les personnes ayant des besoins particuliers, au moyen de mesures intégrées, notamment en ce qui concerne le logement et les services sociaux (FEDER)

2.1.1.1.1. Interventions des Fonds

Référence: article 22, paragraphe 3, points d) i), iii), iv), v), vi) et vii), du RDC

Types de mesures correspondants — article 22, paragraphe 3, point d) i), du RDC et article 6 du règlement FSE+:

Constats] Justification de l'intervention du FEDER :

La situation de confinement liée à la crise sanitaire a mis en lumière les problématiques majeures de violences intra familiales. La CTM n'a pu que constater les lacunes en termes de capacité de réception des personnes en recherche de logement d'urgence. Les infrastructures souhaitées envisagées sont publiques, accessibles à toute la population et ne seront pas implantées dans des ségrégues. Il s'agira de logements d'urgence dédiés à accueillir les personnes en besoin. Les personnes logées y seront sur une courte durée le temps de leur trouver un logement de longue durée; ou une situation alternative sécurisée en fonction de leurs besoins. Les cibles sont principalement les victimes de violences intra familiales. Des mesures d'urgence seront déployées pour leur permettre de trouver au plus vite une stabilisation de leur situation. (Aide alimentaire, assistance sociale, aide à l'accession au logement via les bailleurs sociaux) principalement financées par le FSE+.

L'investissement qui sera réalisé ne contribuera pas d'avantage à séparer / isoler ou maintenir la ségrégation éducative et spatiale des groupes marginalisés y compris les minorités, les personnes en situation de handicap, les personnes issues de l'immigration.

Les investissements dans les institutions (y compris les petits logements collectifs, quelle que soit leur taille), respectera les exigences de vie autonome conformément à la CNUDPH, les investissements vont se concentrer sur la construction de services non résidentiels à la famille et de proximité.

Les investissements dans les infrastructures sociales et de santé seront conformes aux exigences de la CNUDPH, y compris l'observation générale no 5 et les observations finales du comité de la CDPH, dans le respect des principes d'égalité, de liberté de choix, de droit à l'autonomie, d'accessibilité et d'interdiction de toute forme de ségrégation.

Les investissements devront démontrer le respect de la stratégie de désinstitutionalisation et des cadres stratégiques et juridiques pertinents de l'UE pour le respect des obligations en matière de droits de l'homme, à savoir la charte des droits fondamentaux, le socle européen des droits sociaux et la stratégie en faveur des droits des personnes handicapées 2021-2030.

Conformément au principe de partenariat, des organismes indépendants de défense des droits fondamentaux et des organisations de défense des droits de l'homme seront associés à toutes les étapes de la programmation, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation des investissements dans les infrastructures sociales et de santé afin de garantir le respect des principes d'autonomie, de non-ségrégation et de non-discrimination, conformément à la CNUDPH et à la charte des droits fondamentaux.

[Résultats recherchés / changements attendus] : Défis et résultats attendus

La mobilisation de cet objectif spécifique permettra de développer une solution d'hébergement accessible par tous et pour tous. Pour ce faire les objectifs visés sont les suivants :

- Augmenter le nombre de centres d'accueil d'urgence

Ces actions seront soutenues **au titre des : DI 127 Autres infrastructures sociales contribuant à l'inclusion sociale dans la communauté**

- Augmenter la capacité d'accueil des logements dits d'urgence
- Déploiement de structures d'accueil d'urgence des populations en difficulté intrafamiliale (Violence Conjugale, rupture familiale...)

Tous les investissements dans les domaines de l'inclusion sociale et du logement au titre de l'OS4.3 seront formulés à la suite de l'analyse des lacunes et des résultats de la cartographie des infrastructures, des services et des besoins, y compris au niveau micro-régional, avec un accent particulier sur les inégalités territoriales, la ségrégation éducative et spatiale et l'évolution démographique.

Ces actions seront soutenues **au titre des :**

DI 126 « Infrastructures de logement (autres que pour les migrants, les réfugiés et les personnes sous ou demandant une protection)»

DI 127 « Autres infrastructures sociales contribuant à l'inclusion sociale dans la communauté »

Les financements prendront la forme de subventions dans le cadre de cet objectif spécifique.

Les types d'actions ont été évalués comme compatibles avec le principe consistant à ne pas causer de préjudice important, dit DNSH, car ils ne devraient pas

avoir d'impact négatif significatif sur l'environnement en raison de leur nature.

Critères environnementaux pour la sélection des projets :

Le système de suivi concerne principalement les incidences négatives probables non corrigées dans la dernière version du PO FEDER-FSE+.

L'objectif est d'identifier rapidement d'éventuelles incidences négatives imprévues et d'engager si nécessaire des actions correctives adéquates. Il s'agit également de suivre les incidences probables et non compensables, pour s'assurer que celles-ci ne soient pas plus importantes que prévu. Dans cette optique, le programme s'appuie pleinement sur les indicateurs de contexte et les indicateurs de suivi existants, en ciblant ceux permettant de suivre les incidences probables. Ces indicateurs de suivi proposés sont présentés dans un tableau, pour chaque objectif spécifique ayant une incidence probable sur l'environnement.

L'expérience tirée du passé montre qu'il est important de ne pas proposer un système de suivi trop différent de celui existant pour le programme étudié. En effet, deux systèmes distincts rajoutent de la complexité de gestion et dans les faits, seul le système de suivi du programme est renseigné in fine.

Principaux groupes cibles — article 22, paragraphe 3, point d) iii), du RDC:

- **Les groupes marginalisés**
- **Les minorités**
- **Les personnes en situation de handicap**
- **Les personnes issues de l'immigration**
- **Les personnes vieillissantes**

Mesures visant à garantir l'égalité, l'inclusion et la non-discrimination — article 22, paragraphe 3, point d) iv), du RDC et article 6 du règlement FSE+

L'égalité des chances, entre les sexes, la race ou l'origine ethnique, la religion ou les convictions, le handicap et l'âge ou l'orientation sexuelle sont des principes fondamentaux inscrits dans le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. Malgré les textes, cette égalité n'est pas observée de facto, en témoignent les données sur les différentes inégalités recensées en Martinique. Face à cette situation la collectivité territoriale de la Martinique œuvre pour limiter ces inégalités, en plaçant la garantie de l'égalité, l'inclusion et la non-discrimination comme une priorité transversale.

L'autorité de gestion, lors de la conception et mise en application du Programme, veille à garantir une parfaite égalité, en prenant en compte les obstacles que peuvent rencontrer les bénéficiaires, pouvant générer des inégalités.

La prise en compte de ces principes se traduit de plusieurs manières, premièrement par l'intégration dans le contrat de convergence et de transformation de la Martinique (2019-2022), d'un objectif visant à promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes. Deuxièmement, l'autorité de gestion s'efforcera de mettre en place un ensemble de mesures, comme établir un diagnostic territorial mettant en lumière les principaux obstacles et voies d'amélioration vers l'égalité. Les différents programmes et projets qui seront planifiés à travers ce Programme seront sources pour enrichir un diagnostic territorial fiable. Afin de garantir un suivi et évaluation sur ces objectifs, une attention particulière sera accordée aux indicateurs désagrégés par sexe, concernant les thèmes suivants (population-santé, travail-emploi, enseignement-éducation, revenus-salaires, conditions de vie-société). De plus, la collectivité s'engage à construire un réseau d'ambassadeurs et d'ambassadrices de l'égalité des chances, femmes/hommes, et de lutte contre toutes formes de discriminations.

Une approche spécifique pourra être développée, en proposant des actions ciblées

Indication des territoires spécifiques ciblés, y compris le recours prévu aux outils territoriaux — article 22, paragraphe 3, point d) v), du RDC

Tout le territoire martiniquais est concerné par les actions soutenues au titre des l'objectifs spécifiques 4.3 du FEDER.

Actions interrégionales, transfrontières et transnationales — article 22, paragraphe 3, point d) vi), du RDC

Sans objet

Utilisation prévue d'instruments financiers — article 22, paragraphe 3, point d) vii), du RDC

L'Objectif Spécifique vise à développer une offre d'hébergement accessible par tous et pour tous, et notamment à augmenter l'offre de garde des jeunes enfants et des nourrissons et augmenter le nombre de centres d'accueil d'urgence. Compte-tenu de la nature des projets le recours à des instruments financiers ne s'avèrent pas pertinents et adaptés pour le territoire de la Martinique. Aussi, les projets seront soutenus via des interventions en mode subvention

2.1.1.1.2. Indicateurs

Référence: article 22, paragraphe 3, point d) ii), du RDC et article 8 du règlement FEDER et FC

Tableau 2: Indicateurs de réalisation

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur intermédiaire (2024)	Valeur cible (2029)
6	RSO4.3	FEDER	En transition	RCO65	Capacité de logements sociaux, abordables et durables nouveaux ou modernisés	personnes	0,00	90,00

Référence: article 22, paragraphe 3, point d) ii), du RDC

Tableau 3: Indicateurs de résultat

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur de base ou de référence	Année de référence	Valeur cible (2029)	Source des données	Commentaires
6	RSO4.3	FEDER	En transition	RCR67	Nombre annuel d'utilisateurs de logements sociaux, abordables et durables nouveaux ou modernisés	utilisateurs/an	0,00	2021-2029	1 560,00	Rapports annuels	

2.1.1.1.3. Ventilation indicative des ressources programmées (UE) par type d'intervention

Référence: article 22, paragraphe 3, point d) viii), du RDC

Tableau 4: Dimension 1 — Domaine d'intervention

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
6	RSO4.3	FEDER	En transition	126. Infrastructures de logement (autres que pour les migrants, les réfugiés et les personnes qui bénéficient ou demandent à bénéficier de la protection internationale)	4 784 689,00
6	RSO4.3	FEDER	En transition	127. Autres infrastructures sociales contribuant à l'inclusion sociale dans la communauté	4 784 689,00
6	RSO4.3	Total			9 569 378,00

Tableau 5: Dimension 2 — Forme de financement

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
6	RSO4.3	FEDER	En transition	01. Subvention	9 569 378,00

6	RSO4.3	Total			9 569 378,00
---	--------	-------	--	--	--------------

Tableau 6: Dimension 3 — Mécanisme d’application territorial et approche territoriale

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
6	RSO4.3	FEDER	En transition	33. Autres approches — Pas de ciblage géographique	9 569 378,00
6	RSO4.3	Total			9 569 378,00

Tableau 7: Dimension 6 — Thèmes secondaires du FSE+

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
----------	---------------------	-------	---------------------	------	------------------

Tableau 8: Dimension 7 — Dimension «égalité entre les hommes et les femmes» du FSE+*, du FEDER, du Fonds de cohésion et du FTJ

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
6	RSO4.3	FEDER	En transition	01. Mesures visant l’égalité entre les hommes et les femmes	4 784 689,00
6	RSO4.3	FEDER	En transition	02. Intégration des questions d’égalité entre les hommes et les femmes	4 784 689,00
6	RSO4.3	Total			9 569 378,00

* En principe, pourcentage de 40 % pour la contribution du FSE+ au suivi de l’égalité entre les hommes et les femmes. Un pourcentage de 100 % est d’application lorsqu’un État membre choisit de recourir à l’article 6 du règlement FSE+

2.1.1.1. Objectif spécifique: RSO4.5. Garantir l'égalité d'accès aux soins de santé et favoriser la résilience des systèmes de santé, y compris les soins de santé primaires, et promouvoir le passage d'une prise en charge institutionnelle à une prise en charge familiale ou de proximité (FEDER)

2.1.1.1.1. Interventions des Fonds

Référence: article 22, paragraphe 3, points d) i), iii), iv), v), vi) et vii), du RDC

Types de mesures correspondants — article 22, paragraphe 3, point d) i), du RDC et article 6 du règlement FSE+:

[Constats] Justification de l'intervention du FEDER :

A l'image de l'offre de soins hospitalière, 44 % de la population est concentré au centre de l'île. Dans un contexte insulaire, où les infrastructures de transports sont peu développées, auquel s'ajoute un vieillissement de la population, l'enjeu de l'organisation spatiale de l'offre de santé et de son accessibilité est exacerbé.

L'offre de formation dans le secteur de la santé constitue de fait un levier de développement pour le territoire au travers de la mise en place d'une chaîne de valeur dédiée à ces spécificités.

L'exigence d'une amélioration de l'accès aux soins pour tous, et notamment pour les populations vieillissantes, en perte d'autonomie ou en grande précarité, milite pour le développement d'une offre de centres médicalisés pour les personnes âgées.

Une articulation opération par opération s'opère avec le Plan Ségur du PRRN concernant les grands projets.

Cependant la CTM comblera le besoin en institutions de Santé dans les Déserts médicaux avec l'implantation de centres médicaux offrant des soins de qualité de proximité à la population résidant loin des centres d'activités et souvent vieillissante.

En Martinique, 145 400 personnes seraient âgées de 60 ans et plus en 2030 (20,7 millions de personnes en France hexagonale). Les personnes âgées de 60 à 74 ans sont globalement plus représentées sur CAP NORD ainsi que sur la commune de Sainte-Anne. Le secteur de l'aide à domicile constitue un axe fondamental de l'accompagnement des personnes âgées dépendantes, et devient, avec la mise en place de la loi d'Adaptation de la Société au Vieillissement, un levier important de la politique de prévention martiniquaise.

En accompagnant les aidants familiaux, il est nécessaire de renforcer également l'offre d'accueil temporaire ou de garde temporaire.

L'implantation d'infrastructures d'accueil ou de garde dans ces zones privées d'animations apporterait une offre complémentaire de garde:

Un centre d'accueil de jour offrira aux résidents :

- Le suivi de leurs soins médicaux
- La programmation d'activités multiples
- Une option de garde pour les familles aidantes

Le centre d'hébergement offrira entre autres comme prestation :

- Les activités pré-listées dans le centre d'accueil de jour
- Un accompagnement de nuit

La Collectivité Territoriale de Martinique désire, dans le cadre de la désinstitutionnalisation des EHPADs tel qu'ils sont déployés aujourd'hui, accompagner au mieux les populations vieillissantes et leurs familles sur tout le territoire ; avec un intérêt un peu plus marqué pour le Nord de la Martinique.

Pour ce faire la CTM souhaite accompagner :

- Développer des solutions innovantes de logements intermédiaires et inclusives, entre le domicile et l'établissement
- Déployer l'habitat intergénérationnel martiniquais qui vise à accueillir différentes générations.
- Créer une offre innovante de prise en charge des personnes handicapées vieillissantes
- Favoriser le déploiement de structures domiciliaires sur le nord de la Martinique avec la création d'un village pavillonnaire

L'investissement qui sera réalisé ne contribuera pas d'avantage à séparer / isoler ou maintenir la ségrégation éducative et spatiale des groupes marginalisés y compris les minorités, les personnes en situation de handicap, les personnes issues de l'immigration.

Dans ces actions, nous aurons une synergie entre le FEDER et le FSE+. En effet le FEDER accompagnera le déploiement d'infrastructures et le FSE+ accompagnera via des actions d'inclusion multiples et l'accompagnement de frais de fonctionnement.

[Résultats recherchés / changements attendus] : Défis et résultats attendus

La mobilisation de cet objectif spécifique permettra de développer une offre de santé accessible par tous et pour tous.

L'objectif spécifique 4.5 vise à :

- Augmenter et améliorer l'offre des soins de proximité pour tous
- Etude, travaux et infrastructures de santé (maison de proximité, maison de santé, centre médicalisé)
- Transformation, rénovation, équipement et rattrapage numérique dans les établissements médico-sociaux
- Outils pour interopérabilité et modernisation des outils numériques
- Matériels et équipement de santé

Ces actions seront soutenues **au titre des :**

- **DI 128 « Infrastructures de santé »**
- **DI 129 « Equipements de santé »**

Les types d'actions ont été évalués comme compatibles avec le principe consistant à ne pas causer de préjudice important, dit DNSH, car ils ne devraient pas

avoir d'impact négatif significatif sur l'environnement en raison de leur nature.

Tous les investissements dans les domaines de la santé, des services sociaux et des soins de longue durée dans le cadre de l'objectif stratégique 4.5 seront formulés à la suite de l'analyse des lacunes et des résultats de la cartographie des infrastructures, des services et des besoins, y compris au niveau micro-régional, avec un accent particulier sur les inégalités territoriales, la ségrégation éducative et spatiale et l'évolution démographique.

Les financements prendront la forme de subventions dans le cadre de cet objectif spécifique.

Les investissements en infrastructures pourront être complétés par les actions soutenant le personnel des soins de santé avec l'objectif d'attirer et garder plus de professionnels dans les zones défavorisées.

Engagements de l'autorité de gestion relatifs au principe de désinstitutionalisation : Toutes les mesures relatives aux infrastructures sociales et de soins de santé prises dans le cadre de tout objectif politique doivent répondre aux déficits d'investissement et se fonder sur les résultats des évaluations des besoins individuels et de la cartographie des infrastructures et des services. En particulier, l'évaluation des besoins individuels inclura les options, qui sont conformes à la convention des Nations unies relative aux droits des personnes handicapées (ci-après la «CNUDPH») et à ce que les personnes concernées aient été proposées, ainsi qu'une vue d'ensemble de ce qu'elles ont choisi. Il devrait également être clair si elles auraient préféré des options qui n'existent pas encore mais pour lesquelles des investissements sont nécessaires. Si tel était le cas, la priorité devrait être accordée aux investissements dans la création de ces options. La cartographie se fondera sur une vue d'ensemble du nombre actuel d'établissements résidentiels (à grande ou petite échelle, y compris les établissements résidentiels de proximité), de services familiaux non résidentiels et de services de proximité, en tenant compte des inégalités territoriales et des défis démographiques. Tous ces investissements dans les infrastructures sociales et de soins de santé doivent être pleinement conformes aux exigences de la CNUDPH, y compris l'observation générale no 5 et les observations finales du comité des droits des personnes handicapées des Nations unies, dans le respect des principes d'égalité, de liberté de choix, de droit à une vie autonome, d'accessibilité et d'interdiction de toute forme de ségrégation. En outre, l'accessibilité doit être garantie dans chaque investissement conformément aux normes d'accessibilité les plus récentes de l'UE. Les investissements devront démontrer le respect de la stratégie de désinstitutionalisation et des cadres stratégiques et juridiques pertinents de l'UE pour le respect des obligations en matière de droits de l'homme et y contribuer, à savoir la CNUDPH et l'observation générale no 5, le socle européen des droits sociaux et la stratégie en faveur des droits des personnes handicapées 2021-2030. Aucun investissement ne constituera un recul dans la stratégie de désinstitutionalisation des institutions existantes ni ne contribuera à la création de nouveaux cadres qui ne respectent pas pleinement la CNUDPH. Conformément au principe de partenariat, des organismes indépendants de défense des droits fondamentaux et des organisations de défense des droits de l'homme seront associés à toutes les étapes de la programmation, de la mise en oeuvre, du suivi et de l'évaluation des investissements dans les infrastructures sociales et de soins de santé afin de garantir le respect des principes d'autonomie de vie, de non-ségrégation et de non-discrimination, conformément à la CNUDPH et à la charte.

Critères environnementaux pour la sélection des projets :

Le système de suivi concerne principalement les incidences négatives probables non corrigées dans la dernière version du PO FEDER-FSE+.

L'objectif est d'identifier rapidement d'éventuelles incidences négatives imprévues et d'engager si nécessaire des actions correctives adéquates. Il s'agit également de suivre les incidences probables et non compensables, pour s'assurer que celles-ci ne soient pas plus importantes que prévu. Dans cette optique, le programme s'appuie pleinement sur les indicateurs de contexte et les indicateurs de suivi existants, en ciblant ceux permettant de suivre les incidences probables. Ces indicateurs de suivi proposés sont présentés dans un tableau, pour chaque objectif spécifique ayant une incidence probable sur l'environnement.

L'expérience tirée du passé montre qu'il est important de ne pas proposer un système de suivi trop différent de celui existant pour le programme étudié. En

effet, deux systèmes distincts rajoutent de la complexité de gestion et dans les faits, seul le système de suivi du programme est renseigné in fine.

Principaux groupes cibles — article 22, paragraphe 3, point d) iii), du RDC:

Bénéficiaires:

- Collectivités
- Maîtres d'ouvrages publics
- Bailleurs sociaux
- Entreprises,

Groupes cibles

- **Les groupes marginalisés**
- **Les minorités**
- **Les personnes en situation de handicap**
- **Les personnes issues de l'immigration**
- **Les personnes vieillissantes**

Mesures visant à garantir l'égalité, l'inclusion et la non-discrimination — article 22, paragraphe 3, point d) iv), du RDC et article 6 du règlement FSE+

L'égalité des chances, entre les sexes, la race ou l'origine ethnique, la religion ou les convictions, le handicap et l'âge ou l'orientation sexuelle sont des principes fondamentaux inscrits dans le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. Malgré les textes, cette égalité n'est pas observée de facto, en témoignent les données sur les différentes inégalités recensées en Martinique. Face à cette situation la collectivité territoriale de la Martinique œuvre pour limiter ces inégalités, en plaçant la garantie de l'égalité, l'inclusion et la non-discrimination comme une priorité transversale.

L'autorité de gestion, lors de la conception et mise en application du Programme, veille à garantir une parfaite égalité, en prenant en compte les obstacles que peuvent rencontrer les bénéficiaires, pouvant générer des inégalités.

La prise en compte de ces principes se traduit de plusieurs manières, premièrement par l'intégration dans le contrat de convergence et de transformation de la Martinique (2019-2022), d'un objectif visant à promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes. Deuxièmement, l'autorité de gestion s'efforcera de mettre en place un ensemble de mesures, comme établir un diagnostic territorial mettant en lumière les principaux obstacles et voies d'amélioration vers l'égalité. Les différents programmes et projets qui seront planifiés à travers ce Programme seront sources pour enrichir un diagnostic territorial fiable. Afin de garantir un suivi et évaluation sur ces objectifs, une attention particulière sera accordée aux indicateurs désagrégés par sexe, concernant les thèmes suivants (population-santé, travail-emploi, enseignement-éducation, revenus-salaires, conditions de vie-société). De plus, la collectivité s'engage à construire un réseau d'ambassadeurs et d'ambassadrices de l'égalité des chances, femmes/hommes, et de lutte contre toutes formes de discriminations.

Tous les projets soutenus par le FEDER seront accessibles pour les personnes handicapées.

Une approche spécifique pourra être développée, en proposant des actions ciblées

Indication des territoires spécifiques ciblés, y compris le recours prévu aux outils territoriaux — article 22, paragraphe 3, point d) v), du RDC

Tout le territoire martiniquais est concerné par les actions soutenues au titre des objectifs spécifiques 4.5 du FEDER.

Actions interrégionales, transfrontières et transnationales — article 22, paragraphe 3, point d) vi), du RDC

Sans objet

Utilisation prévue d'instruments financiers — article 22, paragraphe 3, point d) vii), du RDC

L'Objectif Spécifique vise à développer une offre de santé accessible par tous et pour tous. Pour ce faire les objectifs visés sont les suivants : augmenter l'offre de soins de proximité sur le territoire, augmenter le nombre de centres d'accueil médicalisés pour personnes âgées sur le territoire et lutter contre les déserts médicaux. Compte-tenu de la nature des projets le recours à des instruments financiers ne s'avèrent pas pertinents et adaptés pour le territoire de la Martinique. Aussi, les projets seront soutenus via des interventions en mode subvention

2.1.1.1.2. Indicateurs

Référence: article 22, paragraphe 3, point d) ii), du RDC et article 8 du règlement FEDER et FC

Tableau 2: Indicateurs de réalisation

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur intermédiaire (2024)	Valeur cible (2029)
6	RSO4.5	FEDER	En transition	RCO69	Capacité des installations de soins de santé nouvelles ou modernisées	personnes/an	120 000,00	326 000,00

Référence: article 22, paragraphe 3, point d) ii), du RDC

Tableau 3: Indicateurs de résultat

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur de base ou de référence	Année de référence	Valeur cible (2029)	Source des données	Commentaires
6	RSO4.5	FEDER	En transition	RCR73	Nombre annuel d'utilisateurs des installations nouvelles ou modernisées pour les soins de santé	utilisateurs/an	0,00	2021-2029	155,00	Rapports	

2.1.1.1.3. Ventilation indicative des ressources programmées (UE) par type d'intervention

Référence: article 22, paragraphe 3, point d) viii), du RDC

Tableau 4: Dimension 1 — Domaine d'intervention

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
6	RSO4.5	FEDER	En transition	128. Infrastructures de santé	13 735 258,00
6	RSO4.5	FEDER	En transition	129. Équipements de santé	5 263 158,00
6	RSO4.5	Total			18 998 416,00

Tableau 5: Dimension 2 — Forme de financement

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
6	RSO4.5	FEDER	En transition	01. Subvention	18 998 416,00
6	RSO4.5	Total			18 998 416,00

Tableau 6: Dimension 3 — Mécanisme d’application territorial et approche territoriale

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
6	RSO4.5	FEDER	En transition	33. Autres approches — Pas de ciblage géographique	18 998 416,00
6	RSO4.5	Total			18 998 416,00

Tableau 7: Dimension 6 — Thèmes secondaires du FSE+

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
----------	---------------------	-------	---------------------	------	------------------

Tableau 8: Dimension 7 — Dimension «égalité entre les hommes et les femmes» du FSE+*, du FEDER, du Fonds de cohésion et du FTJ

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
6	RSO4.5	FEDER	En transition	03. Neutralité du point de vue de l’égalité entre les hommes et les femmes	18 998 416,00
6	RSO4.5	Total			18 998 416,00

* En principe, pourcentage de 40 % pour la contribution du FSE+ au suivi de l’égalité entre les hommes et les femmes. Un pourcentage de 100 % est d’application lorsqu’un État membre choisit de recourir à l’article 6 du règlement FSE+

2.1.1.1. Objectif spécifique: RSO4.6. Renforcer le rôle de la culture et du tourisme durable dans le développement économique, l'inclusion sociale et l'innovation sociale (FEDER)

2.1.1.1.1. Interventions des Fonds

Référence: article 22, paragraphe 3, points d) i), iii), iv), v), vi) et vii), du RDC

Types de mesures correspondants — article 22, paragraphe 3, point d) i), du RDC et article 6 du règlement FSE+:

[Constats] Justification de l'intervention du FEDER :

Le développement de la Martinique dépend fortement des activités touristiques qui gagnent en attractivité au travers des activités culturelles et de la valeur du patrimoine naturel de la Martinique, d'autant plus que ces activités sont inégalement réparties sur le territoire, ce qui peut entraîner des effets négatifs directs et indirects.

Avec de nombreux édifices inscrits ou classés au titre des monuments historiques, des musées d'orientation variée la Martinique présente des opportunités indéniables en **matière culturelle**, aujourd'hui non valorisés. Ainsi le programme encourage à suivre les « principes de qualité européenne » pour les interventions ayant une incidence potentielle sur le patrimoine. Celles-ci reflètent les principes directeurs intégrés, durables et inclusifs du nouveau Bauhaus européen.

De même que les secteurs du tourisme et de la culture participeront fortement à la transition numérique du territoire, cet outil augmentant l'attractivité et la visibilité du territoire à l'international.

L'investissement qui sera réalisé ne contribuera pas d'avantage à séparer / isoler ou maintenir la ségrégation éducative et spatiale des groupes marginalisés y compris les minorités, les personnes en situation de handicap, les personnes issues de l'immigration.

Selon un récent rapport de la Cour des comptes européenne, il est absolument nécessaire de garantir l'efficacité et la viabilité financière des investissements du FEDER dans les sites culturels grâce à la diversification des sources de revenus propres et à la dépendance accrue à leur égard. Le programme va encourager l'utilisation de fonds privés et améliorer l'autonomie financière des sites culturels bénéficiant d'un soutien afin de préserver le patrimoine culturel.

[Résultats recherchés / changements attendus] : Défis et résultats attendus

L'objectif est de dynamiser les pôles touristiques et culturels pour accompagner le développement économique de proximité ou des territoires, porteur d'emplois, tout en améliorant la qualité de vie des habitants.

Le STDEII montre que l'objectif est de se différencier par une offre structurée autour de filières d'excellence pour garantir une meilleure attractivité du territoire avec un tourisme durable.

L'action prioritaire consistera en la protection et la mise en valeur patrimoine naturel, bâti, mobilier, immatériel et culturel

Les actions de tourisme soutenues par le FEDER seront dites durables ; en effet elles seront en faveur d'une reprise économique, de participer à

L'inclusion sociale et à l'innovation sociale en vue des « Parcours de transition pour le tourisme », proposée pour la Commission Européen à la suite d'un processus de co-crédation avec les parties prenantes du secteur.

Les secteurs du Tourisme et de la Culture seront moteur d'actions d'économie circulaire dans le cadre de l'utilisation des énergies, des eaux, et la réduction des déchets. Ils seront également moteur d'innovations sociales et de management des équipes. Ces équipes bénéficieront via le FSE+ de formation de renforcement de leurs compétences, afin de bénéficier d'évolution de carrières bénéfiques sur leur territoire. (***« Parcours de transition pour le tourisme »***)

L'accent sera mis sur un nouvel accompagnement des entreprises en difficulté.

Il s'agit d'ouvrir de nouvelles perspectives en termes de compétitivité des territoires et des entreprises et de réduction des émissions de CO2, en limitant les besoins de déplacement avec une transition numérique réussie.

L'accompagnement de la numérisation du secteur touristique sera accompagné par l'OS1.2.

Toute intervention du FEDER ayant une incidence sur le patrimoine culturel sera conforme aux meilleures pratiques. L'autorité de gestion suivra les « PRINCIPES DE QUALITÉ EUROPÉENNE » pour les interventions financées par l'UE.

L'objectif spécifique vise à soutenir les types d'opération suivants :

1. Développer un tourisme durable sur l'ensemble du territoire

Le soutien du programme aux articles promotionnels sera basé sur les valeurs reflétées dans le « Parcours de transition pour le tourisme », principalement la durabilité, la résilience, la transition numérique et verte, l'inclusion sociale, et la diversification du produit touristique.

- Opérations de mise en valeur et de réhabilitation du patrimoine touristique martiniquais, en suivant les principes de qualité européenne pour les opérations ayant une incidence potentielle sur le patrimoine
- Promotion touristique (STDEII)
- Soutien aux infrastructures touristiques et promotionnelles

2. Assurer la réhabilitation et la préservation du patrimoine culturel martiniquais,

L'objectif est de favoriser l'éclosion de grands projets qui participeront à terme au rayonnement de la Martinique, grâce à une image renouvelée sur la scène internationale. Par ailleurs, il s'agira de rapprocher les manifestations de spectacle vivant, les plasticiens, les événementiels des populations des communes

- Redynamisation des équipements culturels
- Soutien aux actions artistiques
- Organisation des festivals d'arts, de musique : l'organisation de festivals d'art et de musique fera partie d'un soutien intégré apporté aux sites culturels ou une action autonome portée par une Collectivité (exemple : Festival de la Ville de Fort de France, Carnaval de Fort de France). Les festivals d'art, ou culturels verront leurs schémas économiques évoluer afin de garantir un retour sur investissement permettant une totale autonomie de leur réalisation les années suivantes.
- Animations culturelles
- Soutien aux infrastructures culturelles

3. Favoriser la protection et le développement du patrimoine naturel,

Les actions pourront entre autre être :

- Promotion locale, régionale, nationale et internationale de la Biodiversité
- La protection du patrimoine naturel

Les projets soutenus seront :

i)Soutenus par une analyse de la demande et une évaluation des besoins adéquates

ii)Coordonnés avec des projets dans des zones voisines, en évitant les chevauchements

iii)Un impact au-delà du projet lui-même sur la stimulation de l'activité touristique dans la région

iv)Durables et soient correctement entretenus dans les années suivant leur achèvement, suivant le récent rapport de la CCE sur le soutien de l'UE au tourisme.

Les actions de l'OS4.6 pourront entre autres:

- *Appui à la diversification du produit touristique qui contribue aux moyens de subsistance des communautés locales, y compris dans des destinations moins connues à fort potentiel*
- *Soutenir les mesures visant à faciliter la diversité culturelle dans l'accès à la culture en aidant les lieux locaux, les espaces culturels historiques favorisant la cohésion et l'identité communautaires*
- *Soutenir les entreprises culturelles et touristiques, les centres créatifs et les start-ups pour stimuler l'innovation sociale et technologique tout au long de la chaîne de valeur, la prestation de services sociaux innovants et promouvoir l'emploi, en particulier pour les communautés vulnérables, notamment en soutenant le développement de coopératives sociales et d'autres entreprises sociales dans les secteurs*

Ces actions seront soutenues **au titre :**

-Du domaine d'intervention **DI 165 « Protection, développement et promotion des actifs touristiques publics et services touristiques »**

-Du domaine d'intervention **DI 167 « Protection, développement et promotion du patrimoine naturel et de l'écotourisme, autre que les sites Natura 2000 ».**

Ces actions seront soutenues au titre **du DI 166 « Protection, développement et promotion du patrimoine culturel et des services culturels**

Les financements prendront la forme de subventions dans le cadre de cet objectif spécifique.

Les types d'actions ont été évalués comme compatibles avec le principe consistant à ne pas causer de préjudice important, dit DNSH, car ils ne devraient pas avoir d'impact négatif significatif sur l'environnement en raison de leur nature.

Critères environnementaux pour la sélection des projets :

Le système de suivi concerne principalement les incidences négatives probables non corrigées dans la dernière version du PO FEDER-FSE+.

L'objectif est d'identifier rapidement d'éventuelles incidences négatives imprévues et d'engager si nécessaire des actions correctives adéquates. Il s'agit également de suivre les incidences probables et non compensables, pour s'assurer que celles-ci ne soient pas plus importantes que prévu. Dans cette optique, le programme s'appuie pleinement sur les indicateurs de contexte et les indicateurs de suivi existants, en ciblant ceux permettant de suivre les incidences probables. Ces indicateurs de suivi proposés sont présentés dans un tableau, pour chaque objectif spécifique ayant une incidence probable sur l'environnement.

L'expérience tirée du passé montre qu'il est important de ne pas proposer un système de suivi trop différent de celui existant pour le programme étudié. En effet, deux systèmes distincts rajoutent de la complexité de gestion et dans les faits, seul le système de suivi du programme est renseigné in fine.

Principaux groupes cibles — article 22, paragraphe 3, point d) iii), du RDC:

A.Soutenir l'aménagement du territoire :

- EPCI, communes

B.Renforcer le rôle du tourisme dans le développement économique :

- Collectivités,
- EPCI,
- Etablissements publics
- Porteurs privés

C.Renforcer le rôle de la culture dans le développement économique :

- EPCI et communes
- Porteurs privés
- Porteurs publics

Mesures visant à garantir l'égalité, l'inclusion et la non-discrimination — article 22, paragraphe 3, point d) iv), du RDC et article 6 du règlement FSE+

L'égalité des chances, entre les sexes, la race ou l'origine ethnique, la religion ou les convictions, le handicap et l'âge ou l'orientation sexuelle sont des

principes fondamentaux inscrits dans le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. Malgré les textes, cette égalité n'est pas observée de facto, en témoignent les données sur les différentes inégalités recensées en Martinique. Face à cette situation la collectivité territoriale de la Martinique œuvre pour limiter ces inégalités, en plaçant la garantie de l'égalité, l'inclusion et la non-discrimination comme une priorité transversale.

L'autorité de gestion, lors de la conception et mise en application du PO, veille à garantir une parfaite égalité, en prenant en compte les obstacles que peuvent rencontrer les bénéficiaires, pouvant générer des inégalités.

La prise en compte de ces principes se traduit de plusieurs manières, premièrement par l'intégration dans le contrat de convergence et de transformation de la Martinique (2019-2022), d'un objectif visant à promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes. Deuxièmement, l'autorité de gestion s'efforcera de mettre en place un ensemble de mesures, comme établir un diagnostic territorial mettant en lumière les principaux obstacles et voies d'amélioration vers l'égalité. Les différents programmes et projets qui seront planifiés à travers ce Programme seront sources pour enrichir un diagnostic territorial fiable. Afin de garantir un suivi et évaluation sur ces objectifs, une attention particulière sera accordée aux indicateurs désagrégés par sexe, concernant les thèmes suivants (population-santé, travail-emploi, enseignement-éducation, revenus-salaires, conditions de vie-société). De plus, la collectivité s'engage à construire un réseau d'ambassadeurs et d'ambassadrices de l'égalité des chances, femmes/hommes, et de lutte contre toutes formes de discriminations.

Tous les projets soutenus par le FEDER seront accessibles pour les personnes handicapées

Une approche spécifique pourra être développée, en proposant des actions ciblées

Indication des territoires spécifiques ciblés, y compris le recours prévu aux outils territoriaux — article 22, paragraphe 3, point d) v), du RDC

Tout le territoire martiniquais est concerné par les actions soutenues au titre des objectifs spécifiques 4.6 du FEDER

Actions interrégionales, transfrontières et transnationales — article 22, paragraphe 3, point d) vi), du RDC

Sans objet

Utilisation prévue d'instruments financiers — article 22, paragraphe 3, point d) vii), du RDC

L'Objectif Spécifique vise à dynamiser les pôles touristiques et culturels pour accompagner le développement économique de proximité ou des territoires, porteur d'emplois, tout en améliorant la qualité de vie des habitants. Compte-tenu de la nature des projets le recours à des instruments financiers ne s'avèrent pas pertinents et adaptés pour le territoire de la Martinique. Aussi, les projets seront soutenus via des interventions en mode subvention

2.1.1.1.2. Indicateurs

Référence: article 22, paragraphe 3, point d) ii), du RDC et article 8 du règlement FEDER et FC

Tableau 2: Indicateurs de réalisation

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur intermédiaire (2024)	Valeur cible (2029)
6	RSO4.6	FEDER	En transition	RCO77	Nombre de sites culturels et touristiques bénéficiant d'un soutien	sites culturels et touristiques	1,00	8,00

Référence: article 22, paragraphe 3, point d) ii), du RDC

Tableau 3: Indicateurs de résultat

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur de base ou de référence	Année de référence	Valeur cible (2029)	Source des données	Commentaires
6	RSO4.6	FEDER	En transition	RCR77	Nombre de visiteurs de sites culturels et touristiques bénéficiant d'un soutien	visiteurs/an	630 000,00	2025-2029	595 092,00	Rapports d'exploitations annuels	

2.1.1.1.3. Ventilation indicative des ressources programmées (UE) par type d'intervention

Référence: article 22, paragraphe 3, point d) viii), du RDC

Tableau 4: Dimension 1 — Domaine d'intervention

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
6	RSO4.6	FEDER	En transition	165. Protection, développement et promotion des actifs touristiques publics et services touristiques	9 655 502,00
6	RSO4.6	FEDER	En transition	166. Protection, développement et promotion du patrimoine culturel et des services culturels	6 698 564,00

6	RSO4.6	FEDER	En transition	167. Protection, développement et promotion du patrimoine naturel et de l'écotourisme, autre que les sites Natura 2000	2 870 814,00
6	RSO4.6	Total			19 224 880,00

Tableau 5: Dimension 2 — Forme de financement

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
6	RSO4.6	FEDER	En transition	01. Subvention	19 224 880,00
6	RSO4.6	Total			19 224 880,00

Tableau 6: Dimension 3 — Mécanisme d'application territorial et approche territoriale

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
6	RSO4.6	FEDER	En transition	33. Autres approches — Pas de ciblage géographique	19 224 880,00
6	RSO4.6	Total			19 224 880,00

Tableau 7: Dimension 6 — Thèmes secondaires du FSE+

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
----------	---------------------	-------	---------------------	------	------------------

Tableau 8: Dimension 7 — Dimension «égalité entre les hommes et les femmes» du FSE+*, du FEDER, du Fonds de cohésion et du FTJ

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
6	RSO4.6	FEDER	En transition	03. Neutralité du point de vue de l'égalité entre les hommes et les femmes	19 224 880,00
6	RSO4.6	Total			19 224 880,00

* En principe, pourcentage de 40 % pour la contribution du FSE+ au suivi de l'égalité entre les hommes et les femmes. Un pourcentage de 100 % est d'application lorsqu'un État membre choisit de recourir à l'article 6 du règlement FSE+

2.1.1. Priorité: 7. Faire du capital humain un levier du développement

2.1.1.1. Objectif spécifique: ESO4.1. Améliorer l'accès à l'emploi et aux mesures d'activation pour tous les demandeurs d'emploi, notamment des jeunes, en particulier par la mise en œuvre de la garantie pour la jeunesse, pour les chômeurs de longue durée et des groupes défavorisés sur le marché du travail, et pour les personnes inactives, ainsi que par la promotion de l'emploi indépendant et de l'économie sociale; (FSE+)

2.1.1.1.1. Interventions des Fonds

Référence: article 22, paragraphe 3, points d) i), iii), iv), v), vi) et vii), du RDC

Types de mesures correspondants — article 22, paragraphe 3, point d) i), du RDC et article 6 du règlement FSE+:

[Constats] Justification de l'intervention du FSE+ :

La Collectivité Territoriale de Martinique souhaite améliorer l'employabilité des demandeurs d'emploi, des jeunes, ... afin de leur permettre d'acquérir et/ou avoir une expérience professionnelle et/ou de les former (davantage) aux rudiments du monde du travail.

Aussi Il est mis en avant en Martinique, comme partout en France que des progrès sont à faire concernant l'égalité entre les femmes et les hommes sur le marché du travail (voire 1.4).

La valorisation des emplois dans le secteur de l'économie sociale et solidaire est un enjeu en Martinique, d'autant plus que ces emplois sont majoritairement disponibles au travers d'associations. Une voie de développement est donc d'accompagner la diversification des emplois dans ce secteur.

L'investissement qui sera réalisé ne contribuera pas d'avantage à séparer / isoler ou maintenir la ségrégation éducative et spatiale des groupes marginalisés y compris les minorités, les personnes en situation de handicap, les personnes issues de l'immigration,

[Résultats recherchés / changements attendus] : Défis et résultats attendus

En cohérence avec le pacte territorial d'insertion 2019-2022 de Martinique, l'objectif spécifique A du FSE+ vise à soutenir des actions :

Pour l'accompagnement à la création/reprise d'entreprise :

- Les actions de promotion et d'accompagnement des projets de reprise d'entreprises
- Les actions de promotion et d'accompagnement de l'entrepreneuriat (jeunes et étudiants) et des projets innovants par incubateur ou accélérateur;
- Les actions d'accompagnement à la structuration financière des projets de création-reprise (prêt d'honneur, garantie, micro-crédits...) aux futurs créateurs-repreneurs.
- Les actions de promotion et d'accompagnement de l'entrepreneuriat féminin.

Pour le développement de l'ESS

- Action de formation et d'accompagnement à la création des entreprises dans l'ESS,
- Action de formation relevant du secteur de l'ESS,
- Favoriser la visibilité et la présence des entreprises de l'ESS sur les territoires,
- Favoriser le développement de projets partenariaux entre acteurs de l'ESS et entre ESS et non ESS pour maintenir les dynamiques locales

Pour favoriser l'accès à l'emploi

- Les actions d'accompagnement et les mesures d'activation vers l'emploi (plan d'actions collectives, individuelles et modulaires)
- Les actions de promotion et d'accompagnement des projets de reprise d'entreprises par des jeunes désirant s'installer en Martinique
- Les actions de promotion et d'accompagnement de l'entrepreneuriat (jeunes et étudiants) et des projets innovants par incubateur ou accélérateur par des jeunes désirant s'installer en Martinique;
- Les actions d'accompagnement vers l'emploi à destination des publics les plus éloignés (plan d'actions collectives, individuelles et modulaires) en dehors de la Martinique,
- L'orientation et l'accompagnement vers l'emploi ;
- Les actions de remobilisation vers l'emploi (élaboration du projet professionnel ou de formation à la recherche d'emploi, job dating,...) ;
- Les actions visant à lever les freins professionnels à l'emploi et à développer des compétences :
 - o mise en situation professionnelle ;
 - o Evaluation en milieu de travail ;
 - o Tutorat, ... ;
- Les démarches de médiation vers l'emploi ;
- Le soutien à l'immersion professionnelle et à l'acquisition des compétences en vue d'améliorer l'employabilité des jeunes
- ...

Les types d'actions ont été évalués comme compatibles avec le principe consistant 'à ne pas causer de préjudice important', dit DNSH, car ils ne devraient pas avoir d'impact négatif significatif sur l'environnement en raison de leur nature.

Principaux groupes cibles — article 22, paragraphe 3, point d) iii), du RDC:

- Les demandeurs d'emploi inscrits
- Par dérogation, les demandeurs d'emploi inscrits depuis moins de 6 mois à Pôle emploi.
- Jeunes inactifs,
- Jeunes de 16 à 29 ans qui ne sont pas en emploi
- Les femmes de manière générale dans une dynamique d'égalité entre les sexes sur le marché du travail.
- Structures de l'ESS (têtes de réseau locales, associations, coopératives, entreprises agréées ESUS ou équivalent),
- Etudiants

Mesures visant à garantir l'égalité, l'inclusion et la non-discrimination — article 22, paragraphe 3, point d) iv), du RDC et article 6 du règlement FSE+

L'égalité des chances, entre les sexes, la race ou l'origine ethnique, la religion ou les convictions, le handicap et l'âge ou l'orientation sexuelle sont des principes fondamentaux inscrits dans le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. Malgré les textes, cette égalité n'est pas observée de facto, en témoignent les données sur les différentes inégalités recensées en Martinique. Face à cette situation la collectivité territoriale de la Martinique œuvre pour limiter ces inégalités, en plaçant la garantie de l'égalité, l'inclusion et la non-discrimination comme une priorité transversale.

L'autorité de gestion, lors de la conception et mise en application du PO, veille à garantir une parfaite égalité, en prenant en compte les obstacles que peuvent rencontrer les bénéficiaires, pouvant générer des inégalités.

La prise en compte de ces principes se traduit de plusieurs manières, premièrement par l'intégration dans le contrat de convergence et de transformation de la Martinique (2019-2022), d'un objectif visant à promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes. Deuxièmement, l'autorité de gestion s'efforcera de mettre en place un ensemble de mesures, comme établir un diagnostic territorial mettant en lumière les principaux obstacles et voies d'amélioration vers l'égalité. Les différents programmes et projets qui seront planifiés à travers ce Programme seront sources pour enrichir un diagnostic territorial fiable. Afin de garantir un suivi et évaluation sur ces objectifs, une attention particulière sera accordée aux indicateurs désagrégés par sexe, concernant les thèmes suivants (population-santé, travail-emploi, enseignement-éducation, revenus-salaires, conditions de vie-société). De plus, la collectivité s'engage à construire un réseau d'ambassadeurs et d'ambassadrices de l'égalité des chances, femmes/hommes, et de lutte contre toutes formes de discriminations.

Le renforcement du capital ne peut s'opérer qu'avec un strict respect des principes de non discrimination, et d'égalité des chances.

Une approche spécifique pourra être développée, en proposant des actions ciblées

Indication des territoires spécifiques ciblés, y compris le recours prévu aux outils territoriaux — article 22, paragraphe 3, point d) v), du RDC

Tout le territoire martiniquais est concerné par les actions soutenues au titre de l’objectif spécifique 4.1 du FSE+.

Actions interrégionales, transfrontières et transnationales — article 22, paragraphe 3, point d) vi), du RDC

- Actions de coopération visant à l’échange de bonnes pratiques et à l’émergence d’orientations communes
- Actions de production de connaissances
- Actions visant à structurer les filières porteuses d’emplois dans le secteur de la culture
- Actions visant au partage d’expériences, à l’échange de bonnes pratiques et au renforcement des capacités

Utilisation prévue d’instruments financiers — article 22, paragraphe 3, point d) vii), du RDC

Compte-tenu de la nature des, de la nature des porteurs de projets visés par le FSE+ , il n’est pas envisagé, en cohérence avec l’actualisation de l’évaluation ex ante ingénierie financière de mobiliser du FSE+ via des instruments financiers. Toutes les interventions seront réalisées en mode subvention.

La non utilisation d’instruments financiers dans e par la volonté de garantir le renforcement du capital humain et non son endettement en situation de précarité.

2.1.1.1.2. Indicateurs

Référence: article 22, paragraphe 3, point d) ii), du RDC et article 8 du règlement FEDER et FC

Tableau 2: Indicateurs de réalisation

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur intermédiaire (2024)	Valeur cible (2029)
7	ESO4.1	FSE+	En transition	EECO02	Chômeurs, y compris les chômeurs de longue durée	personnes	117,00	572,00
7	ESO4.1	FSE+	En transition	EECO04	Personnes inactives	personnes	300,00	536,00
7	ESO4.1	FSE+	En transition	EECO06	Enfants âgés de moins de 18 ans	personnes	50,00	223,00

7	ESO4.1	FSE+	En transition	EECO07	Jeunes âgés de 18 à 29 ans	personnes	300,00	536,00
7	ESO4.1	FSE+	En transition	EECO09	Participants titulaires d'un diplôme du premier cycle de l'enseignement secondaire ou inférieur	personnes	39,00	353,00
7	ESO4.1	FSE+	En transition	RSép03	Nombre d'entreprises de l'économie sociale et solidaire bénéficiant d'un soutien	Entreprises	30,00	152,00

Référence: article 22, paragraphe 3, point d) ii), du RDC

Tableau 3: Indicateurs de résultat

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur de base ou de référence	Année de référence	Valeur cible (2029)	Source des données	Commentaires
7	ESO4.1	FSE+	En transition	EECR04	Personnes exerçant un emploi au terme de leur participation	personnes	590,00	2025-2029	741,00	Questionnaires participants	
7	ESO4.1	FSE+	En transition	EECR05	Participants exerçant un emploi six mois après la fin de leur participation	personnes	620,00	2025-2029	812,00	Questionnaires Participants	

2.1.1.1.3. Ventilation indicative des ressources programmées (UE) par type d'intervention

Référence: article 22, paragraphe 3, point d) viii), du RDC

Tableau 4: Dimension 1 — Domaine d'intervention

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
7	ESO4.1	FSE+	En transition	134. Mesures visant à améliorer l'accès à l'emploi	5 133 991,00
7	ESO4.1	FSE+	En transition	136. Soutien spécifique à l'emploi des jeunes et à l'intégration socio-économique des jeunes	6 175 000,00
7	ESO4.1	FSE+	En transition	137. Soutien au travail indépendant et à la création d'entreprises	3 270 000,00
7	ESO4.1	FSE+	En transition	138. Soutien à l'économie sociale et aux entreprises sociales	2 700 000,00
7	ESO4.1	FSE+	Ultrapériphériques ou septentrionales à faible densité de population	134. Mesures visant à améliorer l'accès à l'emploi	4 685 435,00

7	ESO4.1	Total			21 964 426,00
---	--------	-------	--	--	---------------

Tableau 5: Dimension 2 — Forme de financement

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
7	ESO4.1	FSE+	En transition	01. Subvention	17 278 991,00
7	ESO4.1	FSE+	Ultrapériphériques ou septentrionales à faible densité de population	01. Subvention	4 685 435,00
7	ESO4.1	Total			21 964 426,00

Tableau 6: Dimension 3 — Mécanisme d’application territorial et approche territoriale

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
7	ESO4.1	FSE+	En transition	33. Autres approches — Pas de ciblage géographique	17 278 991,00
7	ESO4.1	FSE+	Ultrapériphériques ou septentrionales à faible densité de population	33. Autres approches — Pas de ciblage géographique	4 685 435,00
7	ESO4.1	Total			21 964 426,00

Tableau 7: Dimension 6 — Thèmes secondaires du FSE+

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
7	ESO4.1	FSE+	En transition	01. Contribution aux compétences et emplois verts et à l’économie verte	3 400 000,09
7	ESO4.1	FSE+	En transition	04. Investissements dans les petites et moyennes entreprises (PME)	6 270 000,00
7	ESO4.1	FSE+	En transition	09. Sans objet	5 535 000,00
7	ESO4.1	FSE+	En transition	10. Relever les défis recensés dans le cadre du Semestre européen	2 073 990,91
7	ESO4.1	FSE+	Ultrapériphériques ou septentrionales à faible densité de population	01. Contribution aux compétences et emplois verts et à l’économie verte	1 661 220,00
7	ESO4.1	FSE+	Ultrapériphériques ou septentrionales à faible densité de population	02. Développement des compétences et emplois numériques	1 000 000,00

7	ESO4.1	FSE+	Ultrapériphériques ou septentrionales à faible densité de population	09. Sans objet	2 024 215,00
7	ESO4.1	Total			21 964 426,00

Tableau 8: Dimension 7 — Dimension «égalité entre les hommes et les femmes» du FSE+*, du FEDER, du Fonds de cohésion et du FTJ

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
7	ESO4.1	FSE+	En transition	02. Intégration des questions d'égalité entre les hommes et les femmes	17 278 991,00
7	ESO4.1	FSE+	Ultrapériphériques ou septentrionales à faible densité de population	02. Intégration des questions d'égalité entre les hommes et les femmes	4 685 435,00
7	ESO4.1	Total			21 964 426,00

* En principe, pourcentage de 40 % pour la contribution du FSE+ au suivi de l'égalité entre les hommes et les femmes. Un pourcentage de 100 % est d'application lorsqu'un État membre choisit de recourir à l'article 6 du règlement FSE+

2.1.1.1. Objectif spécifique: ESO4.5. Améliorer la qualité, le caractère inclusif et l'efficacité des systèmes d'éducation et de formation ainsi que leur adéquation au marché du travail, notamment par la validation de l'apprentissage non formel et informel, pour favoriser l'acquisition de compétences clés dont les compétences entrepreneuriales et numériques, et en promouvant la mise en place de systèmes de formation en alternance et d'apprentissages (FSE+)

2.1.1.1.1. Interventions des Fonds

Référence: article 22, paragraphe 3, points d) i), iii), iv), v), vi) et vii), du RDC

Types de mesures correspondants — article 22, paragraphe 3, point d) i), du RDC et article 6 du règlement FSE+:

Les emplois ou formations majoritairement sollicités en Martinique ne correspondent pas aux besoins réels du marché ou conduisent à des situations d'emplois durablement précaires, en partie car l'offre de formation sur le territoire apparaît restreinte et mal adaptée aux réalités économiques du territoire. Ces constats incitent à affiner l'analyse des secteurs où la demande est largement excédentaire au regard des besoins du marché. Dans le cadre du STDEII, la Martinique a identifié les filières d'avenir pour son territoire pour lesquelles l'offre de formation doit être développée.

Dans un environnement structurel de crise économique, le numérique est un secteur mis en avant pour son potentiel de croissance et d'emplois. Les technologies et services numériques sont aujourd'hui au cœur de l'innovation, de produit comme de service, dans la plupart des activités industrielles et de services.

L'investissement qui sera réalisé ne contribuera pas d'avantage à séparer / isoler ou maintenir la ségrégation éducative et spatiale des groupes marginalisés y compris les minorités, les personnes en situation de handicap, les personnes issues de l'immigration, ect...

[Résultats recherchés / changements attendus] : Défis et résultats attendus

En cohérence avec le contrat de plan régional de développement de l'orientation et de la formation professionnelle de Martinique, l'objectif spécifique 4.5 du FSE+ permettra ainsi d'accompagner des entreprises, des branches professionnelles ou des territoires pour anticiper les transitions ou les mutations économiques, numériques ou écologiques, soutien notamment au numérique pour en faire un véritable levier d'inclusion professionnelle durable :

- Améliorer la qualité et l'efficacité des systèmes de formation des salariés des TPE-PME, notamment des salariés les moins qualifiés, des salariés de plus de 54 ans, des femmes, des travailleurs handicapés, des salariés en situation d'emploi instable (contrats à durée déterminée, contrats aidés, intérim...).
- Améliorer la qualité et l'efficacité des systèmes de formation des centres de formation ou associations...
- Apporter un soutien spécifique au numérique pour en faire un véritable levier d'inclusion professionnelle durable
- Soutenir l'innovation pédagogique

Dans cet objectif spécifique 4.5, Il s'agit de soutenir des mesures visant à améliorer la qualité, l'efficacité des systèmes d'éducation et de formation ainsi que leur adaptation au

marché du travail :

Pour le développement de formations qualitatives

- Professionnalisation des acteurs de la formation
- Améliorations de l'offre de formation : Création de support innovant, promotion des métiers sous tension et particulièrement du numérique, diagnostic, orientation, définition de parcours, développement d'ingénierie de formation autour du numérique Création de support, outils de promotion, ingénierie de formation,
- Amélioration des systèmes d'orientation : Actions d'informations, définition de parcours, études, diagnostic territoriale sur les métiers en tension, action de communication et d'orientation sur les métiers en tension ...

Pour développement de modules pédagogiques innovants,

- Accompagnent du système éducatif dans sa digitalisation (en complémentarité avec les dispositifs étatiques et du plan de relance), en particulier dans les activités périscolaires mise en place par les collectivités,
- Ingénierie pédagogique innovante, développement et diffusion de support pédagogique, formation des équipes pédagogiques notamment sur les thématiques permettant aux élèves de s'approprier leur histoire et leur culture.
- Ingénierie pédagogique innovante, développement et diffusion de support pédagogique, formation des équipes pédagogiques, développement des classes Europe... notamment sur les thématiques permettant aux élèves de s'approprier leur environnement géographique Caraïbes et Europe

Appui à l'orientation des élèves, des jeunes, des actifs

Les types d'actions ont été évalués comme compatibles avec le principe consistant 'à ne pas causer de préjudice important', dit DNSH, car ils ne devraient pas avoir d'impact négatif significatif sur l'environnement en raison de leur nature.

Principaux groupes cibles — article 22, paragraphe 3, point d) iii), du RDC:

- OPCA,
- Organismes de formation,

- CTM,
- Mission Locale,
- Chambres Consulaires,
- Association dans le domaine de la formation, et dans le domaine de l'éducation,
- Organisations professionnelles
- Structures éducatives

Mesures visant à garantir l'égalité, l'inclusion et la non-discrimination — article 22, paragraphe 3, point d) iv), du RDC et article 6 du règlement FSE+

L'égalité des chances, entre les sexes, la race ou l'origine ethnique, la religion ou les convictions, le handicap et l'âge ou l'orientation sexuelle sont des principes fondamentaux inscrits dans le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. Malgré les textes, cette égalité n'est pas observée de facto, en témoignent les données sur les différentes inégalités recensées en Martinique. Face à cette situation la collectivité territoriale de la Martinique œuvre pour limiter ces inégalités, en plaçant la garantie de l'égalité, l'inclusion et la non-discrimination comme une priorité transversale.

L'autorité de gestion, lors de la conception et mise en application du PO, veille à garantir une parfaite égalité, en prenant en compte les obstacles que peuvent rencontrer les bénéficiaires, pouvant générer des inégalités.

La prise en compte de ces principes se traduit de plusieurs manières, premièrement par l'intégration dans le contrat de convergence et de transformation de la Martinique (2019-2022), d'un objectif visant à promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes. Deuxièmement, l'autorité de gestion s'efforcera de mettre en place un ensemble de mesures, comme établir un diagnostic territorial mettant en lumière les principaux obstacles et voies d'amélioration vers l'égalité. Les différents programmes et projets qui seront planifiés à travers ce Programme seront sources pour enrichir un diagnostic territorial fiable. Afin de garantir un suivi et évaluation sur ces objectifs, une attention particulière sera accordée aux indicateurs désagrégés par sexe, concernant les thèmes suivants (population-santé, travail-emploi, enseignement-éducation, revenus-salaires, conditions de vie-société). De plus, la collectivité s'engage à construire un réseau d'ambassadeurs et d'ambassadrices de l'égalité des chances, femmes/hommes, et de lutte contre toutes formes de discriminations.

Une approche spécifique pourra être développée, en proposant des actions ciblées

Indication des territoires spécifiques ciblés, y compris le recours prévu aux outils territoriaux — article 22, paragraphe 3, point d) v), du RDC

Tout le territoire martiniquais est concerné par les actions soutenues au titre de l'objectif spécifique 4.5 du FSE+.

Actions interrégionales, transfrontières et transnationales — article 22, paragraphe 3, point d) vi), du RDC

Actions de production de connaissances qui peuvent gagner à être mutualisées pour imiter les surcoûts (Diagnostic, Cartographie, des acteurs)

Utilisation prévue d’instruments financiers — article 22, paragraphe 3, point d) vii), du RDC

Compte-tenu de la nature des, de la nature des porteurs de projets visés par le FSE+ , il n’est pas envisagé, en cohérence avec l’actualisation de l’évaluation ex ante ingénierie financière de mobiliser du FSE+ via des instruments financiers. Toutes les interventions seront réalisées en mode subvention.

2.1.1.1.2. Indicateurs

Référence: article 22, paragraphe 3, point d) ii), du RDC et article 8 du règlement FEDER et FC

Tableau 2: Indicateurs de réalisation

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur intermédiaire (2024)	Valeur cible (2029)
7	ESO4.5	FSE+	En transition	EECO01	Nombre total des participants	personnes	1,00	464,00
7	ESO4.5	FSE+	En transition	RSpé05	Nombre de modules de formations soutenues	nombre	2,00	13,10
7	ESO4.5	FSE+	En transition	RSpé06	Nombre de module pédagogiques développés	nombre	1,00	9,00

Référence: article 22, paragraphe 3, point d) ii), du RDC

Tableau 3: Indicateurs de résultat

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur de base ou de référence	Année de référence	Valeur cible (2029)	Source des données	Commentaires
7	ESO4.5	FSE+	En transition	RSR08	taux de sortie positive des formations modernisées un an après la mise en œuvre	%	30,00	2021-2029	35,00	Enquêtes suite à la mise en œuvre des modules de formations	

2.1.1.1.3. Ventilation indicative des ressources programmées (UE) par type d'intervention

Référence: article 22, paragraphe 3, point d) viii), du RDC

Tableau 4: Dimension 1 — Domaine d'intervention

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
7	ESO4.5	FSE+	En transition	139. Mesures de modernisation et de renforcement des institutions et services du marché du travail pour évaluer et anticiper les besoins en compétences afin de garantir une aide en temps opportun et personnalisée	735 656,00
7	ESO4.5	FSE+	En transition	145. Soutien au développement des compétences numériques	2 235 655,00
7	ESO4.5	FSE+	En transition	148. Soutien à l'éducation et à l'accueil de la petite enfance (hormis les infrastructures)	735 655,00
7	ESO4.5	FSE+	En transition	149. Soutien à l'enseignement primaire et secondaire (hormis les infrastructures)	2 000 000,00
7	ESO4.5	FSE+	En transition	150. Soutien à l'enseignement supérieur (hormis les infrastructures)	1 235 655,00
7	ESO4.5	Total			6 942 621,00

Tableau 5: Dimension 2 — Forme de financement

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
7	ESO4.5	FSE+	En transition	01. Subvention	6 942 621,00
7	ESO4.5	Total			6 942 621,00

Tableau 6: Dimension 3 — Mécanisme d'application territorial et approche territoriale

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
7	ESO4.5	FSE+	En transition	33. Autres approches — Pas de ciblage géographique	6 942 621,00
7	ESO4.5	Total			6 942 621,00

Tableau 7: Dimension 6 — Thèmes secondaires du FSE+

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
7	ESO4.5	FSE+	En transition	01. Contribution aux compétences et emplois verts et à l'économie verte	1 000 000,00
7	ESO4.5	FSE+	En transition	02. Développement des compétences et emplois numériques	735 656,00
7	ESO4.5	FSE+	En transition	09. Sans objet	5 206 965,00
7	ESO4.5	Total			6 942 621,00

Tableau 8: Dimension 7 — Dimension «égalité entre les hommes et les femmes» du FSE+*, du FEDER, du Fonds de cohésion et du FTJ

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
7	ESO4.5	FSE+	En transition	02. Intégration des questions d'égalité entre les hommes et les femmes	6 942 621,00
7	ESO4.5	Total			6 942 621,00

* En principe, pourcentage de 40 % pour la contribution du FSE+ au suivi de l'égalité entre les hommes et les femmes. Un pourcentage de 100 % est d'application lorsqu'un État membre choisit de recourir à l'article 6 du règlement FSE+

2.1.1.1. Objectif spécifique: ESO4.6. Promouvoir l'égalité d'accès et le suivi jusqu'à son terme d'un parcours d'éducation ou de formation inclusive et de qualité, en particulier pour les groupes défavorisés, depuis l'éducation et l'accueil des jeunes enfants jusqu'à l'éducation et la formation des adultes en passant par l'enseignement général et l'enseignement et la formation professionnels et par l'enseignement supérieur, et faciliter la mobilité à des fins d'apprentissage pour tous et l'accessibilité pour les personnes handicapées (FSE+)

2.1.1.1.1. Interventions des Fonds

Référence: article 22, paragraphe 3, points d) i), iii), iv), v), vi) et vii), du RDC

Types de mesures correspondants — article 22, paragraphe 3, point d) i), du RDC et article 6 du règlement FSE+:

[Constats] Justification de l'intervention du FSE+ :

Les données avancées dans le point 1.4 portant sur l'éducation en Martinique justifient pourquoi il est impératif de s'engager dans une démarche volontariste, visant à développer les compétences nécessaires à la création ou à la restructuration de filières de production. En effet, l'offre de formation aujourd'hui dispensée est parcellaire et présente une rupture dans de nombreux parcours. Les évolutions envisagées et les mutations qui s'imposeront, militent pour un décloisonnement des enseignements, un meilleur maillage du territoire et une optimisation des plateformes pédagogiques pour créer des passerelles entre les formations dispensées. Les parcours complets de formations seront soutenus notamment dans le cadre du soutien aux filières d'avenir identifiées dans le STDEII. Cela devrait permettre à la fois de développer l'offre de formation associée, les compétences spécifiques aux besoins du territoire et de créer des débouchés pour les martiniquais.

Concernant l'apprentissage, il demeure moins développé que dans le reste du territoire national, faute de capacités d'accueil des employeurs locaux. Par ailleurs, le manque de structuration des filières professionnelles (à l'exception du BTP) peut être un frein au déploiement de ces dispositifs.

L'investissement qui sera réalisé ne contribuera pas d'avantage à séparer / isoler ou maintenir la ségrégation éducative et spatiale des groupes marginalisés y compris les minorités, les personnes en situation de handicap, les personnes issues de l'immigration.

[Résultats recherchés / changements attendus] : Défis et résultats attendus

L'objectif spécifique 4.6 du FSE + permettra ainsi de :

- Rénover l'accompagnement primaire et scolaire et en augmentant les démarches de lutte contre le décrochage scolaire, y compris des mesures innovantes d'accompagnement
- Augmenter la formation de tous les élèves (y compris décrocheurs et primo-arrivants) aux compétences clés (linguistiques, numériques, .), à l'éducation à la citoyenneté, à la lutte contre toutes les discriminations et le harcèlement scolaire
- Diversifier et développer l'offre de formation supérieure, en lien avec la formation secondaire et la formation professionnelle, pour créer des parcours complets de formation, notamment dans les filières stratégiques
- Accompagner l'apprentissage

Dans cet objectif spécifique 4.6, les actions mises en œuvre seront :

- Actions de renforcement des capacités des équipes éducatives,
- Actions visant à soutenir la réussite des élèves et des étudiants
- Soutien aux devoirs
- Actions de communication, sensibilisation
- Actions de formation aux compétences clés (linguistiques, numériques.), à l'éducation à la citoyenneté, à la lutte contre toutes les discriminations et le harcèlement scolaire pour tous les élèves y compris les décrocheurs et les primo-arrivants
- Accompagnement et aides à l'orientation
- Actions de renforcement scolaire pour les étudiants de niveau supérieur
- Actions de formations supérieures, en lien avec la formation secondaire et la formation professionnelle, pour créer des parcours complets de formation, notamment dans les filières stratégiques : l'Agro-transformation, le Tourisme, la Santé et vieillissement, les Ressources (biodiversité, déchets, énergies renouvelables), le Numérique et dans les secteurs de l'économie bleue et verte
- Actions facilitant la mobilité à des fins d'apprentissage pour tous et l'accessibilité pour les personnes handicapées

Les types d'actions ont été évalués comme compatibles avec le principe consistant 'à ne pas causer de préjudice important', dit DNSH, car ils ne devraient pas avoir d'impact négatif significatif sur l'environnement en raison de leur nature.

Principaux groupes cibles — article 22, paragraphe 3, point d) iii), du RDC:

Les publics visés par les actions sont :

- Collégiens, lycéens rencontrant des difficultés d'apprentissages et de comportements
- Étudiants en décrochage
- Jeunes décrocheurs sortis du système scolaire sans la qualification préparée
- Demandeurs d'emplois

Mesures visant à garantir l'égalité, l'inclusion et la non-discrimination — article 22, paragraphe 3, point d) iv), du RDC et article 6 du règlement FSE+

L'égalité des chances, entre les sexes, la race ou l'origine ethnique, la religion ou les convictions, le handicap et l'âge ou l'orientation sexuelle sont des principes fondamentaux inscrits dans le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. Malgré les textes, cette égalité n'est pas observée de facto, en témoignent les données sur les différentes inégalités recensées en Martinique. Face à cette situation la collectivité territoriale de la Martinique œuvre pour limiter ces inégalités, en plaçant la garantie de l'égalité, l'inclusion et la non-discrimination comme une priorité transversale.

L'autorité de gestion, lors de la conception et mise en application du PO, veille à garantir une parfaite égalité, en prenant en compte les obstacles que peuvent rencontrer les bénéficiaires, pouvant générer des inégalités.

La prise en compte de ces principes se traduit de plusieurs manières, premièrement par l'intégration dans le contrat de convergence et de transformation de la Martinique (2019-2022), d'un objectif visant à promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes. Deuxièmement, l'autorité de gestion s'efforcera de mettre en place un ensemble de mesures, comme établir un diagnostic territorial mettant en lumière les principaux obstacles et voies d'amélioration vers l'égalité. Les différents programmes et projets qui seront planifiés à travers ce Programme seront sources pour enrichir un diagnostic territorial fiable. Afin de garantir un suivi et évaluation sur ces objectifs, une attention particulière sera accordée aux indicateurs désagrégés par sexe, concernant les thèmes suivants (population-santé, travail-emploi, enseignement-éducation, revenus-salaires, conditions de vie-société). De plus, la collectivité s'engage à construire un réseau d'ambassadeurs et d'ambassadrices de l'égalité des chances, femmes/hommes, et de lutte contre toutes formes de discriminations.

Une approche spécifique pourra être développée, en proposant des actions ciblées

Indication des territoires spécifiques ciblés, y compris le recours prévu aux outils territoriaux — article 22, paragraphe 3, point d) v), du RDC

Tout le territoire martiniquais est concerné par les actions soutenues au titre de l'objectif spécifique 4.6 du FSE+.

Actions interrégionales, transfrontières et transnationales — article 22, paragraphe 3, point d) vi), du RDC

- Actions de coopération visant à l'échange de bonnes pratiques à l'émergence d'orientations communes sur la question de l'éducation, de l'orientation et de l'enseignement supérieur
- L'appui au développement de plans stratégiques régionaux pour faciliter les échanges universitaires, apprentis
- Actions visant au partage d'expérience, à l'échange de bonnes pratiques et au renforcement des capacités

- Actions de coopération entre les Etats caribéens, les PTOM et les RUP visant à l'échange de bonnes pratiques et à l'émergence d'orientations communes sur la question de la formation continue
- Appui au développement de plans stratégiques régionaux pour faciliter les échanges entre les organismes impliqués dans la formation professionnelle

Utilisation prévue d'instruments financiers — article 22, paragraphe 3, point d) vii), du RDC

Compte-tenu de la nature des, de la nature des porteurs de projets visés par le FSE+ , il n'est pas envisagé, en cohérence avec l'actualisation de l'évaluation ex ante ingénierie financière de mobiliser du FSE+ via des instruments financiers. Toutes les interventions seront réalisées en mode subvention.

2.1.1.1.2. Indicateurs

Référence: article 22, paragraphe 3, point d) ii), du RDC et article 8 du règlement FEDER et FC

Tableau 2: Indicateurs de réalisation

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur intermédiaire (2024)	Valeur cible (2029)
7	ESO4.6	FSE+	En transition	EECO02	Chômeurs, y compris les chômeurs de longue durée	personnes	0,00	606,00
7	ESO4.6	FSE+	En transition	EECO06	Enfants âgés de moins de 18 ans	personnes	30,00	60,00
7	ESO4.6	FSE+	En transition	EECO09	Participants titulaires d'un diplôme du premier cycle de l'enseignement secondaire ou inférieur	personnes	0,00	1 000,00

Référence: article 22, paragraphe 3, point d) ii), du RDC

Tableau 3: Indicateurs de résultat

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur de base ou de référence	Année de référence	Valeur cible (2029)	Source des données	Commentaires
7	ESO4.6	FSE+	En transition	RSR09	taux de jeunes âgés de 16 à 26 ans	%	25,00	2019-2029	18,00	Données de la journée	

					rencontrant des difficultés dans le domaine de la lecture					défense et citoyenneté	
7	ESO4.6	FSE+	En transition	RSR10	Taux de décrochage scolaire	%	30,00	2019-2029	10,00	DGESCO	

2.1.1.1.3. Ventilation indicative des ressources programmées (UE) par type d'intervention

Référence: article 22, paragraphe 3, point d) viii), du RDC

Tableau 4: Dimension 1 — Domaine d'intervention

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
7	ESO4.6	FSE+	En transition	149. Soutien à l'enseignement primaire et secondaire (hormis les infrastructures)	4 200 000,00
7	ESO4.6	FSE+	En transition	150. Soutien à l'enseignement supérieur (hormis les infrastructures)	4 200 000,00
7	ESO4.6	FSE+	Ultrapériphériques ou septentrionales à faible densité de population	149. Soutien à l'enseignement primaire et secondaire (hormis les infrastructures)	1 000 000,00
7	ESO4.6	FSE+	Ultrapériphériques ou septentrionales à faible densité de population	150. Soutien à l'enseignement supérieur (hormis les infrastructures)	1 000 000,00
7	ESO4.6	Total			10 400 000,00

Tableau 5: Dimension 2 — Forme de financement

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
7	ESO4.6	FSE+	En transition	01. Subvention	8 400 000,00
7	ESO4.6	FSE+	Ultrapériphériques ou septentrionales à faible densité de population	01. Subvention	2 000 000,00
7	ESO4.6	Total			10 400 000,00

Tableau 6: Dimension 3 — Mécanisme d'application territorial et approche territoriale

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
7	ESO4.6	FSE+	En transition	33. Autres approches — Pas de ciblage géographique	8 400 000,00

7	ESO4.6	FSE+	Ultrapériphériques ou septentrionales à faible densité de population	33. Autres approches — Pas de ciblage géographique	2 000 000,00
7	ESO4.6	Total			10 400 000,00

Tableau 7: Dimension 6 — Thèmes secondaires du FSE+

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
7	ESO4.6	FSE+	En transition	10. Relever les défis recensés dans le cadre du Semestre européen	8 400 000,00
7	ESO4.6	FSE+	Ultrapériphériques ou septentrionales à faible densité de population	10. Relever les défis recensés dans le cadre du Semestre européen	2 000 000,00
7	ESO4.6	Total			10 400 000,00

Tableau 8: Dimension 7 — Dimension «égalité entre les hommes et les femmes» du FSE+*, du FEDER, du Fonds de cohésion et du FTJ

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
7	ESO4.6	FSE+	En transition	02. Intégration des questions d'égalité entre les hommes et les femmes	8 400 000,00
7	ESO4.6	FSE+	Ultrapériphériques ou septentrionales à faible densité de population	02. Intégration des questions d'égalité entre les hommes et les femmes	2 000 000,00
7	ESO4.6	Total			10 400 000,00

* En principe, pourcentage de 40 % pour la contribution du FSE+ au suivi de l'égalité entre les hommes et les femmes. Un pourcentage de 100 % est d'application lorsqu'un État membre choisit de recourir à l'article 6 du règlement FSE+

2.1.1.1. Objectif spécifique: ESO4.7. Promouvoir l'apprentissage tout au long de la vie, notamment les possibilités de renforcement des compétences et de reconversion flexibles pour tous, en tenant compte des compétences entrepreneuriales et numériques, mieux anticiper les changements et les nouvelles exigences en matière de compétences fondées sur les besoins du marché du travail, faciliter les transitions professionnelles et promouvoir la mobilité professionnelle (FSE+)

2.1.1.1.1. Interventions des Fonds

Référence: article 22, paragraphe 3, points d) i), iii), iv), v), vi) et vii), du RDC

Types de mesures correspondants — article 22, paragraphe 3, point d) i), du RDC et article 6 du règlement FSE+:

[Constats] Justification de l'intervention du FSE+ :

Les problèmes transversaux du faible niveau de diplôme des jeunes en Martinique et de l'inadéquation de l'offre de formation se traduisent par un fort taux de chômage comme présenté en 1.4. De ce fait un nouvel enjeu s'ajoute aux précédents, et ici il concerne l'éducation et la formation, donnant accès à la population une plus grande agilité et flexibilité sur le monde du travail. Les causes du taux de chômage élevé sont diverses mais le niveau de qualification insuffisant des candidats sur le marché du travail et les inadéquations formations-emplois / offres-demandes d'emplois constituent une partie des données du problème.

L'investissement qui sera réalisé ne contribuera pas d'avantage à séparer / isoler ou maintenir la ségrégation éducative et spatiale des groupes marginalisés y compris les minorités, les personnes en situation de handicap, les personnes issues de l'immigration, ect...

[Résultats recherchés / changements attendus] : Défis et résultats attendus

L'objectif spécifique 4.7 du FSE+ permettra ainsi de :

- Former et accompagner des personnes en recherche d'emploi et des actifs occupés, pour une meilleure adaptation aux besoins du marché du travail et faciliter les transitions professionnelles, y compris dans le cadre du contrat de sécurisation professionnelle
- Former depuis la redynamisation, l'acquisition des compétences clés jusqu'à la qualification, y compris l'alternance et la Validation des Acquis de l'Expérience (VAE), les formations permettant une passerelle vers la qualification, les formations professionnalisantes, qualifiantes,.
- Renforcer la qualité des formations (individualisation de la formation, développement de formation à destination de publics spécifiques (femmes, seniors, travailleurs handicapés, ...)

Dans cet objectif spécifique 4.7, les actions mises en œuvres seront :

- Formations professionnelles à destination des demandeurs d'emploi, des personnes en reconversion,

- Formation et renforcement des capacités des partenaires sociaux afin d'améliorer leur rôle dans la gestion prévisionnelle du marché de l'emploi
- Accompagnement suite à la création d'entreprises, la transmission d'entreprise, promotion interne afin de renforcer les compétences des entrepreneurs et des cadres en termes de savoir-faire et de pratiques managériales par :
 - o Le Conseil, l'expertise,
 - o La formation,
 - o La communication au cours de séminaires et/ou de rencontres,
- Actions renforçant l'offre de formation en alternance (formation des maîtres d'apprentissage et des tuteurs),
- Actions visant à accompagner les mutations économiques, notamment liées aux transitions écologiques et numérique et dans les secteurs en tensions (agriculture, métiers de la mer, de l'artisanat, du numérique, du BTP, ...).
- Actions d'amélioration de la GPEEC-T :
 - o Actions innovantes de structuration des entreprises, secteurs, filières (diagnostics concertées, groupements d'entreprises, groupements d'employeurs),
 - o Soutien aux opérations de Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences-territoriale

Les types d'actions sont cohérents avec les recommandations Pays 2019 (et son annexe D) et 2020 ont été évalués comme compatibles avec le principe consistant à ne pas causer de préjudice important, dit DNSH, car ils ne devraient pas avoir d'impact négatif significatif sur l'environnement en raison de leur nature.

Principaux groupes cibles — article 22, paragraphe 3, point d) iii), du RDC:

- Demandeurs d'emplois
- Salariés en reconversion,
- Agents des Etablissements publics et Collectivités

Mesures visant à garantir l'égalité, l'inclusion et la non-discrimination — article 22, paragraphe 3, point d) iv), du RDC et article 6 du règlement FSE+

L'égalité des chances, entre les sexes, la race ou l'origine ethnique, la religion ou les convictions, le handicap et l'âge ou l'orientation sexuelle sont des principes fondamentaux inscrits dans le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. Malgré les textes, cette égalité n'est pas observée de facto, en témoignent les données sur les différentes inégalités recensées en Martinique. Face à cette situation la collectivité territoriale de la Martinique œuvre pour limiter ces inégalités, en plaçant la garantie de l'égalité, l'inclusion et la non-discrimination comme une priorité transversale.

L'autorité de gestion, lors de la conception et mise en application du PO, veille à garantir une parfaite égalité, en prenant en compte les obstacles que peuvent rencontrer les bénéficiaires, pouvant générer des inégalités.

La prise en compte de ces principes se traduit de plusieurs manières, premièrement par l'intégration dans le contrat de convergence et de transformation de la Martinique (2019-2022), d'un objectif visant à promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes. Deuxièmement, l'autorité de gestion s'efforcera de mettre en place un ensemble de mesures, comme établir un diagnostic territorial mettant en lumière les principaux obstacles et voies d'amélioration vers l'égalité. Les différents programmes et projets qui seront planifiés à travers ce Programme seront sources pour enrichir un diagnostic territorial fiable. Afin de garantir un suivi et évaluation sur ces objectifs, une attention particulière sera accordée aux indicateurs désagrégés par sexe, concernant les thèmes suivants (population-santé, travail-emploi, enseignement-éducation, revenus-salaires, conditions de vie-société). De plus, la collectivité s'engage à construire un réseau d'ambassadeurs et d'ambassadrices de l'égalité des chances, femmes/hommes, et de lutte contre toutes formes de discriminations.

Une approche spécifique pourra être développée, en proposant des actions ciblées

Indication des territoires spécifiques ciblés, y compris le recours prévu aux outils territoriaux — article 22, paragraphe 3, point d) v), du RDC

Tout le territoire martiniquais est concerné par les actions soutenues au titre de l'objectif spécifique 4.7 du FSE+.

Appui au développement de plans stratégiques régionaux pour faciliter les échanges entre les organismes impliqués dans la formation professionnelle

Actions interrégionales, transfrontières et transnationales — article 22, paragraphe 3, point d) vi), du RDC

L'appui au développement de plans stratégiques régionaux pour faciliter les échanges universitaires, apprentis

Utilisation prévue d'instruments financiers — article 22, paragraphe 3, point d) vii), du RDC

Compte-tenu de la nature des, de la nature des porteurs de projets visés par le FSE+ , il n’est pas envisagé, en cohérence avec l’actualisation de l’évaluation ex ante ingénierie financière de mobiliser du FSE+ via des instruments financiers. Toutes les interventions seront réalisées en mode subvention.

2.1.1.1.2. Indicateurs

Référence: article 22, paragraphe 3, point d) ii), du RDC et article 8 du règlement FEDER et FC

Tableau 2: Indicateurs de réalisation

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur intermédiaire (2024)	Valeur cible (2029)
7	ESO4.7	FSE+	En transition	EECO01	Nombre total des participants	personnes	100,00	1 264,00

Référence: article 22, paragraphe 3, point d) ii), du RDC

Tableau 3: Indicateurs de résultat

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur de base ou de référence	Année de référence	Valeur cible (2029)	Source des données	Commentaires
7	ESO4.7	FSE+	En transition	EECR03	Participants obtenant une qualification au terme de leur participation	personnes	568,00	2025-2029	843,00	enquête parricipants	
7	ESO4.7	FSE+	En transition	EECR04	Personnes exerçant un emploi au terme de leur participation	personnes	10,00	2025-2029	70,00	Suivi participants	
7	ESO4.7	FSE+	En transition	EECR05	Participants exerçant un emploi six mois après la fin de leur participation	personnes	10,00	2025-2029	70,00	Suivi des participants	

2.1.1.1.3. Ventilation indicative des ressources programmées (UE) par type d’intervention

Référence: article 22, paragraphe 3, point d) viii), du RDC

Tableau 4: Dimension 1 — Domaine d’intervention

Priorité	Objectif	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en
----------	----------	-------	---------------------	------	-------------

	spécifique				EUR)
7	ESO4.7	FSE+	En transition	151. Soutien à l'éducation des adultes (hormis les infrastructures)	12 975 383,00
7	ESO4.7	FSE+	Ultrapériphériques ou septentrionales à faible densité de population	151. Soutien à l'éducation des adultes (hormis les infrastructures)	2 000 000,00
7	ESO4.7	Total			14 975 383,00

Tableau 5: Dimension 2 — Forme de financement

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
7	ESO4.7	FSE+	En transition	01. Subvention	12 975 383,00
7	ESO4.7	FSE+	Ultrapériphériques ou septentrionales à faible densité de population	01. Subvention	2 000 000,00
7	ESO4.7	Total			14 975 383,00

Tableau 6: Dimension 3 — Mécanisme d'application territorial et approche territoriale

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
7	ESO4.7	FSE+	En transition	33. Autres approches — Pas de ciblage géographique	12 975 383,00
7	ESO4.7	FSE+	Ultrapériphériques ou septentrionales à faible densité de population	33. Autres approches — Pas de ciblage géographique	2 000 000,00
7	ESO4.7	Total			14 975 383,00

Tableau 7: Dimension 6 — Thèmes secondaires du FSE+

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
7	ESO4.7	FSE+	En transition	01. Contribution aux compétences et emplois verts et à l'économie verte	1 500 000,00
7	ESO4.7	FSE+	En transition	02. Développement des compétences et emplois numériques	3 000 000,00
7	ESO4.7	FSE+	En transition	09. Sans objet	8 475 383,00

7	ESO4.7	FSE+	Ultrapériphériques ou septentrionales à faible densité de population	09. Sans objet	2 000 000,00
7	ESO4.7	Total			14 975 383,00

Tableau 8: Dimension 7 — Dimension «égalité entre les hommes et les femmes» du FSE+*, du FEDER, du Fonds de cohésion et du FTJ

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
7	ESO4.7	FSE+	En transition	02. Intégration des questions d'égalité entre les hommes et les femmes	12 975 383,00
7	ESO4.7	FSE+	Ultrapériphériques ou septentrionales à faible densité de population	02. Intégration des questions d'égalité entre les hommes et les femmes	2 000 000,00
7	ESO4.7	Total			14 975 383,00

* En principe, pourcentage de 40 % pour la contribution du FSE+ au suivi de l'égalité entre les hommes et les femmes. Un pourcentage de 100 % est d'application lorsqu'un État membre choisit de recourir à l'article 6 du règlement FSE+

2.1.1. Priorité: 8. Faire de la Martinique un territoire plus inclusif (FSE+)

2.1.1.1. Objectif spécifique: ESO4.8. Favoriser l'inclusion active afin de promouvoir l'égalité des chances, la non-discrimination et la participation active, et améliorer l'employabilité, en particulier pour les groupes défavorisés (FSE+)

2.1.1.1.1. Interventions des Fonds

Référence: article 22, paragraphe 3, points d) i), iii), iv), v), vi) et vii), du RDC

Types de mesures correspondants — article 22, paragraphe 3, point d) i), du RDC et article 6 du règlement FSE+:

La mobilisation de cet OS doit permettre l'insertion professionnelle et sociale dans et par l'emploi

L'investissement qui sera réalisé ne contribuera pas d'avantage à séparer / isoler ou maintenir la ségrégation éducative et spatiale des groupes marginalisés y compris les minorités, les personnes en situation de handicap, les personnes issues de l'immigration, ...

[Résultats recherchés / changements attendus] : Défis et résultats attendus

L'objectif spécifique 4.8 du FSE + permettra ainsi de soutenir l'inclusion des personnes éloignées de l'emploi et des plus vulnérables/ou des exclus.

Il vise à :

Renforcer l'insertion socio-économique des personnes défavorisées en développant des parcours d'insertion dans l'emploi et de retour sur le marché du travail

Augmentation du nombre de projets locaux d'insertion menés par des acteurs locaux dans le cadre de stratégies de développement local

Amélioration des capacités d'insertion socioprofessionnelle des personnes défavorisées par des approches territoriales

Renforcer l'insertion socio-économique des personnes défavorisées en développant des parcours d'insertion dans l'emploi et de retour sur le marché du travail

Combattre les freins vers l'emploi,

Accompagner en incluant des mesures pour lever les freins sociaux à l'emploi ou des logiques de parcours intégrés

L'outil territorial sélectionné pour la mise en œuvre du développement territorial intégré est le DLAL. Il s'appuiera sur des stratégies territoriales sélectionnées par appel à candidature et dans la continuité des travaux effectués sur la programmation 14 20 avec les EPCI.

Une ingénierie renforcée dans les territoires doit permettre de compléter les moyens existants en assurant une mise en réseau d'acteurs locaux, autour d'une thématique, d'une approche territoriale ou interterritoriale visant à faire converger les intérêts des différents groupes, vers des projets collectifs et partagés, et assurer un soutien technique à destination des bénéficiaires des aides européennes.

Le FSE+ jouera le rôle de fonds chef de file dans le cas des stratégies territoriales intégrées portées par les acteurs locaux.

Pour le Développement territorial :

Assistance préparatoire et notamment le soutien à la préparation, la mise en place et l'animation des stratégies locales (diagnostics, enquêtes, études, outils de communication, ...)

Appui à l'émergence et au montage de projets

Aide au fonctionnement, à l'acquisition de compétences et à l'animation des acteurs des stratégies locales

Mise en œuvre de projets d'insertion élaborés dans le cadre des stratégies locales de développement

L'accompagnement et le suivi renforcés des bénéficiaires dans le cadre des stratégies locales de développement

Principes directeurs de sélection des opérations :

Projets en cohérence avec les diagnostics territoriaux et le PTI

Projets en cohérence avec une dynamique sectorielle ou une approche par branches

Projets multisectoriels intégrés mono fonds ou pluri-fonds, notamment en synergie avec LEADER

Opérateurs : EPCIs

I – actions visant à permettre l'accompagnement global et renforcé des publics ainsi que la levée des freins périphériques

Actions d'accompagnement des publics fragiles (identification, suivi, création et mise en œuvre de parcours d'accompagnement...)

les actions de repérage des situations de pauvreté et de précarité ;

la mise en œuvre de parcours individualisés et renforcés vers l'emploi eu égard aux différents types de freins à lever dans une approche globale de la personne par :

la mise en place d'un accompagnement renforcé : il s'agit d'amener la personne à conduire un projet professionnel construit par exemple, via un référent unique de parcours ou dans le cadre d'un accompagnement global.

la mise en œuvre de certaines des étapes constitutives du parcours visant notamment à :

caractériser la situation de la personne, identifier ses besoins et élaborer avec elle son projet professionnel, en privilégiant les diagnostics pluridisciplinaires et partagés ;

lever les freins sociaux à l'emploi notamment par des mesures d'acquisition des compétences de base, d'aide à la mobilité, de garde d'enfants, d'accès aux droits, d'accès et de maintien dans le logement, d'aide matérielle ou financière en soutenant leur mise en œuvre lorsque les solutions n'existent pas ou de manière insuffisante dans le territoire considéré et dès lors que ces actions s'inscrivent dans un parcours d'accompagnement vers l'emploi

lever les freins professionnels à l'emploi : formations spécifiques en réponse à la nécessité de continuité et de dynamisation du parcours, lorsque les dispositifs principaux de formation n'apportent pas une réponse individualisée adaptée ; mise en situation professionnelle (périodes d'immersion, de stage, d'évaluation en milieu de travail, tutorat, insertion numérique, accompagnement des volontaires du service civique) et travail dans les structures d'insertion par l'activité économique avec un accompagnement socioprofessionnel spécifique ;

l'aide financière (allocation) aux jeunes engagés dans un parcours d'accompagnement dans le cadre du dispositif territorial d'incitation à l'émancipation et à l'initiative de la jeunesse via un "revenu émancipation jeunesse initiative" ou au public sous-main de justice en tant que stagiaire de la formation professionnelle;

Actions d'accompagnement à la parentalité pour les familles dans ou avec des risques de précarité,

Actions d'accompagnement des jeunes en sortie ASE, les ex MNA devenus adultes... afin de favoriser leur autonomie et les sorties positives (suivi, création et mise en œuvre de parcours d'accompagnement...)

Les actions de remobilisation et de redynamisation sociales et professionnelles en faveur des femmes, chefs de familles monoparentales, s'inscrivant dans un parcours vers l'emploi, par :

le renforcement de l'accompagnement social et médico-social des femmes, chefs de familles monoparentales ;

le renforcement des possibilités d'insertion sociale et professionnelle des femmes, chefs de familles monoparentales, par le financement de dispositifs d'accès aux biens essentiels (mobilité, accompagnement dans la recherche de logement, garde d'enfants, ...), à la gestion de la vie familiale, à l'éducation budgétaire et alimentaire, dans le cadre d'un parcours vers l'emploi.

l'accompagnement à la création et à la reprise d'entreprises (accompagnement dans le cadre d'un parcours abrité) dans le domaine de l'économie sociale et solidaire et de l'entrepreneuriat social;

II - Actions visant à permettre le développement territorial de projets d'insertion :

La mise en œuvre de projets d'insertion élaborés dans le cadre des SLD

L'accompagnement et le suivi renforcés des bénéficiaires dans le cadre des SLD

Les types d'actions ont été évalués comme compatibles avec le principe consistant 'à ne pas causer de préjudice important', dit DNSH, car ils ne devraient pas avoir d'impact négatif significatif sur l'environnement en raison de leur nature.

Lignes de partage avec le FEDER, le FEADER et le FEAMP sont assurées selon le principe qu'une action relevant d'autres OS ou axes des programmes ne pourra être soutenue au titre du DLAL multi fonds.

Principaux groupes cibles — article 22, paragraphe 3, point d) iii), du RDC:

Public :

- Bénéficiaires du RSA
- Personnes en situation, ou menacées, de pauvreté, en âge d'intégrer le marché du travail et confrontées à des difficultés de nature à compromettre fortement les possibilités d'un retour à l'emploi durable : par exemple, compétences et savoirs de base peu ou mal maîtrisés, très faible niveau de formation/qualification, personnes confrontées à des problèmes de logement, de santé, de mobilité, de garde d'enfants, personnes en situation de

handicap... . Les personnes bénéficiaires de minima sociaux présentent généralement ces caractéristiques cumulées mais d'autres catégories de personnes en situation ou menacées de pauvreté sont également visées, dès lors qu'elles cumulent des freins professionnels et sociaux d'accès à l'emploi.

- Femmes et notamment mères de familles monoparentales présentant aussi ces caractéristiques, isolées ou précarisées.
- Jeunes très désocialisés cumulant des handicaps sociaux, éducatifs et comportementaux
- personnes sous-main de justice
- Ressortissants de pays tiers en règle de séjour sur le territoire de la Martinique

Mesures visant à garantir l'égalité, l'inclusion et la non-discrimination — article 22, paragraphe 3, point d) iv), du RDC et article 6 du règlement FSE+

L'égalité des chances, entre les sexes, la race ou l'origine ethnique, la religion ou les convictions, le handicap et l'âge ou l'orientation sexuelle sont des principes fondamentaux inscrits dans le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. Malgré les textes, cette égalité n'est pas observée de facto, en témoignent les données sur les différentes inégalités recensées en Martinique. Face à cette situation la collectivité territoriale de la Martinique œuvre pour limiter ces inégalités, en plaçant la garantie de l'égalité, l'inclusion et la non-discrimination comme une priorité transversale.

L'autorité de gestion, lors de la conception et mise en application du Programme, veille à garantir une parfaite égalité, en prenant en compte les obstacles que peuvent rencontrer les bénéficiaires, pouvant générer des inégalités.

La prise en compte de ces principes se traduit de plusieurs manières, premièrement par l'intégration dans le contrat de convergence et de transformation de la Martinique (2019-2022), d'un objectif visant à promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes. Deuxièmement, l'autorité de gestion s'efforcera de mettre en place un ensemble de mesures, comme établir un diagnostic territorial mettant en lumière les principaux obstacles et voies d'amélioration vers l'égalité. Les différents programmes et projets qui seront planifiés à travers ce Programme seront sources pour enrichir un diagnostic territorial fiable. Afin de garantir un suivi et évaluation sur ces objectifs, une attention particulière sera accordée aux indicateurs désagrégés par sexe, concernant les thèmes suivants (population-santé, travail-emploi, enseignement-éducation, revenus-salaires, conditions de vie-société). De plus, la collectivité s'engage à construire un réseau d'ambassadeurs et d'ambassadrices de l'égalité des chances, femmes/hommes, et de lutte contre toutes formes de discriminations.

Une approche spécifique pourra être développée, en proposant des actions ciblées

Indication des territoires spécifiques ciblés, y compris le recours prévu aux outils territoriaux — article 22, paragraphe 3, point d) v), du RDC

Tout le territoire martiniquais est concerné par les actions soutenues au titre de l'objectif spécifique 4.8 du FSE+.

Cependant une partie des opérations éligibles à l'OS 4.8 devront s'intégrer dans la stratégie du territoire sélectionnée par un Appel à Manifestation d'Intérêt à l'attention des EPCI.

L'outil territorial sélectionné pour la mise en œuvre du développement territorial intégré est le Développement Local par les Acteurs Locaux (DLAL). Il s'appuiera sur des stratégies territoriales sélectionnées par appel à candidature.

Le choix se porte sur cette structuration intercommunale qui a été créée dans le but de favoriser l'aménagement territorial et le développement à une échelle supra-communale. Cet échelon semble le plus pertinent pour mettre en œuvre cet objectif spécifique, dans le cadre de stratégies urbaines intégrées et durables.

Un comité commun pluri-fonds DLAL (CCPF) chargé du suivi de la mise en œuvre des stratégies locales pluri-fonds, présidé par l'élue en charge des fonds européens et constitué principalement par les services de la CTM en charge de la gestion et du pilotage technique des programmes européens dispose de l'expertise de chaque fonds, est également chargé de procéder à la sélection des stratégies, ce après quoi la CTM approuve les stratégies retenues. L'analyse des candidatures, s'effectue sur la base d'une grille de sélection fondée sur les critères fixés à l'Article 29 du Règlement UE 2021-1060.

Les projets seront présélectionnés par la gouvernance locale mise en place par l'approche intégrée de l'OS 4.8 Cette présélection étudie la cohérence du projet avec la stratégie local intégrée élaborée par les EPCI candidates et validée par l'AG dans le cadre d'un AMI.

Ces types d'actions seront gérés dans le cadre de conventions de partenariat conclus avec l'ensemble des EPCI de l'île qui ont d'ores et déjà donné leur accord de principe et qui assurent une couverture totale du territoire de la Martinique.

Les projets feront l'objet d'un processus de sélection associant l'AG, les EPCI et leurs communes membres concernés.

Actions interrégionales, transfrontières et transnationales — article 22, paragraphe 3, point d) vi), du RDC

La complémentarité avec les autres programmes européens, Interreg et programmes sectoriels notamment, sera recherchée et tout particulièrement

Utilisation prévue d'instruments financiers — article 22, paragraphe 3, point d) vii), du RDC

Compte-tenu de la nature des, de la nature des porteurs de projets visés par le FSE+ , il n'est pas envisagé, en cohérence avec l'actualisation de l'évaluation ex ante ingénierie financière de mobiliser du FSE+ via des instruments financiers. Toutes les interventions seront réalisées en mode subvention.

2.1.1.1.2. Indicateurs

Référence: article 22, paragraphe 3, point d) ii), du RDC et article 8 du règlement FEDER et FC

Tableau 2: Indicateurs de réalisation

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur intermédiaire (2024)	Valeur cible (2029)
8	ESO4.8	FSE+	En transition	EECO01	Nombre total des participants	personnes	250,00	1 240,00
8	ESO4.8	FSE+	En transition	RSpé09	Stratégies de développement local menées par les acteurs locaux	Stratégie	3,00	3,00

Référence: article 22, paragraphe 3, point d) ii), du RDC

Tableau 3: Indicateurs de résultat

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur de base ou de référence	Année de référence	Valeur cible (2029)	Source des données	Commentaires
8	ESO4.8	FSE+	En transition	EECR01	Participants engagés dans la recherche d'un emploi au terme de leur participation	personnes	2 297,00	2021-2029	372,00	enquête participants	

2.1.1.1.3. Ventilation indicative des ressources programmées (UE) par type d'intervention

Référence: article 22, paragraphe 3, point d) viii), du RDC

Tableau 4: Dimension 1 — Domaine d'intervention

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
8	ESO4.8	FSE+	En transition	153. Parcours d'insertion dans l'emploi et de retour sur le marché du travail pour les personnes défavorisées	13 991 080,00
8	ESO4.8	FSE+	En transition	169. Initiatives en faveur du développement territorial, y compris la préparation des stratégies territoriales	7 000 000,00

8	ESO4.8	FSE+	Ultrapériphériques ou septentrionales à faible densité de population	153. Parcours d’insertion dans l’emploi et de retour sur le marché du travail pour les personnes défavorisées	1 794 108,00
8	ESO4.8	Total			22 785 188,00

Tableau 5: Dimension 2 — Forme de financement

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
8	ESO4.8	FSE+	En transition	01. Subvention	20 991 080,00
8	ESO4.8	FSE+	Ultrapériphériques ou septentrionales à faible densité de population	01. Subvention	1 794 108,00
8	ESO4.8	Total			22 785 188,00

Tableau 6: Dimension 3 — Mécanisme d’application territorial et approche territoriale

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
8	ESO4.8	FSE+	En transition	10. CLLD — Villes, agglomérations et banlieues	7 000 000,00
8	ESO4.8	FSE+	En transition	33. Autres approches — Pas de ciblage géographique	13 991 080,00
8	ESO4.8	FSE+	Ultrapériphériques ou septentrionales à faible densité de population	33. Autres approches — Pas de ciblage géographique	1 794 108,00
8	ESO4.8	Total			22 785 188,00

Tableau 7: Dimension 6 — Thèmes secondaires du FSE+

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
8	ESO4.8	FSE+	En transition	01. Contribution aux compétences et emplois verts et à l’économie verte	1 000 000,00
8	ESO4.8	FSE+	En transition	02. Développement des compétences et emplois numériques	1 000 000,00
8	ESO4.8	FSE+	En transition	05. Non-discrimination	9 000 000,00
8	ESO4.8	FSE+	En transition	09. Sans objet	5 103 305,00
8	ESO4.8	FSE+	En transition	10. Relever les défis recensés dans le cadre du Semestre européen	4 887 775,00

8	ESO4.8	FSE+	Ultrapériphériques ou septentrionales à faible densité de population	09. Sans objet	1 794 108,00
8	ESO4.8	Total			22 785 188,00

Tableau 8: Dimension 7 — Dimension «égalité entre les hommes et les femmes» du FSE+*, du FEDER, du Fonds de cohésion et du FTJ

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
8	ESO4.8	FSE+	En transition	02. Intégration des questions d'égalité entre les hommes et les femmes	20 991 080,00
8	ESO4.8	FSE+	Ultrapériphériques ou septentrionales à faible densité de population	02. Intégration des questions d'égalité entre les hommes et les femmes	1 794 108,00
8	ESO4.8	Total			22 785 188,00

* En principe, pourcentage de 40 % pour la contribution du FSE+ au suivi de l'égalité entre les hommes et les femmes. Un pourcentage de 100 % est d'application lorsqu'un État membre choisit de recourir à l'article 6 du règlement FSE+

2.1.1.1. Objectif spécifique: ESO4.11. Améliorer l'égalité d'accès en temps utile à des services abordables, durables et de qualité, notamment à des services promouvant l'accès au logement et à des soins centrés sur la personne, y compris aux soins de santé; moderniser les systèmes de protection sociale, y compris en promouvant l'accès à la protection sociale, un accent particulier étant mis sur les enfants et les groupes défavorisés; améliorer l'accessibilité, notamment pour les personnes handicapées, l'efficacité et la résilience des systèmes de soins de santé et des services de soins de longue durée (FSE+)

2.1.1.1.1. Interventions des Fonds

Référence: article 22, paragraphe 3, points d) i), iii), iv), v), vi) et vii), du RDC

Types de mesures correspondants — article 22, paragraphe 3, point d) i), du RDC et article 6 du règlement FSE+:

[Constats] Justification de l'intervention du FSE+ :

Améliorer l'accès aux services de santé est un enjeu important, ils ont d'ailleurs été abordé dans les point 2.6.1 ou encore 1.4. Compte tenu de la poursuite attendue du vieillissement de la population et de l'inégale répartition des activités sur le territoire, les besoins en offre de soins de premier recours, aujourd'hui déjà insuffisamment couverts, iront croissants.

L'investissement qui sera réalisé ne contribuera pas d'avantage à séparer / isoler ou maintenir la ségrégation éducative et spatiale des groupes marginalisés y compris les minorités, les personnes en situation de handicap, les personnes issues de l'immigration, ect...

[Résultats recherchés / changements attendus] : Défis et résultats attendus

L'objectif spécifique 4.11 du FSE + permettra ainsi de :

- Développer la formation sanitaire et social
- Développer des outils de coordination des parcours des personnes âgées, des personnes handicapées et des aidants
- Renforcer les capacités d'action des systèmes de soins et de santé en situation de crise (sanitaire, climatique...)

Les actions soutenues dans le cadre de OS 4.11 sont:

I – Actions de formation aux métiers des services sociaux, de santé et à la personne au profit des groupes marginalisés :

- Les bilans de compétences des personnels des métiers des services sociaux, de santé et à la personne,
- les actions de formation, de professionnalisation ou de qualifications des personnels du secteur social (y compris médico-sociaux, assistants familiaux, ...) afin d'améliorer l'accès aux droits et aux services sociaux,

- les actions de formation, de professionnalisation ou de qualifications des personnels du secteur social (y compris médico-sociaux, assistants familiaux, ...) afin d'améliorer l'accès aux droits et aux services sociaux,
- les actions de formation, de professionnalisation ou de qualifications des éducateurs spécialisés et des personnels travaillant dans les structures chargées de d'accueil préscolaire, extrascolaire et de garderie
- les actions de formation, de professionnalisation, de qualifications ou de validation des acquis des personnels du secteur des services de santé et à la personne (y compris aidants familiaux, ...)
- Les actions de formation et de professionnalisation des conseillers et des acteurs de l'économie sociale et solidaire
- la participation et/ou la réalisation de séminaires, de colloques, ..., diagnostics, d'études et de guides de bonnes pratiques liées aux problématiques du non-recours et aux difficultés d'accès aux droits et aux services sociaux afin notamment d'identifier les besoins en compétences et de formation.

II – Actions d'amélioration de l'égalité d'accès en temps utile à des services abordables, durables et de qualité

- la mise en réseau des professionnels afin de délivrer un service efficient et de haute qualité répondant de manière globale aux problématiques d'accès aux services à la personne, par :
 - o la mise en place de plates-formes unifiées d'informations et d'orientations facilitant l'accès en ligne à des services de base;
 - o L'élaboration commune d'outils ou de méthodes de travail (dossier social unique, accompagnement social par pôle, service mobile, ...) visant à faciliter la vie des usagers et les démarches des bénéficiaires et renforçant l'efficacité des professionnels ;
 - o la mise en œuvre d'outils et de moyens de communication, de commande et ou d'achats de services.
- la mise en réseau et la structuration du secteur des services à la personne en filières afin d'améliorer la proximité et la qualité du service rendu.
- la construction de réponses nouvelles accompagnant les évolutions de l'intervention sociale et économique.
- La mise en réseau des services à la personne afin de passer d'un modèle centré sur l'hôpital à davantage de soins de santé ambulatoires, primaires et de proximité
- Accompagnement des acteurs régionaux de santé publique (centres de ressources, observatoires régionaux opérant dans les domaines de l'accès aux soins, la prévention santé, la santé-environnement, le vieillissement)
 - o Actions contribuant aux stratégies et projets locaux de santé,
 - o Action d'information et de prévention
 - o Animation territoriale en santé auprès des acteurs locaux - entre autres dans le cadre de contrats de locaux de santé (CLS) portés par les EPCI.

III – Actions d'amélioration de l'accès aux soins au profit des personnes groupes marginalisés : Aides à l'installation des professionnels de santé

- Actions structurantes à échelle régionale de sensibilisation des futurs professionnels de santé à l'installation en territoires en difficulté.

- Accompagnement du professionnel de santé souhaitant s'installer en Martinique

Les types d'actions ont été évalués comme compatibles avec le principe consistant 'à ne pas causer de préjudice important', dit DNSH, car ils ne devraient pas avoir d'impact négatif significatif sur l'environnement en raison de leur nature.

Principaux groupes cibles — article 22, paragraphe 3, point d) iii), du RDC:

Pour le I :

·personnels sociaux, médico-sociaux et administratifs travaillant dans les services sociaux et médico-sociaux ; personnels en poste ou recrutés ; professionnels en activité dans ces secteurs mais sans qualification ; étudiants, futurs professionnels dont demandeurs d'emploi

Pour le II :

Bénéficiaires du RSA, personnes en situation de précarité, ou menacées de pauvreté, jeunes très désocialisés, personnes en situation de handicap, personnes sous-main de justice, femmes et mères de familles monoparentales, résidants de pays tiers en Martinique.

Pour le III :

- Professionnels de santé
- Etudiants
- Demandeurs d'emplois

Mesures visant à garantir l'égalité, l'inclusion et la non-discrimination — article 22, paragraphe 3, point d) iv), du RDC et article 6 du règlement FSE+

L'égalité des chances, entre les sexes, la race ou l'origine ethnique, la religion ou les convictions, le handicap et l'âge ou l'orientation sexuelle sont des principes fondamentaux inscrits dans le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. Malgré les textes, cette égalité n'est pas observée de facto, en témoignent les données sur les différentes inégalités recensées en Martinique. Face à cette situation la collectivité territoriale de la Martinique œuvre pour limiter ces inégalités, en plaçant la garantie de l'égalité, l'inclusion et la non-discrimination comme une priorité transversale.

L'autorité de gestion, lors de la conception et mise en application du PO, veille à garantir une parfaite égalité, en prenant en compte les obstacles que peuvent rencontrer les bénéficiaires, pouvant générer des inégalités.

La prise en compte de ces principes se traduit de plusieurs manières, premièrement par l'intégration dans le contrat de convergence et de transformation de la Martinique (2019-2022), d'un objectif visant à promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes. Deuxièmement, l'autorité de gestion s'efforcera de mettre en place un ensemble de mesures, comme établir un diagnostic territorial mettant en lumière les principaux obstacles et voies d'amélioration vers l'égalité. Les différents programmes et projets qui seront planifiés à travers ce Programme seront sources pour enrichir un diagnostic territorial fiable. Afin de garantir un suivi et évaluation sur ces objectifs, une attention particulière sera accordée aux indicateurs désagrégés par sexe, concernant les thèmes suivants (population-santé, travail-emploi, enseignement-éducation, revenus-salaires, conditions de vie-société). De plus, la collectivité s'engage à construire un réseau d'ambassadeurs et d'ambassadrices de l'égalité des chances, femmes/hommes, et de lutte contre toutes formes de discriminations.

Une approche spécifique pourra être développée, en proposant des actions ciblées

La volonté de la CTM de réaliser des actions de favorisation de l'inclusion active afin de promouvoir l'égalité des chances, la non-discrimination des groupes défavorisés implique le respect rigoureux de ces valeurs afin que les actions permettent l'atteinte des objectifs identifiés.

Indication des territoires spécifiques ciblés, y compris le recours prévu aux outils territoriaux — article 22, paragraphe 3, point d) v), du RDC

Tout le territoire martiniquais est concerné par les actions soutenues au titre de l'objectif spécifique 4.11 du FSE+.

Actions interrégionales, transfrontières et transnationales — article 22, paragraphe 3, point d) vi), du RDC

Production de connaissances scientifiques et statistiques

- *Mise en place d'actions de prévention*
- *Actions en vue d'améliorer l'accès aux soins et parcours de soins*
- *Développement de formations régionales dans le domaine de la santé*
- *Renforcement des capacités des systèmes de santé nationaux et régionaux*
- *Mise en place et renforcement de réseaux et de systèmes de veille et d'alerte*
- *Développement de coopérations bilatérales pour les Etats frontaliers*

Utilisation prévue d'instruments financiers — article 22, paragraphe 3, point d) vii), du RDC

Compte-tenu de la nature des, de la nature des porteurs de projets visés par le FSE+ , il n'est pas envisagé, en cohérence avec l'actualisation de l'évaluation ex ante ingénierie financière de mobiliser du FSE+ via des instruments financiers. Toutes les interventions seront réalisées en mode subvention.

2.1.1.1.2. Indicateurs

Référence: article 22, paragraphe 3, point d) ii), du RDC et article 8 du règlement FEDER et FC

Tableau 2: Indicateurs de réalisation

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur intermédiaire (2024)	Valeur cible (2029)
8	ESO4.11	FSE+	En transition	EECO01	Nombre total des participants	personnes	100,00	1 197,00
8	ESO4.11	FSE+	En transition	RSpé04	Nombre de projets améliorant l'accès aux soins sur le territoire	Projets	5,00	7,00

Référence: article 22, paragraphe 3, point d) ii), du RDC

Tableau 3: Indicateurs de résultat

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur de base ou de référence	Année de référence	Valeur cible (2029)	Source des données	Commentaires
8	ESO4.11	FSE+	En transition	EECR03	Participants obtenant une qualification au terme de leur participation	personnes	528,00	2021-2029	578,00	Enquête participant	
8	ESO4.11	FSE+	En transition	RSR06	population couverte par les actions de prévention	Personnes	0,00	2025-2029	1 197,00	Rapport suite à la mise en œuvre des actions	Ce type d'actions n'était pas mise en oeuvre sur la période de référence 14-20

2.1.1.1.3. Ventilation indicative des ressources programmées (UE) par type d'intervention

Référence: article 22, paragraphe 3, point d) viii), du RDC

Tableau 4: Dimension 1 — Domaine d'intervention

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
8	ESO4.11	FSE+	En transition	158. Mesures visant à améliorer l'accès égal et en temps opportun à des services de qualité durables et abordables	2 660 000,00
8	ESO4.11	FSE+	En transition	160. Mesures visant à améliorer l'accessibilité, l'efficacité et la résilience des systèmes de soins de santé (hormis les infrastructures)	13 870 000,00
8	ESO4.11	FSE+	Ultrapériphériques ou septentrionales à faible densité de population	161. Mesures visant à améliorer l'accès aux soins de longue durée (hormis les infrastructures)	1 802 574,00
8	ESO4.11	Total			18 332 574,00

Tableau 5: Dimension 2 — Forme de financement

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
8	ESO4.11	FSE+	En transition	01. Subvention	16 530 000,00
8	ESO4.11	FSE+	Ultrapériphériques ou septentrionales à faible densité de population	01. Subvention	1 802 574,00
8	ESO4.11	Total			18 332 574,00

Tableau 6: Dimension 3 — Mécanisme d'application territorial et approche territoriale

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
8	ESO4.11	FSE+	En transition	33. Autres approches — Pas de ciblage géographique	16 530 000,00
8	ESO4.11	FSE+	Ultrapériphériques ou septentrionales à faible densité de population	33. Autres approches — Pas de ciblage géographique	1 802 574,00
8	ESO4.11	Total			18 332 574,00

Tableau 7: Dimension 6 — Thèmes secondaires du FSE+

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
8	ESO4.11	FSE+	En transition	07. Renforcement des capacités des partenaires sociaux	8 000 000,00
8	ESO4.11	FSE+	En transition	09. Sans objet	8 530 000,00

8	ESO4.11	FSE+	Ultrapériphériques ou septentrionales à faible densité de population	09. Sans objet	1 802 574,00
8	ESO4.11	Total			18 332 574,00

Tableau 8: Dimension 7 — Dimension «égalité entre les hommes et les femmes» du FSE+*, du FEDER, du Fonds de cohésion et du FTJ

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
8	ESO4.11	FSE+	En transition	02. Intégration des questions d'égalité entre les hommes et les femmes	16 530 000,00
8	ESO4.11	FSE+	Ultrapériphériques ou septentrionales à faible densité de population	02. Intégration des questions d'égalité entre les hommes et les femmes	1 802 574,00
8	ESO4.11	Total			18 332 574,00

* En principe, pourcentage de 40 % pour la contribution du FSE+ au suivi de l'égalité entre les hommes et les femmes. Un pourcentage de 100 % est d'application lorsqu'un État membre choisit de recourir à l'article 6 du règlement FSE+

2.1.1.1. Objectif spécifique: ESO4.12. Promouvoir l'intégration sociale des personnes exposées au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale, y compris les personnes les plus démunies et les enfants (FSE+)

2.1.1.1.1. Interventions des Fonds

Référence: article 22, paragraphe 3, points d) i), iii), iv), v), vi) et vii), du RDC

Types de mesures correspondants — article 22, paragraphe 3, point d) i), du RDC et article 6 du règlement FSE+:

[Constats] Justification de l'intervention du FSE+ :

Comme cela a été présenté en 1.4, l'âge n'est pas neutre face à au risque d'exposition à la pauvreté.

L'enjeu est donc de lutter contre les formes précoces d'exclusion qui ont des conséquences néfastes directes et indirectes (sur l'accès aux soins primaires, à une prise en charge optimale des enfants...).

L'investissement qui sera réalisé ne contribuera pas d'avantage à séparer / isoler ou maintenir la ségrégation éducative et spatiale des groupes marginalisés y compris les minorités, les personnes en situation de handicap, les personnes issues de l'immigration, ect...

[Résultats recherchés / changements attendus] : Défis et résultats attendus

L'objectif spécifique 4.12 du FSE+ permettra ainsi de :

- Augmenter l'accès aux soins primaires et à la protection de l'enfance
- Accompagnement vers l'insertion sociale permettant de ramener les publics vers un suivi
- Augmenter le nombre de partenaires impliqués dans l'animation et la coordination de l'offre d'insertion par des cadres d'action ou des accords territoriaux
- Accompagner les populations vivant en habitat précaire (scolarisation, accès aux droits sociaux, hygiène....)
- Créer les conditions d'une animation renforcée de l'offre d'insertion
- Améliorer la lisibilité de l'offre d'insertion
- Apporter un soutien aux réseaux d'entraide et de socialisation

Les actions soutenues dans le cadre de la mise en œuvre de l'OS 4.12

I – Actions d'animation, d'information et de coordination de l'offre d'insertion

- les actions d’animation et d’information afin de promouvoir l’insertion
- l’appui à la définition et à la mise en œuvre des pactes territoriaux d’insertion et d’autres cadres d’action ou de coordination afin notamment d’améliorer la gouvernance des stratégies territoriales d’insertion
- la mise en réseau des acteurs pour la mise en œuvre d’offres de services adaptés pour la levée des freins à l’emploi et pour la création d’emplois, dont notamment :
 - o la création, développement expérimentations d’outils de coordination notamment s’appuyant sur les technologies de l’information et de la communication (plates-formes interopérables) ;
 - o le développement de l’expérimentation de nouvelles pratiques partenariales de collaboration avec les employeurs, les partenaires sociaux, les représentants des branches d’activité et les acteurs de la GPECT dans la définition des stratégies de lutte contre la pauvreté et l’inclusion
 - o l’appui à la structuration des acteurs de l’économie sociale et solidaire
- la réalisation de diagnostics, d’études, d’outils, permettant d’apporter une vision partagée et actualisée des publics et des acteurs de l’offre territoriale d’insertion
- Les actions d’amélioration de l’ingénierie de parcours dont notamment :
 - o l’élaboration d’outils d’ingénierie des parcours et de méthodes en matière d’orientation des publics, de partage de diagnostics, de sécurisation des étapes du parcours, d’articulation entre accompagnement social et professionnel ;
 - o le suivi, le bilan et l’évaluation des parcours ;
 - o la capitalisation et la valorisation d’expériences et d’expérimentations réussies
- Les actions d’amélioration de l’offre d’insertion dont notamment :
 - o la promotion de l’offre d’insertion par le développement des clauses sociales dans la commande publique ;
 - l’identification des potentialités de création d’emploi et le développement de l’offre d’insertion dans les secteurs porteurs pré-identifiés (services à la personne, métiers de la mer, silver économie, numérique, économie circulaire, ...) ;
 - les démarches de médiation vers l’emploi visant rapprocher les besoins de l’entreprise et les compétences du futur salarié notamment pour les bénéficiaires du RSA dans le cadre des contrats aidés.

II – Actions de promotion de l’intégration sociale:

- Ingénierie, études sur les besoins et innovation sociale en matière de lutte contre la pauvreté et l’exclusion pour les enfants
- Ingénierie, études sur les besoins et innovation sociale en matière de lutte contre la pauvreté et l’exclusion, en particulier vis-à-vis des familles monoparentales, les personnes porteuses d’un handicap)

- Action de mise en réseau, d'amélioration de l'animation et de la gouvernance des acteurs de l'action et de l'intégration sociale

III – Actions de soutien, de promotion et d'amélioration de l'accès aux droits et de lutte contre le non recours

- Actions de promotion des droits et des dispositifs d'inclusion et de lutte contre l'exclusion,
- Actions favorisant l'accès au logement
- Actions ciblées d'aller-vers (ex. maraudes, ...) et aux accueils de jour...
- Action de prévention et de protection de l'enfance,

IV - Actions visant à permettre le développement territorial de projets d'insertion

- L'assistance préparatoire et notamment le soutien à la préparation, la mise en place et l'animation des stratégies locales (diagnostics, enquêtes, études, outils de communication, ...)
- L'appui à l'émergence et au montage de projets
- L'aide au fonctionnement et à l'animation des acteurs des stratégies locales

V – Actions d'accompagnement des personnes exposées au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale, y compris les personnes les plus démunies et les enfants :

- Accueil, suivi et accompagnement des publics
- Aides à la mobilité pour les déplacements quotidiens
- Actions de remobilisation et de socialisation notamment par les activités culturelles, associatives, sportives, de loisir et les vacances collectives
- Accès aux soins, prévention et information sur les questions de santé dans le cadre d'un accompagnement et/ou de l'accueil
- Accès à la justice, lorsque cet accès permet de résoudre une situation en lien avec la pauvreté, l'exclusion ou la discrimination

·Accès aux prestations sociales et lutte contre le non-recours

·Accès à l'éducation pouvant intégrer la fourniture de matériels

·Apprentissage de l'utilisation des services administratifs numériques et appui à l'accès aux services administratifs numériques

·Actions visant à soutenir l'accès et le maintien dans le logement

·Actions visant à prévenir et à lutter contre les violences sexuelles, sexistes ou intrafamiliales

Les types d'actions ont été évalués comme compatibles avec le principe consistant 'à ne pas causer de préjudice important', dit DNSH, car ils ne devraient pas avoir d'impact négatif significatif sur l'environnement en raison de leur nature.

Principaux groupes cibles — article 22, paragraphe 3, point d) iii), du RDC:

I, II, IV, V : toutes personnes exposées au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale, y compris les personnes les plus démunies et les enfants dont :

- Les bénéficiaires de minimas sociaux
- Les enfants relevant de l'ASE y compris MNA et/ou en situation ou à risque de pauvreté,
- Les victimes de violences,

Mesures visant à garantir l'égalité, l'inclusion et la non-discrimination — article 22, paragraphe 3, point d) iv), du RDC et article 6 du règlement FSE+

L'égalité des chances, entre les sexes, la race ou l'origine ethnique, la religion ou les convictions, le handicap et l'âge ou l'orientation sexuelle sont des principes fondamentaux inscrits dans le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. Malgré les textes, cette égalité n'est pas observée de facto, en témoignent les données sur les différentes inégalités recensées en Martinique. Face à cette situation la collectivité territoriale de la Martinique œuvre pour limiter ces inégalités, en plaçant la garantie de l'égalité, l'inclusion et la non-discrimination comme une priorité transversale.

L'autorité de gestion, lors de la conception et mise en application du PO, veille à garantir une parfaite égalité, en prenant en compte les obstacles que peuvent rencontrer les bénéficiaires, pouvant générer des inégalités.

La prise en compte de ces principes se traduit de plusieurs manières, premièrement par l'intégration dans le contrat de convergence et de transformation de la Martinique (2019-2022), d'un objectif visant à promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes. Deuxièmement, l'autorité de gestion s'efforcera de mettre en place un ensemble de mesures, comme établir un diagnostic territorial mettant en lumière les principaux obstacles et voies d'amélioration vers l'égalité. Les différents programmes et projets qui seront planifiés à travers ce Programme seront sources pour enrichir un diagnostic territorial fiable. Afin de garantir un suivi et évaluation sur ces objectifs, une attention particulière sera accordée aux indicateurs désagrégés par sexe, concernant les thèmes suivants (population-santé, travail-emploi, enseignement-éducation, revenus-salaires, conditions de vie-société). De plus, la collectivité s'engage à construire un réseau d'ambassadeurs et d'ambassadrices de l'égalité des chances, femmes/hommes, et de lutte contre toutes formes de discriminations.

Une approche spécifique pourra être développée, en proposant des actions ciblées

Indication des territoires spécifiques ciblés, y compris le recours prévu aux outils territoriaux — article 22, paragraphe 3, point d) v), du RDC

L'ensemble du territoire martiniquais est ciblé par les actions de cet objectif spécifique 4.12 du FSE +

Actions interrégionales, transfrontières et transnationales — article 22, paragraphe 3, point d) vi), du RDC

développement de formations régionales dans le domaine de l'inclusion sociale, de la lutte contre la pauvreté et des sciences humaines et sociales

Utilisation prévue d'instruments financiers — article 22, paragraphe 3, point d) vii), du RDC

Compte-tenu de la nature des, de la nature des porteurs de projets visés par le FSE+ , il n'est pas envisagé, en cohérence avec l'actualisation de l'évaluation ex ante ingénierie financière de mobiliser du FSE+ via des instruments financiers. Toutes les interventions seront réalisées en mode subvention.

2.1.1.1.2. Indicateurs

Référence: article 22, paragraphe 3, point d) ii), du RDC et article 8 du règlement FEDER et FC

Tableau 2: Indicateurs de réalisation

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur intermédiaire (2024)	Valeur cible (2029)
8	ESO4.12	FSE+	En transition	EECO01	Nombre total des participants	personnes	500,00	870,00
8	ESO4.12	FSE+	En transition	EECO06	Enfants âgés de moins de 18 ans	personnes	87,00	87,00
8	ESO4.12	FSE+	En transition	EECO12	Participants handicapés	personnes	30,00	30,00
8	ESO4.12	FSE+	En transition	EECO18	Nombre d'administrations ou de services publics bénéficiant d'un soutien	entités	1,00	3,00

Référence: article 22, paragraphe 3, point d) ii), du RDC

Tableau 3: Indicateurs de résultat

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur de base ou de référence	Année de référence	Valeur cible (2029)	Source des données	Commentaires
8	ESO4.12	FSE+	En transition	RSR02	Personnes accompagnées pour une meilleure intégration sociale	Personnes	0	2022-2029	870	enquête participant auprès des porteurs	
8	ESO4.12	FSE+	En transition	RSR12	Nombre de pactes territoriaux d'insertion et d'autres cadres d'action ou de coordination mises en oeuvre	Unité	0,00	2022-2029	3,00	AG, extrait des dossiers	

2.1.1.1.3. Ventilation indicative des ressources programmées (UE) par type d'intervention

Référence: article 22, paragraphe 3, point d) viii), du RDC

Tableau 4: Dimension 1 — Domaine d'intervention

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
8	ESO4.12	FSE+	En transition	163. Promotion de l'intégration sociale des personnes exposées au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale, y compris les plus démunis et les enfants	3 850 000,00
8	ESO4.12	FSE+	En transition	169. Initiatives en faveur du développement territorial, y compris la préparation des stratégies territoriales	3 000 000,00
8	ESO4.12	Total			6 850 000,00

Tableau 5: Dimension 2 — Forme de financement

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
8	ESO4.12	FSE+	En transition	01. Subvention	6 850 000,00
8	ESO4.12	Total			6 850 000,00

Tableau 6: Dimension 3 — Mécanisme d'application territorial et approche territoriale

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
----------	---------------------	-------	---------------------	------	------------------

8	ESO4.12	FSE+	En transition	33. Autres approches — Pas de ciblage géographique	6 850 000,00
8	ESO4.12	Total			6 850 000,00

Tableau 7: Dimension 6 — Thèmes secondaires du FSE+

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
8	ESO4.12	FSE+	En transition	05. Non-discrimination	6 250 000,00
8	ESO4.12	FSE+	En transition	06. Lutte contre la pauvreté des enfants	600 000,00
8	ESO4.12	Total			6 850 000,00

Tableau 8: Dimension 7 — Dimension «égalité entre les hommes et les femmes» du FSE+*, du FEDER, du Fonds de cohésion et du FTJ

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
8	ESO4.12	FSE+	En transition	02. Intégration des questions d'égalité entre les hommes et les femmes	6 850 000,00
8	ESO4.12	Total			6 850 000,00

* En principe, pourcentage de 40 % pour la contribution du FSE+ au suivi de l'égalité entre les hommes et les femmes. Un pourcentage de 100 % est d'application lorsqu'un État membre choisit de recourir à l'article 6 du règlement FSE+

2.1.1. Priorité: 9. Une Martinique mieux aménagée

2.1.1.1. Objectif spécifique: RSO5.1. Encourager le développement social, économique et environnemental intégré et inclusif ainsi que la culture, le patrimoine naturel, le tourisme durable et la sécurité dans les zones urbaines (FEDER)

2.1.1.1.1. Interventions des Fonds

Référence: article 22, paragraphe 3, points d) i), iii), iv), v), vi) et vii), du RDC

Types de mesures correspondants — article 22, paragraphe 3, point d) i), du RDC et article 6 du règlement FSE+:

[Constats] Justification de l'intervention du FEDER :

Les différents objectifs stratégiques ont permis de mettre en exergue les disparités du territoire dans son ensemble (économique, environnementale, sociale, touristique).

Les zones d'activité économiques de la Martinique sont caractérisées par une forte mixité d'activités (commerce, industrie, artisanat, services) génératrice de conflits d'usage. La plupart d'entre elles, anciennes et dégradées, sont handicapées par une implantation anarchique en zone de multi-activités en inadéquation avec les besoins ou les ressources du territoire.

S'agissant des **centres bourgs**, les différentes études et diagnostics attestent d'une dévalorisation de ces espaces : vacance très importante, dégradation voire insalubrité de nombreux logements, fermeture de commerces, augmentation des dents creuses, diminution et fort vieillissement de la population.

Par ailleurs, la faible densité de jardins publics, d'espaces verts, d'aires de jeux, rend ces centres peu attractifs.

Dans la grande majorité des communes du territoire martiniquais, les équipements mis à disposition sont animés généralement par les services municipaux ou par les associations. Si certaines communes maintiennent un certain niveau d'offre, les populations de l'ensemble du territoire martiniquais n'ont accès qu'à peu de tournées théâtrales, chorégraphiques, cinématographiques, voire d'expositions d'art itinérantes.

Lignes de partage Culture & Tourisme avec l'OS4 :

Concernant la culture et le tourisme ; les sujets transférées entre autre aux EPCIs sont les suivantes :

- Embellissement de point de vue
- Aménagement promotionnel des abris bus
- Gestion des zones de mouillage
- Aménagement des bords de mer, de rivières, de sources, des points de vue
- Organisation des festivals artistiques dans les communes
- Animations touristiques et culturelles de proximité

Le reste des actions touristiques et culturelles demeurant en OS4 donc en gestion par la Collectivité territoriale de Martinique la consommation électrique des communes représente 6 % de la consommation d'électricité de la Martinique.

Le champ d'application de la politique de cohésion en faveur du tourisme durable sera axé sur le renforcement de la durabilité environnementale, sociale et économique et de la résilience du tourisme et de la culture à long terme dans la perspective du parcours de transition touristique.

Concernant les projets touristiques, la volonté est de garantir l'efficacité et la viabilité financière des investissements du FEDER dans les sites culturels grâce à la diversification des sources de revenus propres et à la dépendance accrue à leur égard.

Le programme va encourager l'utilisation de fonds privés et améliorer l'autonomie financière des sites culturels bénéficiant d'un soutien afin de préserver le patrimoine culturel.

Les investissements dans le tourisme devraient viser à renforcer la résilience du secteur, en investissant dans les transitions écologique et numérique, y compris des mesures en matière de compétences, et devraient également profiter à l'économie locale et aux résidents locaux, soutenir le développement économique, l'inclusion sociale et l'innovation sociale dans les domaines de la culture et du tourisme.

Nous réaliserons ces actions de manière à renforcer la durabilité environnementale, sociale et économique et la résilience du tourisme et de la culture à long terme.

L'investissement qui sera réalisé ne contribuera pas d'avantage à séparer / isoler ou maintenir la ségrégation éducative et spatiale des groupes marginalisés y compris les minorités, les personnes en situation de handicap, les personnes issues de l'immigration.

Les actions financées sous l'OS 5.1 vont découler de stratégies développées par les acteurs pertinents, au niveau infrarégional.

Lignes de partage avec le FEADER et le FEAMPA : Les lignes de partages sont assurées selon le principe qu'une action relevant d'autres OS ou axes des programmes ne pourra être soutenue au titre du DLAL multi fonds.

[Résultats recherchés / changements attendus] : Défis et résultats attendus

L'objectif est de renforcer l'attractivité des zones d'activités, des bourgs et centres-villes anciens, de dynamiser les pôles touristiques et culturels pour accompagner le développement économique de proximité ou des territoires, porteur d'emplois, tout en améliorant la qualité de vie des habitants

Il s'agit d'ouvrir de nouvelles perspectives en termes de compétitivité des territoires et des entreprises et de réduction des émissions de CO2, en limitant les besoins de déplacement.

L'objectif spécifique 5.1 vise à soutenir les types d'opération suivants :

- Créer ou dynamiser des pôles d'activités et d'emplois
- Requalification des zones d'activité économiques,
- Développement de nouvelles zones d'activité
- Mise en place d'espaces mutualisés de valorisation et de production

Ces actions seront soutenues au titre des DI : DI 020 « Infrastructures commerciales des PME (y compris les parcs et sites industriels) » et DI 024 « Services d'appui avancé aux PME et groupes de PME (y compris services de gestion, de commercialisation et de conception) »

- **Redynamiser les centres bourgs**

Les opérations de revitalisation des territoires auront pour objet

1.
 - o La mise en œuvre de projets globaux destinés à adapter et moderniser les locaux commerciaux et artisanaux ainsi que le tissu urbain des centres-bourg pour améliorer leur attractivité, lutter contre la vacance des locaux commerciaux et artisanaux.
 - o La densification par la mise en place d'outils pour attirer certaines fonctions et offres de services pour une meilleure cohésion sociale.
 - o L'attractivité des espaces urbains (Pistes cyclables, Voies piétonnes, voies de mobilités douces, Espaces verts)

Ces actions seront soutenues au titre du domaine d'intervention **DI 168 Réhabilitation physique et sécurité des espaces publics**

- **Développer un tourisme durable sur l'ensemble du territoire**

- o Opérations de mise en valeur et de réhabilitation du patrimoine touristique martiniquais
- o Développement d'activités touristiques innovantes et durables : Requalification des plages, mise en valeur du patrimoine naturel, développement de l'éco-tourisme
- o Les aménagements touristiques dans les centre bourgs
- o Les aménagements et embellissement des sites remarquables et des points de vue
- o La gestion des zones de mouillage
- o Aménagement des bords de mer, de rivière et des points de sources

- **Assurer la réhabilitation et la préservation du patrimoine culturel martiniquais,**

L'objectif est de favoriser l'éclosion de grands projets qui participeront à terme au rayonnement de la Martinique, grâce à une image renouvelée sur la scène internationale. Par ailleurs, il s'agira de rapprocher les manifestations de spectacle vivant, les plasticiens, les événementiels des populations des communes

1.
 - o Redynamisation des équipements culturels
 - o Soutien aux actions artistiques
 - o Organisation des festivals d'arts, de musique dans les communes et villes

- o Animations culturelles de proximité

Les initiatives liées aux activités artistiques autonomes et aux festivals seront complètement liées aux plans de régénération territoriale permettant un meilleur accès aux services culturels et un soutien à l'inclusion sociale.

- **Favoriser la protection et le développement du patrimoine naturel,**

Les actions pourront entre autre être :

1.

- o Développement des points d'apports volontaires (point de collecte de déchets)
- o Promotion des richesses de la biodiversité des zones propres aux EPCIs

Les actions financées sous l'OS 5.1 vont découler de stratégies développées par les acteurs pertinents, au niveau infrarégional.

Les projets soutenus seront (Critères intégrés dans la Stratégie territoriale):

i)Soutenus par une analyse de la demande et une évaluation des besoins adéquates

ii)Coordonnés avec des projets dans des zones voisines, en évitant les chevauchements

iii)Un impact au-delà du projet lui-même sur la stimulation de l'activité touristique dans la région

iv)Durables et soient correctement entretenus dans les années suivant leur achèvement, suivant le récent rapport de la CCE sur le soutien de l'UE au tourisme.

Les actions de tourisme et culturelles soutenues par le FEDER seront dites durables ; en effet elles seront en faveur d'une reprise économique, de participer à l'inclusion sociale et à l'innovation sociale.

Les types d'actions ont été évalués comme compatibles avec le principe consistant à ne pas causer de préjudice important, dit DNSH, car ils ne devraient pas avoir d'impact négatif significatif sur l'environnement en raison de leur nature, avec des critères environnementaux qui sont intégrés pour la sélection des projets, afin de répondre à la stratégie du programme.

Les financements prendront la forme de subventions dans le cadre de cet objectif spécifique.

L'AG s'engage suivre les principes de qualité et la recommandation de la Cour des comptes sur la viabilité financière des sites culturels.

Cette typologie d'action a été jugée conforme par l'évaluation DNSH de fond (méthodologie nationale)

A.Soutenir l'aménagement du territoire :

- EPCI, communes

B.Renforcer le rôle du tourisme dans le développement économique :

- Collectivités,
- EPCI,
- Etablissements publics
- Porteurs privés

C.Renforcer le rôle de la culture dans le développement économique :

- EPCI et communes
- Porteurs privés
- Porteurs publics

Mesures visant à garantir l'égalité, l'inclusion et la non-discrimination — article 22, paragraphe 3, point d) iv), du RDC et article 6 du règlement FSE+

L'égalité des chances, entre les sexes, la race ou l'origine ethnique, la religion ou les convictions, le handicap et l'âge ou l'orientation sexuelle sont des principes fondamentaux inscrits dans le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. Malgré les textes, cette égalité n'est pas observée de facto, en témoignent les données sur les différentes inégalités recensées en Martinique. Face à cette situation la collectivité territoriale de la Martinique œuvre pour limiter ces inégalités, en plaçant la garantie de l'égalité, l'inclusion et la non-discrimination comme une priorité transversale.

L'autorité de gestion, lors de la conception et mise en application du Programme, veille à garantir une parfaite égalité, en prenant en compte les obstacles que peuvent rencontrer les bénéficiaires, pouvant générer des inégalités.

La prise en compte de ces principes se traduit de plusieurs manières, premièrement par l'intégration dans le contrat de convergence et de transformation de la Martinique (2019-2022), d'un objectif visant à promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes. Deuxièmement, l'autorité de gestion s'efforcera de mettre en place un ensemble de mesures, comme établir un diagnostic territorial mettant en lumière les principaux obstacles et voies d'amélioration vers l'égalité. Les différents programmes et projets qui seront planifiés à travers ce Programme seront sources pour enrichir un diagnostic territorial fiable. Afin de garantir un suivi et évaluation sur ces objectifs, une attention particulière sera accordée aux indicateurs désagrégés par sexe, concernant les thèmes suivants (population-santé, travail-emploi, enseignement-éducation, revenus-salaires, conditions de vie-société). De plus, la collectivité s'engage à construire un

réseau d'ambassadeurs et d'ambassadrices de l'égalité des chances, femmes/hommes, et de lutte contre toutes formes de discriminations.

Une approche spécifique pourra être développée, en proposant des actions ciblées

Indication des territoires spécifiques ciblés, y compris le recours prévu aux outils territoriaux — article 22, paragraphe 3, point d) v), du RDC

Les opérations éligibles à l'OS 5 devront s'intégrer dans la stratégie du territoire sélectionnée par un Appel à Manifestation d'Intérêt à l'attention des EPCI. L'outil territorial sélectionné pour la mise en œuvre du développement territorial intégré est le Développement Local par les Acteurs Locaux (DLAL). Il s'appuiera sur des stratégies territoriales sélectionnées par appel à candidature

Le choix se porte sur cette structuration intercommunale qui a été créée dans le but de favoriser l'aménagement territorial et le développement à une échelle supra-communale. Cet échelon semble le plus pertinent pour mettre en œuvre cet objectif spécifique, dans le cadre de stratégies urbaines intégrées et durables.

Les projets seront présélectionnés par la gouvernance locale mise en place par l'approche intégrée de l'OS 5. Cette présélection étudie la cohérence du projet avec la stratégie local intégrée élaborée par les EPCI candidates et validée par l'AG dans le cadre d'un AMI.

Ces types d'actions seront gérés dans le cadre de conventions de partenariat conclus avec l'ensemble des EPCI de l'île qui ont d'ores et déjà donné leur accord de principe et qui assurent une couverture totale du territoire de la Martinique.

Les projets feront l'objet d'un processus de sélection associant l'AG, les EPCI et leurs communes membres concernés.

L'intervention du FEDER concerne tout le territoire urbain de **Fort de France à l'exception des quartiers** : Moutte, Redoute côté droit, Redoute côté gauche, Mongéralde, Beauséjour, Jambette, Rivière l'Or, Ravine Vilaine, Redoute, Tivoli, Balata côté droit, La Médaille, Haut de Didier, Fontaine de Didier et Morne Coco

Actions interrégionales, transfrontières et transnationales — article 22, paragraphe 3, point d) vi), du RDC

Sans Objet

Utilisation prévue d'instruments financiers — article 22, paragraphe 3, point d) vii), du RDC

L’objectif spécifique vise à renforcer l’attractivité des zones d’activités, des bourgs et centres-villes anciens, de dynamiser les pôles touristiques et culturels pour accompagner le développement économique de proximité ou des territoires, porteur d’emplois, tout en améliorant la qualité de vie des habitants dans les territoires urbains. Compte-tenu de la nature des projets et des porteurs (essentiellement des acteurs publics), le recours à des instruments financiers n’est pas adapté, ni pertinent. L’ensemble des interventions le seront en mode subvention.

2.1.1.1.2. Indicateurs

Référence: article 22, paragraphe 3, point d) ii), du RDC et article 8 du règlement FEDER et FC

Tableau 2: Indicateurs de réalisation

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur intermédiaire (2024)	Valeur cible (2029)
9	RSO5.1	FEDER	En transition	RCO74	Population couverte par des projets dans le cadre de stratégies de développement territorial intégré	personnes	376 480,00	376 480,00
9	RSO5.1	FEDER	En transition	RCO80	Stratégies de développement local menées par les acteurs locaux	stratégies	3,00	3,00

Référence: article 22, paragraphe 3, point d) ii), du RDC

Tableau 3: Indicateurs de résultat

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur de base ou de référence	Année de référence	Valeur cible (2029)	Source des données	Commentaires
9	RSO5.1	FEDER	En transition	RCR77	Nombre de visiteurs de sites culturels et touristiques bénéficiant d’un soutien	visiteurs/an	0,00	2022-2029	4 900 000,00	Donnée collectées par le gestionnaire auprès du porteur	

2.1.1.1.3. Ventilation indicative des ressources programmées (UE) par type d’intervention

Référence: article 22, paragraphe 3, point d) viii), du RDC

Tableau 4: Dimension 1 — Domaine d’intervention

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
----------	---------------------	-------	---------------------	------	------------------

9	RSO5.1	FEDER	En transition	020. Infrastructures commerciales des PME (y compris les parcs et sites industriels)	3 349 282,00
9	RSO5.1	FEDER	En transition	024. Services d'appui avancé aux PME et groupes de PME (y compris services de gestion, de commercialisation et de conception)	956 945,00
9	RSO5.1	FEDER	En transition	165. Protection, développement et promotion des actifs touristiques publics et services touristiques	2 322 174,00
9	RSO5.1	FEDER	En transition	166. Protection, développement et promotion du patrimoine culturel et des services culturels	956 937,00
9	RSO5.1	FEDER	En transition	167. Protection, développement et promotion du patrimoine naturel et de l'écotourisme, autre que les sites Natura 2000	1 052 631,00
9	RSO5.1	FEDER	En transition	168. Réhabilitation physique et sécurité des espaces publics	1 913 875,00
9	RSO5.1	Total			10 551 844,00

Tableau 5: Dimension 2 — Forme de financement

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
9	RSO5.1	FEDER	En transition	01. Subvention	10 551 844,00
9	RSO5.1	Total			10 551 844,00

Tableau 6: Dimension 3 — Mécanisme d'application territorial et approche territoriale

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
9	RSO5.1	FEDER	En transition	10. CLLD — Villes, agglomérations et banlieues	10 551 844,00
9	RSO5.1	Total			10 551 844,00

Tableau 7: Dimension 6 — Thèmes secondaires du FSE+

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
----------	---------------------	-------	---------------------	------	------------------

Tableau 8: Dimension 7 — Dimension «égalité entre les hommes et les femmes» du FSE+*, du FEDER, du Fonds de cohésion et du FTJ

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
----------	---------------------	-------	---------------------	------	------------------

9	RSO5.1	FEDER	En transition	03. Neutralité du point de vue de l'égalité entre les hommes et les femmes	10 551 844,00
9	RSO5.1	Total			10 551 844,00

* En principe, pourcentage de 40 % pour la contribution du FSE+ au suivi de l'égalité entre les hommes et les femmes. Un pourcentage de 100 % est d'application lorsqu'un État membre choisit de recourir à l'article 6 du règlement FSE+

2.1.1.1. Objectif spécifique: RSO5.2. Encourager le développement social, économique et environnemental intégré et inclusif ainsi que la culture, le patrimoine naturel, le tourisme durable et la sécurité ailleurs que dans les zones urbaines (FEDER)

2.1.1.1.1. Interventions des Fonds

Référence: article 22, paragraphe 3, points d) i), iii), iv), v), vi) et vii), du RDC

Types de mesures correspondants — article 22, paragraphe 3, point d) i), du RDC et article 6 du règlement FSE+:

[Constats] Justification de l'intervention du FEDER :

Comme pour le point précédent, les zones urbaines, 2.7.5, les zones rurales et côtières en Martinique ont de forts enjeux auquel cet objectif stratégique s'efforcera de résoudre. Ces enjeux ont notamment été évoqués au point 1.4.

[Résultats recherchés / changements attendus] : Défis et résultats attendus

L'objectif est de renforcer l'attractivité des zones d'activités, des bourgs et centres-villes anciens, de dynamiser les pôles touristiques et culturels pour accompagner le développement économique de proximité ou des territoires, porteur d'emplois, tout en améliorant la qualité de vie des habitants

Il s'agit d'ouvrir de nouvelles perspectives en termes de compétitivité des territoires et des entreprises et de réduction des émissions de CO2, en limitant les besoins de déplacement.

Le champ d'application de la politique de cohésion en faveur du tourisme durable sera être axé sur le renforcement de la durabilité environnementale, sociale et économique et de la résilience du tourisme et de la culture à long terme dans la perspective du parcours de transition touristique. L'AG prendra en considération les 27 actions proposées dans le parcours (voir annexe 1 pp. 37-46, en particulier pour les actions concernant la transition numérique et écologique et la résilience).

Concernant les projets touristiques, la volonté est de garantir l'efficacité et la viabilité financière des investissements du FEDER dans les sites culturels grâce à la diversification des sources de revenus propres et à la dépendance accrue à leur égard.

Le programme va encourager l'utilisation de fonds privés et améliorer l'autonomie financière des sites culturels bénéficiant d'un soutien afin de préserver le patrimoine culturel.

Les investissements dans le tourisme devraient viser à renforcer la résilience du secteur, en investissant dans les transitions écologique et numérique, y compris des mesures en matière de compétences, et devraient également profiter à l'économie locale et aux résidents locaux, soutenir le développement économique, l'inclusion sociale et l'innovation sociale dans les domaines de la culture et du tourisme.

Nous réaliserons ces actions de manière à renforcer la durabilité environnementale, sociale et économique et la résilience du tourisme et de la culture à long terme.

Les actions financées sous l'OS 5.2 vont découler de stratégies développées par les acteurs pertinents, au niveau infrarégional

L'investissement qui sera réalisé ne contribuera pas d'avantage à séparer / isoler ou maintenir la ségrégation éducative et spatiale des groupes marginalisés y compris les minorités, les personnes en situation de handicap, les personnes issues de l'immigration.

Les types d'actions ont été évalués comme compatibles avec le principe consistant à ne pas causer de préjudice important, dit DNSH, car ils ne devraient pas avoir d'impact négatif significatif sur l'environnement en raison de leur nature, avec des critères environnementaux qui sont intégrés pour la sélection des projets, afin de répondre à la stratégie du programme.

L'objectif spécifique 5.2 vise à soutenir les types d'opération suivants :

- Créer ou dynamiser des pôles d'activités et d'emplois
- Requalification des zones d'activité économiques,
- Développement de nouvelles zones d'activité
- Mise en place d'espaces mutualisés de valorisation et de production

Ces actions seront soutenues au titre des DI : DI 020 « Infrastructures commerciales des PME (y compris les parcs et sites industriels) » et DI 024 « Services d'appui avancé aux PME et groupes de PME (y compris services de gestion, de commercialisation et de conception) »

- **Redynamiser les centres bourgs**

Les opérations de revitalisation des territoires auront pour objet

1.
 - o La mise en œuvre de projets globaux destinés à adapter et moderniser les locaux commerciaux et artisanaux ainsi que le tissu urbain des centres-bourg pour améliorer leur attractivité, lutter contre la vacance des locaux commerciaux et artisanaux.
 - o La densification par la mise en place d'outils pour attirer certaines fonctions et offres de services pour une meilleure cohésion sociale.
 - o L'attractivité des espaces urbains (Pistes cyclables, Voies piétonnes, voies de mobilités douces, Espaces verts)

Ces actions seront soutenues au titre du domaine d'intervention **DI 168 Réhabilitation physique et sécurité des espaces publics**

Concernant la culture et le tourisme ; les compétences transférées entre autre aux EPCIs sont les suivantes :

- Embellissement de point de vue
- Gestion des zones de mouillage
- Aménagement des bords de mer, de rivières, de sources, des points de vue
- Organisation des festivals artistiques dans les communes
- Animations touristiques et culturelles de proximité

Le reste des actions touristiques et culturelles demeurant en OS4 donc en gestion par la Collectivité territoriale de Martinique.

- **Développer un tourisme durable sur l'ensemble du territoire**
 - o Opérations de mise en valeur et de réhabilitation du patrimoine touristique martiniquais
 - o Développement d'activités touristiques innovantes et durables : Requalification des plages, mise en valeur du patrimoine naturel, développement de l'éco-tourisme
 - o Les aménagements touristiques dans les centre bourgs
 - o Les aménagements et embellissement des sites remarquables et des points de vue
 - o La gestion des zones de mouillage
 - o Aménagement des bords de mer, de rivière et des points de sources
- **Assurer la réhabilitation et la préservation du patrimoine culturel martiniquais,**

L'objectif est de favoriser l'éclosion de grands projets qui participeront à terme au rayonnement de la Martinique, grâce à une image renouvelée sur la scène internationale. Par ailleurs, il s'agira de rapprocher les manifestations de spectacle vivant, les plasticiens, les évènementiels des populations des communes

1.
 - o Redynamisation des équipements culturels
 - o Soutien aux actions artistiques

- o Organisation des festivals d'arts, de musique dans les communes et villes
- o Animations culturelles de proximité

Les initiatives liées aux activités artistiques autonomes et aux festivals seront complètement liées aux plans de régénération territoriale permettant un meilleur accès aux services culturels et un soutien à l'inclusion sociale.

- **Favoriser la protection et le développement du patrimoine naturel,**

Les actions pourront entre autre être :

1.

- o Développement des points d'apports volontaires (point de collecte de déchets)
- o Promotion des richesses de la biodiversité des zones propres aux EPCIs

Les actions financées sous l'OS 5.2 vont découler de stratégies développées par les acteurs pertinents, au niveau infrarégional

Les projets soutenus seront (Critères intégrés dans la Stratégie territoriale):

- i) Soutenus par une analyse de la demande et une évaluation des besoins adéquates
- ii) Coordinnés avec des projets dans des zones voisines, en évitant les chevauchements
- iii) Un impact au-delà du projet lui-même sur la stimulation de l'activité touristique dans la région
- iv) Durables et soient correctement entretenus dans les années suivant leur achèvement, suivant le récent rapport de la CCE sur le soutien de l'UE au tourisme.

Les actions de tourisme et culturelles soutenues par le FEDER seront dites durables ; en effet elles seront en faveur d'une reprise économique, de participer à l'inclusion sociale et à l'innovation sociale.

Les financements prendront la forme de subventions dans le cadre de cet objectif spécifique.

L'AG s'engage suivre les principes de qualité et la recommandation de la Cour des comptes sur la viabilité financière des sites culturels.

Les types d'actions ont été évalués comme compatibles avec le principe consistant à ne pas causer de préjudice important, dit DNSH, car ils ne devraient pas avoir d'impact négatif significatif sur l'environnement en raison de leur nature.

Lignes de partage avec le FEADER et le FEAMPA : Les lignes de partages sont assurées selon le principe qu'une action relevant d'autres OS ou axes des programmes ne pourra être soutenue au titre du DLAL multi fonds.

Principaux groupes cibles — article 22, paragraphe 3, point d) iii), du RDC:

A.Soutenir l'aménagement du territoire :

- EPCI, communes

B.Renforcer le rôle du tourisme dans le développement économique :

- Collectivités,
- EPCI,
- Etablissements publics
- Porteurs privés

C.Renforcer le rôle de la culture dans le développement économique :

- EPCI et communes
- Porteurs privés
- Porteurs publics

Mesures visant à garantir l'égalité, l'inclusion et la non-discrimination — article 22, paragraphe 3, point d) iv), du RDC et article 6 du règlement FSE+

L'égalité des chances, entre les sexes, la race ou l'origine ethnique, la religion ou les convictions, le handicap et l'âge ou l'orientation sexuelle sont des principes fondamentaux inscrits dans le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. Malgré les textes, cette égalité n'est pas observée de facto, en témoignent les données sur les différentes inégalités recensées en Martinique. Face à cette situation la collectivité territoriale de la Martinique œuvre pour limiter ces inégalités, en plaçant la garantie de l'égalité, l'inclusion et la non-discrimination comme une priorité transversale.

L'autorité de gestion, lors de la conception et mise en application du Programme, veille à garantir une parfaite égalité, en prenant en compte les obstacles que peuvent rencontrer les bénéficiaires, pouvant générer des inégalités.

La prise en compte de ces principes se traduit de plusieurs manières, premièrement par l'intégration dans le contrat de convergence et de transformation de la Martinique (2019-2022), d'un objectif visant à promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes. Deuxièmement, l'autorité de gestion s'efforcera de mettre en place un ensemble de mesures, comme établir un diagnostic territorial mettant en lumière les principaux obstacles et voies d'amélioration vers l'égalité. Les différents programmes et projets qui seront planifiés à travers ce Programme seront sources pour enrichir un diagnostic territorial fiable. Afin de garantir un suivi et évaluation sur ces objectifs, une attention particulière sera accordée aux indicateurs désagrégés par sexe, concernant les thèmes suivants (population-santé, travail-emploi, enseignement-éducation, revenus-salaires, conditions de vie-société). De plus, la collectivité s'engage à construire un

réseau d'ambassadeurs et d'ambassadrices de l'égalité des chances, femmes/hommes, et de lutte contre toutes formes de discriminations.

Une approche spécifique pourra être développée, en proposant des actions ciblées

Indication des territoires spécifiques ciblés, y compris le recours prévu aux outils territoriaux — article 22, paragraphe 3, point d) v), du RDC

Les opérations éligibles à l'OS 5 devront s'intégrer dans la stratégie du territoire sélectionnée par un Appel à Manifestation d'Intérêt à l'attention des EPCI.

L'outil territorial sélectionné pour la mise en œuvre du développement territorial intégré est le Développement Local par les Acteurs Locaux (DLAL). Il s'appuiera sur des stratégies territoriales sélectionnées par appel à candidature.

Le choix se porte sur cette structuration intercommunale qui a été créée dans le but de favoriser l'aménagement territorial et le développement à une échelle supra-communale. Cet échelon semble le plus pertinent pour mettre en œuvre cet objectif spécifique, dans le cadre de stratégies urbaines intégrées et durables.

Les projets seront présélectionnés par la gouvernance locale mise en place par l'approche intégrée de l'OS 5. Cette présélection étudie la cohérence du projet avec la stratégie local intégrée élaborée par les EPCI candidates et validée par l'AG dans le cadre d'un AMI.

Ces types d'actions seront gérés dans le cadre de conventions de partenariat conclus avec l'ensemble des EPCI de l'île qui ont d'ores et déjà donné leur accord de principe et qui assurent une couverture totale du territoire de la Martinique.

Les projets feront l'objet d'un processus de sélection associant l'AG, les EPCI et leurs communes membres concernés.

L'intervention du FEDER à ce titre concerne tout le territoire rural de la Martinique (**Toute la Martinique à l'exception de Fort de France centre**) et la **zone rural de Fort de France**: les quartiers Moutte, Redoute côté droit, Redoute côté gauche, Mongéralde, Beauséjour, Jambette, Rivière l'Or, Ravine Vilaine, Redoute, Tivoli, Balata côté droit, La Médaille, Haut de Didier, Fontaine de Didier et Morne Coco. ((Extrait de l'annexe 4) Dans ce cadre de la répartition Zone rurale / Zone Urbaine de la Martinique

Actions interrégionales, transfrontières et transnationales — article 22, paragraphe 3, point d) vi), du RDC

Sans objet

Utilisation prévue d'instruments financiers — article 22, paragraphe 3, point d) vii), du RDC

L'objectif spécifique vise à renforcer l'attractivité des zones d'activités, des bourgs et centres-villes anciens, de dynamiser les pôles touristiques et culturels pour accompagner le développement économique de proximité ou des territoires, porteur d'emplois, tout en améliorant la qualité de vie des habitants dans les territoires ruraux. Compte-tenu de la nature des projets et des porteurs (essentiellement des acteurs publics), le recours à des instruments financiers n'est pas adapté, ni pertinent. L'ensemble des interventions le seront en mode subvention

2.1.1.1.2. Indicateurs

Référence: article 22, paragraphe 3, point d) ii), du RDC et article 8 du règlement FEDER et FC

Tableau 2: Indicateurs de réalisation

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur intermédiaire (2024)	Valeur cible (2029)
9	RSO5.2	FEDER	En transition	RCO74	Population couverte par des projets dans le cadre de stratégies de développement territorial intégré	personnes	376 480,00	376 480,00
9	RSO5.2	FEDER	En transition	RCO80	Stratégies de développement local menées par les acteurs locaux	stratégies	3,00	3,00

Référence: article 22, paragraphe 3, point d) ii), du RDC

Tableau 3: Indicateurs de résultat

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur de base ou de référence	Année de référence	Valeur cible (2029)	Source des données	Commentaires
9	RSO5.2	FEDER	En transition	RCR77	Nombre de visiteurs de sites culturels et touristiques bénéficiant d'un soutien	visiteurs/an	0,00	2020-2029	5 250 000,00	Synergie	

2.1.1.1.3. Ventilation indicative des ressources programmées (UE) par type d'intervention

Référence: article 22, paragraphe 3, point d) viii), du RDC

Tableau 4: Dimension 1 — Domaine d'intervention

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
----------	---------------------	-------	---------------------	------	------------------

9	RSO5.2	FEDER	En transition	020. Infrastructures commerciales des PME (y compris les parcs et sites industriels)	2 800 643,00
9	RSO5.2	FEDER	En transition	024. Services d'appui avancé aux PME et groupes de PME (y compris services de gestion, de commercialisation et de conception)	956 937,00
9	RSO5.2	FEDER	En transition	165. Protection, développement et promotion des actifs touristiques publics et services touristiques	2 392 344,00
9	RSO5.2	FEDER	En transition	166. Protection, développement et promotion du patrimoine culturel et des services culturels	1 435 406,00
9	RSO5.2	FEDER	En transition	167. Protection, développement et promotion du patrimoine naturel et de l'écotourisme, autre que les sites Natura 2000	1 052 631,00
9	RSO5.2	FEDER	En transition	168. Réhabilitation physique et sécurité des espaces publics	1 402 028,00
9	RSO5.2	Total			10 039 989,00

Tableau 5: Dimension 2 — Forme de financement

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
9	RSO5.2	FEDER	En transition	01. Subvention	10 039 989,00
9	RSO5.2	Total			10 039 989,00

Tableau 6: Dimension 3 — Mécanisme d'application territorial et approche territoriale

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
9	RSO5.2	FEDER	En transition	12. CLLD — Zones rurales	10 039 989,00
9	RSO5.2	Total			10 039 989,00

Tableau 7: Dimension 6 — Thèmes secondaires du FSE+

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
----------	---------------------	-------	---------------------	------	------------------

Tableau 8: Dimension 7 — Dimension «égalité entre les hommes et les femmes» du FSE+*, du FEDER, du Fonds de cohésion et du FTJ

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	Code	Montant (en EUR)
----------	---------------------	-------	---------------------	------	------------------

9	RSO5.2	FEDER	En transition	03. Neutralité du point de vue de l'égalité entre les hommes et les femmes	10 039 989,00
9	RSO5.2	Total			10 039 989,00

* En principe, pourcentage de 40 % pour la contribution du FSE+ au suivi de l'égalité entre les hommes et les femmes. Un pourcentage de 100 % est d'application lorsqu'un État membre choisit de recourir à l'article 6 du règlement FSE+

2.1.1. Priorité: 10. Faire de la Martinique un territoire très inclusif (Soutien aux personnes les plus démunies au titre de l'objectif spécifique énoncé à l'article 4, paragraphe 1, point m), du règlement FSE+ (ESO.4.13))

2.1.1.2. Objectif spécifique: ESO4.13. Lutter contre la privation matérielle

2.1.1.2.1. Interventions des Fonds

Référence: article 22, paragraphe 3, du RDC et article 20 et article 23, paragraphes 1 et 2, du règlement FSE+

Types de soutien

Les Martiniquais en situation de précarité affrontent de multiples difficultés qui se cumulent et aggravent leur vulnérabilité. Une part importante de la population est touchée par le chômage, la monoparentalité et l'éloignement familial, ce qui limite l'accès à l'emploi et accentue les problèmes matériels. Ces conditions fragiles compromettent la capacité à répondre aux besoins essentiels tels que l'alimentation, le logement et les soins.

La pauvreté entraîne souvent une privation de biens ou de services de base. Trois privations majeures caractérisent cette situation : ne pas pouvoir manger un repas protéiné tous les deux jours, ne pas pouvoir chauffer correctement son logement ou remplacer ses vêtements usés. En 2018, 30 % des Martiniquais déclaraient vivre au moins une de ces privations, proportion plus élevée que dans l'Hexagone. La moitié des personnes en grande pauvreté ne pouvait se permettre un repas protéiné régulier.

Les contraintes matérielles influent aussi sur la mobilité et les conditions de vie : de nombreuses personnes n'ont pas de voiture pour des raisons financières, ou peinent à maintenir une température décente dans leur logement. En Martinique, 9 % des ménages vivaient dans un logement en mauvais état.

Les ménages en grande pauvreté subissent également un fort endettement, notamment lié aux impayés de loyer, d'énergie ou de crédit. Ces difficultés économiques engendrent stress et isolement, réduisant la qualité de vie et les possibilités d'insertion sociale.

Enfin, les investissements publics doivent viser à réduire ces inégalités sans renforcer la ségrégation territoriale ou sociale. L'objectif est de favoriser l'inclusion, en particulier des groupes les plus vulnérables : familles monoparentales, personnes handicapées ou issues de minorités.

Principaux groupes cibles

Personne en situation de précarité sociale

Décryptage des programmes de soutien nationaux ou régionaux

- Le Programme National du FSE+
- Le Programme FSE+ de soutien européen à l'aide alimentaire

Critères de sélection des opérations

Les critères de sélection sont scorés comme suit :

- Contribution aux réalisations et aux résultats : de 0 à 3
- Pertinence du projet au regard des enjeux identifiés dans le diagnostic du PO : de 0 à 2
- Inscription dans une logique de projet : stratégie, objectifs, moyens et résultats : de 0 à 2
- Expérience du porteur de projet dans le domaine visé par l'AAP: de 0 à 1
- Modalités de suivi et de l'accompagnement des publics visées : de 0 à 2
- Caractère innovant de l'action : de 0 à 1

2.1.1.2.2. Indicateurs

Tableau 2: Indicateurs de réalisation

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	ID	Indicateur	Unité de mesure
10	ESO4.13	FSE+	En transition	EMCO01	Valeur totale des biens et denrées alimentaires distribués	euros

Tableau 3: Indicateurs de résultat

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur de référence	Année de référence	Source des données	Commentaires
10	ESO4.13	FSE+	En transition	EMCR01	Nombre de bénéficiaires finaux recevant une aide alimentaire	personnes	0,00	2022-2029	Enquête auprès des porteurs de projets	

3. Plan de financement

Référence: article 22, paragraphe 3, points g) i), ii) et iii), article 112, paragraphes 1, 2 et 3, et articles 14, 26 et 26 bis du RDC

3.1. Transferts et contributions (1)

Référence: articles 14, 26, 26 bis et 27 du RDC

Modification du programme liée à	<input type="checkbox"/> une contribution à InvestEU
	<input type="checkbox"/> un transfert à des instruments en gestion directe ou indirecte
	<input checked="" type="checkbox"/> un transfert entre le FEDER, le FSE+, le Fonds de cohésion ou vers un ou plusieurs autres Fonds
	<input type="checkbox"/> Fonds contribuant à la réalisation des objectifs établis à l'article 21 quater, paragraphe 3, du règlement (UE) 2021/241

(1) Applicable uniquement aux modifications apportées au programme conformément aux articles 14, 26 et 26 bis, à l'exception des transferts complémentaires vers le FTJ conformément à l'article 27 du RDC. Les transferts n'ont pas d'incidence sur la ventilation annuelle des enveloppes financières au niveau du CFP pour un État membre.

Tableau 15A: Contribution à InvestEU* (ventilation par année)

Contribution de		Contribution à	Ventilation par année							
Fonds	Catégorie de région	Volet d'InvestEU	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	Total

* Pour chaque nouvelle demande de contribution, une modification du programme indique les montants totaux chaque année, ventilés par fonds et par catégorie de régions.

Tableau 15B: Contributions à InvestEU* (résumé)

Fonds	Catégorie de région	Infrastructures durables a)	Innovation et numérisation b)	PME c)	Investissements sociaux et compétences d)	Total e)=a)+b)+c)+d)
Total						

* Montants cumulés pour toutes les contributions effectuées via des modifications du programme au cours de la période de programmation. Pour chaque nouvelle demande de contribution, une modification du programme indique les montants totaux chaque année, ventilés par fonds et par catégorie de régions.

Justification en tenant compte de la manière dont ces montants contribuent à la réalisation des objectifs stratégiques retenus dans le programme conformément à l’article 10, paragraphe 1, du règlement InvestEU

Tableau 16A: Transferts à des instruments en gestion directe ou indirecte (ventilation par année)

Transferts de		Transferts à	Ventilation par année							
Fonds	Catégorie de région	Instrument	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	Total

Tableau 16B: Transferts à des instruments en gestion directe ou indirecte* (résumé)

Fonds	Catégorie de région	Total
Total		

* Montants cumulés pour tous les transferts effectués via des modifications du programme au cours de la période de programmation. Pour chaque nouvelle demande de transfert, une modification du programme indique les montants totaux transférés chaque année, ventilés par fonds et par catégorie de régions.

Transferts à des instruments en gestion directe ou indirecte — justification

Tableau 17A: Transferts entre le FEDER, le FSE+ et le Fonds de cohésion ou vers un ou plusieurs autre(s) Fonds (ventilation par année)

Transferts de		Transferts à		Ventilation par année							
Fonds	Catégorie de région	Fonds	Catégorie de région	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	Total
FSE+	En transition	FEDER	En transition	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 038 500,00	1 038 500,00	2 077 000,00
FSE+	Ultrapériphériques ou septentrionales à faible densité de population	FEDER	Ultrapériphériques ou septentrionales à faible densité de population	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 358 502,00	1 358 500,00	2 717 002,00

* Transfert à d’autres programmes. Les transferts entre le FEDER et le FSE+ ne peuvent être effectués qu’au sein de la même catégorie de régions.

Tableau 17B: Transferts entre le FEDER, le FSE+ et le Fonds de cohésion ou vers un ou plusieurs autres Fonds (résumé)

		FEDER				FSE+				FC	FEAMPA	FAMI	FSI	IGFV	Total
		Plus développées	En transition	Moins développées	Ultrapériphériques ou septentrionales à faible densité de population	Plus développées	En transition	Moins développées	Ultrapériphériques ou septentrionales à faible densité de population						
FSE+	En transition		2 077 000,00												2 077 000,00
FSE+	Ultrapériphériques ou septentrionales à faible densité de population				2 717 002,00										2 717 002,00
Total			2 077 000,00		2 717 002,00										4 794 002,00

* Montants cumulés pour tous les transferts effectués via des modifications du programme au cours de la période de programmation. Pour chaque nouvelle demande de transfert, une modification du programme indique les montants totaux transférés chaque année, ventilés par fonds et par catégorie de régions.

Transferts entre Fonds en gestion partagée, y compris entre les fonds de la politique de cohésion — justification

Dans le cadre de la révision du programme FEDER–FSE+ de la Martinique, il est proposé de procéder à un transfert partiel de l’enveloppe FSE+ (4,7M€) vers le FEDER, conformément aux possibilités offertes par l’article 26 du Règlement (UE) 2021/1060.

Ce transfert vise à garantir la mise en oeuvre opérationnelle et financière de deux dispositifs identifiés comme prioritaires dans le nouveau cadrage stratégique et nécessaire à la bonne réussite des opérations :

- Les actions d’information, de communication et d’organisation liées à la protection civile ;
- Le dispositif d’accompagnement des publics vulnérables pour l’accès à un logement abordable et durable.

Ce transfert repose sur plusieurs justifications :

- Certaines dépenses du dispositif d’accompagnement ne peuvent pas être financées par le FSE+, puisqu’elles sont directement liées à des interventions matérielles ou à des infrastructures financées par le FEDER : les dépenses nécessaires au dispositif d’information et de communication de protection civile – bien qu’étroitement liées aux actions de formation relevant du FSE+ – sont considérées comme non éligibles ;
- La Martinique fait face à des besoins structurels majeurs en matière d’accès au logement social, de rénovation des parcs anciens, de lutte contre l’habitat indigne, de soutien aux publics vulnérables. Ces besoins mobilisent des ressources très importantes notamment en infrastructures de logement – domaine qui relève du FEDER- au bénéfice d’une population fragile. Certaines dépenses peuvent être éligibles au FEDER en tant qu’actions immatérielles directement associées à une opération d’investissement.

Il en résulte que le transfert garantit une cohérence d’ensemble, en permettant de financer la totalité du parcours (investissement + accompagnement).

Par ailleurs, un engagement a été pris de revoir, en concertation avec l’État, les lignes de partage des compétences et des interventions, afin de permettre le financement par le programme des actions de formation des salariés impliqués dans la formation à la gestion des risques et la préparation civile

Tableau 21: Ressources contribuant à la réalisation des objectifs établis à l’article 21 quater, paragraphe 3, du règlement (UE) 2021/241

Fonds	Catégorie de région	2022	2023	2024	2025	2026	2027	Total
Total général								

3.2. FTJ: dotation dans le programme et transferts (1)

3.3. Transferts entre catégories de régions résultant de l’examen à mi-parcours

Tableau 19A: Transferts entre catégories de régions résultant de l’examen à mi-parcours, au sein du programme (ventilation par année)

Transferts de	Transferts à	Ventilation par année			
Catégorie de région*	Catégorie de région*	2025	2026	2027	Total

* Applicable au FEDER et au FSE+ uniquement

Tableau 19B: Transferts entre catégories de régions résultant de l’examen à mi-parcours, vers d’autres programmes (ventilation par année)

Transferts de	Transferts à	Ventilation par année			
Catégorie de région*	Catégorie de région*	2025	2026	2027	Total

* Applicable au FEDER et au FSE+ uniquement

3.4. Rétrocessions (1)

Tableau 20A: Rétrocessions (ventilation par année)

Transferts de	Transferts à		Ventilation par année							
InvestEU ou autre instrument de l’Union	Fonds	Catégorie de région	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	Total

(1) Applicable uniquement aux modifications du programme pour les ressources rétrocédées depuis d’autres instruments de l’Union, y compris des éléments du FAMI, du FSI et de l’IGFV, en gestion directe ou indirecte, ou d’InvestEU.

Tableau 20B: Rétrocessions* (résumé)

Expéditeur	Vers			
InvestEU/Instrument	FEDER	FSE+		Fonds de cohésion

	Plus développées	En transition	Développé	Plus développées	En transition	Développé	
--	------------------	---------------	-----------	------------------	---------------	-----------	--

* Montants cumulés pour tous les transferts effectués via des modifications du programme au cours de la période de programmation. Pour chaque nouvelle demande de transfert, une modification du programme indique les montants totaux transférés chaque année, ventilés par fonds et par catégorie de régions.

3.5. Enveloppes financières par année

Référence: article 22, paragraphe 3, point g) i), du RDC et articles 3, 4 et 7 du règlement FTJ

Tableau 10: Enveloppes financières par année

Fonds	Catégorie de région	2021	2022	2023	2024	2025	2026		2027		Total
							Enveloppes financières sans montant de la flexibilité	Montant de la flexibilité	Enveloppes financières sans montant de la flexibilité	Montant de la flexibilité	
FEDER*	En transition	0,00	67 134 081,00	68 214 510,00	69 317 176,00	70 441 409,00	29 705 746,00	29 705 746,00	30 290 088,00	30 290 088,00	395 098 844,00
FEDER*	Ultrapériphériques ou septentrionales à faible densité de population	0,00	15 156 905,00	15 400 635,00	15 649 285,00	15 902 908,00	7 268 257,00	7 268 257,00	7 400 191,00	7 400 191,00	91 446 629,00
Total FEDER		0,00	82 290 986,00	83 615 145,00	84 966 461,00	86 344 317,00	36 974 003,00	36 974 003,00	37 690 279,00	37 690 279,00	486 545 473,00
FSE+*	En transition	0,00	17 024 904,00	17 298 613,00	17 577 836,00	17 862 643,00	6 881 667,00	6 881 667,00	7 029 824,00	7 029 824,00	97 586 978,00
FSE+*	Ultrapériphériques ou septentrionales à faible densité de population	0,00	3 276 791,00	3 329 483,00	3 383 239,00	3 438 071,00	745 235,00	745 235,00	773 759,00	773 759,00	16 465 572,00
Total FSE+		0,00	20 301 695,00	20 628 096,00	20 961 075,00	21 300 714,00	7 626 902,00	7 626 902,00	7 803 583,00	7 803 583,00	114 052 550,00
Total		0,00	102 592 681,00	104 243 241,00	105 927 536,00	107 645 031,00	44 600 905,00	44 600 905,00	45 493 862,00	45 493 862,00	600 598 023,00

° Montants après le transfert complémentaire au FTJ.

3.6. Enveloppes financières totales par Fonds et cofinancement national

Référence: article 22, paragraphe 3, point g) ii), du RDC, article 22, paragraphe 6, du RDC et article 36 du RDC

Pour l'objectif «Investissement pour l'emploi et la croissance»: programmes recourant à l'assistance technique conformément à l'article 36, paragraphe 5, du RDC en vertu du choix effectué dans l'accord de partenariat

Tableau 11: Dotations financières totales par Fonds et contribution nationale

Numéro de l'objectif stratégique/spécifique du FTJ ou de l'assistance technique	Priorité	Base de calcul du soutien de l'Union (coût total éligible ou contribution publique)	Fonds	Catégorie de région*	Contribution de l'Union a)=b)+c)+i)+j)	Ventilation de la contribution de l'Union				Contribution nationale d)=e)+f)	Ventilation indicative de la contribution nationale		Total (g)=(a)+(d)	Taux de cofinancement h)=(a)/(g)
						Contribution de l'Union		Montant de la flexibilité			Public (e)	Privé (f)		
						sans assistance technique au titre de l'article 36, paragraphe 5	pour l'assistance technique au titre de l'article 36, paragraphe 5	sans assistance technique au titre de l'article 36, paragraphe 5	pour l'assistance technique au titre de l'article 36, paragraphe 5					
						(b)	(c)	(i)	(j)					
1	1	Total	FEDER	En transition	139 408 933,00	118 331 125,00	4 930 086,00	15 074 578,00	1 073 144,00	45 607 447,00	5 700 931,00	39 906 516,00	185 016 380,00	75,3495085138%
1	1	Total	FEDER	Ultrapériphériques ou septentrionales à faible densité de population	18 729 628,00	15 079 123,00	231 847,00	2 843 966,00	574 692,00	19 998 394,00	1 131 985,00	18 866 409,00	38 728 022,00	48,3619535230%
1	2	Total	FEDER	En transition	15 500 001,00	12 008 497,00	540 382,00	2 824 040,00	127 082,00	13 153 381,00	12 593 663,00	559 718,00	28 653 382,00	54,0948394853%
2	13	Total	FEDER	En transition	20 900 000,00	17 815 950,00	785 050,00	2 184 050,00	114 950,00	6 000 000,00	5 000 000,00	1 000 000,00	26 900 000,00	77,6951672862%
2	13	Total	FEDER	Ultrapériphériques ou septentrionales à faible densité de population	10 032 000,00	8 550 297,00	41 718,00	1 049 703,00	390 282,00	3 000 000,00	2 000 000,00	1 000 000,00	13 032 000,00	76,9797421731%
2	3	Total	FEDER	En transition	87 249 764,00	71 314 857,00	2 819 910,00	12 177 742,00	937 255,00	39 846 682,00	30 681 945,00	9 164 737,00	127 096 446,00	68,6484687385%
2	3	Total	FEDER	Ultrapériphériques ou septentrionales à faible densité de population	42 162 501,00	34 577 306,00	1 097 032,00	5 769 585,00	718 578,00	52 258 735,00	48 238 832,00	4 019 903,00	94 421 236,00	44,6536211409%
2	4	Total	FEDER	En transition	30 500 001,00	23 629 621,00	1 063 332,00	5 556 983,00	250 065,00	15 035 523,00	12 824 417,00	2 211 106,00	45 535 524,00	66,9806742534%
3	12	Total	FEDER	En transition	5 225 000,00	3 672 393,00	196 400,00	1 327 607,00	28 600,00	1 500 000,00	1 000 000,00	500 000,00	6 725 000,00	77,6951672862%
3	12	Total	FEDER	Ultrapériphériques ou septentrionales à faible densité de population	7 837 499,00	6 680 981,00	294 394,00	819 019,00	43 105,00	2 000 000,00	1 500 000,00	500 000,00	9 837 499,00	79,6696294455%
3	5	Total	FEDER	En transition	8 853 339,00	6 859 050,00	308 657,00	1 613 045,00	72 587,00	3 294 706,00	2 941 702,00	353 004,00	12 148 045,00	72,8787142293%
3	5	Total	FEDER	Ultrapériphériques ou septentrionales à faible densité de population	12 685 001,00	10 216 528,00	8 955,00	1 922 229,00	537 289,00	25 078 371,00	4 399 714,00	20 678 657,00	37 763 372,00	33,5907529656%
4	10	Total	FSE+	En transition	997 500,00	826 809,00	41 016,00	123 191,00	6 484,00	110 900,00	100 000,00	10 900,00	1 108 400,00	89,9945867918%
4	11	Total	FSE+	En transition	2 124 000,00	1 815 100,00	76 900,00	207 900,00	24 100,00	550 000,00	450 000,00	100 000,00	2 674 000,00	79,4315632012%

Numéro de l'objectif stratégique/spécifique du FTJ ou de l'assistance technique	Priorité	Base de calcul du soutien de l'Union (coût total éligible ou contribution publique)	Fonds	Catégorie de région*	Contribution de l'Union a)=b)+c)+i)+j)	Ventilation de la contribution de l'Union				Contribution nationale d)=e)+f)	Ventilation indicative de la contribution nationale		Total (g)=(a)+(d)	Taux de cofinancement (h)=(a)/(g)
						Contribution de l'Union		Montant de la flexibilité			Public (e)	Privé (f)		
						sans assistance technique au titre de l'article 36, paragraphe 5	pour l'assistance technique au titre de l'article 36, paragraphe 5	sans assistance technique au titre de l'article 36, paragraphe 5	pour l'assistance technique au titre de l'article 36, paragraphe 5					
						(b)	(c)	(i)	(j)					
4	11	Total	FSE+	Ultrapériphériques ou septentrionales à faible densité de population	3 570 000,00	3 026 935,00	150 365,00	373 065,00	19 635,00	700 000,00	600 000,00	100 000,00	4 270 000,00	83,6065573770%
4	6	Total	FEDER	En transition	65 943 347,00	51 477 540,00	1 928 706,00	11 626 142,00	910 959,00	27 228 096,00	20 613 238,00	6 614 858,00	93 171 443,00	70,7763504318%
4	7	Total	FSE+	En transition	47 875 844,00	39 418 121,00	853 891,00	6 178 874,00	1 424 958,00	13 624 943,00	5 961 442,00	7 663 501,00	61 500 787,00	77,8459046386%
4	7	Total	FSE+	Ultrapériphériques ou septentrionales à faible densité de population	9 119 706,00	8 233 273,00	362 112,00	452 162,00	72 159,00	3 040 555,00	2 533 796,00	506 759,00	12 160 261,00	74,9959725371%
4	8	Total	FSE+	En transition	46 589 634,00	40 000 000,00	643 650,00	4 371 080,00	1 574 904,00	8 221 866,00	6 988 586,00	1 233 280,00	54 811 500,00	84,9997427547%
4	8	Total	FSE+	Ultrapériphériques ou septentrionales à faible densité de population	3 775 866,00	3 024 483,00	149 410,00	572 199,00	29 774,00	940 718,00	752 574,00	188 144,00	4 716 584,00	80,0550991989%
5	9	Total	FEDER	En transition	21 518 459,00	16 671 251,00	750 203,00	3 920 582,00	176 423,00	6 879 538,00	4 953 267,00	1 926 271,00	28 397 997,00	75,7745660724%
Total			FEDER	En transition	395 098 844,00	321 780 284,00	13 322 726,00	56 304 769,00	3 691 065,00	158 545 373,00	96 309 163,00	62 236 210,00	553 644 217,00	71,3633109257%
Total			FEDER	Ultrapériphériques ou septentrionales à faible densité de population	91 446 629,00	75 104 235,00	1 673 946,00	12 404 502,00	2 263 946,00	102 335 500,00	57 270 531,00	45 064 969,00	193 782 129,00	47,1904346763%
Total			FSE+	En transition	97 586 978,00	82 060 030,00	1 615 457,00	10 881 045,00	3 030 446,00	22 507 709,00	13 500 028,00	9 007 681,00	120 094 687,00	81,2583640773%
Total			FSE+	Ultrapériphériques ou septentrionales à faible densité de population	16 465 572,00	14 284 691,00	661 887,00	1 397 426,00	121 568,00	4 681 273,00	3 886 370,00	794 903,00	21 146 845,00	77,8630192825%
Total général					600 598 023,00	493 229 240,00	17 274 016,00	80 987 742,00	9 107 025,00	288 069 855,00	170 966 092,00	117 103 763,00	888 667 878,00	67,5840815077%

* Pour le FEDER et le FSE+: régions moins développées, en transition, plus développées, et, le cas échéant, enveloppe spéciale pour les régions ultrapériphériques et septentrionales à faible densité de population. Pour le Fonds de cohésion: sans objet. Pour l'assistance technique, l'application des catégories de régions dépend de la sélection d'un Fonds.

** Indiquer les ressources totales du FTJ, comprenant le soutien complémentaire transféré du FEDER et du FSE+. Le tableau ne doit pas inclure les montants conformément à l'article 7 du règlement FTJ. Dans le cas d'une assistance technique financée par le FTJ, les ressources du FTJ devraient être réparties entre ressources liées à l'article 3 et à l'article 4 du règlement FTJ. Pour l'article 4 du règlement FTJ, il n'y a pas de montant de la flexibilité.

4. Conditions favorisantes

Référence: article 22, paragraphe 3, point i), du RDC

Tableau 12: Conditions favorisantes

Condition favorisante	Fonds	Objectif spécifique	Réalisation de la condition favorisante	Critères	Respect des critères	Référence aux documents pertinents	Justification
1. Mécanismes efficaces de suivi des marchés publics			Oui	Des mécanismes de suivi sont en place, couvrant tous les marchés publics et la passation de ces marchés dans le cadre des fonds conformément à la législation de l'Union sur les passations de marchés. Ils comprennent notamment: 1. des modalités visant à garantir l'établissement de données utiles et fiables sur les procédures de marchés publics d'une valeur supérieure aux seuils de l'Union conformément aux obligations en matière de communication d'informations visées aux articles 83 et 84 de la directive 2014/24/UE et aux articles 99 et 100 de la directive 2014/25/UE;	Oui	Rapport trisannuel réalisé par la Direction des affaires juridiques du ministère de l'économie	Pour la deuxième édition du rapport triennuel, de nouvelles améliorations sont apportées. Le rapport a été transmis à la Commission en juillet 2021. Le rapport est également publié sur le site du ministère chargé de l'économie, dans les pages DAJ-Commande publique et donc accessible en open data librement. Le lien d'accès : https://www.economie.gouv.fr/daj/publication-du-rapport-triennal-la-commission-europeenne-relatif-lapplication-de-la
				2. des modalités visant à garantir que les données couvrent au moins les éléments suivants: a) qualité et intensité de la concurrence: les noms des adjudicataires, le nombre de soumissionnaires initiaux et le prix du marché; b) informations sur le prix final	Oui	Données annuelles du recensement des marchés publics réalisé par l'observatoire économique de la commande publique (OECB) (DAJ - Bercy) Données disponibles pour l'Etat à 100 %, 50 % pour les autres entités - part	Le critère étant entièrement rempli et stable, aucune évolution sur ce point n'est prévue. Néanmoins, compte tenu de la disponibilité de la donnée dans le recensement actuel, il pourrait être rajouté l'information relative au nombre d'offres reçues pour les consultations faisant l'objet du recensement, qui constitue un indicateur intéressant de la concurrence réelle.

Condition favorisante	Fonds	Objectif spécifique	Réalisation de la condition favorisante	Critères	Respect des critères	Référence aux documents pertinents	Justification
				après achèvement et sur la participation de PME en tant que soumissionnaires directs, lorsque les systèmes nationaux fournissent de telles informations;		attribuées à des PME	Le système national sera probablement modifié à l'horizon de la fin de l'année 2023. A cette occasion, les données de ce type pourraient être élargies aux collectivités territoriales, avant d'envisager de les élargir éventuellement à tous les acheteurs (ce qui sera difficile, certains acheteurs étant sous comptabilité privée).
				3. des modalités visant à garantir le suivi et l'analyse des données par les autorités nationales compétentes conformément à l'article 83, paragraphe 2, de la directive 2014/24/UE et à l'article 99, paragraphe 2, de la directive 2014/25/UE;	Oui	L'OECP calcule les principaux agrégats de la commande publiques (nombre, montant...) avec une analyse synthétique de ces données réalisée par l'OECP	L'OECP renforcera ses analyses dès 2022, car il vient d'être doté d'un second poste de statisticien, qui permettra de dégager les moyens nécessaires à ces analyses.
				4. des modalités visant à mettre les résultats de l'analyse à la disposition du public conformément à l'article 83, paragraphe 3, de la directive 2014/24/UE et à l'article 99, paragraphe 3, de la directive 2014/25/UE;	Oui	Publication sur le site du ministère chargé de l'économie des principaux agrégats de la commande publiques (nombre, montant...) avec une analyse synthétique de ces données réalisée par l'OECP	Toutes les analyses réalisées sont déjà mises en ligne une fois par an, à l'occasion de la plénière de l'OECP. Le site sera progressivement renforcé dans ses moyens, dans le prolongement d'une politique de l'open Data des données de la commande publique élargie
				5. des modalités visant à garantir que toutes les informations laissant suspecter des cas de manipulation des procédures d'appel d'offres sont communiquées aux organismes nationaux compétents	Oui	Plusieurs lois intervenues depuis 2015 ont renforcé les obligations et les capacités de contrôle : Loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie	Les faits de corruption, prise illégale d'intérêts, favoritisme et le recel de ces infractions sont sanctionnés par le code pénal. Dans ce cadre, toute information relative à l'existence d'une situation de conflit d'intérêts, à des faits de corruption, de collusion ou de

Condition favorisante	Fonds	Objectif spécifique	Réalisation de la condition favorisante	Critères	Respect des critères	Référence aux documents pertinents	Justification
				conformément à l'article 83, paragraphe 2, de la directive 2014/24/UE et à l'article 99, paragraphe 2, de la directive 2014/25/UE.		<p>publique</p> <p>Loi° 2016-483 du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires</p> <p>Loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXIe siècle</p> <p>Loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique</p>	<p>favoritisme dans le cadre de procédures d'appel d'offres sont obligatoirement transmises aux autorités judiciaires. S'agissant plus particulièrement de la collusion des marchés publics, la DGCCRF du Ministère de l'économie et des finances dispose d'un réseau d'une centaine d'enquêteurs dédiés à la détection d'indices de pratiques anticoncurrentielles dans la commande publique.</p> <p>Les indices jugés suffisants par la DGCCRF pour qu'une mise en enquête de concurrence soit diligentée sont transmis à l'Autorité de la concurrence qui peut décider de s'en saisir, ou inversement laisser les services de la DGCCRF procéder aux investigations.</p> <p>Sur la période comprise entre 2019 et 2021 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 30 à 40% des indices relevés par la DGCCRF concernaient la commande publique ; - 10 à 30% des enquêtes de concurrence de la DGCCRF concernaient la commande publique. <p>Cf. version complète en annexe</p>
2. Outils et capacités pour une application effective des règles en matière			Oui	Les autorités de gestion disposent des outils et des capacités permettant de vérifier le respect des règles en matière d'aides d'État:	Oui	Circulaire du premier ministre du 5 février 2019 sur l'application des règles européennes de concurrence relatives	1. La circulaire est complétée par des fiches annexes abordant les principes et les procédures. Ensemble elles constituent un outil d'appui généraliste

Condition favorisante	Fonds	Objectif spécifique	Réalisation de la condition favorisante	Critères	Respect des critères	Référence aux documents pertinents	Justification
d'aides d'État				1. pour les entreprises en difficulté et les entreprises sous le coup d'une obligation de recouvrement;		aux aides publiques aux activités économiques. Disponible: https://www.legifrance.gouv.fr/download/pdf/circ?id=44368 Fiche d'interprétation sur la notion d'"entreprises en difficulté" disponible sur la plateforme extranet "Mon ANCT" relative aux Aides d'Etat et sur la rubrique Aides d'Etat du site Europe en France (ci-après EEF) : https://www.europe-enfrance.gouv.fr/fr/aides-d-etat	2. Portail Europe en France : informations sur les aides d'Etat (AE) et publication des régimes d'aides français 3. Plateforme Mon ANCT : une rubrique est dédiée aux AE pour diffuser des informations et permettre aux membres d'interagir via un forum de discussions et une foire aux questions 4. Il appartient à chaque AG de demander des pièces justificatives nécessaires à l'instruction des dossiers de demandes d'aides, e.g pour vérifier la capacité financière du demandeur (il peut leur être recommandé de récupérer les 3 dernières liasses fiscales du porteur de projet, si possible) 5. Concernant les entreprises en difficulté, les AG procèdent à une vérification au cas par cas. L'Etat met des outils à leur disposition pour ce faire (note, tableur de calcul Excel, accès au BODACC).
				2. moyennant l'accès à des conseils et orientations d'experts sur les questions relatives aux aides d'État, fournis par des experts travaillant dans ce domaine pour des organismes locaux ou nationaux.	Oui	Des outils sont à en place : la plateforme extranet "mon anct" relatives aux aides d'Etat et la rubrique "aides d'Etat" du site l'Europe s'engage en France : https://www.europe-enfrance.gouv.fr/fr/aides-d-etat Au niveau local : - Mise en place d'une veille réglementaire intégrant la thématique	ANCT : - analyse et interprétation des textes européens (avec l'appui des experts AE du SGAE et des ministères) ; réponses aux questions des collectivités par le biais d'une adresse fonctionnelle AE ; rédaction de notes d'interprétation et d'orientation - mise en œuvre et animation d'un réseau d'experts (représentants des ministères et des collectivités) ;

Condition favorisante	Fonds	Objectif spécifique	Réalisation de la condition favorisante	Critères	Respect des critères	Référence aux documents pertinents	Justification
						des aides d'Etat -Participation aux groupes de travail de l'ANCT	organisation de groupes de travail (trimestriel) et d'un séminaire annuel avec la Commission - analyse des anomalies sur les AE détectées lors d'audits - recueil des besoins et organisation de formations AE - sur la page Aides d'Etat du site EEF : une section relative à la procédure de récupération est en cours d'élaboration, consolidant l'ensemble des ressources. DGOM : animation d'un réseau AE pour les RUP Autorités de gestion : services instructeurs et services juridiques des AG
3. Application et mise en œuvre effectives de la Charte des droits fondamentaux			Oui	Des mécanismes efficaces sont en place pour garantir le respect de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne (la «Charte»), et incluent notamment: 1. des modalités visant à garantir que les programmes soutenus par les fonds et leur mise en œuvre respectent les dispositions pertinentes de la Charte;	Oui	Bloc constitutionnel. La Constitution (ci-après « C 1958 » art.88-1) accorde à la Charte la même valeur juridique que les traités. Dignité : principe constitutionnel (décision de 1994) Libertés : DDHC (art.1 à 5;10;11); Préambule 1958 et art.72-3 ; 34 ; 61-1 ; 66. Egalité : DDHC (art.1;6); Préambule 1958. Solidarité : Préambule 1946 (al.5 à 8; 10	Au plan national : Le corpus réglementaire assure le respect de la charte via la constitution et les différents articles mentionnés en référence. Le Défenseur des droits veille au respect des droits fondamentaux et peut être saisi par tout citoyen ou se saisir le cas échéant. Au niveau du programme: Afin de veiller au respect de la charte au cours de la vie du programme, l'autorité de coordination animera un réseau des

Condition favorisante	Fonds	Objectif spécifique	Réalisation de la condition favorisante	Critères	Respect des critères	Référence aux documents pertinents	Justification
						<p>à 13); art.1 C 1958</p> <p>Droits des citoyens : DDHC (art.3;6); Art.3 et 71-1 C 1958</p> <p>Justice : DDHC (art.7;8;9); Art.66 C 1958</p> <p>Communication (2016/C 269/01) et EGESIF_16-0005-00</p> <p>Protection des données personnelles : loi du 20/06/2018</p>	<p>référénts Charte dans les AG, partagera les bonnes pratiques recensées dans un guide et produira un support de formation pour les agents des régions (notamment sur la prévention des discriminations à partir des guides du Défenseur des droits, relecture des éléments relatifs par les équipes du Défenseur des droits prévue).</p> <p>Les engagements pris par les AG sont au moins les suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> - La désignation d'un référent en charge du respect de la charte et sa formation sur la base des outils mentionnés ci-dessus, notamment sur les critères de sélection des AAP/AMI et la sensibilisation des agents ; - L'inclusion du respect de la charte dans les documents de programmation ; - La procédure de gestion des plaintes sur le site Internet de l'AG. <p>Cf version longue en annexe</p>
				2. des modalités d'information du comité de suivi en ce qui concerne les cas de non-respect de la Charte dans des opérations soutenues par les fonds et les	Oui	Les modalités seront prévues dans le règlement intérieur du Comité de suivi de chaque AG.	En cas de plainte auprès du Défenseur des Droits, de la CNIL ou du DPO de l'AG, ou par tout autre canal mis en

Condition favorisante	Fonds	Objectif spécifique	Réalisation de la condition favorisante	Critères	Respect des critères	Référence aux documents pertinents	Justification
				plaintes concernant la Charte présentées conformément aux modalités établies en vertu de l'article 69, paragraphe 7.		Identité des organismes compétents vers lequel orienter les plaintes que l'AG ne peut pas traiter, conformément au cadre institutionnel et juridique national : - art.71-1 Constitution : le Défenseur des droits veille au respect des droits et libertés par les administrations ainsi que par tout organisme investi d'une mission de service public, ou à l'égard duquel la loi organique lui attribue des compétences.	place par l'autorité de gestion ou de détection d'une non-conformité à la Charte, le comité de suivi en est informé, sous réserve du respect des éléments de confidentialité. L'AG en fera rapport au comité de suivi au moins une fois par an. Les informations suivantes seront présentées au comité de suivi : le nombre de plaintes reçues, leur statut, le nombre de cas de non-respect, les droits fondamentaux concernés et les mesures correctives qui ont été prises, ainsi que les mesures préventives à mettre en place.
4. Mise en œuvre et application de la convention des Nations unies relative aux droits des personnes handicapées (CNUDPH) conformément à la décision 2010/48/CE du Conseil			Oui	Un cadre national est en place pour garantir la mise en œuvre de la CNUDPH et comprend: 1. des objectifs assortis de jalons mesurables, la collecte de données et des mécanismes de suivi;	Oui	Le cadre national intègre tous les domaines : -Education nationale : loi pour une école de la confiance juillet 2019 chapitre 4 Ecole inclusive -Emploi : loi 2018-771 du 5 septembre 2018 - Convention bipartite entre l'Etat et l'Agefiph (monparcourshandicap.gouv.fr)	Mise en oeuvre nationale de la CNUDPH via stratégies thématiques + fixation d'obligations dans la loi : - feuille de route MDPH - feuille de route santé mentale - Plan d'action en santé mentale - Convention nationale pluriannuelle multipartite de mobilisation pour l'emploi des personnes en situation de

Condition favorisante	Fonds	Objectif spécifique	Réalisation de la condition favorisante	Critères	Respect des critères	Référence aux documents pertinents	Justification
						<p>-Formation des professionnels au handicap et à la conception universelle : décret 2021-389 du 2 avril 2021</p> <p>-Accessibilité transport : loi d'orientation des mobilités n°2019-14-28 du 24 décembre 2019 Article 7</p> <p>-Justice : loi du 23 mars 2019, loi de programmation</p>	<p>handicap (2017-20), prolongée par avenant jusqu'en nov.2022. Convention déclinée au niveau territorial dans le cadre des programmes régionaux pour l'insertion des travailleurs handicapés (PRITH).</p> <p>Suivi de la mise en oeuvre de ces stratégies fait par le CIH, les fonctionnaires handicap inclusion, la délégation à la stratégie nationale de l'autisme au sein des TND, le délégué ministériel à la santé mentale et à la psychiatrie.</p> <p>De nouveaux objectifs seront fixés par le nouveau gouvernement nommé en mai 2022.</p> <p>Progrès suivis par ministères et le SG du Comité interministériel du Handicap; évaluation annuelle par les CIH. Le mécanisme de suivi indépendant de l'UNCRPD est le défenseur des droits. Recueil des données fourni par la DARES, DREES, CNSA, INSEE, ARS. Amélioration de la qualité du recueil pour amélioration des politiques aux besoins des pers. handicapées.</p>

Condition favorisante	Fonds	Objectif spécifique	Réalisation de la condition favorisante	Critères	Respect des critères	Référence aux documents pertinents	Justification
				2. des modalités visant à garantir que la politique, la législation et les normes en matière d'accessibilité sont dûment prises en compte dans la préparation et la mise en œuvre des programmes;	Oui	Voir critère 1	<p>Les autorités de gestion veilleront à ce que la politique, la législation et les normes d'accessibilité soient correctement prises en compte dans le cadre de la Charte des droits fondamentaux et plus particulièrement concernant la question du handicap :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La désignation d'un référent en charge du respect de la convention ; - La sensibilisation des agents aux dispositions pertinentes de la convention ; - Une vérification de la conformité des critères de sélection proposés pour les AAP / AMI par le référent ; - L'inclusion de l'engagement du respect des dispositions pertinentes dans les documents de programmation par les bénéficiaires; - La mention des organismes compétents en charge du recueil et du traitement des réclamations sur le site Internet de l'AG (Défenseur des droits, DPO) ; <p>Les exigences de la UNCRPD sont respectées tout au long de la planification et processus de mise en</p>

Condition favorisante	Fonds	Objectif spécifique	Réalisation de la condition favorisante	Critères	Respect des critères	Référence aux documents pertinents	Justification
							oeuvre, par exemple des lignes directrices pour la sélection des projets et procédures d'approbation, en respectant les principes essentiels déjà à travers l'obligation continue du principe transversal de la lutte contre la discrimination.
				3. des modalités d'information du comité de suivi en ce qui concerne les cas de non-respect de la CNUDPH dans des opérations soutenues par les fonds et les plaintes concernant la CNUDPH présentées conformément aux modalités établies en vertu de l'article 69, paragraphe 7.	Oui	Le cadre national intègre tous les domaines : - Education nationale : loi pour une école de la confiance juillet 2019 chapitre 4 Ecole inclusive -Emploi : loi 2018-771 du 5 septembre 2018 - Convention bipartite entre l'Etat et l'Agefiph (monparcourshandicap.gouv.fr) -Formation des professionnels au handicap et à la conception universelle : décret 2021-389 du 2 avril 2021 -Accessibilité transport et voirie : loi 2015 988 du 5 août 2014 -... Cf version longue complète en annexe	En cas de non-respect constaté, l'AG en fera rapport au comité de suivi, et répondra aux questions des membres du comité de suivi Les informations suivantes seront présentées au comité de suivi au moins une fois par an : le nombre de plaintes reçues, leur statut, le nombre de cas de non-respect, les droits des personnes handicapées concernés et les mesures correctives qui ont été prises, ainsi que les mesures préventives à mettre en place.
1.1. Bonne			Oui	La (les) stratégie(s) de	Oui	-S3 2014-2020	Depuis 2014, la S3 Martinique tend à

Condition favorisante	Fonds	Objectif spécifique	Réalisation de la condition favorisante	Critères	Respect des critères	Référence aux documents pertinents	Justification
gouvernance de la stratégie nationale ou régionale de spécialisation intelligente	FEDER	RSO1.1. Développer et améliorer les capacités de recherche et d'innovation ainsi que l'utilisation des technologies de pointe		spécialisation intelligente sont soutenues par: 1. une analyse actualisée des difficultés en matière de diffusion de l'innovation et de numérisation;		-Evaluation de la mise en œuvre de la S3 2014-2020 pour l'état des lieux du développement des innovations en Martinique. -Stratégie S3 2021-2027 développe les ambitions de la Martinique pour la période à venir.	impulser une dynamique territoriale au sein de l'écosystème régional RDI. Il apparaît en 2020 que les capacités de RDI et les opportunités de partage de connaissance sont limitées à cause de : Une faible densité d'acteurs de l'écosystème innovation, un faible niveau de financement des projets de développement et d'innovations privés, une faible production d'innovations technologiques. Dans un contexte de crise sanitaire et économique, la RDI a un rôle à jouer pour développer des solutions adaptées au tissu économique et répondre aux enjeux martiniquais. Les TIC jouent un rôle transversal dans tous les domaines de spécialisation. Le développement de projets d'innovation territoriale par le numérique peut avoir un impact vertueux sur le développement de nouveaux métiers tirés par la présence de nouvelles infrastructures. La digitalisation doit permettre d'exporter la Martinique et d'abolir les distances L'accompagnement des usagers fait partie des enjeux de la Martinique. Les acteurs de la médiation numérique (collectivités, associations) sont engagés dans la réduction de l'illectronisme.
				2. l'existence d'une institution ou d'un organisme régional/national compétent, responsable de la gestion de la	Oui	Evaluation de la S3: Mise en place d'un Comité d'évaluation et de suivi de la S3 2021-2027	Les Régions, autorités de gestion, sont responsables de leur stratégie de spécialisation intelligente.

Condition favorisante	Fonds	Objectif spécifique	Réalisation de la condition favorisante	Critères	Respect des critères	Référence aux documents pertinents	Justification
				stratégie de spécialisation intelligente;			<p>ANCT, en tant autorité de coordination dispose d'un rôle d'animation au niveau national via notamment la mise en place d'un groupe de travail permettant le partage d'information autour de la S3.</p> <p>Cette animation sera réalisée avec le MESRI, désigné chef de file de cette condition favorisante. Une nouvelle gouvernance de la S3 a été mise en place (Avec une validation en Assemblée Plénière) La gouvernance de la S3 repose sur une gouvernance stratégique matérialisé par un Comité de Pilotage ; qui définira entre autres les grandes orientations ou réorientations nécessaires à l'adaptation de la S3 par rapport aux évolutions économiques (transmis à la CTSE pour intégration à la mise en œuvre de la S3). Une Cellule Technique de Suivi et d'Evaluation (CTSE) qui pilotera la gouvernance opérationnelle ; puis des groupes par thématique auront pour missions de piloter chaque DAS. Un Comité consultatif de la recherche et de l'innovation (CCRI) permettra une gouvernance complémentaire de la CTSE et sera indépendante au sein de la S3 (.Document joint)</p>
				3. des outils de suivi et d'évaluation permettant de mesurer la progression vers les objectifs de la stratégie;	Oui	Règlement de la CTSE	La DIRD, les entreprises (DIRDE) et les organismes et services publics (DIRDA) font l'objet d'une enquête statistique réalisé par le ministère en charge de la recherche afin de procéder à l'évaluation de l'effort français de recherche et

Condition favorisante	Fonds	Objectif spécifique	Réalisation de la condition favorisante	Critères	Respect des critères	Référence aux documents pertinents	Justification
							développement (R&D). Une présentation des indicateurs par DAS sera transmise par l'autorité de gestion en début de programmation du FEDER FSE+ 21 27 ; permettant de réaliser un suivi de réalisation par DAS à une échelle régionale. L'évaluation des moyens financiers, investissements et humains consacrés par les agents économiques à l'activité de recherche et de développement sera réalisée permettant d'estimer pleinement la performance des moyens techniques et financiers mis en œuvre dans la S3. Le système de suivi sera également réalisé via le suivi des indicateurs de la stratégie S3 compte 50 indicateurs de réalisation répartis pour les OS 1.1 et 1.2; qui seront déclinés pour chacune des priorités de la S3.Document joint
				4. une coopération entre parties prenantes qui fonctionne («processus de découverte entrepreneuriale»);	Oui	Stratégie S3 2021-2027 Evaluation de la mise en œuvre de la S3 2014-2020 Mise en place d'un Comité d'évaluation et de suivi de la S3	<input type="checkbox"/> Une nouvelle gouvernance de la S3 a été mise en place (Avec une validation en Assemblée Plénière) Des groupes par thématique auront pour missions de piloter chaque DAS. Ces groupes auront pour mission d'Assurer le secrétariat de la gouvernance <input type="checkbox"/> Formuler les propositions soumises à l'examen et à la validation du COPILS3 <input type="checkbox"/> Préparer les comités de pilotage <input type="checkbox"/> Assurer la mise en œuvre de la S3 <input type="checkbox"/> Coordonner les travaux de la CTSE

Condition favorisante	Fonds	Objectif spécifique	Réalisation de la condition favorisante	Critères	Respect des critères	Référence aux documents pertinents	Justification
							<input type="checkbox"/> Renforcer la recherche d'outils et de financements pour les actions de la S3 avec la CTSE et les chefs de file DAS. Ces groupes seront composés de partenaires publics tel que les collectivités, les services de l'Etat, les chambres consulaires, les clusters représentants de secteurs privés, des institutions de recherches Innovations, des partenaires privés....
				5. les actions nécessaires pour améliorer les systèmes nationaux ou régionaux de recherche et d'innovation, le cas échéant;	Oui	Stratégie S3 2021-2027 Evaluation de la S3 14-20	La mise à jour de la stratégie S3 a pris en compte les recommandations de l'évaluation de la mise en œuvre de la S3 selon les axes suivants. - Valorisation des ressources endogènes - Digitalisation de la société - Développement et amélioration de solutions de santé et bien-être - Résilience et protection du territoire - Exploitation durable du potentiel maritime Les efforts portés dans le cadre de ce DAS valorisation des ressources endogènes doivent permettre des innovations visant à valoriser mieux et plus efficacement des ressources sujettes à risques dans le respect de la biodiversité. Plusieurs types de projets semblent à

Condition favorisante	Fonds	Objectif spécifique	Réalisation de la condition favorisante	Critères	Respect des critères	Référence aux documents pertinents	Justification
							<p>soutenir afin de répondre aux ambitions et enjeux identifiés pour ce DAS :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Transfert de technologie et de connaissance • Projets de RDI collectifs • Processus de RDI dans les PME • Infrastructures, capacités et équipement RDI dans les grandes entreprises et PME • Investissements productifs • Plateformes • Transfert de technologie • Structuration des filières • ...
				6. le cas échéant, des actions destinées à soutenir la transition industrielle;	Oui	Stratégie S3 2021-2027	<p>La spécialisation intelligente stimulera la croissance tirée par l'innovation dans, le renforcement des capacités des acteurs de l'écosystème. Le renforcement des coopérations entre acteurs publics et privés régionaux, nationaux, européens, internationaux soutiendra l'écosystème et l'une optimisation des ressources. Les pistes d'actions:</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'accompagnement et la formation des acteurs à l'accès aux financements européens • Le Renforcement des équipes et centres de recherche pour des problématiques globales ;

Condition favorisante	Fonds	Objectif spécifique	Réalisation de la condition favorisante	Critères	Respect des critères	Référence aux documents pertinents	Justification
							<ul style="list-style-type: none"> Le Soutien aux collaborations avec des entreprises innovantes et laboratoires de recherche divers ; Le développement d'accords de coopération binationaux privés La consolidation de la collaboration entre les territoires Le renforcement et l'élaboration de projets de coopération universitaire L'amélioration qualitative des projets innovants <p>La S3 va favoriser les processus d'éco-innovation conformément aux objectifs de développement durable des Nations Unies. L'économie circulaire est un domaine d'activité stratégique transversal</p>
				7. des mesures destinées à renforcer la coopération avec des partenaires en dehors d'un État membre particulier dans des domaines prioritaires soutenus par la stratégie de spécialisation intelligente.	Oui	Stratégie S3 2021-2027 Schéma Régional de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (SESRI)	<p>Recherche et de l'Innovation (SESRI), un certain nombre de mesures en faveur de la collaboration internationale : développement de projet d'envergure internationale, coopérations entre unités de recherche Martiniquaises et laboratoires à l'international, renforcement des réseaux et partenariats de recherche internationaux, promotion du territoire et de son attractivité à l'international... La Martinique souhaite mieux s'intégrer dans l'espace européen de la recherche en :</p> <ul style="list-style-type: none"> Renforcer la coopération avec les RUP en capitalisant sur l'expérience du projet

Condition favorisante	Fonds	Objectif spécifique	Réalisation de la condition favorisante	Critères	Respect des critères	Référence aux documents pertinents	Justification
							<p>FORWARD</p> <ul style="list-style-type: none"> · Connecter la Martinique avec d'autres systèmes régionaux de recherche et d'innovation à l'échelle européenne et mondiale, afin de développer un cadre propice de collaboration · Encourager les efforts et les capacités territoriaux de connexion · Accompagner et faciliter l'accès aux programmes-cadres européens - Horizon Europe
1.2. Plan national ou régional pour le haut débit	FEDER	RSO1.5. Renforcer la connectivité numérique	Oui	<p>Un plan national ou régional pour le haut débit est en place et comprend:</p> <p>1. une évaluation de l'écart d'investissement à combler pour que tous les citoyens de l'Union puissent avoir accès aux réseaux à très haute capacité, sur la base:</p> <p>a) d'une cartographie récente des infrastructures privées et publiques existantes et de la qualité de service, au moyen d'indicateurs standard de cartographie du haut débit;</p> <p>b) d'une consultation relative aux investissements prévus dans le respect des exigences en matière d'aides d'État;</p>	Oui	<p>Le Schéma Directeur Territorial D'Aménagement Numérique (SDTAN) 2013 de la Martinique</p> <p>Cahier des charges du Programme France Très Haut débit</p>	<p>Lancement en 2013 du Plan France Très haut débit au travers de l'appel à projets « France Très Haut Débit - Réseaux d'initiative publique »</p> <p>Les interventions des collectivités territoriales visent à remédier aux défaillances de marché dans les zones sans service d'accès (absence de service NGA abordable ou adéquat répondant aux besoins des citoyens ou des utilisateurs professionnels)</p> <p>Les projets financés doivent respecter le cadre réglementaire national et européen, notamment</p> <p>1/ la bonne articulation avec les initiatives privées (consultation publique publiée sur le site de Arcep),</p> <p>2/ la consultation des propriétaires d'infrastructures existantes,</p> <p>3/ la sélection d'un prestataire selon une procédure transparente.</p>

Condition favorisante	Fonds	Objectif spécifique	Réalisation de la condition favorisante	Critères	Respect des critères	Référence aux documents pertinents	Justification
				2. une justification de l'intervention publique prévue sur la base de modèles d'investissements pérennes, qui: a) favorisent le caractère abordable et l'accès à des infrastructures et services ouverts, de qualité et conçus pour durer; b) adaptent les formes d'assistance financière aux défaillances du marché constatées; c) permettent une utilisation complémentaire de différentes formes de financement provenant de l'Union et de sources nationales ou régionales;	Oui	Le Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique (SDTAN) 2013 de la Martinique Cahier des charges du Programme France Très Haut débit Autorisation du régime notifié Aide d'État SA.37183 (2015/NN).	Le schéma est construit en adéquation avec les mesures UE (digital agenda for Europe), le plan de développement de l'économie numérique et du Plan France très haut débit France.
				3. des mesures visant à soutenir la demande et l'utilisation de réseaux à très haute capacité, y compris des actions destinées à faciliter leur déploiement, notamment par la mise en œuvre effective de la directive 2014/61/UE du Parlement européen et du Conseil;	Oui	Le Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique (SDTAN) 2013 de la Martinique	Le schéma encourage le développement de la concurrence, il délimite les zones avec des infrastructures privées, et les zones avec une absence d'intérêt pour le secteur concurrentiel. Dans le paragraphe 43 du régime notifié Aide d'État SA.37183 (2015/NN), les autorités françaises veillent à la cohérence et à l'efficacité des déploiements en s'assurant, conformément aux lignes directrices 2013/C 25/01 (paragraphe 78-f) de la réutilisation maximale des infrastructures existantes, en conditionnant notamment le soutien de

Condition favorisante	Fonds	Objectif spécifique	Réalisation de la condition favorisante	Critères	Respect des critères	Référence aux documents pertinents	Justification
							l'État à une série de conditions préalables (schéma directeur d'aménagement numérique, procédure de consultation publique, consultation des principaux opérateurs fixes.
				4. des mécanismes d'assistance technique et de fourniture d'avis d'experts, tels qu'un bureau de compétences en matière de haut débit, destinés à renforcer les capacités des parties prenantes locales et à conseiller les promoteurs de projets;	Oui	Le Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique (SDTAN) 2013	Dans les investissements éligibles comprends la réalisation d'études et de contrats d'AMO pour la mise en place des projets et des actions de conseil.
				5. un mécanisme de suivi basé sur des indicateurs standard de cartographie du haut débit.	Oui	Le Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique (SDTAN) 2013	Une évaluation de la mise en œuvre du schéma est prévu sur la base d'indicateurs définis dans le schéma
2.1. Cadre stratégique pour soutenir la rénovation en vue d'accroître l'efficacité énergétique des bâtiments résidentiels et non résidentiels	FEDER	RSO2.1. Favoriser les mesures en matière d'efficacité énergétique et réduire les émissions de gaz à effet de serre	Oui	<p>1. Une stratégie nationale de rénovation à long terme destinée à soutenir la rénovation du parc national de bâtiments résidentiels et non résidentiels est adoptée, conformément aux exigences de la directive 2010/31/UE du Parlement européen et du Conseil, qui:</p> <p>a) comporte des valeurs intermédiaires indicatives pour 2030, 2040 et 2050;</p> <p>b) fournit un aperçu indicatif des ressources financières destinées à soutenir la mise en œuvre de la stratégie;</p> <p>c) définit des mécanismes</p>	Oui	<p>Stratégie Nationale Bas Carbone</p> <p>Programmation pluriannuelle de l'énergie</p> <p>Plan de rénovation énergétique des bâtiments, validé en avril 2018</p> <p>Schémas directeurs de la stratégie immobilière de l'État</p> <p>Stratégie à long terme de la France pour mobiliser les investissements dans la rénovation du parc national de bâtiments</p>	<p>Stratégie Nationale Bas Carbone, indique les résultats à atteindre et les moyens pour respecter les objectifs retenus dans le cadre de l'Accord de Paris sur le climat, et notamment la neutralité carbone à l'horizon 2050 dont la construction et la rénovation</p> <p>Prog pluriannuelle de l'énergie précise les dispositions à respecter en vue de la trajectoire prévue par la SNBC sur les périodes 2019-2023 et 2024-2028</p> <p>Plan de rénovation énergétique des bâtiments, validé en avril 2018</p> <p>Ce plan précise les actions programmées pour massifier la rénovation énergétique des logements, lutter contre la précarité énergétique des ménages et accélérer la</p>

Condition favorisante	Fonds	Objectif spécifique	Réalisation de la condition favorisante	Critères	Respect des critères	Référence aux documents pertinents	Justification
				efficaces pour promouvoir les investissements dans la rénovation des bâtiments;			<p>rénovation et les économies d'énergie dans les bâtiments tertiaires publics et privés.</p> <p>Schémas directeurs de la stratégie immobilière de l'État, qui définissent la programmation immobilière</p> <p>La France a mis en place un soutien financier au bénéfice de l'agrégation des projets, comme demandé au 3 de l'article 2 de la DPEB.</p> <p>Par ailleurs, la France a également développé des formations spécifiques.</p> <p>Un programme CEE valorisé à hauteur de 70M€ pour soutenir la mise en œuvre de ce programme de formation</p>
				2. des mesures visant à améliorer l'efficacité énergétique pour réaliser les économies d'énergie nécessaires.	Oui	<p>Grand Plan d'Investissement pour la rénovation des bâtiments des collectivités locales (2018-2022)</p> <p>(https://www.gouvernement.fr/partage/9537-dossier-de-presse-le-grand-plan-d-investissement) / Plan de Relance (2021-2022)</p> <p>(https://www.gouvernement.fr/les-priorites/france-relance)</p>	<p>Ce Grand Plan d'Investissement constitue un appui à la rénovation des bâtiments publics, via des prêts bonifiés de la Caisse des dépôts et de consignation ainsi que des subventions directes de l'Etat vers les collectivités territoriales.</p>
2.2. Gouvernance du secteur de l'énergie	FEDER	RSO2.1. Favoriser les mesures en matière d'efficacité	Oui	Le plan national intégré en matière d'énergie et de climat est notifié à la Commission, conformément aux dispositions de l'article 3 du règlement (UE) 2018/1999 et en cohérence avec les objectifs à long terme de	Oui	Le plan national intégré climat-énergie (PNIEC) : https://ec.europa.eu/energy/topics/energy-strategy/national-energy-climate-plans_en#final-necps	Le plan national intégré climat-énergie (PNIEC) transmis à la Commission européenne en avril 2020 est construit sur le modèle de l'annexe I du règlement gouvernance de l'Union de l'énergie et à partir des éléments de la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) et de la

Condition favorisante	Fonds	Objectif spécifique	Réalisation de la condition favorisante	Critères	Respect des critères	Référence aux documents pertinents	Justification
		énergétique et réduire les émissions de gaz à effet de serre RSO2.2. Promouvoir les énergies renouvelables conformément à la directive (UE) 2018/2001 sur les sources d'énergie renouvelables [1], y compris les critères de durabilité qui y sont énoncés		réduction des émissions de gaz à effet de serre énoncés dans l'accord de Paris, et comprend: 1. tous les éléments requis par le modèle figurant à l'annexe I du règlement (UE) 2018/1999; 2. un aperçu indicatif des ressources et mécanismes financiers envisagés pour les mesures favorisant les énergies sobres en carbone.	Oui	Le plan national intégré climat-énergie (PNIEC) : https://ec.europa.eu/energy/topics/energy-strategy/national-energy-climate-plans_en#final-necps	stratégie nationale bas-carbone (SNBC) adoptées en avril 2020. Il contient bien l'aperçu indicatif des ressources et mécanismes de financement. Il couvre la période 2020-2030. Le plan national intégré climat-énergie (PNIEC) transmis à la Commission européenne en avril 2020 est construit sur le modèle de l'annexe I du règlement gouvernance de l'Union de l'énergie et à partir des éléments de la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) et de la stratégie nationale bas-carbone (SNBC) adoptées en avril 2020. Il contient bien l'aperçu indicatif des ressources et mécanismes de financement. Il couvre la période 2020-2030.
2.3. Promotion efficace de l'utilisation des énergies renouvelables dans tous les secteurs et dans toute l'Union	FEDER	RSO2.2. Promouvoir les énergies renouvelables conformément à la directive (UE) 2018/2001 sur les sources d'énergie renouvelables [1], y compris les critères de durabilité qui y sont énoncés	Oui	Des mesures sont en place qui garantissent: 1. le respect de l'objectif national contraignant en matière d'énergies renouvelables pour 2020 et de cette part des énergies renouvelables comme norme de référence jusqu'en 2030 ou la prise de mesures supplémentaires si la norme de référence n'est pas maintenue sur une période d'un an conformément à la directive (UE) 2018/2001 et au règlement (UE) 2018/1999;	Oui	"1. Secrétariat général à la planification écologique 2. Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) 3 : 2019-2028 3. Plan de Relance 4. Les dispositifs de soutien aux ENR du ministère de la transition énergétique 5.LOI n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'ENR (APER) 6. Courrier de réponse du 26 juin 2024 à la lettre Ares (2024)3094370	1. Le SGPE coordonne les stratégies d'énergie nationales, veillant à leur mise en œuvre et à leur déclinaison en plans d'actions. Il territorialise la planification pour atteindre les objectifs. 2.La PPE de la période 2019-2028 permet d'atteindre un taux de 33% d'EnR dans la consommation finale brute d'énergie. 0. A date, les objectifs PPE pour 2023 ont été atteints voire dépassés pour certaines filières: biogaz,pompes à chaleur et hydroélectricité. 3.Des appels à projets pour le soutien à

Condition favorisante	Fonds	Objectif spécifique	Réalisation de la condition favorisante	Critères	Respect des critères	Référence aux documents pertinents	Justification
							<p>l'investissement ont été lancés dans le cadre de la décarbonation de l'industrie et du plan France Relance, notamment : l'AAP chaleur biomasse BCIAT 2021, et l'AAP chaleur Energie CSR 2021.</p> <p>4, Les soutiens financiers de la France pour la production de biogaz ont permis de dépasser les objectifs de la PPE pour 2023 pour le biométhane injecté (supérieure de 30% aux objectifs).</p> <p>5. La loi APER facilite les procédures pour les installations renouvelables et le développement de l'éolien en mer.</p> <p>6. L'atteinte de l'objectif de 23% de part d'ENR dans la consommation finale (au titre de l'année 2020) est nettement confirmée à la fois par l'évolution tendancielle des années 2022 et 2023, ainsi que</p>
				2. conformément aux exigences de la directive (UE) 2018/2001 et du règlement (UE) 2018/1999, une augmentation de la part de l'énergie renouvelable dans le secteur du chauffage et du refroidissement conformément à l'article 23 de la directive (UE) 2018/2001.	Oui	<p>1. Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) 3 : 2019 - 2028</p> <p>2. Dispositions du Fonds chaleur de l'ADEME</p> <p>3. Le classement des réseaux de chaleur</p> <p>4. Plan géothermie</p> <p>5. Fonds de garantie géothermie</p> <p>6. Appel à projets "Une ville un réseau" de l'ADEME</p>	<p>1. Les objectifs de la PPE 2019-2028 devront porter la consommation de chaleur renouvelable et de récupération de 183 TWh en 2021 à 419 TWh pour la cible haute en 2035.</p> <p>Pour accompagner cette augmentation de la consommation de chaleur renouvelable, toutes les filières de production de chaleur renouvelable sont sollicitées de même qu'un recours accru à la récupération de chaleur fatale.</p> <p>2. Augmentation des moyens alloués au</p>

Condition favorisante	Fonds	Objectif spécifique	Réalisation de la condition favorisante	Critères	Respect des critères	Référence aux documents pertinents	Justification
							<p>Fonds chaleur, pour la période 2019-2028, initialement prévu à 350 M€ par an par la PPE mais rehaussé à 520 et 595 M€ pour 2022 et 2023 respectivement, avec une perspective à 820 M€ pour 2024, pour accélérer la transition énergétique.</p> <p>3. Classement automatique des réseaux de chaleur pour accélérer les raccordements résidentiels et tertiaires.</p> <p>4. Plan d'action global destiner à lever les freins du développement de la géothermie,</p> <p>5. Permet d'assurer les investisseurs contre le risque géologique moyennant une cotisation.</p>
2.4. Cadre efficace de gestion des risques de catastrophe	FEDER	RSO2.4. Favoriser l'adaptation au changement climatique, la prévention des risques de catastrophe et la résilience, en tenant compte des approches fondées sur les écosystèmes	Oui	<p>Un plan national ou régional de gestion des risques de catastrophe, établi en fonction des évaluations des risques, prenant dûment en compte les effets probables du changement climatique et les stratégies d'adaptation au changement climatique existantes, est en place. Il inclut:</p> <p>1. Une description des risques essentiels, évalués conformément à l'article 6, paragraphe 1, de la décision n°</p>	Oui	<p>Plan d'Aménagement et de Développement Durable de Martinique</p> <p>SAR Martinique</p> <p>Plan séisme Antilles</p> <p>sites nationaux (http://www.georisques.gouv.fr/) ou</p>	<p>L'auto-évaluation indique que la France a inventorié et cartographié les principaux risques de catastrophes naturelles) et certains risques technologiques (réseaux et canaux, installations classées, pollution du sol de pollution historique, émissions de pollution) et a rendu ces cartes publiques. Cette identification des principaux risques semble très vaste.</p> <p>L'État met ces informations à la disposition des autorités locales, qui sont</p>

Condition favorisante	Fonds	Objectif spécifique	Réalisation de la condition favorisante	Critères	Respect des critères	Référence aux documents pertinents	Justification
				1313/2013/UE du Parlement européen et du Conseil, rendant compte du profil de risque actuel et de l'évolution de ce profil sur une durée indicative de 25 à 35 ans. En ce qui concerne les risques liés au climat, l'évaluation se fonde sur des projections et des scénarios en matière de changement climatique.		locaux (http://www.orisk-bfc.fr/).	responsables du développement des projets. 1. la prévention des risques de catastrophes naturelles se base sur une connaissance partagée (et régulièrement renouvelée) des aléas, permettant au niveau de l'État et régional l'élaboration de plans de prévention des risques naturels qui imposent des prescriptions sur l'aménagement et le cas échéant des prescriptions sur certains bâtiments existants, et au niveau local des plans d'actions de prévention 2. le changement climatique impacte avant tout pour la Martinique : - Risques Sismiques - Risques Climatiques - Risques Naturels...
				2. Une description des mesures en matière de prévention, de préparation et de réaction face aux catastrophes pour lutter contre les risques essentiels recensés. Les mesures sont classées par ordre de priorité en fonction des risques et de leur incidence économique, des lacunes en termes de capacités, de considérations d'efficacité et	Oui	Plan d'adaptation au changement climatique (PNACC2) Code de l'urbanisme (L. 101.2) - programmes d'actions de prévention des inondations (PAPI) Plan d'adaptation au changement climatique (PNACC2) Code de l'urbanisme (L. 101.2)	Des actions relatives à la prévention des risques et la réduction des dommages sont en place, - le second plan d'adaptation au changement climatique a été mis en place pour la période 2018 – 2022; - selon le code de l'urbanisme (L. 101.2), les documents d'urbanisme prennent en compte les risques naturels. En outre, le préfet met en place des plans de prévention pour interdire ou

Condition favorisante	Fonds	Objectif spécifique	Réalisation de la condition favorisante	Critères	Respect des critères	Référence aux documents pertinents	Justification
				d'efficience, et compte tenu des autres solutions possibles;		- programmes d'actions de prévention des inondations (PAPI) www.vigicrues.gouv.fr	soumettre à prescriptions les constructions dans les zones à risques (L. 562-1 et suivants du code de l'environnement) ; - en matière de risque d'inondation, un dispositif encourage les collectivités territoriales à mettre en œuvre des programmes d'actions de prévention des inondations (PAPI). - en matière de prévention du risque sismique, un cadre d'action national et un autre spécifique aux Antilles sont en place. - de plus, le préfet met en place des plans de prévention des risques naturels; - en matière de risque d'inondation, un dispositif encourage les collectivités territoriales à mettre en œuvre des programmes d'actions de prévention des inondations (PAPI); - en matière de prévention du risque sismique, un cadre d'action métropolitain et un autre spécifique aux Antilles sont en place
				3. Des informations sur les ressources et mécanismes financiers disponibles pour couvrir les coûts d'exploitation et de maintenance liés à la prévention, à la préparation et à la réaction face aux catastrophes.	Oui	Plan d'adaptation au changement climatique (PNACC2) Code de l'urbanisme (L. 101.2) - programmes d'actions de prévention des inondations (PAPI)	La politique gouvernementale de prévention des risques naturels est appuyée sur deux sources pérennes de financement : des crédits budgétaires d'un montant moyen annuel de 40 M€ et ceux d'un fonds de prévention des risques naturels majeurs de l'ordre de 200 M€, intégré au budget de l'Etat à partir de 2021.

Condition favorisante	Fonds	Objectif spécifique	Réalisation de la condition favorisante	Critères	Respect des critères	Référence aux documents pertinents	Justification
							<p>A cela, s'ajoutent les contributions des établissements scientifiques et techniques qui concourent à la connaissance et à la surveillance des aléas, et les moyens humains associés dans ces établissements ou dans les services de l'État.</p> <p>Depuis le 1er janvier 2018, la gestion des milieux aquatiques et des inondations est une compétence obligatoire des établissements publics à fiscalité propre et ils peuvent, à cet effet, mettre en place une taxe</p>
2.5. Planification actualisée des investissements nécessaires dans les secteurs de l'eau et des eaux résiduaires	FEDER	RSO2.5. Favoriser un accès sûr à l'eau, une gestion durable de l'eau, y compris une gestion intégrée de l'eau, et la résilience dans le domaine de l'eau	Oui	<p>Pour chaque secteur ou les deux, un plan d'investissement national est en place et comprend:</p> <p>1. une évaluation de l'état d'avancement de la mise en œuvre de la directive 91/271/CEE du Conseil et de la directive 98/83/CE du Conseil;</p>	Oui	<p>Plan Eau DOM / CCT</p> <p>Pour la directive 91/271/CEE : portail national de l'assainissement (http://assainissement.developpementdurable.gouv.fr/index.php)</p> <p>Pour la directive 98/83/CE : https://solidariteessante.gouv.fr/sante-et-environnement/eaux/eau</p>	<p>Le CCT établit un bref état des lieux de l'alimentation en eau potable et l'assainissement des eaux usées. En outre, le Plan Eau DOM présente les progrès effectués en matière d'assainissement.</p> <p>Les éléments de l'auto-évaluation du respect du critère relatif aux compétences de l'Etat se trouvent en annexe du programme.</p> <p>Un plan national relatif à l'assainissement indique les priorités d'intervention en matière d'assainissement. Le plan d'action actuel couvre la période 2012-2018. Ce plan reste néanmoins valable jusqu'à son actualisation. La publication du nouveau plan est prévue pour</p>

Condition favorisante	Fonds	Objectif spécifique	Réalisation de la condition favorisante	Critères	Respect des critères	Référence aux documents pertinents	Justification
							2022 Un nouveau plan national assainissement est actuellement en cours de préparation. Cf. version longue en annexe pour le niveau national
				2. l'identification et la planification, y compris une estimation financière indicative, des investissements publics: a) nécessaires pour la mise en œuvre de la directive 91/271/CEE, avec un classement par priorités eu égard à la taille des agglomérations et aux incidences sur l'environnement, et une ventilation des investissements par agglomération de traitement des eaux résiduaires; b) nécessaires pour la mise en œuvre de la directive 98/83/CE; c) nécessaires pour répondre aux besoins découlant de la directive (UE) 2020/2184, particulièrement en ce qui concerne les paramètres de qualité révisés exposés à l'annexe I de cette directive;	Oui	Pour la directive 91/271/CEE : portail national de l'assainissement (http://assainissement.developpement-durable.gouv.fr/index.php) Pour la directive 98/83/CE : https://solidarites-sante.gouv.fr/sante-et-environnement/eaux/eau http://assainissement.developpement-durable.gouv.fr/index.php SDAGE Martinique 2016-2021 https://www.martinique.developpement-durable.gouv.fr/sdage-2016-2021-a1005.html	Les investissements publics nécessaires pour la mise en œuvre de la directive 98/83/CE sur l'eau potable relève : - d'une part des frais liés aux procédures administratives; - d'autre part des travaux réalisés en vue d'améliorer la filière de production ou de distribution d'eau potable Les investissements publics à prévoir pour répondre aux besoins découlant de la proposition de refonte de la directive eau potable seront importants : - mise en place d'un plan de gestion de la sécurité sanitaire des eaux ; - mise à disposition de l'eau pour tous ; - mise en conformité de la qualité de l'eau au regard des nouveaux paramètres ou de l'abaissement des valeurs paramétriques existantes - mise à jour des données de rapportage impliquant l'évolution des systèmes informatiques et des modalités de réalisation du rapportage. Le Schéma Directeur d'Aménagement et

Condition favorisante	Fonds	Objectif spécifique	Réalisation de la condition favorisante	Critères	Respect des critères	Référence aux documents pertinents	Justification
							de Gestion des Eaux (SDAGE) de la Martinique est un document de planification, bénéficiant les grandes orientations pour une gestion équilibrée de la ressource en eau de l'île ainsi que les objectifs de qualité et de quantité des eaux à atteindre en Martinique
				3. une estimation des investissements nécessaires pour renouveler les infrastructures existantes de traitement des eaux résiduaires et de distribution d'eau, y compris les réseaux, sur la base de leur âge et de plans d'amortissement;	Oui	Plan Eau DOM/ Pour l'assainissement : http://assainissement.developpement-durable.gouv.fr/index.php SDAGE Martinique 2016-2021 https://www.martinique.developpement-durable.gouv.fr/sdage-2016-2021-a1005.html	<p>La France rapporte tous les deux ans au titre de l'article 17 de la DERU une liste des agglomérations prioritaires avec le calendrier et l'estimation financière de la mise en conformité. Cette liste est disponible sur le portail de l'assainissement.</p> <p>Le SDAGE est le principal outil de la mise en œuvre de la politique française dans le domaine de l'eau et fait office de plan de gestion préconisé par l'Europe.</p> <p>L'article L.212-1 du Code de l'Environnement indique que le SDAGE « fixe les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et des objectifs de qualité et de quantité des eaux ». Les orientations sont définies à l'échelle du district hydrographique de la Martinique, les objectifs à l'échelle des 47 masses d'eau (dont 20 cours d'eau, 20 masses d'eau côtières et de transition et 6 masses d'eau souterraines).</p>

Condition favorisante	Fonds	Objectif spécifique	Réalisation de la condition favorisante	Critères	Respect des critères	Référence aux documents pertinents	Justification
				4. une indication des sources potentielles de financement public, si nécessaire pour compléter les redevances des utilisateurs.	Oui	<p>Plan Eau DOM http://www.lesagencesdeleau.fr/</p> <p>SDAGE Martinique 2016-2021</p> <p>https://www.martinique.developpement-durable.gouv.fr/sdage-2016-2021-a1005.html</p>	<p>La Caisse des dépôts et consignations peut intervenir sous la forme de prêt bonifié et l'agence de l'Eau en subvention.</p> <p>Les services concernés sont principalement les agences de l'eau. Cela introduit une difficulté car leur ressort, les bassins versants, n'a pas les mêmes limites que celui des régions.</p> <p>Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) de la Martinique est un document de planification, bénéficiant d'une portée juridique, qui définit, les grandes orientations pour une gestion équilibrée de la ressource en eau de l'île ainsi que les objectifs de qualité et de quantité des eaux à atteindre en Martinique.</p> <p>Le SDAGE est le principal outil de la mise en œuvre de la politique française dans le domaine de l'eau et fait office de plan de gestion préconisé par l'Europe.</p>
2.6. Planification actualisée de la gestion des déchets	FEDER	RSO2.6. Favoriser la transition vers une économie circulaire et efficace dans l'utilisation des ressources	Oui	<p>Un ou plusieurs plans de gestion des déchets, tels qu'ils sont visés à l'article 28 de la directive 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil, sont en place et couvrent la totalité du territoire de l'État membre. Ils incluent:</p> <p>1. une analyse de la situation</p>	Oui	<p>Plan national de gestion des déchets (octobre 2019)</p> <p>Plans régionaux de prévention et de gestion des déchets (PRPGD): Le plan régional a été adopté le 26 juin 2019.</p> <p>La loi n°2015-991 du 7 août 2015</p>	<p>Le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) est le document prévu par la loi Notre et qui établit un plan unique à l'échelle régionale pour le traitement et la gestion des déchets.</p> <p>L'ensemble des données recoupe les recommandations relatives à la directive</p>

Condition favorisante	Fonds	Objectif spécifique	Réalisation de la condition favorisante	Critères	Respect des critères	Référence aux documents pertinents	Justification
				actuelle en matière de gestion des déchets dans l'entité géographique concernée, notamment le type, la quantité et la source des déchets produits, ainsi qu'une évaluation de leur évolution future compte tenu de l'incidence attendue des mesures exposées dans les programmes de prévention des déchets élaborés conformément à l'article 29 de la directive 2008/98/CE;		Décret n°2016-811 du 17 juin 2016.	européenne 2008/98/CE. Le plan national de gestion des déchets de fin 2019 permet de garantir que l'ensemble du territoire français est couvert par un plan de gestion des déchets conforme aux exigences de l'article 28 de la directive 2008/98/CE, modifiée par la directive (UE) 2018/851/EU.
				2. une évaluation des systèmes existants de collecte des déchets, y compris les matières et les territoires faisant l'objet d'une collecte séparée et les mesures destinées à en améliorer le fonctionnement, ainsi que de la nécessité de nouveaux systèmes de collecte;	Oui	Plan national de gestion des déchets, notifié à la Commission fin 2019 plans régionaux de planification et de gestion des déchets (PRPGD ou SRADDET) Loi n°2015-991 du 7 août 2015 Décret n°2016-811 du 17 juin 2016. La loi n°2015-991 du 7 août 2015 Décret n°2016-811 du 17 juin 2016.	Le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) est le document prévu par la loi Notre et qui établit un plan unique à l'échelle régionale pour le traitement et la gestion des déchets. L'ensemble des données recoupe les recommandations relatives à la directive européenne 2008/98/CE. Le plan national de gestion des déchets de fin 2019 permet de garantir que l'ensemble du territoire français est couvert par un plan de gestion des déchets conforme aux exigences de l'article 28 de la directive 2008/98/CE, modifiée par la directive (UE) 2018/851/EU Le respect de cette condition sera déterminé et justifié par chaque autorité de gestion du FEDER dans le cadre de leur programme, conformément à l'article 15 du règlement (UE) 2021/1060.

Condition favorisante	Fonds	Objectif spécifique	Réalisation de la condition favorisante	Critères	Respect des critères	Référence aux documents pertinents	Justification
				3. une évaluation du déficit d'investissement justifiant la nécessité de la fermeture d'installations de traitement des déchets existantes et la nécessité d'infrastructures de gestion des déchets additionnelles ou modernisées, avec une indication des sources de recettes disponibles pour couvrir les coûts d'exploitation et de maintenance;	Oui	plans régionaux de planification et de gestion des déchets (PRPGD ou SRADDET) Son actualisation de 2024 Loi n°2015-991 du 7 août 2015 Décret n°2016-811 du 17 juin 2016.	Le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) est le document prévu par la loi Notre et qui établit un plan unique à l'échelle régionale pour le traitement et la gestion des déchets. L'ensemble des données recoupe les recommandations relatives à la directive européenne 2008/98/CE. Le plan national de gestion des déchets de fin 2019 permet de garantir que l'ensemble du territoire français est couvert par un plan de gestion des déchets conforme aux exigences de l'article 28 de la directive 2008/98/CE, modifiée par la directive (UE) 2018/851/EU Le respect de cette condition sera déterminé et justifié par chaque autorité de gestion du FEDER dans le cadre de leur programme, conformément à l'article 15 du règlement (UE) 2021/1060.
				4. des informations sur les critères d'emplacement pour l'identification des emplacements des futurs sites et sur les capacités des futures installations de traitement des déchets.	Oui	plans régionaux de planification et de gestion des déchets (PRPGD ou SRADDET) Loi n°2015-991 du 7 août 2015 Décret n°2016-811 du 17 juin 2016.	Le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) est le document prévu par la loi Notre et qui établit un plan unique à l'échelle régionale pour le traitement et la gestion des déchets. L'ensemble des données recoupe les recommandations relatives à la directive

Condition favorisante	Fonds	Objectif spécifique	Réalisation de la condition favorisante	Critères	Respect des critères	Référence aux documents pertinents	Justification
							européenne 2008/98/CE. Le plan national de gestion des déchets de fin 2019 permet de garantir que l'ensemble du territoire français est couvert par un plan de gestion des déchets conforme aux exigences de l'article 28 de la directive 2008/98/CE, modifiée par la directive (UE) 2018/851/EU Le respect de cette condition sera déterminé et justifié par chaque autorité de gestion du FEDER dans le cadre de leur programme, conformément à l'article 15 du règlement (UE) 2021/1060.
2.7. Cadre d'action prioritaire pour les mesures de conservation nécessaires faisant l'objet d'un cofinancement de la part de l'Union	FEDER	RSO2.7. Améliorer la protection et la préservation de la nature et de la biodiversité et renforcer les infrastructures vertes, en particulier en milieu urbain, et réduire toutes les formes de pollution	Oui	Pour les interventions en faveur de mesures de conservation de la nature en rapport avec des zones Natura 2000 relevant du champ d'application de la directive 92/43/CEE du Conseil: un cadre d'action prioritaire au titre de l'article 8 de la directive 92/43/CEE est en place et comprend tous les éléments requis par le modèle de cadre d'action prioritaire pour la période 2021-2027 établi d'un commun accord par la Commission et les États membres, y compris l'identification des mesures prioritaires et une estimation des besoins de financement;	Oui	Plan biodiversité du 4 juillet 2018 Stratégie Régionale pour La Biodiversité et Schéma Régional de Cohérence Ecologique.	Un premier cadre d'action prioritaire a été communiqué à la Commission par les autorités française en 2013. Une mise à jour a été effectuée en 2016 afin de prendre en compte les priorités de conservation du milieu marin. Une nouvelle mise à jour a été réalisée en 2021 et adressée à la Commission dans sa version finale le 13 mai 2022. Elle comprend l'évaluation des besoins prévisionnels de cofinancements européens pour le réseau Natura 2000 et plus largement la mise en œuvre des Directives Habitats-faune-flore et Oiseaux. La Stratégie Régionale pour la Biodiversité (SRB) sera une déclinaison concertée de la stratégie nationale pour la biodiversité et des objectifs de la région en la matière. Le SRCE devra permettre la mise en œuvre, au niveau régional, de la trame verte et bleue

Condition favorisante	Fonds	Objectif spécifique	Réalisation de la condition favorisante	Critères	Respect des critères	Référence aux documents pertinents	Justification
							<p>(TVB), outil d'aménagement du territoire qui a pour objectif d'apporter des réponses à la problématique de la fragmentation des espaces naturels et de ses conséquences sur la diversité biologique.</p> <p>Pour l'outre-mer, le Schéma d'Aménagement Régional (SAR) vaut SRCE (article L371-4 du CE) et doit contenir un chapitre individualisé concernant cette problématique.</p>
3.1. Planification globale des transports au niveau approprié	FEDER	RSO3.2. Mettre en place et développer une mobilité durable, intelligente, intermodale et résiliente face aux facteurs climatiques au niveau national, régional et local, y compris en améliorant l'accès au RTE-T et la mobilité transfrontalière	Oui	une cartographie multimodale des infrastructures existantes et prévues, sauf au niveau local, jusqu'en 2030 est en place, qui: 1. comprend une évaluation économique des investissements projetés, étayée par une analyse de la demande et une modélisation du trafic, qui devrait tenir compte des incidences attendues de l'ouverture des marchés des services ferroviaires;	Oui	Schéma régional d'aménagement de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) ou Schéma Régional d'Aménagement (équivalent pour les DOM) PADDMA	<p>Chaque région française doit élaborer un schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET – article L4251-1 du Code général des collectivités territoriales) ou un Schéma Régional d'Aménagement (DOM). Une carte synthétique indicative illustre les objectifs du schéma.</p> <p>Le SRADDET est approuvé par arrêté du représentant de l'Etat en région qui s'assure de sa conformité aux lois et règlements en vigueur et aux intérêts nationaux. Le projet de SRADDET fait l'objet d'une concertation et est soumis à enquête publique. Il fait l'objet d'études préalables.</p> <p>le PADDMA est le document intégrateur d'aménagement et de planification, pour l'horizon 2035 en Martinique.</p>

Condition favorisante	Fonds	Objectif spécifique	Réalisation de la condition favorisante	Critères	Respect des critères	Référence aux documents pertinents	Justification
				2. concorde avec les éléments liés au transport figurant dans le plan national intégré en matière d'énergie et de climat;	Oui	Schéma régional d'aménagement de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) ou Schéma Régional d'Aménagement (équivalent pour les DOM) PADDMA	Le SRADDET fixe les objectifs de moyen et long termes sur le territoire de la région en matière de maîtrise de valorisation de l'énergie, de lutte contre le changement climatique, de pollution de l'air, de protection et de restauration de la biodiversité, de prévention et de gestion des déchets. Le PADDMA est le document intégrateur d'aménagement et de planification, pour l'horizon 2035.
				3. inclut les investissements dans les corridors du réseau central RTE-T, définis par le règlement établissant le mécanisme pour l'interconnexion en Europe, conformément aux plans de travail respectifs afférents aux corridors du réseau central RTE-T;	Oui	Schéma régional d'aménagement de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) ou Schéma Régional d'Aménagement (équivalent pour les DOM) PADDMA	Le SRADDET fixe les objectifs de moyen et long termes sur le territoire de la région en matière de développement des transports. En amont de chaque SRADDET, les services de l'Etat effectuent un porté à connaissance faisant le point sur toutes les orientations européennes et nationales à suivre, dont RTE-T. Le PADDMA est le document intégrateur d'aménagement et de planification, pour l'horizon 2035.
				4. pour les investissements extérieurs aux corridors du réseau central RTE-T, y compris dans les tronçons transfrontaliers, garantit la complémentarité en assurant une connectivité suffisante des réseaux urbains, des régions et des collectivités locales au RTE-	Oui	Schéma régional d'aménagement de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) ou Schéma Régional d'Aménagement (équivalent pour les DOM) PADDMA	Le SRADDET fixe les objectifs de moyen et long termes sur le territoire de la région en matière de développement des transports. En amont de chaque SRADDET, les services de l'Etat effectuent un porté à connaissance faisant le point sur toutes les orientations européennes et nationales à suivre, dont RTE-T.

Condition favorisante	Fonds	Objectif spécifique	Réalisation de la condition favorisante	Critères	Respect des critères	Référence aux documents pertinents	Justification
				T central et à ses nœuds;			Le PADDMA est le document intégrateur d'aménagement et de planification, pour l'horizon 2035.
				5. garantit l'interopérabilité du réseau ferroviaire et, le cas échéant, rend compte du déploiement de l'ERTMS, conformément au règlement d'exécution (UE) 2017/6 de la Commission;	Oui	Plan national de mise en œuvre de la spécification technique d'interopérabilité	En ce qui concerne ERTMS, le déploiement (compétence nationale) est prévu dans le plan national de mise en œuvre de la spécification technique d'interopérabilité concernant les sous-systèmes « contrôle -commande et signalisation ». Ce plan national sera révisé à l'horizon 2023..
				6. promeut la multimodalité en identifiant les besoins en matière de fret multimodal ou de transbordement et de terminaux pour passagers;	Oui	l Schéma régional d'aménagement de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) ou Schéma Régional d'Aménagement (équivalent pour les DOM) PADDMA	Le SRADDET fixe les objectifs de moyen et long termes sur le territoire de la région en matière d'équilibre et d'égalité des territoires, d'implantation des différentes infrastructures d'intérêt régional, de désenclavement des territoires ruraux, d'habitat, de gestion économe de l'espace, d'intermodalité. le PADDMA est le document intégrateur d'aménagement et de planification, pour l'horizon 2035.
				7. inclut des mesures pertinentes pour l'aménagement d'infrastructures visant à promouvoir les carburants alternatifs, conformément aux cadres stratégiques nationaux concernés;	Oui	Schéma régional d'aménagement de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) ou Schéma Régional d'Aménagement (équivalent pour les DOM) PADDMA	En ce qui concerne les carburants alternatifs, leur déploiement (compétence nationale) est prévu par le cadre d'action national pour le développement des carburants alternatifs dans le secteur des transports et le déploiement des infrastructures correspondantes, adopté par la France en application de la directive 2014/94/UE du 22 octobre

Condition favorisante	Fonds	Objectif spécifique	Réalisation de la condition favorisante	Critères	Respect des critères	Référence aux documents pertinents	Justification
							2014. le PADDMA est le document intégrateur d'aménagement et de planification, pour l'horizon 2035.
				8. présente les résultats de l'évaluation des risques en matière de sécurité routière conformément aux stratégies nationales de sécurité routière existantes, accompagnés d'une cartographie des routes et tronçons concernés, avec une hiérarchisation des investissements correspondants;	Oui	Schéma régional d'aménagement de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) ou Schéma Régional d'Aménagement (équivalent pour les DOM) PADDMA	Le SRADDET identifie aussi les itinéraires routiers à enjeux pour la sécurité des usagers. La France également dispose d'un réseau d'observatoires de la sécurité routière au niveau départemental et au niveau régional. A ce dernier, les observatoires régionaux (ORSR) publient périodiquement les bilans et études d'accidentalité qui alimentent les politiques de transport et d'investissement sous la coordination des DREAL. le PADDMA est le document intégrateur d'aménagement et de planification, pour l'horizon 2035.
				9. fournit des informations sur les ressources financières correspondant aux investissements prévus, et nécessaires pour couvrir les coûts d'exploitation et de maintenance des infrastructures existantes et prévues.	Oui	Schéma régional d'aménagement de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) ou Schéma Régional d'Aménagement (équivalent pour les DOM) PADDMA	Les contrats de plan Etat-régions (CPER) permettent d'organiser le financement des besoins identifiés dans les SRADDET. Les CPER en cours (2015-2020) prévoient ainsi d'investir en priorité sur la mobilité multimodale ainsi que la transition écologique et énergétique. le PADDMA est le document intégrateur d'aménagement et de planification, pour l'horizon 2035.

Condition favorisante	Fonds	Objectif spécifique	Réalisation de la condition favorisante	Critères	Respect des critères	Référence aux documents pertinents	Justification
4.1. Cadre stratégique pour les politiques actives du marché du travail	FSE+	ESO4.1. Améliorer l'accès à l'emploi et aux mesures d'activation pour tous les demandeurs d'emploi, notamment des jeunes, en particulier par la mise en œuvre de la garantie pour la jeunesse, pour les chômeurs de longue durée et des groupes défavorisés sur le marché du travail, et pour les personnes inactives, ainsi que par la promotion de l'emploi indépendant et de l'économie sociale;	Oui	Un cadre stratégique pour les politiques actives du marché tenant compte des lignes directrices pour l'emploi est en place et comprend: 1. des modalités pour le profilage des demandeurs d'emploi et l'évaluation de leurs besoins;	Oui	Cf. version longue pour le niveau national en annexe. CPRDFOP https://www.crefop.com/presentation/ Schéma Territorial de Développement économique, d'Innovation et d'Internationalisation (STDEII)	Cf. version longue pour le niveau national en annexe · Le Comité Régional de l'Emploi, de la Formation et de l'Orientation Professionnelles est chargé des fonctions de diagnostic, d'étude, de suivi et d'évaluation des politiques nécessaires pour assurer la coordination entre les acteurs des politiques d'orientation, de formation professionnelle et d'emploi et la cohérence des programmes de formation dans la région, en lien avec le Conseil National de l'Emploi, de la Formation et de l'Orientation Professionnelles (FRANCE COMPETENCES) mentionné à l'article L. 6123. le Crefop adopte le Contrat de Plan Territorial de Développement de la Formation et de l'Orientation Professionnelles (CPTDFOP) élaboré par la CTM en son sein. le Comité est chargé d'établir chaque année un bilan régional des actions financées au titre de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles. Il émet un avis sur le cahier des charges

Condition favorisante	Fonds	Objectif spécifique	Réalisation de la condition favorisante	Critères	Respect des critères	Référence aux documents pertinents	Justification
							et les conventions Etat-Collectivité organisant le Service Public de l'Orientation Territoriale (SPOT), les programmes relevant du Service Public Territorial de la formation professionnelle (SPTFP)...
				2. des informations sur les offres d'emploi et possibilités d'emploi, tenant compte des besoins du marché du travail;	Oui	<p>Cf. version longue pour le niveau national en annexe</p> <p>CPRDFOP</p> <p>Enquête annuelle "Besoins de Main d'Oeuvre" - Pôle emploi</p>	<p>Cf. version longue pour le niveau national en annexe.</p> <p>La compétence de la CTM en matière d'orientation permet de diffuser de l'information sur le marché du travail auprès des jeunes publics</p> <p>La Collectivité Territoriale de Martinique a mis en place et coordonne le Service Public de l'Orientation Territoriale (SPOT). C'est un réseau d'opérateurs répartis sur l'ensemble du territoire avec 54 lieux d'accueil, telles que les agences du Pôle emploi, les missions locales, les CIO, l'ONISEP, l'association pour l'emploi des cadres (APEC), l'Université des Antilles (pôle Martinique)...</p> <p>Une carte interactive est proposée, elle représente un des outils du SPOT qui vous permet de connaître l'offre de services des opérateurs, ainsi que les sites existants et ceux de la CTM et de l'AGEFMA (Association de la gestion de l'environnement de la formation en</p>

Condition favorisante	Fonds	Objectif spécifique	Réalisation de la condition favorisante	Critères	Respect des critères	Référence aux documents pertinents	Justification
							Martinique).
				3. des modalités visant à garantir que sa conception, sa mise en œuvre, son suivi et son réexamen sont effectués en étroite coopération avec les parties prenantes concernées;	Oui	<p>Cf. version longue pour le niveau national en annexe.</p> <p>CPRDFOP</p> <p>Schéma Régional de Développement économique, d'Innovation et d'Internationalisation (STDEII)</p>	<p>Cf. version longue pour le niveau national en annexe.</p> <p>Le CPRDFOP prévoit des modalités de gouvernance de la thématique formation avec les thématiques connexes dont bien sûr l'emploi.</p> <p>La loi du 5 mars 2014, relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale crée une nouvelle instance de gouvernance quadripartite.</p> <p>Cette instance remplace le Conseil Régional de l'Emploi (CRE) et le Comité de Coordination Régional de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (CCREFP).</p> <p>Le CREFOP est au cœur des politiques publiques territoriales, elle a une gouvernance quadripartite:</p> <ul style="list-style-type: none"> -Etat -CTM -Partenaire sociaux -Autres acteurs de la formation et l'orientation. <p>L'ensemble des membres se répartissent dans des commission thématique:</p> <ul style="list-style-type: none"> -emploi

Condition favorisante	Fonds	Objectif spécifique	Réalisation de la condition favorisante	Critères	Respect des critères	Référence aux documents pertinents	Justification
							-comptes -Orientation et formation -territoire Les documents de planification et de coordination de la CTM précisent les coordinations des différents partenaires en Martinique
				4. des modalités de suivi, d'évaluation et de réexamen des politiques actives du marché du travail;	Oui	Cf. version longue pour le niveau national en annexe. CPRDFOP Créée par un décret du 22 avril 2013, France Stratégie a pris la suite du Commissariat général du Plan (1946-2006) et du Centre d'analyse stratégique (2006-2013). Son organisation s'articule autour de 4 départements thématiques : Économie Travail, emploi, compétences ; Société et politiques sociales ; Développement durable et numérique	La CTMI réalise régulièrement des enquêtes de devenir des stagiaires de la formation afin d'évaluer les effets de sa politique de formation. Par ailleurs, les politiques de formation sont soutenues par la FSE, elles font l'objet de suivi évaluation dans le cadre du programme.
				5. pour les interventions en faveur de l'emploi des jeunes, des parcours ciblés visant les jeunes qui sont sans emploi et ne suivent ni enseignement ni formation, fondés sur des données probantes, y compris des mesures de sensibilisation, et	Oui	Cf. version longue pour le niveau national en annexe. CPRDFOP	Cf. version longue pour le niveau national en annexe. Pour définir et mettre en oeuvre la politique régionale de formation professionnelle, la CTM dispose

Condition favorisante	Fonds	Objectif spécifique	Réalisation de la condition favorisante	Critères	Respect des critères	Référence aux documents pertinents	Justification
				basés sur des exigences qualitatives intégrant des critères pour des apprentissages ou des stages de qualité, y compris dans le contexte de la mise en œuvre des dispositifs de garantie pour la jeunesse.			d'outils de programmation. Elle dispose notamment du CPRDFOP, élaboré en collaboration avec les branches professionnelles, et qui demeure l'outil le plus important. La CTM est en lien avec l'Association régionale des Missions locales en ce qui concerne les besoins des jeunes de moins de 26 ans et plus spécifiquement les NEETS.
4.3. Cadre stratégique pour les systèmes d'éducation et de formation à tous les niveaux	FSE+ FEDER	ESO4.5. Améliorer la qualité, le caractère inclusif et l'efficacité des systèmes d'éducation et de formation ainsi que leur adéquation au marché du travail, notamment par la validation de l'apprentissage non formel et informel, pour favoriser l'acquisition de compétences clés dont les compétences entrepreneuriales et numériques, et	Oui	Un cadre stratégique national ou régional des systèmes d'éducation et de formation est en place et comprend: 1. des systèmes d'anticipation et de prévision des compétences fondés sur des données probantes;	Oui	Articles R. 6113-21 et suivants du code du travail créé par Décret du 24 décembre 2018 relatif aux commissions professionnelles consultatives. Décret du 13 septembre 2019 Décret no 2018-1172 du 18 décembre 2018 relatif aux conditions d'enregistrement des certifications dans les répertoires nationaux Décret n°2020-726 du 12 juin 2020 Voir document annexe au niveau territorial: Politique régionale de formation professionnelle. Plan régional de développement des formations et de l'orientation professionnelles (CPRDFOP)	version longue pour le niveau national en annexe. Au niveau régional, Le CPRDFOP prévoit des mesures pour l'information, la prévision et l'anticipation des compétences et des métiers de demain, il sera renforcé dès le début de la programmation par une gestion prévisionnelle des emplois et des compétences territoriale, outils d'anticipation et de régulation des mutations économiques. Elle vise le repérage, la valorisation, le développement et le renouvellement des compétences des actifs. C'est un levier au service de la performance socio-économique et de la sécurisation des parcours professionnels des salariés. Dans le Comité régional de l'emploi, de la formation et de l'orientation

Condition favorisante	Fonds	Objectif spécifique	Réalisation de la condition favorisante	Critères	Respect des critères	Référence aux documents pertinents	Justification
		en promouvant la mise en place de systèmes de formation en alternance et d'apprentissages ESO4.6. Promouvoir l'égalité d'accès et le suivi jusqu'à son terme d'un parcours d'éducation ou de formation inclusive et de qualité, en particulier pour les groupes défavorisés, depuis l'éducation et l'accueil des jeunes enfants jusqu'à l'éducation et la formation des adultes en passant par l'enseignement général et l'enseignement et la formation professionnels et par l'enseignement supérieur, et faciliter la mobilité à des fins d'apprentissage					professionnelles (CREFOP) a confié à une commission orientation et formation l'objectif de veiller à la lisibilité et la cohérence du déploiement de l'ensemble des dispositifs ayant trait à ces deux champs. Les partenaires au niveau de cette commission mobilisent leurs ressources, leurs expertises et leurs analyses afin de produire ce diagnostic qui s'appuie sur les données quantitatives et sur l'expertise de ses membres apportant un regard croisé et pluridisciplinaire.
				2. des mécanismes de suivi des diplômés et des services pour la fourniture d'orientations de qualité et efficaces aux apprenants de tous âges;	Oui	La Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP) est une direction du ministère de l'Éducation nationale et le service statistique sur l'éducation de la statistique publique française et européenne. Parcoursup : plateforme de préinscription en 1ère année de Licence CPRDFOP	Cf. version longue pour le niveau national en annexe. Construire et rendre visible et accessible par tous le Service Public de l'Orientation Territorial (SPOT) •Renforcer la connaissance des métiers •Développer la compétence des publics à s'orienter tout au long de la vie •informer, par différentes modalités, sur les multiples formes d'emploi •Conseiller en prenant en compte les aspirations et les besoins de chaque personne et les besoins économiques des

Condition favorisante	Fonds	Objectif spécifique	Réalisation de la condition favorisante	Critères	Respect des critères	Référence aux documents pertinents	Justification
		pour tous et l'accessibilité pour les personnes handicapées ESO4.7. Promouvoir l'apprentissage tout au long de la vie, notamment les possibilités de renforcement des compétences et de reconversion flexibles pour tous, en tenant compte des compétences entrepreneuriales et numériques, mieux anticiper les changements et les nouvelles exigences en matière de compétences fondées sur les besoins du marché du travail, faciliter les transitions professionnelles et promouvoir la mobilité professionnelle RSO4.2. Améliorer l'égalité d'accès à					territoires •Sécuriser les parcours individuels par une meilleure coordination des acteurs locaux •Articuler les dispositifs et les Construire et rendre visible et accessible par tous le Service Public Régional de l'Orientation (SPRO) •Renforcer la connaissance des métiers •Développer la compétence des publics à s'orienter tout au long de la vie •informer, par différentes modalités, sur les multiples formes d'emploi •Conseiller en prenant en compte les aspirations et les besoins de chaque personne et les besoins économiques des territoires •Sécuriser les parcours individuels par une meilleure coordination des acteurs locaux •Articuler les dispositifs et les décloisonner.
				3. des mesures visant à permettre aux citoyens de bénéficier d'un accès égal à une éducation et une formation de qualité, abordables, appropriées, sans ségrégation et inclusives, d'y participer et de les mener à leur terme, et	Oui	Au niveau national : voir document en annexe LOI n° 2019-791 du 26 juillet 2019 pour une école de la confiance met en œuvre plusieurs mesures en faveur de la justice sociale	L'ensemble des actions de formation financées par la CTM pour les demandeurs d'emploi ont une visée inclusive avec une articulation forte avec les structures d'accompagnement à l'emploi et les entreprises ayant des besoins de recrutement.

Condition favorisante	Fonds	Objectif spécifique	Réalisation de la condition favorisante	Critères	Respect des critères	Référence aux documents pertinents	Justification
		des services de qualité et inclusifs dans l'éducation, la formation et l'apprentissage tout au long de la vie grâce au développement d'infrastructures accessibles, notamment en favorisant la résilience dans le domaine de l'enseignement et de la formation à distance et en ligne		d'acquérir des compétences clés à tous les niveaux, y compris celui de l'enseignement supérieur;		Donner les mêmes chances à tous les élèves, sur tous les territoires : la lutte contre tous les déterminismes sociaux et territoriaux est au cœur de la mission de l'École. LOI n° 2018-166 du 8 mars 2018 relative à l'orientation et à la réussite des étudiants dont l'objectif est de favoriser l'accès à l'enseignement supérieur Régional: CPRDFOP, STDEIL, Politique territorial de la formation	La CTM dispose d'un programme de formation professionnelle pour favoriser une meilleure accessibilité à la formation sur tout le territoire (il est renforcé au nord de l'île). Elle s'appuie sur les missions locales, pôle emploi, services de proximité qui garantissent une information actualisée et un accompagnement individualisé de meilleure qualité des personnes en recherche d'emploi.
				4. un mécanisme de coordination couvrant tous les niveaux de l'éducation et de la formation, y compris l'enseignement supérieur, et une répartition claire des responsabilités entre les organismes nationaux et/ou régionaux compétents;	Oui	Cf. version longue pour le niveau national en annexe Au niveau régional: Contrat de Plan Régional pour le Développement des Formations et de l'Orientation Professionnelle (CPRDPOF)	version longue pour le niveau national en annexe Le CREFOP (Comité régional de l'emploi, formation et l'orientation professionnelles) est l'instance de gouvernance, de suivi et d'évaluation. la mise en œuvre du CPRDFOP, s'appuie sur le CREFOP, en charge de procéder aux concertations, et au suivi des chantiers relevant de l'Orientation tout au long de la vie, la Formation, le service public régional de l'emploi, prospective). En outre les Services pour l'Emploi

Condition favorisante	Fonds	Objectif spécifique	Réalisation de la condition favorisante	Critères	Respect des critères	Référence aux documents pertinents	Justification
							Local organise la réponse aux besoins du monde économique et des demandeurs d'emploi. Il s'agit d'un outil de coordination Etat- Région infrarégional.
				5. des modalités pour le suivi, l'évaluation et le réexamen du cadre stratégique;	Oui	Version longue pour le niveau national en annexe. Régional: Contrat de Plan Régional pour le Développement des Formations et de l'Orientation Professionnelle (CPRDPOF)	Voir document en annexe pour la partie nationale Le CPRDPOF prévoit une évaluation et une mise à jour de la stratégie Le CPRDFOP est le document d'orientation prévu par le législateur pour la définition d'une stratégie de développement à moyen terme sur le champ de la formation et de l'orientation professionnelles à l'échelle des territoires régionaux . est doté d'un comité de pilotage et d'un comité technique préparant les travaux de celui-ci. Le CREFOP est en charge notamment du plan d'évaluation du CRDFOP
				6. des mesures destinées à cibler les adultes à faible niveau de compétences et de qualifications	Oui	Voir document en annexe pour le national Régional CPRDFOP	Voir document en annexe pour le national

Condition favorisante	Fonds	Objectif spécifique	Réalisation de la condition favorisante	Critères	Respect des critères	Référence aux documents pertinents	Justification
				ainsi que ceux venant d'un milieu socio-économique défavorisé et des parcours de renforcement des compétences;			<p>Au niveau régional, le CPRDFOP pose comme principe transversal l'accès à la formation pour chacun.e; une attention particulière est portée aux publics les plus défavorisés.</p> <p>Le CPRDFOP prévoit des actions spécifiques à destination des publics en recherche d'emploi et notamment les personnes peu ou pas qualifiées dont les jeunes adultes.</p> <p>L'implication des Missions Locales dans la mise en œuvre du programme territorial de formation est également un élément essentiel pour atteindre ces objectifs.</p>
				7. des mesures destinées à soutenir les enseignants, les formateurs et le personnel universitaire en ce qui concerne les méthodes d'apprentissage appropriées et l'évaluation et la validation des compétences clés;	Oui	<p>version longue pour le niveau national en annexe</p> <p>CPRDFOP</p>	<p>version longue pour le niveau national en annexe</p> <p>L'Etat et la CTM assurent une responsabilité partagée sur l'Orientation et la Formation. Cette commission a pour objectif de veiller à la lisibilité et la cohérence du déploiement de l'ensemble des dispositifs ayant trait à ces deux champs</p> <p>une commission du CPRDFOP a pour mission de Veiller au développement de la qualité de l'orientation et une autre Accompagner les changements en se positionnant comme un espace d'anticipation et de capitalisation de bonnes pratiques à disposition de tous les acteurs de la concertation</p>

Condition favorisante	Fonds	Objectif spécifique	Réalisation de la condition favorisante	Critères	Respect des critères	Référence aux documents pertinents	Justification
							quadripartite.
				8. des mesures visant à promouvoir la mobilité des apprenants et du personnel et la coopération transnationale des prestataires de services d'éducation et de formation, y compris par la reconnaissance des acquis d'apprentissage et des certifications.	Oui	Voir document en annexe CPRDFOP	<p>Au niveau national: Voir document en annexe</p> <p>Au niveau régional:</p> <p>Le CPRDFOP prend en compte la dimension de l'Orientation professionnelle, des conditions d'hébergement et de la mobilité.</p> <p>Par ailleurs, il intègre aussi des mesures visant au renforcement des validations des acquis de l'expérience (VAE).</p> <p>Le CPRDFOP prend également en compte la mobilité extraterritoriale au regard des freins à l'insertion dû à l'éloignement géographique.</p> <p>La question de la mobilité des publics (incluant l'accessibilité des prestations d'orientation et de formation professionnelles) a été identifiée comme un enjeu particulièrement transversal du CPRDFOP</p>
4.4. Cadre stratégique national pour l'inclusion sociale et la réduction de la pauvreté	FSE+ FEDER	ESO4.8. Favoriser l'inclusion active afin de promouvoir l'égalité des chances, la non-discrimination et	Oui	<p>Un cadre stratégique ou législatif national ou régional pour l'inclusion sociale et la réduction de la pauvreté est en place et comprend:</p> <p>1. un diagnostic probant de la pauvreté et de l'exclusion sociale, portant notamment sur la pauvreté des enfants, en</p>	Oui	<p>version longue pour le niveau national en annexe.</p> <p>Au niveau territorial</p> <p>Pacte territorial d'insertion de la Martinique</p> <p>https://www.collectivitedemartinique.mq/mise-en-place-des-instances-de-gouvernance-du-pacte-territorial-</p>	<p>version longue pour le niveau national en annexe.</p> <p>Au niveau territorial</p> <p>la CTM démultiplie ses actions en matière d'inclusion, de formation et de développement économique et social dans un Pacte Territorial d'Insertion.</p>

Condition favorisante	Fonds	Objectif spécifique	Réalisation de la condition favorisante	Critères	Respect des critères	Référence aux documents pertinents	Justification
		la participation active, et améliorer l'employabilité, en particulier pour les groupes défavorisés RSO4.3. Favoriser l'intégration socio-économique des communautés marginalisées, des ménages à faible revenu et des groupes défavorisés, y compris les personnes ayant des besoins particuliers, au moyen de mesures intégrées, notamment en ce qui concerne le logement et les services sociaux		particulier concernant l'égalité d'accès à des services de qualité pour les enfants en situation de vulnérabilité ainsi que le sans-abrisme, la ségrégation spatiale et en matière d'éducation, l'accès limité aux services et infrastructures essentiels et les besoins spécifiques des personnes vulnérables de tous âges;		dinsertion-de-martinique-2020-2021/ Schéma de l'Enfance, de la Jeunesse et de la Famille la conférence des financeurs, un dispositif pour prévenir la perte d'autonomie des personnes âgées et coordonner les financements inhérents.	Elaboré en cohérence et en complémentarité avec l'ensemble des schémas mis en œuvre dans le cadre de l'action sociale et des solidarités de la Collectivité et du Schéma Territorial de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (STDEII), le PTI de Martinique précise également les modalités de sa gouvernance et de l'évaluation des actions arrêtées. Le PTI 2020-2021 de Martinique définit les priorités d'actions partagées en faveur de l'inclusion des personnes en situation de précarité. Il constitue un outil de coordination, porteur des ambitions de la politique territoriale d'accompagnement social et professionnel prioritairement tournée vers les bénéficiaires du revenu de Solidarité active (rSa), les travailleurs en situation de handicap et les jeunes sortant de l'aide sociale à l'enfance.
				2. des mesures visant à prévenir et à combattre la ségrégation dans tous les domaines, portant notamment sur la protection sociale, les marchés du travail inclusifs et l'accès à des services de qualité pour les personnes vulnérables, y compris les migrants et les réfugiés;	Oui	version longue pour le niveau national en annexe. Au niveau territorial Pacte Territorial d'Insertion https://www.collectivitedemartinique.mq/mise-en-place-des-instances-de-gouvernance-du-pacte-territorial-dinsertion-de-martinique-2020-2021/	version longue pour le niveau national en annexe. Le PTI Martinique prévoit des mesures pour lutter contre la ségrégation sur le marché du travail, dans l'accès aux services et aux revenus, les migrants y compris.

Condition favorisante	Fonds	Objectif spécifique	Réalisation de la condition favorisante	Critères	Respect des critères	Référence aux documents pertinents	Justification
						<p>Schéma de l'Enfance, de la Jeunesse et de la Famille</p> <p>la conférence des financeurs, un dispositif pour prévenir la perte d'autonomie des personnes âgées et coordonner les financements inhérents.</p>	<p>L'action partenariale en faveur de l'insertion et de l'emploi en Martinique s'inscrit dans les priorités définies par la Collectivité Territoriale de Martinique dans le cadre de son Programme d'Insertion acté le 5 avril 2019.</p> <p>Fondée sur l'évaluation de la politique territoriale d'insertion de la précédente période d'exercice, la stratégie poursuit un objectif fondamental d'efficience à travers plusieurs axes d'intervention :</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Agir sur la définition et l'organisation des parcours des publics en insertion ; <input type="checkbox"/> Mobiliser des dispositifs en faveur de l'emploi et de l'insertion professionnelle des publics cibles ; <input type="checkbox"/> Coordonner et animer l'offre d'insertion dans le cadre de l'ESS et de l'insertion. <p>Le Pacte Territorial d'Insertion de Martinique repose ainsi sur 3 axes structurant:</p> <p>Axe 1 : Positionner les acteurs de l'insertion</p> <ul style="list-style-type: none"> • Axe 2 : Sécuriser les parcours • Axe 3 : Agir sur les réalités économiques du territoire
				3. des mesures d'accompagnement pour passer	Oui	version longue pour le niveau national en annexe.	version longue pour le niveau national en annexe.

Condition favorisante	Fonds	Objectif spécifique	Réalisation de la condition favorisante	Critères	Respect des critères	Référence aux documents pertinents	Justification
				de soins en institution à des soins axés sur la famille et de proximité;		<p>Au niveau régional</p> <p>Livre Bleu des Outre-Mer</p> <p>Schéma de l'Enfance, de la Jeunesse et de la Famille</p> <p>la conférence des financeurs, un dispositif pour prévenir la perte d'autonomie des personnes âgées et coordonner les financements inhérents.</p> <p>Schéma Régional de santé de Martinique 2</p>	<p>Au niveau régional</p> <p>La Stratégie territoriale vise à renforcer l'accès aux soins et aux services de santé, en particulier pour les personnes défavorisées(exemple : soutien au développement des structures sanitaires de proximité.</p> <p>Le Livre Bleu souligne l'importance des enjeux de santé dans les territoires d'Outre-Mer, et affirme son ambition de développer la médecine de proximité.</p> <p>Pour pallier l'isolement de certaines zones géographiques et le manque d'infrastructures de transports, il prévoit la création de postes médicaux spécialisés pour les outre-mer à statut attractif ou de favoriser l'installation des professionnels de santé dans des territoires à faible densité médicale. Le Livre prévoit aussi le développement de maisons de santé adaptées aux territoires (,exemple : expérimentation d'une maison de santé itinérante).</p> <p>Cette stratégie se retrouve dans le</p>

Condition favorisante	Fonds	Objectif spécifique	Réalisation de la condition favorisante	Critères	Respect des critères	Référence aux documents pertinents	Justification
							schéma régional de santé 2.
				4. des modalités visant à garantir que sa conception, sa mise en œuvre, son suivi et son réexamen sont effectués en étroite coopération avec les parties prenantes concernées, notamment les partenaires sociaux et les organisations de la société civile concernées.	Oui	<p>version longue pour le niveau national en annexe.</p> <p>Au niveau régional</p> <p>Livre Bleu des Outre-Mer https://www.vie-publique.fr/rapport/37502-livre-bleu-outre-mer</p> <p>Le Pacte territorial d'Insertion Martinique https://www.collectivitedemartinique.mq/wp-content/uploads/2020/12/PTI-DE-MARTINIQUE-2020-2021.pdf</p> <p>Schéma de l'Enfance, de la Jeunesse et de la Famille</p> <p>la conférence des financeurs, un dispositif pour prévenir la perte d'autonomie des personnes âgées et coordonner les financements inhérents.</p> <p>Schéma Régional de santé de Martinique 2</p>	<p>version longue pour le niveau national en annexe.</p> <p>Au niveau territorial:</p> <p>Le Schéma Régional de Santé constitue la déclinaison opérationnelle de la politique régionale de l'ARS et de ses partenaires.</p> <p>L'élaboration du Schéma Régional de Santé s'est appuyée sur une large concertation des acteurs du territoire. Plus d'une vingtaine de groupes de travail se sont réunis, de juin et octobre 2017 afin de définir des priorités opérationnelles déclinées en projets et actions structurantes pour les 5 années à venir.</p> <p>La conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie est l'un des dispositifs importants institués par la loi du 28/12/2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement.</p> <p>La Conférence rassemble les financeurs de la perte d'autonomie (CTM, ARS, CGSS, RSI, IRCOM, ANAH, MUTUALITE FRANCAISE, CACEM, CAESM, CAP NORD). Sa présidence est assurée par la CTM. Le directeur général de l'ARS.</p> <p>La composition de la conférence peut être élargie à toute autre personne</p>

Condition favorisante	Fonds	Objectif spécifique	Réalisation de la condition favorisante	Critères	Respect des critères	Référence aux documents pertinents	Justification
							physique ou morale concernée par les politiques de prévention de la perte d'autonomie, sous réserve de l'accord de la majorité des membres de droit.
4.6. Cadre stratégique national en matière de santé et de soins de longue durée	FSE+ FEDER	ESO4.11. Améliorer l'égalité d'accès en temps utile à des services abordables, durables et de qualité, notamment à des services promouvant l'accès au logement et à des soins centrés sur la personne, y compris aux soins de santé; moderniser les systèmes de protection sociale, y compris en promouvant l'accès à la protection sociale, un accent particulier étant mis sur les enfants et les groupes défavorisés; améliorer	Oui	Un cadre stratégique national ou régional en matière de santé est en place et comprend: 1. un inventaire des besoins en matière de santé et de soins de longue durée, y compris en termes de personnel médical et de personnel de soins, afin de garantir des mesures durables et coordonnées;	Oui	La Stratégie Nationale de Santé et le Plan National de Santé Publique 2018-2022 Plan National de Santé Publique (PNSP) 2018-2022. Projet Régional de Santé Schéma Régional de Santé de Martinique 2	Niveau national: Voir document en annexe Niveau régional: Conformément à l'article 1434-1 du Code de la Santé Publique, complété par le Décret n° 2016-1023 du 26 juillet 2016, le Projet Régional de Santé, est articulé autour de 3 documents distincts et néanmoins complémentaires : -le Cadre d'Orientation Stratégique (COS), qui propose des orientations stratégiques et leurs résultats attendus à 10 ans, -le Schéma Régional de Santé (SRS), qui établit pour 5 ans les prévisions d'évolution de l'organisation de l'offre de santé et définit des objectifs opérationnels -le Programme régional d'accès à la prévention et aux soins (PRAPS) des publics vulnérables. Le projet est organisé autour de grandes orientations : -Développer des démarches de prévention (ex : en santé environnementale),

Condition favorisante	Fonds	Objectif spécifique	Réalisation de la condition favorisante	Critères	Respect des critères	Référence aux documents pertinents	Justification
		l'accessibilité, notamment pour les personnes handicapées, l'efficacité et la résilience des systèmes de soins de santé et des services de soins de longue durée RSO4.5. Garantir l'égalité d'accès aux soins de santé et favoriser la résilience des systèmes de santé, y compris les soins de santé primaires, et promouvoir le passage d'une prise en charge institutionnelle à une prise en charge familiale ou de proximité		2. des mesures visant à garantir l'efficacité, la pérennité, l'accessibilité et le caractère abordable des services de santé et de soins de longue durée, l'accent étant spécifiquement mis sur les personnes exclues des systèmes de santé et de soins de longue durée, y compris les populations les plus difficiles à atteindre;	Oui	La Stratégie Nationale de Santé et le Plan National de Santé Publique 2018-2022 Plan National de Santé Publique (PNSP) 2018-2022. Schéma Régional de santé de Martinique 2	<p>-Faciliter l'accès à une offre en santé adaptée et efficiente,</p> <p>-Fluidifier les prises en charge et accompagnements.</p> <p>-Ses orientations et les actions qu'il préconise doivent permettre aux néo-aquitains de préserver ou retrouver un bon état de santé, de conserver leur autonomie, ou de mieux vivre avec un handicap ou une pathologie, et cela à tous les âges de la vie.</p> <p>National: Voir document en annexe</p> <p>Régional:</p> <p>Le Schéma Régional de Santé constitue la déclinaison opérationnelle de la politique régionale de l'ARS et de ses partenaires: le schéma définit la stratégie de l'Agence à 5 ans (2018-2022), visant à répondre aux orientations stratégiques et grands objectifs généraux définis par le Cadre d'Orientation Stratégique notamment</p> <p>-Développer une offre de santé accessible à tous et notamment dans les zones de désert médical,</p> <p>-développer des mesures pour lutter contre le non recours au niveau du système de santé.</p> <p>La Région Martinique fait face à des enjeux de santé publique très sensibles, dont certains lui sont propres et inscrits</p>

Condition favorisante	Fonds	Objectif spécifique	Réalisation de la condition favorisante	Critères	Respect des critères	Référence aux documents pertinents	Justification
							<p>dans un contexte de mutation sociétale (institutionnelle, démographique).</p> <p>Ces enjeux de santé sont aussi liés à la prévalence des maladies cardio-vasculaires, à la mortalité infantile ainsi qu'aux cancers, à l'obésité et aux addictions. La Martinique se caractérise par le vieillissement de sa population et par des problématiques bien identifiées, parfois associées à des risques environnementaux à fort impact.</p>
				3. des mesures visant à promouvoir les services axés sur la famille et de proximité par la désinstitutionnalisation, y compris la prévention et les soins de santé primaires et les soins à domicile.	Oui	<p>La Stratégie Nationale de Santé et le Plan National de Santé Publique 2018-2022</p> <p>Plan National de Santé Publique (PNSP) 2018-2022.https://www.prs-martinique.ars.sante.fr/le-projet-regional-de-sante-martinique</p> <p>Schéma Régional de santé de Martinique 2</p>	<p>Au niveau national: voir document en annexe</p> <p>Régional: le Schéma Régional de santé de Martinique 2 décline la stratégie visant à</p> <p>comporte</p> <p>notamment des mesures visant à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Renforcer les capacités d'action en prévention primaire - Prendre en compte le virage ambulatoire, et les perspectives de démographie des professionnels de santé - Coordonner l'action publique locale en matière de prévention - Intégrer la prévention dans les parcours de soins. <p>Le PRS Martinique vise à répondre aux défis majeurs auxquels notre système de</p>

Condition favorisante	Fonds	Objectif spécifique	Réalisation de la condition favorisante	Critères	Respect des critères	Référence aux documents pertinents	Justification
							<p>santé dont:</p> <ul style="list-style-type: none"> -Démographie médicale fragile et offre hospitalière en tension, -coordination intersectorielles indispensables pour répondre à l'évolution des besoins de prise en charge « complexe ». <p>Le PRS a 2 grandes ambitions:</p> <ul style="list-style-type: none"> -L'amélioration de l'état de santé de sa population -La réduction des inégalités sociales et territoriales de santé

5. Autorités responsables des programmes

Référence: article 22, paragraphe 3, point k), du RDC et articles 71 et 84 du RDC

Tableau 13: Autorités responsables du programme

Autorités responsables des programmes	Nom de l'institution	Nom de la personne de contact	Fonction	Courriel
Autorité de gestion	Collectivité Territoriale de la Martinique	Serge LETCHIMY	Président du conseil Exécutif	cabinet.ce@collectivitedemartinique.mq
Autorité d'audit	CICC	Mr	Le Président	cicc@finances.gouv.fr
Organisme qui reçoit les paiements de la Commission	Collectivité Territoriale de la Martinique	Serge LETCHIMY	Président	cabinet.ce@collectivitedemartinique.mq
Organisme qui reçoit les paiements de la Commission dans le cas d'une assistance technique au titre de l'article 36, paragraphe 5, du RDC	Agence Nationale de la Cohésion des Territoires	Serena LORENZETTI	Responsable de l'Unité Assistance Technique aux Autorités de gestion et aux Porteurs de projet	europact@anct.gouv.fr
Organisme qui reçoit les paiements de la Commission dans le cas d'une assistance technique au titre de l'article 36, paragraphe 5, du RDC	Collectivité Territoriale de Martinique	ROSINE-BELIZAIRE Valérie	Directrice Europe	Valerie.ROSINE-BELIZAIRE@collectivitedemartinique.mq

La répartition des montants remboursés pour l'assistance technique au titre de l'article 36, paragraphe 5, du RDC si d'autres organismes sont désignés pour recevoir les paiements de la Commission

Référence: Article 22, paragraphe 3, du RDC

Tableau 13A: La portion des pourcentages fixés à l'article 36, paragraphe 5, point b), du RDC, qui serait remboursée aux organismes qui reçoivent les paiements de la Commission en cas d'assistance technique au titre de l'article 36, paragraphe 5, du RDC (en points de pourcentage)

Collectivité Territoriale de Martinique	92,00
Agence Nationale de la Cohésion des Territoires	8,00

1. Processus de concertation du partenariat dans la phase d'élaboration du Programme

1.

1. Processus de concertation pour l'élaboration du diagnostic territorial stratégique appuyant la définition de la stratégie du programme

Lors de la préparation des travaux de concertation en vue de rédiger le diagnostic territorial, il avait été proposé de réaliser des ateliers thématiques. Ces ateliers devaient comprendre un atelier spécifique sur l'ingénierie financière, un autre spécifique à la coopération, 2 ateliers spécifiques FEADER et 1 atelier spécifique sur le FEAMP. Les autres ateliers devaient être composés de manière horizontale, par thématique ou groupe de thématiques. En raison de la crise sanitaire liée au virus du COVID 19, ces ateliers n'ont pas pu être tous réalisés. Les ateliers qui ont pu être organisés par la CTM au cours du premier trimestre 2020 ont porté sur les thèmes suivants :

- La compétitivité
- La croissance verte
- La croissance bleue
- L'inclusion, l'emploi, l'insertion Social et la santé

Ces ateliers ont réuni les partenaires institutionnels et opérationnels engagés dans la gestion des fonds européens, les potentiels bénéficiaires et les réseaux d'acteurs martiniquais. Chacun de ces ateliers a été divisé en groupe de travail portant sur des thèmes plus précis.

L'atelier portant sur le thème « Compétitivité » a été structuré autour de 3 groupes de travail thématiques :

- Innovation et R&D
- Industrie, Artisanat et Service
- Tourisme

L'atelier intitulé « Croissance verte » a été structuré autour de 5 groupes de travail thématiques :

- Transition énergétique
- Economie circulaire et gestion des déchets
- Prévention des risques
- Gestion durable de l'eau et assainissement
- Biodiversité

L'atelier intitulé « Croissance Bleue » a été structuré autour de 4 groupes de travail thématiques :

- Aquaculture
- Biodiversité, sargasses et eau
- Energies renouvelables marines
- Pêche

L'atelier intitulé « Inclusion, Emploi, Insertion, Social et Santé » a été structuré autour de 4 groupes de travail sur les thématiques suivantes:

- Un 1er portant sur le « Système d'éducation, la réussite scolaire et universitaire ». Ce groupe de travail a été conduit en abordant individuellement chacune des thématiques suivantes :
 - o Les dispositifs innovants

- o L'inclusion sociale : la formation
- o Le renforcement de la formation du personnel encadrant les personnes porteuses de handicaps
- o La lutte contre le décrochage scolaire
- o Le déploiement du numérique
- o La coopération
- o L'alternance et l'insertion des jeunes
- o La formation des enseignants
- o Les freins à la réussite
- o Les diplômes du sport
- Un 2nd groupe de travail : « Favoriser l'inclusion sociale et l'insertion professionnelle des personnes les plus éloignées de l'emploi ». Il a été conduit en abordant individuellement chacune des thématiques suivantes :
 - o Favoriser l'insertion
 - o Favoriser l'inclusion sociale
- Un 3ème groupe de travail portant sur la thématique « Formation professionnelle, apprentissage et formations tout au long de la vie ». Ce groupe de travail a été conduit en abordant individuellement chacune des thématiques suivantes :
 - o La formation professionnelle des demandeurs d'emplois
 - o La formation professionnelle : formation continue des salariés
 - o Le potentiel de l'apprentissage
 - o Alternance
 - o Opportunité de renforcement des compétences : au regard des mutations économiques et sociales
- Un 4ème groupe de travail portant sur la thématique « Les conditions de vie au travail ». Ce groupe de travail a été conduit en abordant individuellement chacune des thématiques suivantes :
 - o L'égalité professionnelle
 - o La qualité de vie au travail

Après une phase de valorisation des différents plans, schémas, sources documentaires et des bilans des ateliers thématiques réalisés au premier trimestre 2020, une 1ère version de diagnostic territorial a été proposé à la CTM et à ses partenaires.

Cette première version a constitué un support pour l'ouverture d'une 2nd phase de concertation. Etant donné le contexte de crise sanitaire liée à la propagation du COVID 19, cette étape de concertation s'est réalisée par des entretiens collectifs en visioconférence. Concernant, les échanges portant sur le diagnostic en lien avec la future programmation des fonds FEDER FSE+, il y a eu au minimum une visioconférence pour chacun des 5 objectifs stratégiques du programme FEDER FSE+.

Entretiens collectifs sur les thématiques du FEDER/FSE +

En complément des entretiens collectifs qui ont été réalisés lors de la rédaction du diagnostic territorial visant à préparer la programmation des fonds européens sur la période 2021-2027, de nombreuses contributions écrites ont été apportées au diagnostic par les agents des directions de la CTM et leurs partenaires.

De plus, les acteurs socio-professionnels de Martinique ont également été concerté à travers un questionnaire.

Parmi les 15 structures ayant participées à la concertation portant sur la hiérarchisation des besoins

identifiés pour chaque objectif de chaque fonds européen, treize d'entre elle ont répondu sur les enjeux associés au FEDER/FSE+. Les 13 structures ayant répondues sont :

- Société Martiniquaise de Traitement et de Valorisation des déchets
- Association Martiniquaise Promotion de l'Industrie
- Association ECO MOBIL
- Communauté d'agglomération du centre de la Martinique
- CODERHUM
- DATEX
- SICA CANNE UNION
- Direction de la Mer
- DEAL
- SARA
- Cap Nord
- Chambre des commerces et de l'industrie
- DILO K2

On retrouve donc aussi bien des acteurs socio-économiques, que des représentants de la société civile (association) ou bien des partenaires institutionnels de la CTM.

1.

1. Processus de concertation pour l'élaboration du programme

La rédaction d'une première version du programme a été soumis aux élus de la CTM pour préciser les éléments de stratégie et de logique d'intervention.

La première version du programme a également été transmise aux acteurs socio-professionnels du territoire dans une même logique.

1.

1. Processus de consultation du public dans le cadre de l'évaluation stratégique environnementale

Dans le cadre de l'élaboration du programme FEDER-FSE+ pour la période 2021-2027, la CTM, conformément à la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 du Parlement Européen et du Conseil relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmations sur l'environnement (Article R122-17 Code de l'environnement – Directive EES- Evaluation Environnementale Stratégie) a réalisé une consultation publique réglementaire tenue du 01 juillet 2022 au 31 juillet 2022 de l'analyse environnementale du projet de programme FEDER-FSE+ 2021-2027.

La population a été invitée à apporter sa contribution et à poser ses questions sur l'analyse environnementale réalisée présentant l'impact environnemental du projet de programme. La population a été informée du lancement de cette contribution pendant une période de 15 jours ouvrés avant le lancement effectif de la consultation (via le site internet de la CTM, via voie électronique et spots radio).

Les modalités de diffusion de la consultation : affichage d'informations dans les mairies, à la préfecture, à l'hôtel de la CTM, au Centre Administratif de la CTM, à la Direction Générale Adjointe Attractivité de la CTM ; mise à disposition des documents à consulter via : téléchargement en ligne, points de collectes de contributions, voie électronique et à l'accueil de la CTM.

1. Rôle des partenaires dans la réalisation, le suivi et l'évaluation du programme

1.

1. Gouvernance générale du programme : Rôle de l'autorité de gestion (AG)

Dans le cadre de l'octroi des aides européennes, l'AG s'assurera de la correcte application de la réglementation des aides d'état dans le cadre de l'instruction et du contrôle interne ainsi que les règles du droit européen de la commande publique et, en particulier: a) les directives 2004/18/CE et 2004/17/CE , b) les directives 2018/.../UE, une fois ces directives transposées par l'Etat membre, c) les directives 89/665/CEE et 92/13/CEE et d) les principes généraux du Traité applicables à la commande publique.

La CTM conserve au sein de la Collectivité la mission d'audit sous l'autorité du Responsable d'audit Régionale dépendant fonctionnellement de la CICC, et la Direction des Fonds Européens (DFE) sous l'autorité de la Direction Générale des Services, l'AG est l'outil de mise en œuvre des programmes.

La DFE récupère les compétences dévolues à l'autorité de certification en créant 3 postes :

- 2 ETP pour la fonction comptable,
- 1 ETP pour le renforcement du contrôle interne.

Le Comité de Suivi Interfonds (CSI)

Le CSI coprésidé par le Préfet, le président de la CTM se réunira obligatoirement au moins une fois par an (Conformément aux articles 47 à 49 du RDC) et autant que de besoin. Ce comité veille sur l'exécution du programme et les progrès accomplis vers leurs objectifs autant que possible en présence de représentants de la Commission européenne.

Il examine en détail toutes les questions ayant une incidence sur son bon déroulement de la programmation.

Il est également consulté à propos d'éventuelles modifications du programme, sur lesquelles il se prononce.

Le CSI évalue périodiquement les progrès réalisés pour atteindre les objectifs fixés. Il s'agit d'un moment privilégié d'information et d'implication de l'ensemble des acteurs du développement local qui y sont conviés. Le partenariat occupe une place importante dans ce comité qui se compose des entités suivantes :

- Les autorités régionales, locales, urbaines et autres autorités publiques
- Les acteurs économiques et sociaux
- Les organismes représentant la société civile (partenaires environnementaux, des organismes chargés de promouvoir l'inclusion sociale, l'égalité entre les femmes et les hommes et la non-discrimination...).

Le partenariat Collectivité-Etat pourra actualiser la liste des membres du CSI au regard des évolutions du paysage institutionnel, associatif et syndical du territoire.

La présidence du CSI veille à ce que tous les partenaires puissent exprimer leur avis et prévoit des délais suffisants pour les débats. Les comités prennent leurs décisions par consensus.

Les partenaires participent également à l'évaluation des résultats du programme, et notamment des conclusions de l'examen des performances, ainsi qu'à la réalisation des rapports annuels de mise en œuvre du programme.

Le CSI sera consulté sur l'ensemble des travaux relatifs à l'évaluation des programmes.

- Le suivi financier des crédits européens
- Le contrôle de gestion pour un fonctionnement optimal
- La Formation des acteurs de la gestion des fonds européens

DLAL Pluri-fonds

L'OS 4.8, OS 5.1 et 5.2 peuvent être mis en œuvre sous forme de DLAL avec délégation de sélection aux territoires. Trois EPCI ont annoncé le principe de vouloir mobiliser l'approche territoriales intégrées. Conformément au Règlement 1060/2021, la mise en place d'un comité commun à l'ensemble des fonds sera mis en place. Celui-ci sera chargé la mise en œuvre des stratégies. En tant que fonds chef de file, le FSE+ financera les couts de préparation, de gestion et d'animation. L'autorité de gestion mettra en place cette organisation dans le cadre du lancement de l'appel à candidature.

Précisions relatives à la séparation fonctionnelle entre la DFE et l'AG.

Le montage des dossiers portés par la CTM sera effectué par chaque Direction Générale opérationnelle disposant d'une délégation de signature en vue de demandes d'aides et demandes de paiement.

L'instruction des dossiers sera assurée par DFE sous l'autorité hiérarchique du Directeur.

L'indépendance de ces deux process et les dispositifs qui garantiront l'absence de conflits d'intérêt sont prévus et seront précisément décrits dans le cadre de l'élaboration du descriptif de système de gestion et de contrôle et sera soumis à la CICC conformément aux dispositions prévues par le règlement commun.

7. Communication et visibilité

Référence: article 22, paragraphe 3, point j), du RDC

Au regard du retour d'expérience de la programmation 14-20, la CTM mettra en place une stratégie de communication 2021-2027 permettant d'accompagner et facilitant la mise en œuvre des financements, en rendant visible l'action de l'Europe et de la collectivité par l'intermédiaire des fonds européens.

Elle s'articule autour de 4 objectifs visant à augmenter la visibilité de l'intervention de l'Union européenne :

- Communiquer sur les 9 priorités et les objectifs du programme;
- Sensibiliser, informer et accompagner les porteurs de projets potentiels à la découverte des FESI, de leurs fonctionnements et de leurs contraintes ;
- Valoriser les projets concrétisés grâce aux financements FESI et aux apports de l'Union Européenne dans le quotidien des citoyens ;
- Assurer la transparence des actions et de la mise en œuvre du programme.

La communication doit être considérée comme un outil incontournable dans la dynamisation de la programmation et dans la qualité des dossiers déposés.

Au regard de ces objectifs, nous mettons en place des actions de communication en direction des différentes cibles, dans le respect du contexte sanitaire actuel :

- Les porteurs de projets publics et privés ;
- Les agents de la CTM ;
- Le public scolaire;
- Le grand public.

La communication cible en premier lieu **les potentiels bénéficiaires** des Fonds européens dans les secteurs ciblés par le Programme, en veillant à ce que l'information et l'accompagnement soient les piliers de la stratégie de communication.

L'autorité de gestion **développera et animera une communauté de réseaux, partenaires et bénéficiaires**, dans la mise en œuvre des fonds sur les territoires.

La **communication auprès du grand public** s'articule autour d'une campagne media et hors media. L'organisation d'événements phares de l'Union Européenne qui mettent en valeur les réalisations présentes dans le quotidien des martiniquais.

Une attention particulière sera portée aux personnes en situation de handicaps :

- Le site relatif à l'action européenne sur le territoire est compatible Référentiel Général d'Amélioration de l'Accessibilité;
- Les vidéos réalisées dans le cadre des actions de communication pourront être sous – titrées ;

Certains évènements pourront être traduits en Langue des Signes Française.

Les structures porteuses des stratégies territoriales, les satellites de la CTM, le récent Centre Europe Direct des Antilles – Guyane, seront associés à la mise en œuvre de la stratégie de communication. La CTM poursuivra aussi sa forte implication dans les réseaux national et européen, et s'associera aux actions mutualisées à ces niveaux, ainsi qu'avec la représentation de la Commission en France.

La communication 2021-2027 sur les fonds européens s'effectuera à travers trois principaux canaux :

- Communication digitale

Le site europe-martinique.com géré par la CTM reste le canal de communication principal relatif à l'action européenne sur le territoire. Il a vocation à présenter l'ensemble des fonds européens mobilisables sur le territoire ainsi que leur évolution. Il met aussi en exergue les projets financés et les retombées des

financements européens via une carte, des infographies et vidéos. Il présente aussi les actions réalisées par la Communauté Européenne.

Une newsletter à destination des partenaires de la programmation sera proposée.

L'ensemble des réseaux sociaux (Facebook, Instagram, LinkedIn) dont dispose la CTM pour communiquer sur l'action de l'UE aux différents publics, avec des publications récurrentes et des campagnes digitales et la création d'une application mobile.

- Événementiel

Les réunions d'information en visio ou en présentiel sur les opportunités de financement seront privilégiées, avec la cellule Appui aux porteurs, notamment. L'autorité de gestion proposera chaque année des circuits découvertes des projets de bénéficiaires autour de la Fête de l'Europe ainsi que des actions en partenariat avec les différents services et partenaires de la Collectivité.

- Relations Presse

Des partenariats médias seront mis en place, renforcés par la diffusion de communiqués sur l'avancement de la mise en œuvre du Programme et sur ses résultats auprès de relais d'information. Des publiereportages seront également mis en place.

- Projets d'importance stratégique

Une communication réservée et plus régulière sera mise en œuvre et relayée par tous les outils à disposition de l'autorité de gestion, y compris les médias afin de donner une image positive de l'UE et du sens aux financements européens.

Le budget

Le budget dédié à l'application de la stratégie de communication sera de 0,5% du montant total du programme : 0,5% du FEDER / 0,5% du FSE+, soit 3 M€.

Indicateur pour l'évaluation

Les indicateurs retenus sont :

- Nombre de visites sur le site par an ;
- Conversion rate : nombre d'inscriptions (ou de formulaires remplis) par an ;
- Nombre d'impressions sur les réseaux sociaux par an ;
- Nombre d'engagements sur les réseaux sociaux par an ;
- Reach de publiereportages ;
- Nombre de vues pour les vidéos ;
- Nombre d'abonnés à la newsletter et aux réseaux sociaux ;
- Nombre de participants aux événements organisés par an ;
- Image positive de l'UE.

Responsable de la communication

L'autorité de gestion désigne un responsable de la communication pour l'ensemble des programmes qu'elle pilote.

8. Utilisation de coûts unitaires, de montants forfaitaires, de taux forfaitaires et de financements non liés aux coûts

Référence: articles 94 et 95 du RDC

Tableau 14: Utilisation de coûts unitaires, de montants forfaitaires, de taux forfaitaires et de financements non liés aux coûts

Recours prévu aux articles 94 et 95 du RDC	Oui	Non
À partir de l'adoption, le programme aura recours au remboursement de la contribution de l'Union fondée sur les coûts unitaires, des montants forfaitaires et des taux forfaitaires au titre de la priorité, conformément à l'article 94 du RDC	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
À partir de l'adoption, le programme aura recours au remboursement de la contribution de l'Union fondée sur un financement non lié aux coûts, conformément à l'article 95 du RDC	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

Appendice 1: Contribution de l'Union fondée sur des coûts unitaires, des montants forfaitaires et des taux forfaitaires

A. Synthèse des principaux éléments

Priorité	Fonds	Objectif spécifique	Catégorie de région	Proportion estimée de la dotation financière totale à laquelle l'OSC sera appliquée dans le cadre de la priorité (en %)	Type(s) d'opération couvert(s)		Indicateur déclenchant le remboursement		Unité de mesure de l'indicateur déclenchant le remboursement	Type d'OSC (barème standard de coûts unitaires, montants forfaitaires ou taux forfaitaires)	Montant (en EUR) ou pourcentage (en cas de taux forfaitaires) de l'OSC
					Code(1)	Description	Code(2)	Description			
1	FEDER	RSO1.3. Renforcer la croissance durable et la compétitivité des PME et la création d'emplois dans les PME, y compris par des investissements productifs	Ultrapériphériques ou septentrionales à faible densité de population	23,00%	176. Régions ultrapériphériques : actions spécifiques visant à compenser les surcoûts liés à la taille du marché	Aide au fret intrants/extrants		Unité de transport maritime de marchandises bénéficiant d'une aide au fret	Nombre d'unités de transport maritime de marchandises bénéficiant d'une aide au fret ». L'unité précise de mesure de l'indicateur est fonction du type d'acheminement au départ de/vers la Région UltraPériphérique (RUP). Ces unités sont exprimées en container (TC) ou en volume (m3).	Coût unitaire	Le barème standard de coûts unitaires est défini dans le tableau détaillé en Annexe, en fonction du type de fret concerné. Les montants sont actualisés durant le 1er trimestre de chaque année sur la base de l'indice CTS (voir site CTS): Barème 2023: Conteneur 20 pieds standard : - TC DRY 20 / Intrant / 4 181,48 € - TC DRY 20 / Extrant / 1 449,85 € Conteneur 20 pieds citerne : - TC TANK 20 / Intrant / 4 509,95 € - TC TANK 20 / Extrant / 5 737,04 € Conteneur spéciaux 20 pieds : - OT RF FLAT RH / Intrant / 5 070,36 € - Le BSCU ne couvre pas l'extrant. Conteneur 40 pieds : - TC DRY 40, HC et RH / Intrant / 5 660,89 €. Regroupement spécifique à l'intrant.

Priorité	Fonds	Objectif spécifique	Catégorie de région	Proportion estimée de la dotation financière totale à laquelle l'OSC sera appliquée dans le cadre de la priorité (en %)	Type(s) d'opération couvert(s)		Indicateur déclenchant le remboursement		Unité de mesure de l'indicateur déclenchant le remboursement	Type d'OSC (barème standard de coûts unitaires, montants forfaitaires ou taux forfaitaires)	Montant (en EUR) ou pourcentage (en cas de taux forfaitaires) de l'OSC
					Code(1)	Description	Code(2)	Description			
											- TC DRY 40 / Extrant / 2 233,24 € - TC OT, FLAT et RF / Intrant / 7 734,28 € - TC HC, RH, OT, FLAT et RF / Extrant / 2 842,46 €. Regroupement spécifique à l'extrant. Mètre cube : - Groupa ge et Fret aérien / Intrant / 181,03 € - Le BSCU ne couvre pas l'extrant.

(1) Cela fait référence au code de la dimension «domaine d'intervention» figurant dans le tableau 1 de l'annexe I du RDC et de l'annexe IV du règlement Feampa

(2) Cela fait référence au code d'un indicateur commun, s'il y a lieu

B. Détails par type d'opération

Type d'opération, intitulé abrégé	Aide au fret intrants/extrants
L'autorité de gestion a bénéficié de l'aide d'une société externe pour établir les coûts simplifiés	<input type="checkbox"/>
Nom de la société externe	
1. Description du type d'opération, y compris le calendrier de mise en œuvre (1)	<p>Le tissu économique martiniquais souffre de certaines lacunes, et doit faire face à des coûts occasionnés par son éloignement. Dans le contexte des bouleversements lié à une nouvelle crise économique mais également face à la lame de fonds de la crise environnementale, le tissu économique martiniquais doit jouer un rôle fondamental dans la construction d'un modèle martiniquais nouveau, plus robuste et plus autonome dans la création de valeur pour son territoire et ses habitants.</p> <p>L'intervention FEDER sera réalisée pour les TPE-PME et les Grandes entreprises disposant d'une unité de production.</p> <p>Le diagnostic territorial a montré que le faible niveau de compétitivité des entreprises martiniquaises est en partie dû aux surcoûts liés à l'ultra périphéricité : éloignement, insularité, taille du marché...</p> <p>Ces surcoûts concernent notamment le fret maritime et aérien, soit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'importation de matières premières, produits intermédiaires et matières premières secondaires entrant dans le cycle de production dont la production locale est inexistante ou insuffisante en provenance de l'Union Européenne • L'exportation de la production locale vers le marché européen <p>Prenant en considération ces éléments, le Programme FEDER-FSE+ 2021-2027 prévoit le financement d'opérations relevant du dispositif d'aide au fret, visant à réduire les surcoûts qui pèsent sur les entreprises du territoire en raison de l'étroitesse de son marché intérieur.</p> <p>Les résultats attendus sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'augmentation du taux de survie des entreprises martiniquaises • L'amélioration de la compétitivité des entreprises martiniquaises <p>La contribution aux objectifs spécifiques du Programme se fera par les indicateurs RCO01 et RCR02.</p>

	<p>Les opérations concernées par la mise en œuvre de cette méthodologie OCS sont exclusivement des opérations relevant de ce dispositif et seront financées au titre de l'allocation spécifique pour les Régions ultrapériphériques. L'opération concerne le fret maritime et fret aérien.</p> <p>Le fret inter-DOM ainsi que le vrac sec et le transport de déchets ne sont pas concernés par les Barème Standard de Coût Unitaire et feront l'objet d'un traitement au réel.</p> <p>Le Dispositif est valable à partir de l'année 2023 avec des demandes pluriannuelles.</p>
2. Objectif(s) spécifique(s)	RSO1.3. Renforcer la croissance durable et la compétitivité des PME et la création d'emplois dans les PME, y compris par des investissements productifs
12. Montant total (national et Union) dont le remboursement par la Commission est escompté sur cette base	37 729 627,00

Indicateurs

3. Indicateur déclenchant le remboursement (2)	Unité de transport maritime de marchandises bénéficiant d'une aide au fret
4. Unité de mesure de l'indicateur déclenchant le remboursement	<p>Nombre d'unités de transport maritime de marchandises bénéficiant d'une aide au fret ».</p> <p>L'unité précise de mesure de l'indicateur est fonction du type d'acheminement au départ de/vers la Région UltraPériphérique (RUP). Ces unités sont exprimées en container (TC) ou en volume (m3).</p>
5. Barème standard de coût unitaire, montant forfaitaire ou taux forfaitaire	Coût unitaire
6. Montant par unité de mesure ou pourcentage (en cas de taux forfaitaires) de l'OSC	<p>Le barème standard de coûts unitaires est défini dans le tableau détaillé en Annexe, en fonction du type de fret concerné. Les montants sont actualisés durant le 1er trimestre de chaque année sur la base de l'indice CTS (voir site CTS):</p> <p>Barème 2023:</p> <p>Conteneur 20 pieds standard :</p> <ul style="list-style-type: none"> - TC DRY 20 / Intransit / 4 181,48 € - TC DRY 20 / Extransit / 1 449,85 €

	<p>Conteneur 20 pieds citerne :</p> <ul style="list-style-type: none"> - TC TANK 20 / Intransit / 4 509,95 € - TC TANK 20 / Extransit / 5 737,04 € <p>Conteneur spéciaux 20 pieds :</p> <ul style="list-style-type: none"> - OT RF FLAT RH / Intransit / 5 070,36 € - Le BSCU ne couvre pas l'extransit. <p>Conteneur 40 pieds :</p> <ul style="list-style-type: none"> - TC DRY 40, HC et RH / Intransit / 5 660,89 €. <p>Regroupement spécifique à l'intransit.</p> <ul style="list-style-type: none"> - TC DRY 40 / Extransit / 2 233,24 € - TC OT, FLAT et RF / Intransit / 7 734,28 € - TC HC, RH, OT, FLAT et RF / Extransit / 2 842,46 €. Regroupement spécifique à l'extransit. <p>Mètre cube :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Groupage et Fret aérien / Intransit / 181,03 € - Le BSCU ne couvre pas l'extransit.
<p>7. Catégories de coûts couverts par le coût unitaire, le montant forfaitaire ou le taux forfaitaire</p>	<p>A l'échelle d'un acheminement, dans le sens où ces barèmes standards de coût unitaire couvrent l'intégralité des dépenses retenues éligibles au FEDER pour l'acheminement considéré (les composantes du coût qui figurent dans la base de données sont la manutention portuaire/aéroportuaire au départ, le fret, les surcharges tarifaires, la manutention portuaire/aéroportuaire à l'arrivée, les assurances et le stockage temporaire avant enlèvement..)</p> <p>Le Barème standard de coût unitaire couvrent les surcoûts liés à l'acheminement des produits entre la Martinique et le territoire de l'Union européenne, sur la base des coûts d'acheminement depuis/vers un port de la métropole, de même que sur la programmation 2007-2013 et 2014-2020. Il s'agit - pour le BSCU - des coûts liés au fret maritime et au fret aérien.</p> <p>Ponctuellement, par exemple, pour le transport de produits dangereux, l'Etat membre peut financer sur ses fonds propres un abondement lié à des dépenses supplémentaires particulières non prises en compte dans le calcul du BSCU. Par conséquent, ces abondements ne constituent pas des dépenses éligibles au FEDER.</p>

	<p>Ainsi, sur une même opération FEDER portée par un bénéficiaire pourront coexister :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des acheminements financés par le FEDER exclusivement par des BSCU, - des acheminements financés au réel (hors BSCU) car ces acheminements ne rentrent pas dans la définition des BSCU précités (exemple : fret bokay, transport de déchets). <p>Dans ce dernier cas, des dépenses éligibles réellement encourues pourront être exposées par le bénéficiaire, sur ces acheminements distincts.</p> <p>Ces deux composantes de l'opération seront aisément identifiables dans l'outil informatique national SYNERGIE (pour éviter tout risque de double financement, sur des dépenses de nature différente), sur des « sous-postes de dépenses » (au sens de SYNERGIE) différents.</p>
8. Ces catégories de coûts couvrent-elles toutes les dépenses éligibles pour l'opération?	Oui
9. Méthode d'ajustement (3)	<p>Les BSCU seront actualisés, au cours de la période de programmation 2021-2027 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - par l'autorité de gestion ; - selon une périodicité annuelle pour une valeur au 31/12 de l'année N-1, applicable sur l'année N, selon le dernier indice connu à la date du 28/02 de l'année N ; - sur la base de l'indice suivant : Indice CTS pour la route maritime qui dessert le territoire de la Martinique, à savoir l'indice « Europe to South & Central America Dry Price Index ». <p>La méthode d'actualisation repose sur le calcul d'une moyenne annuelle des indices mensuels de l'index CTS pour chaque année, permettant ensuite le calcul d'un taux d'évolution d'une année à l'autre qui est utilisé pour actualiser le BSCU.</p> <p>Afin de déterminer le BSCU applicable au titre de la certification des dépenses, la date du transport sera le critère déterminant. Ainsi, un transport réalisé entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année N bénéficiera des montants du BSCU pour l'année N.</p> <p>L'actualisation via l'indice sélectionné au titre des travaux inter-RUP permet d'ores et déjà d'affiner la valeur des coûts définis au titre du présent barème. Ainsi, l'actualisation est appliquée à partir de l'année 2020, considérant que les calculs de notre base de données valent pour 2019.</p> <p>Le BSCU détaille l'historique d'actualisation des</p>

	<p>coûts unitaires déterminés au titre de la présente méthodologie depuis la période de référence jusqu'en 2023 (derniers données disponibles pour l'index CTS).</p> <p>La méthode d'ajustement sera appliquée au premier trimestre de chaque année.</p> <p>Exemple: 1^{er} trimestre 2025, au titre de l'année 2024.</p> <p>https://www.europe-martinique.com/</p>
<p>10. Vérification de la réalisation des unités délivrées</p> <p>— veuillez décrire quel(s) document(s)/quel système sera (seront) utilisé(s) pour vérifier la réalisation des unités mises en œuvre</p> <p>— veuillez décrire ce qui sera contrôlé et par qui lors des vérifications de gestion</p> <p>— veuillez décrire quelles seront les modalités de collecte et de stockage des données/documents pertinents</p>	<p>Pour opérer la vérification de service fait (VSF) de l'opération FEDER, il ne sera plus sollicité de pièce comptable auprès du bénéficiaire pour justifier des dépenses de fret concernées par les BSCU. En lieu et place, pour justifier du service fait, le bénéficiaire produira au service instructeur un « état récapitulatif des acheminements », accompagné - pour chaque acheminement - des pièces justificatives listées ci-après.</p> <p>Les éléments contrôlés seront les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le Bill of Lading (BL ou autrement appelé « waybill » ou « document de connaissance maritime »). Ce document est établi non par le bénéficiaire, mais par un tiers : la compagnie maritime. Ce Bill of Lading est le « document du transport », et précise notamment le type de fret concerné (en particulier, le type de conteneur), en lien avec les « indicateurs » retenus supra (les données sur les TC sont communiquées par le bénéficiaire -via l'état récapitulatif des acheminements-, sont identifiables sur le bill of lading (ex : 20 pieds ou 40 pieds) et se justifient par la nature des produits transportés) ; - le document COA – déclaration en douane (document qui permet de confirmer l'acheminement effectif au port de destination) - voir le COA complet ; - la liste de colisage établie par le transitaire , dans les cas où les bénéficiaires bénéficient d'un tarif "conteneur plein" mais ne transportent pas uniquement des produits éligibles à l'aide au fret. <p>L'ensemble de ces 2 documents (3 documents pour des containers pleins non remplis uniquement de produits éligibles) permet de confirmer l'acheminement effectif, et la justification du FEDER dû à l'entreprise.</p> <p>Le service instructeur établira le rapport de vérification de service fait, qui conduira à rembourser l'entreprise du montant FEDER dû, sur la base des indicateurs retenus dans le présent formulaire et de ses vérifications sur les documents</p>

	<p>transmis par les bénéficiaires avec leur formulaire de demande de paiement.</p> <p>Lorsqu'un bénéficiaire ne peut remplir un container à lui seul, il peut faire appel à un transitaire chargé de regrouper les colis de différentes entreprises ou s'associer directement avec celles-ci pour constituer un container complet. Selon les pratiques habituelles de la profession, un bénéficiaire a intérêt à faire appel à un transitaire pour un volume inférieur à 15 m3. Dans ce cas, l'AG appliquera le BSCU Groupage au volume. Au-delà de 15 m3, l'AG appliquera le BSCU TC DRY 20 au prorata du volume occupé dans le container.</p> <p>Les pièces justificatives à transmettre et qui feront l'objet d'un contrôle systématique, à savoir le Bill of lading et la CAO (ainsi que la liste de colisage pour des containers pleins non remplis uniquement de produits éligibles et pour le groupage) sont systématiquement transmis par le bénéficiaire, et sont conservés par le service instructeur.</p>
<p>11. Incitations aux effets pervers potentiels, mesures d'atténuation (4) et niveau de risque estimé (élevé/moyen/faible)</p>	<p>Il subsiste un risque partiel de déconnexion relatif dans un temps long (d'une dizaine d'années) entre le BSCU (couvrant l'intégralité de la dépense retenue éligible au FEDER pour un acheminement), et le coût réel encouru par l'entreprise bénéficiaire pour cet acheminement : ce risque est estompé par le taux d'actualisation annuel établi. Dans la mesure où il s'agit d'une « aide au fonctionnement », les entreprises éligibles bénéficient le plus souvent d'une aide sur plusieurs années, avec des flux d'acheminement comparables d'une année sur l'autre, et les taux d'évolution des OCS ont donc tendance à se neutraliser au bout de 2 années. Il est de plus estimé que ce risque est largement compensé par la forte simplification et sécurisation obtenue par l'emploi d'OCS (BSCU).</p> <p>Non seulement il n'existe pas de risque d'éviction, mais au contraire le fait d'utiliser des BSCU simplifiera le dispositif pour les entreprises, et cet allègement sera d'autant plus favorable aux TPE qui pourront dès lors plus facilement recourir au dispositif.</p>

(1) Date de début prévue pour la sélection des opérations et date finale prévue pour leur achèvement (réf. article 63, paragraphe 5, du RDC).

(2) Pour les opérations comprenant plusieurs options simplifiées en matière de coûts couvrant différentes catégories de coûts, différents projets ou des phases successives d'une opération, les champs 3 à 11 doivent être remplis pour chaque indicateur déclenchant le remboursement.

(3) S'il y a lieu, indiquer la fréquence et le calendrier des ajustements, ainsi qu'une référence claire à un indicateur spécifique (y compris un lien vers le site web où cet indicateur est publié, le cas échéant).

(4) Peut-il y avoir des conséquences négatives sur la qualité des opérations soutenues et, dans l'affirmative, quelles mesures (par exemple, assurance de la qualité) seront prises pour compenser ce risque?

C. Calcul du barème standard de coûts unitaires, des montants forfaitaires ou des taux forfaitaires

1. Source des données utilisées pour calculer le barème standard de coûts unitaires, les montants forfaitaires ou les taux forfaitaires (qui a produit, collecté et enregistré les données; où les données sont stockées; dates de clôture; validation, etc.)

Méthodologie partagée

Il est retenu la méthode des coûts historiques, précédemment constatés par les services instructeurs FEDER. Les données utilisées pour calculer les barèmes standards de cout unitaires sont directement issues des vérifications de service fait (VSF) FEDER réalisés par le service instructeur FEDER sur la période historique de référence (voir infra). Plus précisément, les données sont issues de l'état récapitulatif des dépenses annexées au rapport de VSF après examen du Service instructeur, et qui liste les différents acheminements opérés. Les lignes de ces tableaux ont fait l'objet d'une codification spécifique (pour préparer les BSCU) en fonction des unités d'œuvre retenues. Cette codification a été nécessaire, en particulier, aux fins d'harmonisation entre les données de transports, d'identification du type de conteneurs utilisés.

S'agissant des données historiques, les AG adoptent une période de référence incluse dans le PO 2014-2020, pour lesquelles elles disposent de données homogènes, représentatives (de ce qui sera financé sur 2021-2027), et présentant un panel plus large de dépenses. Il sera donc pris la période de référence (de 2 ou 3 ans) la plus proche possible de la programmation 2021-2027 et pour lesquelles l'AG dispose de données homogènes (par exemple 2017-2018, ou une période plus ancienne si elle permet d'obtenir un panel plus large pour établir les BSCU).

Les BSCU expriment les seuls coûts de transport sur la zone géographique de transport éligible : entre la Martinique et l'Union européenne (métropole). A noter que lorsque les trajets éligibles se situent entre la martinique et d'autres ports européens, le coût est ramené à celui constaté entre la Martinique et la France métropolitaine (cf. point 4).

Le « FRET interdom » n'est à ce stade par retenu dans le périmètre de construction de ces OCS, en raison principalement de l'insuffisance de données historiques disponibles.

Précision de l'AG pour le PO Martinique

- Période historique de référence retenue par l'AG du PO : ont été retenues les opérations programmées en 2018 et 2019 uniquement et soldées à la date de novembre 2023, soit 2 années quasiment complètes.

Le recours à cette période historique de référence permet de garantir l'utilisation de données homogènes et représentatives des dossiers déposés au titre du dispositif Aide au fret qui existe depuis la programmation 2007-2013 en Martinique.

Pour ces deux années, été comptabilisés 145 dossiers au total, au titre desquels un échantillonnage aléatoire a été effectué. Afin de s'assurer d'avoir un nombre suffisant de lignes sur l'extrait, 5 dossiers spécifiques ont été fléchés par le SI en sus de l'échantillonnage. 70 dossiers ont été retenus à proprement parler au titre de l'échantillonnage. Ce sont ainsi plus de 3529 lignes qui ont été codifiées, selon la codification préétablie, afin d'établir les BSCU.

- Liste des BSCU mobilisés sur le PO sur le FRET INTRANT :

tous les BSCU identifiés dans le tableau en Annexe, à savoir : DRY20, TC20Tank, Conteneurs spéciaux 20, Conteneurs 40 DRY-HC-RH, Conteneurs 40 OT-FLAT-RF, Groupage et fret aérien

- Liste des BSCU mobilisés sur le PO sur le FRET EXTRANT :

tous les BSCU identifiés dans le tableau en Annexe, à savoir : DRY20, DRY40, TC20Tank, Conteneurs spéciaux 40

Cette typologie a été choisie par l'AG afin de garantir la mobilisation de données historiques suffisantes. En effet, les travaux menés dans un premier temps avec une déclinaison plus précise par typologie de containers ont révélé l'insuffisance et/ou, dans certains cas le manque de représentativité des données pour permettre le calcul de BSCU correspondant aux conteneurs habituellement constatés. En effet, certains containers spécialisés ne sont utilisés que par une minorité de bénéficiaires. Dans cette optique, il a été choisi de regrouper les données pour établir quatre coûts unitaires: i) pour les containers spéciaux hors TC20Tank, en intrant pour les containers 20 pieds et en extrant pour les containers 40 pieds, ii) pour les containers 40 pieds en intrant en deux groupes distincts (ces catégories ont été modifiées suite aux observations formulées par l'autorité d'audit dans le cadre de son évaluation ex ante). Par ailleurs, cette classification s'est avérée pertinente dans la mesure où la variance au sein de chaque famille de containers n'a pas été jugée significative par le service instructeur, au regard de son expérience de certification des dépenses.

S'agissant du fret aérien, pris en charge par l'aide au fret aux montants qui s'appliquent aux opérations de groupage maritime au titre de la programmation actuelle, les BSCU groupage maritime seront mobilisés pour leur prise en compte au titre de la future programmation. Ce traitement résulte de l'obligation de ne pas compenser les surcoûts liés au fret au-delà des coûts de l'option la moins onéreuse existante pour le bénéficiaire et donc le maritime

Le fret inter-DOM ainsi que le vrac et le transport de déchets ne sont pas concernés par les BSCU et feront l'objet d'un traitement au réel.

Précision de l'AG pour le PO Martinique

- Précision sur la méthode d'établissement des BSCU :

Afin de créer la base de données nécessaire à l'établissement des BSCU, les services de la Direction Europe de la Collectivité Territoriale de Martinique ont été mobilisés, et notamment le service instructeur, associé de bout en bout des travaux pour affiner les analyses, faciliter le travail de constitution de la base de données et effectuer des contrôles de cohérence tout au long de l'établissement de la présente méthodologie.

Pour constituer la base de données, un travail de fusion des tableurs de contrôle des dépenses de la période de référence a été réalisé, afin de disposer de l'ensemble des éléments nécessaires à l'identification des barèmes notamment (i) les familles et sous-familles de contenants ainsi que leur capacité/poids/volume et (ii) la décomposition des coûts éligibles.

Le groupement de prestataires retenu par l'Autorité de Gestion pour l'accompagner dans l'établissement des BSCU est également intervenu en appui, notamment s'agissant de la constitution de la base de données, présentée à l'Autorité d'Audit pour évaluation ex ante de la présente méthode.

Considérant le contexte qui a permis de lancer les travaux relatifs à cette méthodologie, sous l'impulsion de la Région Réunion, il a été nécessaire de procéder à un rattrapage pour appliquer la codification spécifique (pour la préparation des BSCU) à l'ensemble des tableurs de contrôle des dépenses intégrés dans la base de données de calcul.

C'est dans le cadre d'un travail conjoint et itératif entre les prestataires et les services de l'Autorité de Gestion qu'a pu être menée à bien la mise en conformité des données disponibles avec les exigences de la présente méthodologie de construction des OCS pour l'aide au fret. Les principaux points de vigilance qui ont dû être intégrés au titre de ce travail de reprise ont notamment consisté à identifier les types d'acheminement et leurs caractéristiques afin de s'assurer que les calculs du BSCU soient adaptés et correspondent aux besoins de la méthodologie.

A la suite de la réalisation de ce rattrapage sur les tableurs Excel, la base de données a pu être constituée

par fusion de l'ensemble des tableurs retravaillés et, suite à des échanges avec les services de la Collectivité Territoriale de Martinique, la méthode d'établissement des BSCU spécifiques pour la Région Martinique a été validée.

Les données utilisées pour établir les BSCU – ayant pour origine les "états récapitulatifs des dépenses" des services instructeurs - sont stockées dans les « dossiers uniques » conservés par le service instructeur.

Le chemin d'accès pour reprendre l'ensemble des données de chaque dossier individuel sur l'arborescence des dossiers numérique de l'AG est le suivant \\Fichiers-dgs.ctmatinik.mq\partages\DFE\SERV. INSTR. AE\FEDER\Axe N° 5. Un dossier partagé a également été créé par l'AG afin de permettre l'accès à la base de données utilisée pour la constitution de la présente méthodologie, le chemin d'accès est le suivant : \\Fichiers-dgs.ctmatinik.mq\partages\DFE\POLE_FEDER_FSE_FEADER\POLE CG\OCS Fret.

Ont été retenus les opérations programmées en 2018 et 2019 uniquement et soldés à la date de novembre 2023.

2. Veuillez expliquer pourquoi la méthode et le calcul proposés sur la base de l'article 94, paragraphe 2, du RDC sont adaptés au type d'opération.

Méthodologie partagée

La méthode utilisée est fondée dans la mesure où elle correspond aux opérations réelles constatées pour la chaque région ultrapériphérique sur la période de référence retenue. Elle est également fondée sur les CSF établis au titre des opérations FEDER par le service instructeur FEDER. Il doit être rappelé que les services instructeurs lors de leur travail de VSF ont contrôlé les états récapitulatifs de dépenses présentés par les bénéficiaires en opérant un contrôle systématique sur les factures, et sur les pièces de dédouanement et d'acquiescement.

La règle est qu'un contrôle systématique des factures soit opéré. Par exception et pour les dossiers présentant un volume conséquent de pièces justificatives, sur quelques dossiers définis ci-dessous, un contrôle par échantillonnage conforme aux normes de gestion du FEDER a été opéré à l'époque par le service instructeur, suite à son constat de la fiabilité des états présentés par le bénéficiaire sur les années précédentes.

Il peut être rappelé que, dans le transport maritime, le coût du fret est indépendant du tonnage du produit transporté, mais est au contraire lié aux caractéristiques du container (DRY 20', DRY 40', conteneurs spécialisés...).

Précisions de l'AG pour le PO Martinique:

La méthode utilisée est fondée dans la mesure où elle correspond à un échantillon d'opérations réelles constatées pour la Martinique sur deux années, la période de référence retenue étant les années 2018 et 2019. Elle est également fondée sur les Vérifications de Service Fait établies au titre des opérations FEDER par le service instructeur FEDER qui sont ensuite certifiées par l'Autorité de Certification.

En Martinique, le choix a été fait, pour l'aide au fret, d'effectuer un contrôle exhaustif de toutes les factures. Un tableau récapitulatif de l'ensemble des factures fournies est établi et complété aux différentes étapes de l'instruction jusqu'à la décision sur le montant définitivement accepté par l'instructeur et proposé à la certification de l'Autorité de Certification.

Ce tableau détaille, par année, les différents postes éligibles d'une facture de fret et permet d'exclure les dépenses non éligibles.

A noter qu'à l'issue d'un premier examen des pièces fournies, une phase contradictoire permet au porteur de projet, le cas échéant, de fournir des informations ou pièces complémentaires permettant de requalifier une dépense initialement rejetée par exemple. C'est seulement suite à cette période contradictoire que le total des coûts éligibles constatés par l'instructeur (hors charges et frais divers) est déterminé.

3. Veuillez indiquer comment les calculs ont été effectués, en incluant notamment toute hypothèse formulée en termes de qualité ou de quantités. Le cas échéant, des données statistiques et des critères de référence devraient être utilisés et, sur demande, communiqués dans un format utilisable par la Commission.

Précisions de l'AG pour le PO Martinique

La méthode de traitement pour l'établissement des BSCU est fondée sur un échantillonnage des données disponibles au titre des 145 dossiers des années 2018 et 2019. L'échantillonnage a été réalisé sur 140 dossiers de façon aléatoire et concerne 40 des 45 dossiers retenus pour établir la base de données initiale. Toutes les lignes des états récapitulatifs de dépenses de ces 45 dossiers ont été traitées et intégrées dans la base de données mise en place pour l'établissement des BSCU, hormis les lignes non exploitables. Suite à l'évaluation de la présente méthodologie par l'autorité d'audit, un dossier complémentaire a été utilisé pour la catégorie TC20 TANK INTRANT (5 lignes ont été ajoutées dans ce cadre)

Dans une optique de sécurisation des données, le processus de mise en conformité des états récapitulatifs a permis de relever les lignes pour lesquelles des incertitudes devaient inciter à la prudence. Ainsi, une typologie de « difficultés » a été créée pour limiter au strict minimum le risque d'erreur dans les cas où les informations ne permettaient pas avec certitude de déterminer les éléments suivants :

- Famille de BSCU (type et taille de conteneurs) ;
- Nombre de conteneurs concernés au titre d'une opération de transport ;

Ainsi, lorsque les fichiers Excel ont été fusionnés pour constitution de la base de données, différentes vérifications ont pu être faites afin de garantir l'intégrité des données par croisement d'informations entre les fichiers bruts et les données agrégées. Le service instructeur a également procédé à des vérifications de cohérence s'agissant du nombre de lignes attribués aux différents types de transport ainsi que du nombre de containers concernés par les opérations.

Afin de minimiser les risques d'erreurs, toutes les lignes considérées comme potentiellement problématiques ont été exclues du calcul du BSCU. Les lignes de factures concernant le fret aérien ont également été exclues ; ceci dans le but de ne garder que les opérations concernant le fret maritime pour le calcul du barème. Par ailleurs, la certification pouvant conduire à un coût total éligible nul (quelle que soit le motif – justificatifs non fournis, produits inéligibles, etc.), les opérations se trouvant dans ce cas de figure ont été retirées du calcul du BSCU, considérant que ces lignes faussaient le calcul des coûts unitaires. Aussi, dans la mesure où le fret constitue l'essentiel du coût du transport, les lignes présentant un coût de fret nul ont été exclues de la base de calcul car jugées non représentatives. Par ailleurs, dans le cadre de l'identification de lignes potentiellement « aberrantes » en comparaison de l'ensemble des données par type de containers, quelques lignes supplémentaires ont été écartées car considérées problématiques pour l'établissement des BSCU. En somme, les lignes de factures exclues du calcul du BSCU concernent :

- i) Les lignes concernant le fret aérien ;
- ii) Les lignes potentiellement problématiques au regard des informations non disponibles dans les états récapitulatifs des dépenses (typologie de conteneurs et nombre de conteneurs) ;
- iii) Les lignes concernant des opérations pour lesquels le coût total retenu par l'AG est nul ;
- iv) Les lignes concernant des opérations pour lesquels le coût du fret retenu par l'AG est nul ;
- v) Les lignes considérées comme aberrantes au regard de l'ensemble des données par type de containers.

Considérant la dispersion des données pour les différents coûts unitaires du BSCU, et en prenant en considération les recommandations de la CICC, un retraitement de la base de données a été effectué afin d'exclure les lignes les plus extrêmes et ainsi augmenter la représentativité des coûts unitaires.

Dans un souci de transparence, ces lignes ont été conservées dans la base de données des états récapitulatifs, bien que n'ayant pas été intégrées au calcul du BSCU.

Les séances de travail impliquant le service instructeur ont permis de valider d'une part la pertinence de ces choix méthodologiques ainsi que la pertinence du barème final aussi bien selon les types de conteneurs que selon les coûts moyens des bénéficiaires pris individuellement.

Au total, 1352 lignes de factures ont ainsi pu être intégrées dans la base de calcul des BSCU initiale, lesquelles représentaient (selon les demandes de paiement reçues) près de 40% de la base valorisée (3529 lignes). Suite à l'évaluation de la présente méthodologie, certaines lignes ont été écartées manuellement (MATBOIS), d'autres au titre des valeurs extrêmes pour le groupage, et 5 lignes ont été ajoutées pour la catégorie des TC20 TANK INTRANT. Dans sa version finale, 1151 lignes de factures ont été valorisées.

4. Veuillez expliquer comment vous avez veillé à ce que seules des dépenses éligibles soient incluses dans le calcul du barème standard de coûts unitaires, du montant forfaitaire ou du taux forfaitaire.

Méthodologie partagée

Dans la mesure où la méthode d'établissement des BSCU est fondée exclusivement sur les CSF établis par le service instructeur FEDER sur la période de référence mentionnée supra, il peut être confirmé que seules les dépenses éligibles au FEDER ont été retenues dans la base utilisée pour les BSCU.

Précision de l'AG pour le PO Martinique:

Dans la mesure où la méthode d'établissement des BSCU est fondée exclusivement sur les CSF établis par le service en charge de l'instruction et du contrôle des remontées de dépenses pour l'aide au fret sur la période 2018 et 2019, il peut être confirmé que seules les dépenses éligibles au FEDER ont été retenues dans la base utilisée pour les BSCU.

Les composantes du coût qui figurent dans la base de données sont la manutention portuaire/aéroportuaire au départ, le fret, les surcharges tarifaires, la manutention portuaire/aéroportuaire à l'arrivée, les assurances et le stockage temporaire avant enlèvement. Ces coûts sont effectivement éligibles.

A titre d'exemple, les dépenses qui ne correspondent pas au « surcoût RUP » ont été exclues par le service instructeur dans le cadre de sa VSF (vérification de service fait). En ce sens, l'ensemble des critères de vérification de l'éligibilité des dépenses ont bien été pris en considération, notamment au regard de l'application de la réglementation des aides d'Etat (par exemple, inéligibilité des dépenses de transport terrestre, inéligibilité des dépenses de remplissage d'un conteneur si effectué en dehors du port ou d'un entrepôt "sous douane", etc.).

Dans le cas des acheminements arrivant depuis un port européen non français, le SI procède à une vérification systématique des prix pratiqués pour le transport maritime venant de France. Sur la base d'une pratique héritée de la programmation 2007-2013, le SI utilise un document appelé "Fiche C" complété annuellement ou tous les six mois par les transitaires (transmis en annexe de la présente méthodologie pour information) qui permet de comparer le prix déclaré par le bénéficiaire avec les coûts de fret depuis un port français. Lorsque le coût déclaré depuis un port européen est plus élevé, le SI conserve le coût de fret de la fiche C le moins disant.

5. Évaluation, par la (les) autorité(s) d'audit, de la méthode de calcul et des montants ainsi que modalités visant à assurer la vérification, la qualité, la collecte et le stockage des données.

évaluation ex-ante en cours

--

Appendice 2: Contribution de l’Union fondée sur un financement non lié aux coûts

A. Synthèse des principaux éléments

Priorité	Fonds	Objectif spécifique	Catégorie de région	Montant couvert par le financement non lié aux coûts	Type(s) d’opération couvert(s)		Conditions à réaliser/résultats à atteindre déclenchant le remboursement par la Commission	Indicateur		Unité de mesure des conditions à réaliser/résultats à atteindre déclenchant le remboursement par la Commission	Type de remboursement envisagé et mode de remboursement utilisé pour rembourser le ou les bénéficiaires
					Code (1)	Description		Code (2)	Description		

(1) Cela fait référence au code de la dimension «domaine d’intervention» figurant dans le tableau 1 de l’annexe I du RDC et de l’annexe IV du règlement Feampa

(2) Cela fait référence au code d’un indicateur commun, s’il y a lieu

B. Détails par type d'opération

Les opérations d'importance stratégique planifiées pour cette prochaine programmation reposent sur :

- **Deux grandes thématiques d'importance stratégique déclinées en projets structurants**
 - o Développer des filières du numérique
 - o Autonomie alimentaire,
- **Trois projets structurants:**
 - o **Extension du réseau du TCSP vers le campus de Schœlcher, vers le Trinité, et Sainte-Luce :**

Le projet comprend la réalisation de toutes les infrastructures et superstructures nécessaires et ne concerne pas l'acquisition du matériel roulant.

Le projet vise donc :

1.
 - o
 - à réduire les nuisances environnementales,
 - à réduire les temps de parcours pour les usagers des transports en commun,
 - à favoriser les pratiques intermodales.

Etudes pré opérationnelles globales des 3 extensions : 1,5 M€

Etudes opérationnelles et Travaux sur le Programme: 210 M€

Date de début de projet:

- **Etudes : Mars et Mai 2019**
- **Travaux : 2023-2024**

Date estimée de fin de la tranche financée sur le Programme : Fin 2027

Date estimée de fin du projet global des 3 extensions : 2040

1.
 - o **Dispositif « ParCours Clés »**

Le dispositif « ParCours Clés » est un programme de qualification des publics éloignées de la formation et de l'emploi.

Le dispositif « ParCours Clés » a un triple objectif :

1.
 - o Parcours individualisés et qualifiants
 - o Renforcement des compétences,
 - o Projet d'insertion pour l'employabilité en rendant les entreprises parties prenantes.

Coût global du projet : 7,6M€

Eff. Prév. : 450 stagiaires

ANNEE	COUT PEDAGOGIQUE	FRAIS ANNEXES	TOTAL
2023	1,5 M€	1 M€	2,5 M€
2024	1,5 M€	1 M€	2,5 M€
2025	1,5 M€	1 M€	2,5 M€

Fin de projet : décembre 2025

1.

o Centre de Valorisation du Patrimoine

Le Centre de Valorisation du Patrimoine Vivant a pour vocation de **valoriser** l'ensemble des cultures et des patrimoines du territoire se compose de 5 entités:

1.

o

- La maison des Métiers d'art
- La maison du patrimoine oral
- La maison du Carnaval
- La maison de la voile traditionnelle des hommes et de la mer
- La maison des hommes et des paysages

Coût global : 769 k€

Durée totale prévisionnelle : 30 mois de réalisation

- Diagnostics et études : 18 mois
- Projet scientifique : 12 mois

DOCUMENTS

Intitulé du document	Type du document	Date du document	Référence locale	Référence de la Commission	Fichiers	Date d’envoi	Expéditeur
Rapport final Evaluation à mi-parcours	Évaluation de l’examen à mi-parcours	8 déc. 2025			Rapport final Evaluation à mi-parcours		